

Journal officiel

des

Communautés européennes

N° 113
Mars 1969

Édition de langue française

Débats du Parlement européen

Session 1969-1970

Compte rendu in extenso des séances

Sommaire

Séance du mardi 11 mars 1969	1
1. Ouverture de la session annuelle, p. 1 — 2. Excuses, p. 1 — 3. Allocution du doyen d'âge, p. 1 — 4. Élection du président, p. 5 — 5. Excuses, p. 6 — 6. Élection du président (suite), p. 6 — 7. Remerciements de M. le Président, p. 8 — 8. Modification de l'article 4 du règlement du Parlement européen, p. 8 — 9. Ordre du jour de la prochaine séance, p. 9.	
Séance du mercredi 12 mars 1969	11
1. Adoption du procès-verbal, p. 11 — 2. Dépôt de documents, p. 11 — 3. Allocution de M. le Président, p. 11 — 4. Élection des vice-présidents, p. 14 — 5. Ordre du jour de la présente séance, p. 14 — 6. Exposé sur l'évolution de la situation sociale dans la Communauté en 1968, p. 15 — 7. Exposé sur le deuxième rapport général sur l'activité des Communautés en 1968, p. 20 — 8. Fixation de l'ordre du jour de la présente séance, p. 41 — 9. Vérification de pouvoirs, p. 43 — 10. Élection des membres du Parlement européen au suffrage universel direct, p. 43 — 11. Règlements concernant la fixation des prix de certains produits agricoles et des mesures à moyen terme pour différents marchés agricoles, p. 61 — 12. Nomination des membres des commissions du Parlement européen, p. 93 — 13. Ordre du jour de la prochaine séance, p. 94.	

AVIS AU LECTEUR

En même temps que l'édition en langue française paraissent des éditions dans les trois autres langues officielles des Communautés : l'allemand, l'italien et le néerlandais. L'édition en langue française contient les textes originaux des interventions faites en langue française et la traduction en français de celles qui ont été faites dans une autre langue. Dans ce cas, une lettre figurant immédiatement après le nom de l'orateur indique la langue dans laquelle il s'est exprimé : (A) correspond à l'allemand, (I) à l'italien et (N) au néerlandais.

Les textes originaux de ces interventions figurent dans l'édition publiée dans la langue de l'intervention.

(Suite)

Séance du jeudi 13 mars 1969 95

1. Adoption du procès-verbal, p. 97 — 2. Dépôt de documents, p. 98 — 3. Modification de l'ordre du jour, p. 99 — 4. Exposé sur une communication de la Commission concernant la politique énergétique communautaire, p. 99 — 5. Procédure d'examen du deuxième rapport général sur l'activité des Communautés, p. 103 — 6. Procédure d'examen de la communication des Communautés européennes au Parlement européen concernant l'article 8, paragraphe 7, du traité C.E.E., p. 103 — 7. Composition des commissions du Parlement européen, p. 104 — 8. Budget de recherches et d'investissement de la C.E.E.A. pour 1969, p. 104 — 9. Nomination des membres de commissions du Parlement européen, p. 118 — 10. Règlement concernant la fixation des prix de certains produits agricoles et des mesures à moyen terme pour différents marchés agricoles (suite), p. 118 — 11. Ordre du jour de la prochaine séance, p. 156.

Séance du vendredi 14 mars 1969 157

1. Adoption du procès-verbal, p. 158 — 2. Composition des commissions, p. 158 — 3. Nomination du rapporteur général, p. 158 — 4. Directive relative aux échanges de certaines viandes fraîches découpées, p. 158 — 5. Directive relative au rapprochement des législations dans le secteur des denrées alimentaires, p. 159 — 6. Règlement relatif au concours du F.E.O.G.A., section garantie, p. 160 — 7. Règlement concernant la perception d'un montant compensatoire sur la poudre de lait, p. 160 — 8. Règlement fixant les qualités type de certaines céréales, p. 160 — 9. Règlement modificatif concernant l'organisation commune des marchés des céréales, p. 161 — 10. Calendrier des prochaines séances, p. 161 — 11. Adoption du procès-verbal, p. 161 — 12. Interruption de la session, p. 161.

SÉANCE DU MARDI 11 MARS 1969

Sommaire

1. Ouverture de la session annuelle	1	6. Élection du président (suite) :	
2. Excuses	1	Deuxième tour de scrutin	6
3. Allocution de M. le Président d'âge (incident à la tribune publique)	1	Troisième tour de scrutin	7
Suspension et reprise de la séance	2	MM. Vals, Illerhaus	7
Demande de rappel au règlement : MM. Triboulet, Illerhaus, Vals, le Président ..	4	Suspension et reprise de la séance	7
4. Élection du président :		Quatrième tour de scrutin	7
Premier tour de scrutin	5	7. Remerciements de M. le Président	8
MM. Vals, président du groupe socialiste ; Illerhaus, président du groupe démocrate-chrétien ; Pleven, président du groupe des libéraux et apparentés	6	8. Modification de l'article 4 du règlement du Parlement européen. — Discussion d'une proposition de résolution présentée au nom des quatre groupes politiques :	
Suspension et reprise de la séance	6	M. Vals, président du groupe socialiste ..	8
5. Excuses	6	Adoption de la proposition de résolution ..	9
		9. Ordre du jour de la prochaine séance ..	9

PRÉSIDENCE DE M. PARRI

Président d'âge

(La séance est ouverte à 11 h 10)

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. Ouverture de la session annuelle

M. le Président. — En application de l'article 1 du règlement, je déclare ouverte la session annuelle du Parlement européen.

2. Excuses

M. le Président. — MM. Arendt, Luzzatto, Pianta, Scoccimarro et Tolloy s'excusent de ne pouvoir assister aux prochaines séances.

3. Allocution du président d'âge

M. le Président. — Mes chers collègues, je dois à la vieillesse le privilège — encore qu'à mes yeux la vieillesse ne représente pas tant un privilège qu'un fardeau et un poids de responsabilités accrus — le privilège, dis-je, et l'honneur insigne d'ouvrir cette séance inaugurale de la nouvelle session du Parlement européen. Je considère comme mon premier et mon plus agréable devoir d'exprimer vos vœux et vos remerciements à celui qui jusqu'à hier a dirigé vos travaux avec un talent et un esprit d'impartialité (*applaudissements vifs et prolongés*) tels que je suis certain, bien que n'étant membre de ce Parlement que depuis hier, mais non ignorant de son activité, de traduire vos sentiments en lui exprimant votre reconnaissance et également — si vous m'y autorisez — vos vœux pour la haute charge qu'il est appelé à remplir dans son pays.

Mes chers collègues, j'ai siégé dans cet hémicycle jusqu'à 1952 en tant que membre de la première As-

Président

semblée commune, que nous pouvons considérer en quelque sorte comme le prototype, la préfiguration de ce Parlement. J'y retourne à une heure troublée, à un moment où il me semble que l'incertitude même de l'avenir doit inciter le Parlement à dresser loyalement un bilan de son activité passée et à évaluer avec franchise et objectivité les possibilités d'avenir. Ce long éloignement du Parlement européen et l'attention que j'ai toujours portée aux vicissitudes, aux travaux et aux espérances des Communautés donnent à mes paroles — aux paroles de votre président d'une heure — du moins veux-je l'espérer, la garantie de la sérénité et de l'objectivité dont je veux m'inspirer.

(Applaudissements très vifs et prolongés)

En dépit des tendances au pessimisme que je puis avoir, moi aussi, il me faut rappeler que la poussée européenne a produit une imposante et nouvelle réalité économique, celle du Marché commun, qui ne pourra plus disparaître et devra trouver ses compléments, ses développements ultérieurs non seulement sur le plan économique, mais également sur le plan social. A cette réalité, fruit de votre activité, il faut ajouter cet autre résultat fécond que représente le rapprochement toujours plus étroit entre les peuples, les civilisations, les économies, les cultures des nations qui font partie du Marché commun et qui représentent le fondement réel, solide de toute unité.

Nous ne devons pas perdre de vue — et votre président d'âge le premier — ces données de base à un moment précisément où les Communautés européennes se trouvent dans l'impasse, impasse à laquelle vous autres, hommes politiques, cherchez une issue et que l'historien — si vous m'autorisez à le mentionner — pourra expliquer de façon objective en invoquant le changement de situation intervenu par rapport à celle qui prévalait au moment de la création de la Communauté. A l'époque, on se trouvait dans une période de guerre froide et il y avait par conséquent aussi une recherche d'autodéfense, laquelle agissait en tant que force subrogatoire de ces impulsions, de ces impératifs qui permettent la constitution de fédérations stables. Ces forces subrogatoires ont perdu peu à peu de leur vigueur, et se sont modifiées avec le temps.

L'idéologie qui a inspiré le Marché commun, une idéologie libérale, s'est trouvée elle-même en un certain sens dépassée avec le temps, ou tout au moins s'est révélée insuffisante, eu égard à l'évolution rapide de nos civilisations industrielles, évolution qui a changé les dimensions et la portée des problèmes soulevés par une intégration vraiment communautaire, déjà difficile en soi en raison de certaines lacunes, certaines divergences sur le plan social, notamment au moment de la formation des Communautés. Et ce premier élément libéral et libéralisateur qui a fait en un premier temps la fortune — il faut bien le reconnaître — du Marché commun...

(Tumulte dans les tribunes réservées au public)

M. le Président. — La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à 11 h 20, est reprise à 12 h)

M. le Président. — La séance est reprise.

Mesdames, Messieurs, je ne peux pas, même à titre de président temporaire, ne pas déplorer la manifestation qui a interrompu nos travaux ; je ne peux pas ne pas la déplorer et en même temps je vous prie de la considérer avec tout le calme qui s'impose.

Je dois considérer que cette manifestation est, elle aussi, une manifestation idéologique, qui émane de jeunes, et il convient, même si elle s'exprime violemment...

(Vives protestations sur les bancs de l'U.D.E.)

même si elle émane de contestataires — et je parle par expérience personnelle de mon pays — qu'elle soit toujours considérée avec une grande sérénité.

(Vives protestations sur les mêmes bancs — Applaudissements à gauche...)

Ceci dit, ma fonction me commande de reprendre le discours, mon désir...

(Vives protestations sur les bancs de l'U.D.E.)

Lorsque j'ai été interrompu, je voulais souligner tant pour moi-même que pour vous, non pas au nom de l'autorité mais en vertu de l'esprit qui anime mes paroles (je vous prie, Mesdames, Messieurs, de m'écouter), les difficultés certainement très grandes de ce moment où certaines actions ou certaines contradictions nous arrêtent. Et je voulais vous rappeler, en me référant à votre activité passée, que peut-être il y a eu dans les travaux de la Communauté et par conséquent aussi du Parlement une certaine illusion « de fonctionnement » qui a porté à croire à un certain moment, face au bloc des espoirs d'une unité politique, que l'on pouvait s'engager dans la voie des problèmes concrets, des problèmes pratiques, et estimer qu'une série de solutions économiques, et par conséquent de liens qui se nouent sur la base de ces solutions économiques, pouvait elle-même conduire presque automatiquement à une unité conçue comme son complément.

Je crois que ce fut une illusion parce que, dans ce domaine technique aussi, lorsqu'on est parvenu aux phases plus difficiles de l'intégration, aux problèmes plus vastes et plus graves d'uniformisation, d'établissement de conditions égales de concurrence (problèmes qui, face à l'évolution de nos sociétés industrielles, se sont révélés d'une dimension et d'une portée très supérieures de ce que pouvaient prévoir les artisans du Marché commun), lorsqu'on est arrivé aux problèmes des disparités entre les différents pays, entre les différentes économies (disparités budgétaires, monétaires), alors vos travaux se sont souvent arrêtés.

Président

Dans de nombreux domaines, on n'est pas même parvenu à ces accords obligatoires qui, ne serait-ce que sur un plan non pas d'unification communautaire proprement dite mais de simple coordination (seule formule possible à mes yeux dans la phase où se trouvent actuellement les Communautés européennes), auraient pourtant représenté une progression réelle vers l'unification.

Je dois avouer que je déplore cet arrêt d'un point de vue qui, dans mon esprit, est sincèrement européen. En effet, aucun de nous, quelles que soient ses idées, ne peut se cacher qu'il y a des faits, des impulsions, des tendances historiques auxquels nous ne pouvons a priori dire non. Une tendance générale, propre à l'esprit humain, entraîne vers des processus supérieurs d'unification. Qui voudrait le nier ? Cette tendance opère dans cette Europe des six pays de la Communauté, que beaucoup trouvent désormais trop exigüe. Il y a d'illustres représentants de gouvernements, d'illustres hommes politiques qui insistent d'une manière générale sur la nécessité d'un élargissement. Mais je crois qu'eux-mêmes ne se font pas illusion sur le fait qu'un élargissement de la Communauté ne signifie pas modifier les données des problèmes de l'intégration communautaire. Le Marché commun constitue nécessairement, en raison de ses caractéristiques, je ne dis pas une île mais un agglomérat protectionniste, ce qui évidemment lui est préjudiciable et limite ses possibilités d'action, par exemple dans le secteur de l'aide au tiers monde et aux pays en voie de développement, que je me permets de recommander à votre attention comme étant l'une des activités, l'un des objectifs fondamentaux de notre action au Parlement européen. Hier M. Bersani nous a montré combien notre action était limitée, par exemple dans le domaine de la banque des investissements. Un travail considérable dans ce sens nous attend, mais nous devons d'abord prendre sérieusement conscience des contradictions qui nous enveloppent et voir quels peuvent être les moyens de parvenir à une solution.

L'unité, il est facile de la prêcher. Pour moi, je l'avoue — même si je ne puis l'approuver sans réserves — je comprends l'esprit qui animait aussi ces jeunes qui ont manifesté au nom de l'idéal d'une fédération.

Excusez-moi si je suis obligé, peut-être pour me faire mieux comprendre, de recourir à des souvenirs autobiographiques et de rappeler que moi-même, à l'origine de cette Assemblée, je croyais qu'après les désastres de la guerre, l'idéal fédéral était encore la meilleure solution pour l'avenir. J'ai dû me convaincre par la pratique, par l'expérience, que les processus d'unification sont terriblement difficiles pour des pays comme les nôtres qui ont derrière eux des siècles d'histoire nationale. Pour ces pays, ce que nous pourrions appeler l'ossification des nouveaux liens d'unité est beaucoup plus difficile que pour des pays ayant récemment accédé à l'indépendance.

Si vous passez aux cas particuliers, vous constatez que même pour les pays du Comecon, il est plus facile que pour nous d'arriver à des spécialisations du travail parce que, dans notre cas, il faut rompre des équilibres séculaires auxquels nous devons accorder une grande attention, car ils impliquent aussi des problèmes sociaux qui doivent intéresser un Parlement élu au suffrage universel.

S'il est un défaut que je puis me permettre de relever dans l'action du Parlement européen et dans celle de la Communauté européenne, c'est celui de l'insuffisance de cette action dans le domaine social, même si de très remarquables résultats, que j'apprécie beaucoup, ont déjà été obtenus.

J'ai lu — et je crois que le Parlement en aura bientôt connaissance — le rapport récemment établi sur ce point par M. Levi Sandri. Il abonde en témoignages de réalisations, mais en même temps il reconnaît l'existence d'un grand nombre de problèmes et de perspectives qui s'offrent au vaste monde des travailleurs, lesquels représentent dans nos pays la grande majorité du peuple, la grande majorité des électeurs. Et la première pensée des Communautés doit être pour eux, pour les problèmes que leur présence — et, je l'espère, leur plus grande influence — pourra mettre en évidence.

Permettez-moi, également en tant qu'Italien, de vous dire ou de vous rappeler que le changement de la représentation italienne au Parlement européen reflète ces préoccupations, ces désirs, ces intentions que les Communautés et le Parlement, du moins je l'espère, feront leurs. Ce sont des intentions de travail effectif et qui ne visent pas seulement l'unité politique.

Assurément, tout cela demande, me semble-t-il, la réunion de diverses conditions générales d'organisation politique européenne et exige que les problèmes de la sécurité européenne soient posés en sorte que les contradictions actuelles puissent être éliminées. Cela ne concerne évidemment pas l'avenir immédiat, mais un avenir plus lointain vers lequel on peut s'acheminer progressivement en suivant un programme ; progressivement, mais avec des intentions et des programmes bien définis. En effet, le moment de la programmation est venu : si à l'époque des traités de Rome, on pouvait d'une certaine manière considérer les choses par secteur, avec un optimisme général, aujourd'hui par contre il est nécessaire d'avoir une vision programmée des problèmes de nos pays et de ceux avec lesquels nous désirons étendre nos rapports tant en Europe qu'hors d'Europe. Cela est également vrai pour les pays de l'Europe de l'est qui se trouvent eux aussi en Europe et avec lesquels, dans un avenir que nous pouvons déjà prévoir, les rapports de la Communauté européenne pourront et devront se faire plus étroits et plus directs jusqu'à ce que s'établissent les liens qui pour l'instant n'existent que dans mes vœux.

Président

C'est dans ce sens que je me permets de me déclarer favorable aux projets qui ont déjà été présentés pour l'élection au suffrage universel et direct des représentants des différents pays au Parlement européen, car j'estime que ce mode d'élection peut et doit être un moyen de resserrer les liens entre le peuple et la construction européenne, liens sans lesquels aucune unité, aucune forme d'unification ne peut être acceptable ni durable. Je me permets aussi de dire, étant donné que la Communauté économique s'achemine vers une phase nouvelle et importante de son histoire, qu'un progrès de ce genre devrait être approuvé, je dirais même réalisé cette année, en 1969, pour être efficace.

J'en arrive maintenant à la conclusion de mon exposé, conclusion que du reste mes propos vous ont déjà permis d'imaginer. C'est une conclusion simple, c'est la conclusion d'un vieillard qui aimerait pouvoir voir avant le terme de ses jours quelque chose de nouveau, d'important, de révolutionnaire. Bien entendu, les révolutions que nous entendons sont des transformations, des progrès réels sur le plan des mesures et de la vie sociales. Ces transformations, je souhaiterais pouvoir en être témoin avant la fin de mon existence, les voir réalisés d'abord dans mon pays, mais aussi dans cette Europe. Notre présence ici, quelles que soient nos idées et notre tendance, nous lie bon gré mal gré à cette Communauté. Et même celui qui, comme moi, se trouve sur des positions critiques se sent néanmoins lié, éprouve le sentiment de cette autre nationalité européenne.

En conclusion de mon allocution, Mesdames, Messieurs, je ne peux pas ne pas m'adresser à vous, mandataires des peuples, des États que vous représentez, titulaires d'une des trois fonctions de la Communauté ; fonction essentielle même si le traité de Rome, en dépit de ce qui devait être sa propre logique, a amputé le Parlement de pouvoirs de décision, que le Parlement doit, à mon avis, chercher à conquérir. J'espère qu'au cours de la nouvelle phase d'existence de la Communauté, le Parlement pourra exercer avec une plus grande efficacité son pouvoir de contrôle utile et fécond (et je crois qu'il a été utile dans le passé) : contrôle de la Commission et du Conseil de ministres.

Je pense qu'en définitive le Parlement pourra envisager à l'avenir une révision constructive de ce traité de Rome. Et si ces contradictions devaient à un certain moment être examinées par vous de manière approfondie et aboutir à des conclusions logiques, il ne faudra pas en tout état de cause craindre de tirer ces conclusions, qui devront au contraire toujours être envisagées avec l'esprit serein d'hommes qui désirent parvenir à des solutions positives par le débat et la confrontation. Telle est la seule règle qui doit commander la vie commune de pays démocratiques. Il ne faut pas craindre les contestations et les oppositions, car la confrontation est la meilleure arme pour les vaincre. Cette révision du traité de Rome

pourra se révéler nécessaire pour consolider la construction européenne, mais, de toute façon, c'est vous qui, aujourd'hui, êtes les dépositaires de la vitalité et de la capacité de développement des Communautés européennes.

C'est dans cette certitude et confiant dans l'avenir et en vous-mêmes que je terminerai mon allocution d'ouverture de la session annuelle.

(Applaudissements)

M. Triboulet. — Je demande la parole pour un rappel au règlement.

M. le Président. — Je vous donne la parole, mais permettez-moi, Monsieur Triboulet, de vous rappeler que je suis seulement président d'âge, et vous savez ce que cela implique.

M. Triboulet. — Je n'oublie pas en effet que vous êtes notre doyen, Monsieur le Président. Si j'ai demandé la parole pour un rappel au règlement, c'est parce que le règlement de cette Assemblée n'a certainement pas bien fonctionné ce matin sur un point : celui du maintien de l'ordre de nos séances parlementaires. L'indulgence que vous avez manifestée pour les idées des jeunes gens, des pseudo-étudiants qui ont manifesté tout à l'heure, ne va pas, j'en suis persuadé, jusqu'à approuver les procédés qu'ils ont employés.

Je ne crois pas qu'il soit bon pour l'Europe, qu'il soit bon pour le Parlement européen que nous transposions les discussions entre la tribune du public et les parlementaires, et que les banderoles, les tracts et les vociférations deviennent de règle dans cette enceinte.

(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'U.D.E.)

Je pense donc que nos collègues seront unanimes pour souhaiter que le premier point du bureau que nous allons élire soit, avec les présidents de groupes politiques, de faire une enquête sur ce qui a rendu possible la manifestation de ce matin.

(Protestations et exclamations sur de nombreux bancs.)

Mes chers collègues, est-ce que, dans vos Parlements respectifs, la procédure de l'enquête parlementaire n'existe pas ? C'est une procédure démocratique et parlementaire dont je demanderai l'application.

Le premier soin du bureau doit être de faire une enquête de ce genre et d'étudier les moyens pour que des incidents aussi graves ne se reproduisent pas.

Voilà, cher Président, ce que je demande à notre doyen d'âge, mais qui en même temps peut avoir qualité, puisqu'il présidait la séance qui a été trou-

Triboulet

blée, pour transmettre nos observations au nouveau bureau.

(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'U.D.E.)

M. le Président. — La parole est à M. Illerhaus, toujours pour un rappel au règlement.

M. Illerhaus. — (A) Monsieur le Président, mes chers collègues, on peut être pour ou contre cette manifestation, mais je crois que cette discussion n'a pas sa place ici ; elle devrait avoir lieu devant le nouveau Parlement que nous allons constituer et sous la présidence du nouveau président.

Cette Assemblée a exclusivement pour objet l'élection du président et je vous serais reconnaissant d'en rester à cet ordre du jour.

M. le Président. — La parole est à M. Vals, également pour un rappel au règlement.

M. Vals. — Je tiens seulement à faire observer à M. Triboulet que, lorsqu'on demande au doyen d'âge de faire respecter le règlement, il convient d'abord de le respecter soi-même.

Or, l'article 6 de notre règlement indique qu'aucun débat dont l'objet est étranger à l'élection du président ou à la vérification des pouvoirs ne peut avoir lieu sous la présidence du doyen d'âge. C'est la raison pour laquelle je fais ce rappel au règlement. Je regrette beaucoup que le règlement n'ait pas été observé.

(Mouvements divers)

M. Baumel. — Mais l'objet de l'intervention de M. Triboulet est précisément un rappel au règlement !

M. Vals. — Je tiens à exprimer au nom de mon groupe, au président doyen d'âge, tous les regrets qui sont les nôtres d'avoir vu son discours interrompu. Nous savons fort bien que la jeunesse a certains droits, même celui d'oublier l'histoire, l'histoire récente, à laquelle vous avez participé, Monsieur le Président, et qui vous fait particulièrement honneur.

C'est cela surtout que nous regrettons, Monsieur le Doyen d'âge.

(Applaudissements)

M. Triboulet. — Je remercie M. Vals de s'être associé à mes observations.

M. le Président. — Mes chers collègues, je dois remercier vivement M. Vals de ses paroles aimables.

Je voudrais m'associer également aux observations de MM. Illerhaus et Vals et rappeler à M. Triboulet qu'en ma qualité de président d'âge, je ne peux pas présider une réunion des présidents des groupes, car, n'ayant pas été élu par l'Assemblée, je n'ai pas autorité pour le faire. Seul le président que vous allez élire pourra, une fois élu à la présidence de ce Parlement, répondre valablement aux observations et aux demandes qui viennent d'être faites par certains collègues.

Je voudrais dire à M. Triboulet que je me rends parfaitement compte des raisons de sa demande, encore qu'elle ne soit peut-être pas conforme au règlement. Mais, vu les circonstances, je pense qu'il est possible de faire une entorse au règlement.

S'il n'y a pas d'opposition, cette demande pourra être réintroduite après l'élection du nouveau président.

Le président prendra alors une décision en accord avec l'Assemblée.

Ceci étant dit, nous passons à la suite de notre ordre du jour.

4. Élection du président

M. le Président. — L'ordre du jour appelle l'élection du président du Parlement européen.

J'ai reçu les candidatures de MM. Scelba, Burger, Lefebvre et Parri. Cette dernière candidature est présentée par un groupe que vous ne connaissez pas encore, puisqu'il est en voie de constitution. Ce candidat c'est moi-même, malheureusement ; entendez malheureusement pour moi, et non pour les collègues.

Je rappelle que, conformément à l'article 7, paragraphes 1 et 2, et à l'article 35, paragraphe 6, du règlement, le vote devra avoir lieu au scrutin secret.

Je vous rappelle le texte de l'article 7, paragraphe 2 :

« Il est d'abord procédé à l'élection du président. Les candidatures doivent être, avant chacun des tours de scrutin, présentées au doyen d'âge qui en donne connaissance au Parlement. Si, après trois tours de scrutin, aucun candidat ne recueille la majorité absolue des suffrages exprimés, peuvent être seuls candidats, au quatrième tour, les deux représentants qui ont obtenu, au troisième, le plus grand nombre de voix ; en cas d'égalité des voix, le candidat le plus âgé est proclamé élu. »

Je rappelle également que, conformément à l'article 35, paragraphe 6, « seuls les bulletins mentionnant les noms des personnes dont la candidature a été pré-

Président

sentée entrent dans le calcul des suffrages exprimés ».

Des bulletins et des enveloppes ont été distribués à MM. les Représentants. Ceux-ci inscriront sur le bulletin de vote le nom du candidat de leur choix, introduiront le bulletin dans l'enveloppe et déposeront celle-ci, à l'appel de leur nom, dans l'urne posée sur la tribune des orateurs.

Nous allons procéder au tirage au sort des noms des quatre scrutateurs.

Voici le nom des quatre scrutateurs : MM. Baumel, Mauk, Pleven et Armengaud.

Je tire au sort le nom du représentant par lequel commencera l'appel nominal.

L'appel nominal commencera par M. Herr.

Le scrutin est ouvert.

J'invite Monsieur le Secrétaire général à procéder à l'appel nominal.

(L'appel nominal a lieu)

M. le Président. — Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

J'invite MM. les Scrutateurs à se rendre dans la salle voisine pour procéder au dépouillement des bulletins de vote.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à 12 h 40, est reprise à 13 h 05)

M. le Président. — La séance est reprise.

Voici le résultat du scrutin :

Nombre de votants :	131
Bulletins blancs ou nuls :	6
Suffrages exprimés :	125
Majorité absolue :	63

Ont obtenu :

M. Scelba :	43 voix
M. Lefebvre :	39 »
M. Burger :	36 »
M. Parri :	7 »

Aucun candidat n'ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, nous allons procéder à un nouveau tour de scrutin.

La parole est à M. Vals.

M. Vals. — Devant ce résultat, je demande, au nom du groupe socialiste, que la séance soit suspendue jusqu'à 15 h 30, de sorte que les groupes puissent

se réunir s'ils le désirent et examiner la situation politique.

M. le Président. — Les autres groupes sont-ils d'accord pour cette suspension de séance ?...

La parole est à M. Illerhaus.

M. Illerhaus, président du groupe démocrate-chrétien. — (A) Monsieur le Président, dans ce cas je vous prie de faire savoir que les groupes pourront se réunir à partir de 15 h et que mon groupe en particulier se réunira à 15 h dans la salle C 300.

M. le Président. — La parole est à M. Vals.

M. Vals, président du groupe socialiste. — Je vous confirme la demande de suspension, mais le groupe socialiste se réunira à 14 h 30.

M. le Président. — La parole est à M. Pleven.

M. Pleven, président du groupe des libéraux et apparentés. — Je voudrais également, Monsieur le Président, vous informer que le groupe des libéraux et apparentés se réunira à 14 h 30.

M. le Président. — Ceci étant dit, nous allons interrompre nos travaux pour les reprendre à 15 h 30.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à 13 h 10, est reprise à 15 h 45)

M. le Président. — La séance est reprise.

5. Excuses

M. le Président. — M^{lle} Flesch et M. Brouwer s'excusent de ne pouvoir assister à la séance de cet après-midi.

6. Election du président (suite)

M. le Président. — Nous allons procéder à un deuxième tour de scrutin pour l'élection du président. Les candidatures reçues sont les mêmes que ce matin, à savoir celles de MM. Scelba, Burger, Lefebvre et Parri.

Le scrutin est ouvert.

J'invite M. le Secrétaire général à procéder à l'appel nominal.

(L'appel nominal a lieu)

M. le Président. — Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

J'invite MM. les Scrutateurs à se rendre dans la salle voisine pour procéder au dépouillement des bulletins de vote.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à 15 h 55, est reprise à 16 h 15)

M. le Président. — La séance est reprise.

Voici le résultat du scrutin :

Nombre de votants :	126
Bulletins blancs ou nuls :	4
Suffrages exprimés :	122
Majorité absolue :	62

Ont obtenu :

M. Scelba :	42 voix
M. Lefebvre :	39 »
M. Burger :	34 »
M. Parri :	7 »

Aucun candidat n'ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, nous allons procéder à un troisième tour de scrutin.

Si les groupes maintiennent leurs candidatures, nous pouvons passer immédiatement au troisième tour de scrutin.

Il n'y a pas d'opposition ?

Il en est ainsi décidé.

Le scrutin est ouvert.

J'invite M. le Secrétaire général à procéder à l'appel nominal.

(L'appel nominal a lieu)

M. le Président. — Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

J'invite MM. les Scrutateurs à se rendre dans la salle voisine pour procéder au dépouillement des bulletins de vote.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à 16 h 25, est reprise à 16 h 50)

M. le Président. — La séance est reprise.

Voici le résultat du scrutin :

Nombre de votants :	127
Bulletins blancs ou nuls :	6
Suffrages exprimés :	121
Majorité absolue :	62

Ont obtenu :

M. Scelba :	42 voix
M. Lefebvre :	38 »
M. Burger :	33 »
M. Parri :	8 »

Aucun candidat n'ayant obtenu la majorité absolue des voix exprimées, nous allons procéder à un quatrième tour de scrutin.

La parole est à M. Vals.

M. Vals, président du groupe socialiste. — Comme un quatrième tour de scrutin est nécessaire, je demande une suspension de séance.

M. le Président. — La parole est à M. Illerhaus.

M. Illerhaus, président du groupe démocrate-chrétien. — Je propose également que la séance soit suspendue.

M. le Président. — Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à 16 h 55, est reprise à 18 h 10)

M. le Président. — La séance est reprise.

Aucun candidat n'ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, nous allons procéder à un quatrième tour de scrutin.

Je rappelle que, conformément à l'article 7, paragraphe 2, du règlement « peuvent être seuls candidats, au quatrième tour, les deux représentants qui ont obtenu, au troisième tour, le plus grand nombre de voix ; en cas d'égalité des voix, le candidat le plus âgé est proclamé élu ».

Les candidats pour le quatrième tour sont donc : MM. Scelba et Lefebvre.

Je propose à l'Assemblée de procéder immédiatement au quatrième tour de scrutin.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

Le scrutin est ouvert.

J'invite M. le Secrétaire général à procéder à l'appel nominal.

(L'appel nominal a lieu)

M. le Président. — Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

J'invite MM. les Scrutateurs à se rendre dans la salle voisine pour procéder au dépouillement des bulletins de vote.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à 18 h 20, est reprise à 18 h 40)

M. le Président. — La séance est reprise.

Voici le résultat du scrutin :

Nombre de votants : 129
Bulletins blancs ou nuls : 27
Suffrages exprimés : 102

Ont obtenu :

M. Scelba : 52 voix
M. Lefebvre : 50 »

M. Scelba ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages exprimés, je le proclame président du Parlement européen. Je lui présente mes félicitations et je l'invite à prendre place au fauteuil présidentiel.

PRÉSIDENCE DE M. SCELBA

7. Remerciements de M. le Président

M. le Président. — Mes chers collègues, je suis profondément ému par la confiance que vous m'avez témoignée. L'heure avancée et la fatigue bien naturelle à l'issue d'une journée aussi agitée me dispensent de vous tenir un long discours. Permettez-moi donc de vous dire simplement :

Merci, merci du fond du cœur pour votre confiance.

(Applaudissements)

8. Modification de l'article 4 du règlement du Parlement européen

M. le Président. — Mes chers collègues, l'ordre du jour de la séance de cet après-midi prévoyait un certain nombre de points parmi lesquels figurait l'exposé de M. Rey. Compte tenu de l'heure tardive et de ce que le président Rey a bien voulu me faire savoir qu'il était disposé à renvoyer sa déclaration à demain, je vous propose, si vous êtes d'accord, de

clôre la séance de ce soir et de renvoyer les travaux à demain 10 h.

La parole est à M. Vals.

M. Vals, président du groupe socialiste. — Monsieur le Président, je voudrais que nous profitions de l'occasion où le quorum est largement atteint pour adopter, et je pense qu'il n'y aura pas de débat, une proposition de résolution tendant à modifier le règlement, déposée par les présidents des groupes politiques, qui m'ont demandé de l'exposer en leur nom.

M. le Président. — Mes chers collègues, vous avez entendu la proposition de M. Vals. Je crois qu'il a demandé très opportunément de prendre en considération le fait que le quorum est largement atteint ce soir par suite du vote qui vient d'avoir lieu, de sorte que nous pourrions voter la proposition de résolution à la majorité qualifiée requise par le règlement.

Si le Parlement est d'accord, j'accepterai la proposition de M. Vals et je mettrai à l'ordre du jour la discussion immédiate de cette proposition de résolution en donnant la parole à son auteur.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

Nous passons à la discussion de la proposition de résolution présentée par MM. Illerhaus, au nom du groupe démocrate-chrétien, Vals, au nom du groupe socialiste, Pleven, au nom du groupe des libéraux et apparentés, Triboulet, au nom du groupe de l'Union démocratique européenne, portant modification de l'article 4 du règlement du Parlement européen sur la fin du mandat des représentants (doc. 225/68).

Pour cette proposition de résolution, la procédure d'urgence a été demandée conformément à l'article 14 du règlement.

Il n'y a pas d'opposition ?...

L'urgence est décidée.

La parole est à M. Vals.

M. Vals. — Notre proposition de résolution vise à modifier le paragraphe 2 de l'article 4 de notre règlement. Nous proposons un texte prévoyant qu'en cas de perte du mandat parlementaire national et pour autant que le mandat primitivement conféré ne soit pas venu à expiration, le représentant peut rester en fonction jusqu'à la désignation de son remplaçant « et ce pour une durée maximum de six mois ».

C'est pour que nous ne souffrions plus d'un état de choses que nous avons trop longtemps connu dans cette Assemblée que je serais heureux que cette pro-

position de résolution soit mise aux voix, étant entendu qu'elle prendra effet à partir du jour où elle sera votée par le Parlement.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (*).

Conformément à la décision du 26 mars 1965, les services du secrétariat assureront la concordance des textes dans les quatre langues.

(*) J.O. n° C 41 du 1^{er} avril 1969.

9. *Ordre du jour de la prochaine séance*

M. le Président. — La prochaine séance aura lieu demain, mercredi 12 mars 1969, à 10 h, avec l'ordre du jour suivant :

— élection des vice-présidents,

— fixation de la suite de l'ordre du jour de demain et de l'ordre du jour des prochaines séances.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée.

(La séance est levée à 18 h 45).

SÉANCE DU MERCREDI 12 MARS 1969

Sommaire

1. Adoption du procès-verbal	11	10. Élection des membres du Parlement européen au suffrage universel direct. — Discussion d'un rapport de M. Dehousse, fait au nom de la commission juridique :	
2. Dépôt de documents	11	M. Dehousse, rapporteur	43
3. Allocution de M. le Président	11	MM. Boertien, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Dröschner, au nom du groupe socialiste ; Merchiers, au nom du groupe des libéraux et apparentés ; Ribière, au nom du groupe de l'Union démocratique européenne ; Bermani, au nom du groupe socialiste ; Romeo, Westerterp, Bersani, Rey, président de la Commission des Communautés européennes ; Dehousse, rapporteur	46
4. Élection des vice-présidents	14	Examen de la proposition de résolution :	56
5. Ordre du jour de la présente séance :		Adoption des deux premiers considérants	56
MM. Illerhaus, Baas, Illerhaus, Dulin....	14	Amendement de M. Habib-Deloncle, au nom du groupe de l'Union démocratique européenne : MM. Habib-Deloncle, Dehousse, rapporteur ; Vredeling, Habib-Deloncle, Boertien, Vredeling, Radoux, Habib-Deloncle	56
6. Exposé sur l'évolution de la situation sociale dans la Communauté en 1968 :		Vote sur l'amendement modifié : rejet ..	61
M. Levi Sandri, vice-président de la Commission des Communautés européennes..	15	Adoption du dernier alinéa et du paragraphe unique de la proposition de résolution	61
7. Exposé sur le deuxième rapport général sur l'activité des Communautés en 1968. — Déclaration introductive du président de la Commission des Communautés européennes :		Adoption de l'ensemble de la proposition de résolution	61
M. Rey, président de la Commission des Communautés européennes	20	11. Règlements concernant la fixation des prix de certains produits agricoles et des mesures à moyen terme pour différents marchés agricoles. — Discussion d'un deuxième rapport intérimaire de M. Lückner, fait au nom de la commission de l'agriculture	61
MM. Illerhaus, président du groupe démocrate-chrétien ; Vals, président du groupe socialiste ; Illerhaus, Vals, Pleven, président du groupe des libéraux et apparentés ; Habib-Deloncle, au nom du groupe de l'Union démocratique européenne ; Amendola, Burger, au nom de la commission politique	29	M. Lückner, rapporteur	61
Suspension et reprise de la séance	41	MM. Kriedemann, rapporteur pour avis de la commission des relations économiques extérieures ; Cointat, rapporteur pour avis de la commission des finances et des budgets ; Dewulf, au nom du groupe	
8. Fixation de l'ordre du jour de la présente séance :			
MM. Pleven, président du groupe des libéraux et apparentés ; Triboulet, président du groupe de l'Union démocratique européenne ; Boscary-Monsservin, Illerhaus, président du groupe démocrate-chrétien ; Metzger	41		
9. Vérification de pouvoirs	43		

démocrate-chrétien ; Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes ; Vredeling 64

Suspension et reprise de la séance 73

MM. Dulin, au nom du groupe des libéraux et apparentés ; Briot, au nom du groupe de l'Union démocratique européenne ; Van der Ploeg, De Winter, Baas,

Klinker, Mansholt, De Winter, Mansholt, Lückner, rapporteur ; Boscardy-Monsservin, Lückner. — Renvoi des amendements à la commission de l'agriculture 73

12. Nomination des membres des commissions du Parlement européen 93

13. Ordre du jour de la prochaine séance 94

PRÉSIDENCE DE M. SCELBA

(La séance est reprise à 10 h 15)

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. Adoption du procès-verbal

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

La parole est à M. Memmel.

M. Memmel. — (A) Monsieur le Président, permettez que je vous signale une erreur à la page 3 du procès-verbal qui vient de nous être distribué. Au premier tour de scrutin, il y avait en effet 131 votants et non 121. Il y a donc là une erreur.

M. le Président. — Je prends acte de votre déclaration et je ferai procéder à la rectification de la version allemande du procès-verbal.

2. Dépôt de documents

M. le Président. — J'ai reçu les documents suivants :

a) du Conseil des Communautés européennes, des demandes de consultation sur :

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement concernant la perception d'un montant compensatoire sur le lait en poudre entreposé antérieurement au début de la campagne laitière 1969-1970 (doc. 1/69) ;

Ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture.

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une directive concernant le rapprochement

des législations des États membres relatives aux dispositifs de direction des véhicules à moteur et de leurs remorques (doc. 4/69) ;

Ce document a été renvoyé à la commission des transports pour examen au fond et, pour avis, à la commission juridique.

b) des présidents des autres groupes politiques :

- une proposition de résolution concernant la procédure d'examen du deuxième rapport général de la Commission des Communautés européennes sur l'activité des Communautés en 1968 (doc. 2/69).

c) des commissions parlementaires :

- un rapport de M. Leemans, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur le projet de budget de recherches et d'investissement de la Communauté européenne de l'énergie atomique pour l'exercice 1969 (doc. 3/69).

3. Allocution de M. le Président

M. le Président. — (I) Mes chers collègues, Mesdames, Messieurs, le 3 juin 1955, en tant que chef du gouvernement italien, je conclusais à Taormina la conférence qui s'était ouverte à Messine pour tenter, après l'échec de la C.E.D., de relancer la politique d'unité européenne.

Aux représentants des six gouvernements, qui avaient accompli une œuvre dont toute l'importance apparut par la suite, je ne pouvais adresser dans ces circonstances que des paroles de confiance dans l'avenir de l'Europe unie.

Étaient notamment présents à Taormina MM. Hallstein, Joseph Bech, Gaetano Martino, Spaak, noms qui restent gravés dans l'histoire de la construction de l'Europe.

Bien que nous fussions tous animés d'un profond esprit européen, aucun de nous ne pensait alors que moins de deux ans plus tard, les traités de Rome

Président

seraient signés. Je pouvais encore moins imaginer que 14 ans plus tard je serais élu président du Parlement des Communautés européennes, issues justement des semences plantées dans ces deux villes de ma Sicile natale.

Aussi pouvez-vous imaginer quelle est aujourd'hui ma satisfaction et combien je vous suis reconnaissant de l'honneur que vous m'avez fait par votre vote dont je vous remercie cordialement et sincèrement. Cet honneur entraîne pour moi l'engagement strict de mériter votre confiance.

Pour cela, je n'aurai qu'à m'inspirer de l'exemple des hommes éminents qui, à commencer par l'Assemblée de la première Communauté européenne, la C.E.C.A., m'ont précédé à ce poste, et parmi lesquels je tiens à rappeler en particulier les noms de ceux qui ne sont plus parmi nous : Alcide de Gasperi, Robert Schuman et Gaetano Martino. Le souvenir d'Alcide de Gasperi est pour moi particulièrement important, car les dernières paroles que je l'ai entendu prononcer, juste à la veille de sa mort, étaient pour l'Europe.

Dans cette évocation reconnaissante de tous les présidents de cette Assemblée, permettez-moi de m'adresser, avec un sentiment de profond respect à mon prédécesseur immédiat, le président Poher, dont la longue présidence a été exemplaire par la foi européenne qui l'a animé et par la sagesse dont il a fait preuve dans la direction de nos travaux. Avec mon appréciation sincère et ma vive gratitude, je tiens également à exprimer au président Poher les vœux les plus chaleureux et affectueux que je forme pour lui-même et pour son activité politique qu'il continuera, nous en sommes certains, à consacrer avec la même ardeur qu'hier à la cause de l'unité européenne.

Ce n'est pas seulement pour me faire l'écho des sentiments personnels qu'ils éveillent en moi que j'ai rappelé les faits qui ont abouti à la signature des traités de Rome ; mais parce que ces faits sont une source de réflexion utile et de réconfort dans les conditions actuelles et malaisées dans lesquelles se déroule la vie des Communautés.

Les traités de Rome existent depuis un peu plus de dix ans, mais les institutions auxquelles ils ont donné naissance grandissent et les résultats qu'elles ont obtenus polarisent l'intérêt non seulement des peuples des Communautés, mais du monde entier. Le succès des Communautés européennes trouve sa consécration la plus significative dans le fait que des pays européens, à commencer par la Grande-Bretagne, qui lui furent d'abord hostiles, demandent aujourd'hui avec insistance à en faire partie, et que d'autres peuples d'Europe, d'Afrique et d'Amérique latine demandent à s'y associer.

Si les signataires des traités de Rome le voulaient, les Communautés européennes pourraient s'élargir

immédiatement jusqu'à inclure tous les États vivant en régime démocratique, de l'Elbe à l'Atlantique.

Et sans la rigueur des limites arbitrairement imposées par l'Union soviétique, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, à la souveraineté des États de l'Europe centrale et orientale, occupés militairement par elle, les rapports entre ces États et les Communautés européennes seraient, eux aussi, plus intenses et plus intimes, ce dont tout le monde ne pourrait tirer que des avantages.

La caractéristique essentielle des Communautés européennes est qu'elles sont issues du libre consensus des populations intéressées et que leurs succès ont été obtenus sous le signe de la liberté. S'il fallait une preuve supplémentaire que la liberté politique et le progrès économique et social non seulement ne sont pas incompatibles, mais, au contraire, que la liberté politique constitue le plus puissant facteur de progrès économique et social, cette preuve serait fournie par la réalité des Communautés européennes.

Nous n'ignorons pas les difficultés qui s'opposent à la mise en œuvre intégrale des traités existants et à la marche vers l'issue que nous estimons inéluctable : l'unification politique.

En présence de telles difficultés qui, d'ailleurs, ne sont pas plus grandes que celles que nous connaissons en 1955, nous ne pouvons négliger le fait que l'Europe unie, rêve de tant de générations, est un objectif qui, une fois atteint, est destiné à défier les siècles et que sa réalisation implique la destruction de mythes et l'abandon de conceptions et de réalités vieilles de plusieurs siècles.

Le chemin est donc nécessairement long et dur. Il importe par conséquent de ne pas perdre de vue le but et de résister à la tentation, en présence de difficultés qui parfois peuvent apparaître insurmontables, d'abandonner l'entreprise. Succomber à cette tentation équivaldrait, en effet, à revenir à des situations dont on a déjà fait l'expérience tragique, et à renoncer à la seule possibilité de construire une Europe nouvelle et meilleure.

Les voies qui aboutissent à la Communauté européenne ne sont pas rigidelement fixées. Il appartient, précisément, aux gouvernements de trouver les plus rapides et les plus sûres permettant de progresser vers l'unité, vers le but fascinant des États Unis d'Europe. Il fut une époque, à Bonn, en juillet 1961, où tous les chefs d'État et de gouvernement des six pays réunis dans cette ville tombèrent d'accord pour aller de l'avant sur la voie des traités de Rome. C'est un précédent sur lequel il convient de méditer.

La consolidation de ce qui a déjà été acquis et l'exigence du progrès requièrent la présence d'institutions communautaires capables de fonctionner avec

Président

autorité et responsabilité, et ayant pour objectif l'intérêt supérieur de la Communauté.

En régime démocratique, il n'y a pas d'autorité capable d'agir légitimement et avec autorité qui ne naisse de la manifestation du consentement populaire. C'est pourquoi nous continuerons à demander avec instance que soient appliquées les dispositions des traités relatives à l'élection du Parlement au suffrage universel direct.

Bien que tous les membres de ce Parlement aient été désignés par des élections populaires au sein de leurs Parlements nationaux et ensuite par un choix des élus, il est cependant évident qu'il n'y aura ni peuple européen ni vrai Parlement européen tant que l'on ne pourra pas établir un rapport direct de représentation entre le peuple et le Parlement.

L'élection directe des membres du Parlement européen servira surtout à résoudre le problème de l'autonomie du mandat européen, dont l'exercice parallèle à celui du mandat national devient de plus en plus difficile, en raison de l'accroissement progressif des tâches de la Communauté.

Outre l'élection au suffrage universel, nous continuerons à réclamer l'octroi au Parlement européen des pouvoirs propres à une assemblée populaire représentative, pouvoirs qui, aujourd'hui, sans beaucoup d'égards pour les règles de la démocratie, sont confiés à d'autres organes et, notamment, l'exercice effectif des pouvoirs de contrôle sur l'activité de tous les autres organes des Communautés et de discussion du budget.

En attendant, nous devrions étudier les moyens qui permettraient au Parlement européen de discuter, avec l'ampleur et la continuité voulues, des grands thèmes de la construction communautaire, de son élargissement et de son développement politique ainsi que de l'orientation de la politique des Communautés.

Étant donné qu'il est impossible pour l'instant d'augmenter le nombre des sessions parlementaires et leur durée, en raison du cumul du mandat national avec le mandat européen, il faudra étudier la possibilité d'élargir les pouvoirs des commissions parlementaires au sein desquelles s'effectue, dans le silence, un travail sérieux et constructif.

Le désir de consacrer plus de temps aux grands sujets politiques est justifié également par la nécessité de former, autour des institutions communautaires, une opinion publique sur l'appui de laquelle on puisse compter, et de solliciter l'intérêt du monde de la culture et des jeunes générations.

Nous avons fait l'expérience que même le bien-être économique ne suffit pas à assurer la stabilité des institutions politiques et sociales, si elles ne sont pas renforcées par des valeurs morales et idéales, de celles capables d'agir sur les consciences, d'exal-

ter les esprits et de les inciter à la conquête d'objectifs plus élevés et à l'acceptation des risques et des sacrifices que comporte toute entreprise humaine méritoire.

Si, malgré le caractère révolutionnaire de ses objectifs, la cause de l'unité européenne ne bénéficie pas de la participation enthousiaste des jeunes générations, c'est que nous-mêmes avons mis l'accent plus sur les succès matériels que sur les grands objectifs idéaux.

Les jeunes d'aujourd'hui n'ont pas connu l'horreur des dernières guerres fratricides qui ont opposé les nations de l'Europe, et ils ne sont donc pas en mesure d'apprécier, à leur juste valeur, les motifs qui, dans l'après-guerre, ont incité les représentants des grands courants démocratiques d'Europe à trouver de nouvelles voies pour leur épargner que de telles horreurs ne se répètent. Les jeunes ne se rendent pas pleinement compte de ce que signifie la victoire sur la vieille conception de l'État national, souverain absolu et responsable de tant de luttes cruelles, un État qui n'est plus capable aujourd'hui de résoudre les problèmes de sa propre existence.

L'aridité même des sujets auxquels nous consacrons la plupart de nos débats, ou encore leur intérêt sectoriel, expliquent pourquoi ils ne fixent même pas l'attention des grands moyens de communication. Il appartient au Parlement de devenir le centre de polarisation et de rayonnement de la pensée européenne et des idéaux d'unité européenne.

Ces idéaux, nous les retrouvons dans tous les traités qui ont donné vie aux institutions européennes : dans celui de la C.E.C.A., celui de l'Union de l'Europe occidentale et dans les traités de Rome. Or, ces traités n'ont pas été conçus comme une fin en soi, mais toujours comme le principe et le noyau d'une Europe intégrée économiquement et politiquement, ouverte à tous les États européens ayant en commun des idéaux politiques et un système démocratique, dans le dessein de garantir la paix et le progrès civique et social dans la liberté.

Il y a effectivement dans ces idéaux de quoi bouleverser pacifiquement l'actuelle réalité politique et sociale de l'Europe et de quoi lutter efficacement contre l'anarchisme violent et vain. Mais même cet objectif ne peut plus être atteint non plus par les seuls États nationaux ; il y faut l'effort commun d'une Europe qui retrouve son unité et qui fasse de cette unité un instrument de civilisation.

Là encore, nous nous prononçons en faveur de l'unité de l'Europe. Nous nous sentons tous, plus que jamais, obligés de donner le meilleur de nous-mêmes à la réalisation de cet idéal suprême auquel, pour ma part, j'entends me consacrer tout entier dans la fonction élevée que vous avez bien voulu me confier.

Mes chers collègues, je vous remercie.

(Applaudissements)

4. Élection des vice-présidents

M. le Président. — L'ordre du jour appelle l'élection des vice-présidents du Parlement européen.

J'ai reçu une liste de candidatures ainsi établie : MM. Metzger, Berkhouwer, Terrenoire, Furler, Corona, Rossi, De Gryse et Wohlfart.

Si personne ne demande le vote, je proclame vice-présidents du Parlement européen : MM. Metzger, Berkhouwer, Terrenoire, Furler, Corona, Rossi, De Gryse et Wohlfart.

Je leur présente mes félicitations et je les invite à venir siéger à mes côtés.

(Applaudissements)

La composition du nouveau bureau sera notifiée à MM. les Présidents des institutions des Communautés européennes.

5. Ordre du jour de la présente séance

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la fixation de l'ordre des travaux.

Je vous propose de fixer comme suit l'ordre de nos travaux pour

ce matin :

— Exposé de M. Levi Sandri sur la situation sociale dans la Communauté ; en effet, M. Levi Sandri ne pourra pas participer à la séance de cet après-midi ;

— Exposé introductif de M. Rey au deuxième rapport général sur l'activité des Communautés.

Le bureau se réunira à l'issue de la séance pour établir un projet d'ordre du jour des prochaines séances, qui sera soumis cet après-midi au Parlement.

La parole est à M. Illerhaus.

M. Illerhaus. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, nos travaux d'hier ont pris un temps tel que nous ne savons pas comment nous allons, avant la fin de la semaine, discuter tous les documents inscrits. C'est pourquoi je vous demande s'il ne faudrait pas, pour tous les rapports dont l'examen est prévu au cours de cette semaine, limiter en principe à 15 minutes le temps de parole et avoir ainsi quelque chance d'épuiser l'ordre du jour dans les délais prévus.

(Applaudissements sur certains bancs)

Il va de soi que cette proposition ne saurait s'adresser directement aux représentants de l'exécutif. Oserions-nous cependant les inviter à être aussi brefs

que possible pour que nous puissions atteindre le but dont je viens de vous parler ?

M. le Président. — Je tiendrai compte de votre proposition lorsque nous fixerons le temps de parole des orateurs.

La parole est à M. Baas.

M. Baas. — (N) Monsieur le Président, je trouve que l'intervention de M. Illerhaus est prématurée. Selon moi, le bureau devrait d'abord établir l'ordre du jour. Celui-ci prévoit notamment la discussion du rapport de M. Lückner. Nous ne pourrions évidemment, pour cette discussion, limiter le temps de parole à quinze minutes, car il s'agit là d'un sujet d'une importance capitale. J'estime que le bureau devrait d'abord faire lui-même une proposition et que M. Illerhaus eût été bien inspiré en n'intervenant qu'après.

M. le Président. — La parole est à M. Illerhaus.

M. Illerhaus. — (A) Monsieur le Président, n'accordons pas à l'agriculture plus d'importance qu'en réalité elle n'en mérite. Dans ce domaine également, les interventions peuvent être limitées : on peut dire énormément de choses en 15 minutes.

(Applaudissements sur certains bancs)

M. le Président. — Monsieur Illerhaus, je vous ai déjà dit que votre proposition serait prise en considération le moment voulu.

La parole est à M. Dulin.

M. Dulin. — Monsieur le Président, je désire exprimer mon accord avec la proposition de M. Baas et me prononcer contre celle de M. le Président du groupe démocrate-chrétien.

En effet, à chaque session, nous constatons que les discussions concernant les problèmes agricoles sont reportées à la fin de l'ordre du jour. C'est ainsi qu'aujourd'hui doit avoir lieu un débat sur les prix agricoles, le plan Mansholt, etc., sujets sur lesquels la commission de l'agriculture a travaillé d'arrache-pied pendant plusieurs semaines. Un rapport extrêmement important a été rédigé par M. Lückner qui a fourni un très grand effort. Or — et j'ai déjà protesté au sein de mon groupe — on nous annonce que ce débat est reporté à 17 h. J'estime que c'est impossible.

Déjà, les ministres en discutent à Bruxelles. On va arriver au résultat suivant : le Parlement, qui devait se prononcer sur les prix agricoles avant les ministres, ne l'aura pas fait. Les ministres se seront prononcés avant même que nous n'ayons fait connaître notre avis.

M. Estève. — Très bien !

M. le Président. — Je ne vois pas de raison de poursuivre la discussion sur une proposition sur laquelle le Parlement n'est pas appelé à se prononcer en ce moment. Nous en reparlerons au moment voulu.

Je rappelle donc la proposition que je vous ai faite pour ce matin, à savoir :

— Exposé de M. Levi Sandri et

— Exposé de M. Rey.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

6. Exposé sur l'évolution de la situation sociale dans la Communauté en 1968

M. le Président. — L'ordre du jour appelle l'exposé sans débat de M. Levi Sandri sur l'évolution de la situation sociale dans la Communauté en 1968 (doc. 211/68).

La parole est à M. Levi Sandri.

M. Levi Sandri, vice-président de la Commission des Communautés européennes. — (1) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, conformément aux dispositions du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes, j'ai l'honneur et le plaisir de présenter au Parlement l'exposé sur l'évolution de la situation sociale dans les pays de la Communauté en 1968.

La présentation de ce rapport à l'occasion de la session de mars confère évidemment une actualité accrue à son contenu et aux discussions qui se dérouleront au sein de votre Assemblée. Grâce à l'exposé sur l'évolution de la situation sociale, le Parlement peut avoir une vue générale et complète tant des progrès réalisés que des objectifs qu'il n'a pas été possible d'atteindre, et la Commission peut motiver et commenter la politique suivie. Le fait que l'exposé social puisse être discuté en même temps que le rapport général offre par ailleurs l'avantage d'examiner l'évolution de la situation sociale et la politique sociale dans un contexte plus large.

Il est indubitable, d'autre part, que l'époque prévue pour la présentation de l'exposé comporte aussi certains inconvénients. Je les ai mentionnés dans le discours que j'ai prononcé devant cette Assemblée il y a exactement un an, à l'occasion de la présentation du premier exposé sur l'évolution de la situation sociale. Ces inconvénients n'ont pas disparu et représentent, spécialement pour ce qui concerne la disponibilité des données statistiques, un obstacle considérable à l'élaboration d'un exposé circonstancié. Toutefois, nous avons tout fait — et nous espé-

rons y avoir réussi — pour offrir cette année aussi un tableau fidèle et complet de la situation.

Un obstacle a été heureusement surmonté, et je me plais à le souligner, car lors de la préparation de l'exposé précédent, la Commission avait ressenti comme une grave lacune l'absence de consultation — à cause du peu de temps dont on disposait — des organisations européennes des travailleurs et des employeurs. Cette fois, par contre, l'exposé social a été discuté de façon approfondie avec les représentants des organisations patronales et syndicales, y compris les représentants des secteurs du charbon et de l'acier. Avec les représentants des gouvernements des six États membres, nous avons également procédé à un examen minutieux du contenu de l'exposé.

Sous d'autres aspects encore, l'exposé a été amélioré et apparaît plus complet ; sa présentation générale ne diffère pas sensiblement de celle des années précédentes, mais on a essayé de mettre plus clairement en relief les différents sujets grâce à de nouvelles subdivisions systématiques introduites dans les divers chapitres. L'ordre de ces derniers a subi certaines modifications tendant à mieux situer dans leur contexte les différents sujets traités.

Le chapitre inséré cette année, relatif à l'évolution sociale dans la Communauté pendant la période 1958-1968, devrait présenter, à mon avis, un intérêt particulier. Dans ce chapitre, dressant en quelque sorte le bilan de ces dix premières années, on a indiqué les principaux développements intervenus dans le secteur social et on a mis l'accent sur les points saillants qui ont déterminé l'orientation de la politique des gouvernements et des représentants des organisations professionnelles.

Quant à l'introduction, elle part des lignes de force et des priorités que j'ai dégagées, dans mon intervention de l'an dernier, comme propres à la politique sociale communautaire. Les activités de la Commission en matière sociale ont été considérées sous l'angle de ces priorités et l'interdépendance entre les problèmes sociaux et les différentes politiques communautaires a été particulièrement soulignée.

Quelles sont les réalisations communautaires les plus importantes intervenues dans le domaine social au cours de l'année écoulée ?

Sur le plan normatif, l'année 1968 a été caractérisée par l'adoption, par le Conseil, du nouveau règlement relatif à la libre circulation des travailleurs. Ce règlement a éliminé les dernières discriminations qui subsistaient entre travailleurs nationaux et travailleurs d'autres pays de la Communauté, réalisant ainsi intégralement les dispositions des articles 48 et 49 du traité.

Un autre règlement d'une grande importance, qui a été adopté au cours de l'année, est le règlement

Levi Sandri

relatif à l'harmonisation de certaines dispositions en matière sociale dans le domaine des transports par route.

Ces dispositions sont venues compléter le système normatif communautaire prévu par le traité, auquel manque encore par ailleurs le règlement relatif au droit de résider dans un pays après y avoir exercé une activité salariée. Le projet de ce règlement, en voie d'élaboration avancée, sera soumis sous peu à l'examen de cette Assemblée.

En ce qui concerne ensuite l'application des divers textes normatifs, j'observerai, à propos du Fonds social, que le nombre accru des demandes de remboursement et l'importance accrue des remboursements effectués l'an dernier démontrent que les activités déployées dans les États membres sont en train de s'adapter — encore qu'avec beaucoup de lenteur — à la réglementation communautaire, de façon à utiliser au maximum les possibilités qu'elle offre. Mais il s'agit toujours d'activités relativement modestes, par rapport à l'effort accru et plus vaste requis dans ce domaine ; et toute l'action du Fonds social devra être revue, comme je le dirai plus loin, à la lumière de la nouvelle situation du marché du travail et des nouvelles exigences qui en découlent. En ce qui concerne les secteurs du charbon et de l'acier, l'action de réadaptation menée en vertu de l'article 56 du traité C.E.C.A. a présenté l'an dernier une importance particulière.

Mais, comme on sait, la politique sociale de la Communauté doit se réaliser aussi et surtout grâce à la collaboration étroite que la Commission, selon l'article 118 du traité C.E.E., a pour mission de promouvoir entre les États membres. La manifestation la plus élevée et la plus importante de cette collaboration étroite est constituée par les réunions du Conseil consacrées à l'examen des affaires sociales. Malheureusement, l'année 1968 a vu une seule de ces réunions occupée presque entièrement par l'examen et par l'approbation du nouveau règlement sur la libre circulation des travailleurs. Par ailleurs, au sein des organes techniques du Conseil, les travaux sont poursuivis à un rythme soutenu et de nombreux sujets sont désormais mûrs pour un examen au niveau politique, au Conseil qui aura lieu demain. Parmi ces sujets, celui concernant les propositions pour un nouveau règlement sur la sécurité sociale des travailleurs migrants traîne depuis trop longtemps et nous souhaitons que l'objectif que nous avons en vue en proposant la réforme, c'est-à-dire améliorer et compléter le système existant, ne doive pas attendre encore longtemps sa réalisation.

En matière de sécurité sociale, et comme résultat de la collaboration étroite voulue par l'article 118, il y a lieu de signaler deux études parues récemment sur les « incidences économiques de la sécurité sociale » et sur le « financement de la sécurité sociale en agriculture », qui seront suivies, à bref

délai, d'une autre étude sur « les problèmes financiers de la sécurité sociale ». Elles constitueront la base d'une discussion sérieuse et approfondie au sein du Conseil et des autres institutions communautaires, en vue d'amorcer un processus d'harmonisation dont, avec la réalisation de l'union douanière et l'acheminement vers l'union économique, chacun ressent de plus en plus la nécessité, mais pour lequel on a fait jusqu'ici bien peu de progrès substantiels.

On pourrait dire beaucoup d'autres choses sur l'activité déployée au niveau européen en matière, par exemple, de relations professionnelles, où il faudrait rappeler la convention européenne, la première du genre, signée en juin 1968 par les représentants des agriculteurs et des travailleurs de l'agriculture pour harmoniser la durée du travail de la main-d'œuvre permanente occupée dans la culture. Toujours en matière de relations professionnelles, il conviendrait de mentionner aussi l'activité des nombreuses commissions paritaires que la Commission a pris l'initiative de constituer et dont elle facilite et assure le fonctionnement, comme celles du charbon et de l'acier constituées déjà auprès de la Haute Autorité, celles des salariés agricoles, des travailleurs des transports par route, de la navigation intérieure, de la pêche. Et on pourrait en outre parler, dans un domaine connexe, des rapports que la Commission entretient avec les organisations des travailleurs et des employeurs constituées sur le plan européen, rapports qui se manifestent non seulement au sein du Comité économique et social et d'autres organismes institutionnalisés à base tripartite, mais aussi dans des réunions avec les représentants de ces organisations pour l'examen en commun de problèmes généraux ou de sujets spécifiques. Ces contacts étroits permettent, d'une part, aux organisations de confronter leurs points de vue respectifs, afin de parvenir autant que possible à des positions communes, et, d'autre part, ils permettent à la Commission de fonder son action sur une connaissance plus sûre de la situation économique et sociale ainsi que des aspirations et des besoins des catégories intéressées. On pourrait dire aussi beaucoup de choses en matière de sécurité et d'hygiène du travail, en ce qui concerne plus particulièrement l'industrie minière et la protection contre les radiations, ou en matière de logement social, en rappelant notamment à ce propos que novembre dernier a vu l'attribution du cent millième logement ouvrier construit avec une intervention financière dans le cadre du programme C.E.C.A.

Mais je ne veux pas m'arrêter plus longtemps à redire ce que vous pourrez lire dans l'exposé et dans son introduction où, je le répète, figure un tableau complet et fidèle de l'action communautaire et de l'évolution sociale dans les différents États.

Un problème que je voudrais par contre approfondir est celui des corrélations entre l'action communau-

Levi Sandri

taire, les principes et les objectifs qu'elle s'est assignés, les dispositions adoptées dans le cadre de cette action et les réalisations concrètes au niveau national. Combien de ces réalisations dépendent directement ou indirectement de l'action sociale de la Communauté ?

Qu'est-ce qui aurait pu et dû être fait sur le plan national et ne l'a pas été ?

En posant ces questions, je sais bien que j'affronte un sujet très délicat. Toutes les réalisations de caractère social sont le résultat de processus particulièrement complexes, en sorte qu'il est extrêmement difficile, pour ne pas dire impossible, d'attribuer une évolution déterminée à une seule cause ou à un seul principe. La réalité nous dit que nous sommes toujours en présence d'une série de facteurs de nature différente — politiques, sociaux, économiques, techniques et psychologiques — qui agissent séparément ou conjointement, simultanément ou successivement, et dont les effets tantôt se conjuguent, tantôt s'opposent. Le *post hoc, ergo propter hoc* pourrait par conséquent conduire très souvent à des conclusions absurdes.

Mais ce serait également une erreur d'estimer qu'une action systématique et coordonnée comme celle de la Communauté n'a pas eu une influence sur l'attitude prise par les gouvernements des États membres dans l'adoption, sur le plan national, des mesures qui relèvent de leur compétence et de leur responsabilité.

Et je commencerai par la liberté de mouvement des personnes. En cette matière, il ne s'agit pas seulement d'observer les dispositions du règlement et des directives — dispositions en elles-mêmes obligatoires pour les États membres — mais aussi de mener une action tendant à éliminer les obstacles qui, de fait, peuvent encore entraver l'exercice, de la part du particulier, de ce droit communautaire fondamental qui est le sien. La libre circulation, par exemple, est conditionnée très souvent par la disponibilité de logements et, en particulier, par la disponibilité d'un logement « normal » qui est requis pour le transfert des membres de la famille. Dans ce domaine, beaucoup reste encore à faire, même si les États membres ne manquent pas de tenir compte, dans les estimations et les prévisions des besoins de logements, des nécessités découlant de la libre circulation des travailleurs, conformément à la recommandation de la Commission, du 7 juillet 1965, concernant le logement des travailleurs et de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté. En revanche, la suggestion que nous avons pourtant faite d'une coopération financière en matière de logements entre pays de provenance et pays de destination du courant migratoire n'a trouvé jusqu'ici — à ma connaissance — aucun écho.

En matière de libre circulation de la main-d'œuvre, une coopération très étroite et institutionnalisée s'est

établie : sur une base tripartite au sein du comité consultatif, et au niveau des représentants gouvernementaux au sein du comité technique. En revanche, toute collaboration fait défaut en ce qui concerne l'embauche de travailleurs provenant des pays tiers. Dans ce secteur, chaque État membre suit une politique propre, ce qui peut ne pas apparaître contraire aux dispositions du traité d'un point de vue purement formel, mais qui est tout à fait injustifié et anachronique dans un marché de plus en plus intégré également en ce qui concerne la politique de l'emploi. Déjà, dans le premier programme de politique économique à moyen terme, le Conseil avait exprimé le vœu que les États membres tiennent compte, dans leur politique d'embauche de main-d'œuvre dans les pays tiers, de leurs intérêts réciproques et procèdent à des confrontations de leurs politiques respectives de recrutement. Mais, pour le moment, cette suggestion n'a pas non plus été suivie.

La liberté de mouvement des travailleurs est conditionnée aussi par leur niveau de formation professionnelle. Et en cette matière, l'opinion commune est que, malgré les réalisations notables enregistrées sur le plan national, on est bien loin d'avoir accompli tout ce qu'il aurait été nécessaire de faire.

Les principes généraux pour la mise en œuvre d'une politique commune de formation professionnelle, adoptés par le Conseil en 1963, ont sans aucun doute exercé une certaine influence sur l'action des différents États : au cours des années écoulées, les structures nationales de l'enseignement général et de l'enseignement professionnel ont en effet subi des modifications parfois radicales, mais il faut reconnaître honnêtement que l'impulsion donnée à ces modifications structurelles dépend davantage de la nécessité, désormais reconnue partout, de rattraper le retard général de l'Europe occidentale en matière de systèmes scolaires plutôt que de la seule influence des principes susmentionnés. D'autre part, s'il est vrai que les dispositions en la matière adoptées dans les pays membres présentent de nombreux aspects communs en ce qui concerne la conception générale et la définition des objectifs, il est également vrai que dans la réalisation pratique les structures et les traditions nationales différentes continuent à conditionner les solutions nouvelles. Quoi qu'il en soit, le principe d'une formation professionnelle dispensée sur une large base est maintenant admis généralement, comme du reste le principe du rapprochement des niveaux de formation, dans un processus qui prend une forme de plus en plus précise à l'intérieur de la Communauté. L'évolution intervenue dans le secteur des transports, où l'on prépare la définition de critères communautaires qui conditionneront l'accès à diverses professions, est un exemple très important. A la suite des activités déployées par la C.E.C.A. en la matière, il s'est produit, en une période de quinze années, un rapprochement marqué des méthodes et des niveaux de formation dans les secteurs du charbon et de l'acier. Les moyens techniques et di-

Levi Sandri

dactiques, notamment les manuels que la C.E.C.A. a mis à la disposition des établissements d'enseignement et des entreprises de ces secteurs, ont incontestablement contribué à rendre possible cet élargissement des niveaux de formation.

On entrevoit une perspective d'influences favorables également dans les programmes qui sont destinés, dans les secteurs d'activité d'Euratom, à favoriser l'harmonisation de l'enseignement technique en matière nucléaire.

L'action visant à l'orientation professionnelle doit être préliminaire à la formation. A ce propos, la recommandation de la Commission, du 18 juillet 1966, visant à développer l'orientation professionnelle a été accueillie dans l'ensemble favorablement et a amorcé une série d'échanges d'expériences au niveau communautaire ; l'action dans ce domaine s'en est trouvée plus ou moins influencée dans tous les pays.

Comme j'ai mentionné cette recommandation de la Commission, je rappellerai aussi brièvement la suite qui a été donnée à d'autres recommandations et actes de la Commission. La recommandation du 23 juillet 1962, concernant l'adoption d'une liste européenne des maladies professionnelles, et celle du 20 juillet 1966, relative aux conditions d'indemnisation des victimes de maladies professionnelles, ont conduit, dans quatre des six pays, à l'adoption de dispositions qui modifient ou complètent les législations nationales en la matière. Dans le secteur de la protection sanitaire, les directives et les recommandations de la Commission ont eu comme résultat l'adoption, dans tous les États membres, de dispositions législatives réglementaires pour la protection contre les risques résultant des radiations ionisantes, dispositions fondées sur les mêmes critères que ceux contenus dans les directives et les recommandations communautaires. De même, la recommandation du 31 janvier 1967 concernant la protection des jeunes au travail a agi comme stimulant sur les législations nationales, sans aucune exception.

Enfin, et il ne s'agit pas ici d'une recommandation, mais d'une règle du traité directement applicable, je rappellerai les dispositions de l'article 119 relatives à l'égalité des salaires entre les travailleurs masculins et les travailleurs féminins. C'est un sujet bien connu de cette Assemblée qui lui a consacré de nombreux rapports et d'amples débats. Même si l'on ne peut pas dire que toutes les discriminations en la matière aient été éliminées, il est certain que des progrès très notables ont été réalisés l'an dernier, ainsi qu'il ressort des indices des rémunérations féminines qui ont marqué un rythme d'augmentation plus rapide que ceux des rémunérations masculines. Quoi qu'il en soit, les gouvernements, et surtout les organisations patronales et ouvrières ont encore, au niveau de la négociation contractuelle, une action décisive à mener pour permettre la pleine application de cette disposition.

Mais les traités indiquent avec des formules de caractère plus large et plus général les objectifs de caractère social qui doivent être propres aux Communautés européennes. Il s'agit plus précisément d'obtenir l'amélioration constante du niveau de vie, le plus haut niveau de l'emploi, l'égalisation dans le progrès des conditions de vie et de travail. Ces objectifs doivent être propres à toute l'action communautaire, ils doivent figurer au premier plan comme objectifs concrets de toutes les politiques communes.

Pour cette raison, au moment où ces politiques communes s'ébauchent ou sont en train d'être complétées et mises en œuvre dans la réalisation graduelle de l'union économique, il a semblé nécessaire — comme je l'avais déjà annoncé l'an dernier — d'approfondir les corrélations entre la politique sociale et les autres politiques communes ou communautaires, de façon non seulement à prévoir à temps les incidences et les conséquences sociales des diverses actions, mais à permettre également que ces conséquences soient conformes aux objectifs généraux indiqués tout à l'heure. Un premier document de caractère général, un premier rapport provisoire a été établi à ce sujet. Je ne m'y arrêterai pas, car il fera l'objet d'une discussion dans cette enceinte aujourd'hui même, sur la base d'un rapport de M. Behrendt. J'ajouterai seulement que l'étroite interdépendance entre l'économique et le social a été gardée bien en vue dans l'élaboration du memorandum sur les réformes structurelles en agriculture et aussi bien dans l'élaboration des premières orientations d'une politique commune de l'énergie en ce qui concerne le secteur du charbon.

L'approfondissement de ces corrélations entre politique sociale et politiques communautaires a mis en évidence la priorité absolue qui revient au problème de l'emploi entendu dans son acception et dans ses termes les plus larges : c'est-à-dire la réalisation du plus haut niveau d'emploi non seulement grâce à l'élimination des poches de chômage encore existantes, mais aussi grâce à la meilleure utilisation de la main-d'œuvre occupée et à l'adaptation continue de cette main-d'œuvre aux nouvelles exigences déterminées par les modifications structurelles. L'importance et la priorité du problème ont été reconnues par le Conseil qui a estimé nécessaire de procéder, au moins une fois par an, à un large examen de l'évolution de l'emploi, ainsi que par les organisations syndicales des travailleurs et des employeurs qui ont fortement appuyé la proposition, formulée il y a plus d'un an par les ministres Bosco et Krier, d'organiser une conférence européenne sur l'emploi. A cette conférence devraient participer les gouvernements, la Commission et les organisations patronales et ouvrières agissant au niveau européen. Le Conseil, qui s'est prononcé favorablement, au cours de sa session de juillet dernier, sur l'utilité d'organiser la conférence, devrait adopter, au cours de sa session de demain, les dispositions nécessaires pour que la convocation puisse avoir lieu au plus vite.

Levi Sandri

La priorité absolue des problèmes de l'emploi a été rappelée récemment au cours d'une réunion paritaire tenue auprès de la Commission par les organisations européennes des travailleurs et des employeurs, à laquelle ont également participé les représentants européens des entreprises publiques.

Mais cet examen, dans ses diverses formes, au niveau communautaire des problèmes de l'emploi, ne constitue, à mon avis, qu'un premier pas vers la coordination communautaire des politiques de l'emploi, qui ne peuvent plus désormais être exclusivement nationales. Je sais très bien que le traité ne prévoit pas une politique commune de l'emploi. Mais comment penser à des politiques nationales distinctes quand la politique économique, sous ses différents aspects, sera commune ou étroitement coordonnée ? La réalité est plus forte que les dispositions du traité et elle nous oblige à combler les lacunes qui peuvent apparaître après dix ans d'application du traité. Sur tout, quand les vastes modifications des structures de très nombreux secteurs de l'économie communautaire, qui sont la conséquence de l'intégration et de l'unification toujours plus poussées des marchés, de la concurrence plus intense, des réalisations du progrès technique, ont des répercussions de plus en plus profondes sur l'emploi, soit en rendant nécessaire l'insertion dans les secteurs industriel et commercial de la main-d'œuvre abandonnant l'activité agricole, soit en exigeant une plus grande mobilité professionnelle de la main-d'œuvre industrielle dans et hors de l'entreprise, soit enfin, en imposant les indispensables adaptations résultant des modifications d'ordre technologique intervenues dans les postes de travail.

Ces problèmes doivent être affrontés et résolus à temps. Les travailleurs doivent être les premiers bénéficiaires et non les victimes, même temporaires, du progrès technique, de la réorganisation de notre économie, de son adaptation à la concurrence internationale. Il faut pour cela disposer en temps voulu des instruments appropriés, parmi lesquels au premier chef un Fonds social rénové.

C'est dans cette perspective que la Commission voit la réforme du Fonds, qui est rendue nécessaire par les nouvelles exigences et par la nouvelle situation du marché du travail et qui est désormais possible en vertu de l'article 126 du traité de Rome.

Les interventions effectuées jusqu'à présent par le Fonds social en huit années d'activité ont certes contribué à améliorer, comme le veut le traité, les possibilités d'emploi à l'intérieur du Marché commun. Mais son action, étroitement conditionnée par l'initiative des États membres et soumise à une réglementation extrêmement rigide, minutieuse et pesante, n'est plus conforme aux exigences nouvelles du marché du travail et à celles d'une politique moderne de l'emploi. D'autant plus que le principe pernicieux et anticommunautaire du « juste retour » a influencé, là aussi, l'action des gouvernements. La Commission

entend intégrer cet organisme rénové dans une politique globale de l'emploi et de la formation professionnelle au niveau de la Communauté, dans une perspective européenne d'adaptation des hommes aux modifications structurelles, conformément aux indications qui nous sont venues à plusieurs reprises de cette Assemblée. Les études accomplies et les orientations que la Commission pourra, je le souhaite, soumettre à bref délai au Conseil et au Parlement visent à donner au Fonds social une autonomie propre et à conférer aux institutions de la Communauté — Commission et Conseil — un pouvoir d'initiative dans l'emploi du Fonds, qui aujourd'hui intervient seulement *a posteriori*, pour financer des opérations déjà accomplies par les différents États, sans pouvoir procéder à aucune appréciation de l'opportunité, d'un point de vue général et communautaire, des opérations elles-mêmes. Dans cette optique, un modèle de principe est offert par l'activité déployée par la Haute Autorité de la C.E.C.A., et maintenant par la Commission des Communautés, pour la réadaptation de la main-d'œuvre en surnombre dans les mines de charbon et dans l'industrie sidérurgique. On cherchera de la sorte à éviter aussi la dispersion dans les interventions du Fonds et à concentrer son action sur des objectifs précis, dans des secteurs bien déterminés, en fonction des implications des politiques communautaires et en ayant également en vue les nécessités régionales. Il faudra en outre prévoir une possibilité d'intervention du Fonds non seulement en faveur des travailleurs en chômage, mais aussi pour les opérations de rééducation du personnel occupé qui doit s'adapter à de nouvelles fonctions ou, en tout cas, perfectionner ses connaissances à la suite des innovations et du progrès technique. De cette façon, on contribuera aussi à la mise en œuvre d'un principe fondamental de la politique commune de formation professionnelle : celui qui veut que soient favorisés, au cours de la vie professionnelle, une promotion et un perfectionnement appropriés et, en cas de nécessité, une rééducation du travailleur et sa réadaptation à des tâches nouvelles.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, avec l'activité accomplie jusqu'ici, avec les initiatives en cours et avec celles prévues, que j'ai pu mentionner au cours de cet exposé, mais qui sont plus largement et plus complètement décrites dans le rapport que j'ai l'honneur de vous présenter, la Commission des Communautés tient les engagements qu'elle a pris devant le Parlement quand, par la bouche de son président, M. Jean Rey, elle affirmait en septembre 1967 la nécessité d'une action plus vigoureuse dans le secteur de la politique sociale.

Quand, à la fin du mois de juillet dernier, le Conseil a adopté le nouveau règlement et la nouvelle directive sur la libre circulation des travailleurs, on a parlé de plusieurs côtés d'une Europe sociale ou d'une Europe des travailleurs qui voyait le jour. Ce n'est certainement pas moi qui sous-estimerai la portée et l'importance, pour la politique sociale et la

Levi Sandri

politique d'intégration européenne, des dispositions qui ont pleinement réalisé les articles 48 et 49 du traité de Rome. Mais parler aujourd'hui d'une Europe des travailleurs me semble pour le moins prématuré. Bien d'autres progrès devront être accomplis, bien d'autres réalisations obtenues pour que les objectifs proprement sociaux des traités de Paris et de Rome puissent être considérés comme atteints et pour qu'on puisse parler réellement d'une Europe sociale.

Il faut atteindre ces objectifs, notamment parce que c'est pour nous la seule façon de créer une conscience européenne, d'associer la classe laborieuse à notre œuvre et d'imprimer un mouvement irréversible vers des formes plus avancées d'intégration et d'unification. La Commission ne cessera pas d'œuvrer en ce sens. Elle est certaine que l'objectif sera atteint, si ses efforts trouvent l'appui des forces du travail de nos pays, organisées et opérant sur le plan européen dans de solides associations syndicales, s'ils trouvent l'appui de cette Haute Assemblée représentant nos peuples, s'ils trouvent l'appui qui, par vous, nous viendra des Parlements nationaux, afin que l'action des gouvernements puisse être plus intimement coordonnée en vue d'un seul et même but.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je remercie M. le président Levi Sandri.

7. Exposé sur le deuxième rapport général sur l'activité des Communautés en 1968

M. le Président. — L'ordre du jour appelle l'exposé introductif du président de la Commission des Communautés européennes sur le deuxième rapport général de la Commission des Communautés européennes sur l'activité des Communautés en 1968 (doc. 210/68).

En ce qui concerne les interventions, il a été convenu qu'après l'exposé de M. Rey, le Parlement entendra un orateur par groupe et un non inscrit, chaque orateur disposant de 15 minutes.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

La parole est à M. Rey.

M. Rey, président de la Commission des Communautés européennes. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, la tradition veut que le rapport de la Commission — autrefois les Commissions — sur l'exercice écoulé soit introduit par une déclaration du président. Généralement c'était l'occasion pour mes prédécesseurs ou pour moi-même d'analyser, dans ses grands traits, le document soumis à l'approbation du Parlement, et d'émettre quelques considé-

rations générales sur les événements de l'année écoulée.

Je devrais donc éventuellement suivre cet exemple pour l'année 1968. Pourtant, je vous demande la permission, cette année, de m'écarter un peu de ce cadre traditionnel. Sans doute vais-je vous dire comment nous voyons notre rapport de l'année écoulée, mais je voudrais consacrer l'essentiel de mes observations à la situation politique dans laquelle se trouvent actuellement l'Europe et la Communauté.

Des événements récents ont agité fortement l'opinion, soit dans la Communauté, soit à ses frontières. D'autre part, nous avons reçu la visite du président des États-Unis. Ces deux raisons me paraissent en elles-mêmes suffisantes pour que je donne à mon exposé un caractère un peu différent.

Il faudrait cependant que je ne néglige pas de vous dire quelque chose de ce gros document de 500 pages que vous avez eu sous les yeux. De notre côté, nous l'avons lu, discuté, complété ou corrigé, car c'est là un travail de la Commission elle-même et pas seulement de son administration. Puis, nous avons relu l'ensemble, car il est nécessaire pour des commissaires, de temps en temps, de voir l'ensemble et pas seulement les secteurs découpés selon la compétence de chacun.

Quand nous avons dû, dans l'introduction, porter un jugement d'ensemble sur la situation, nous avons été une fois de plus frappés de voir les progrès que la Communauté a accomplis dans le courant de l'année 1968, bien que cette année soit une année de crise.

C'est en effet en décembre 1967 que nos gouvernements se sont divisés sur le grand problème de l'élargissement de la Communauté. Vous savez que les discussions politiques assez fortes, parfois véhémentes qui ont existé entre nos États membres ont duré pendant toute l'année 1968, et qu'à l'heure actuelle une solution acceptable pour tout le monde n'est pas encore intervenue.

Eh bien, malgré ces désaccords politiques, la Communauté a fait de grands progrès, et il nous est apparu nécessaire, au seuil de notre exposé introductif, de le souligner.

Très rapidement, je vous rappelle que c'est en 1968, au milieu de l'année, que nous avons abouti à l'achèvement de notre union douanière — dix-huit mois en avance sur le calendrier du traité.

C'est en juin et juillet que nous avons abouti à l'adoption et à la mise en œuvre des grands règlements agricoles encore manquants dans d'aussi grands secteurs que la viande bovine et les produits laitiers, et qu'en conséquence la libre circulation pour la plupart — je ne dis pas tous — des produits agricoles est maintenant réalisée dans la Communauté.

Rey

C'est en 1968 que nous avons vu le Conseil adopter des décisions importantes qui, sinon complètent, du moins sont un progrès vers l'élaboration de la politique commerciale commune. Nous avons vu nos États membres se conformer à la décision prise par le Conseil en 1967, et avancer en conséquence, dans les calendriers prévus et convenus, l'harmonisation des taxes indirectes et l'application progressive dans nos différents États membres de la taxe à la valeur ajoutée.

Nous avons vu se réaliser au milieu de l'année les dernières décisions et l'adoption du dernier règlement qui permettait, comme mon ami Levi Sandri vient à l'instant de vous le rappeler, de parachever la libre circulation des travailleurs dans la Communauté, ce qui est assurément un des grands objectifs sociaux du traité.

Quand on voit tout cet ensemble de décisions prises et mises en vigueur, il serait vraiment difficile de se mettre en tête que la Communauté est actuellement paralysée, comme certains le croient dans l'opinion. Je ne manquerai pas, à la fin de mon exposé, de vous parler de l'état de l'opinion européenne qui est pour nous un souci.

En même temps, indépendamment des décisions prises, je voudrais au passage indiquer que la Commission a soumis au Conseil un certain nombre de propositions ou de mémorandums d'une grande importance et que, étant maintenant débarrassée du souci qui nous a tant occupés dans les premiers mois de notre vie communautaire, le souci de la fusion de nos administrations et de la mise en place de l'administration fusionnée, la Commission a pu, dans le courant de l'année 1968, se consacrer pleinement à sa nouvelle tâche. C'est ainsi que, suivant un calendrier que vous connaissez, nous avons pu, en septembre, soumettre au Conseil un livre blanc sur la politique industrielle, la politique de recherche et la politique nucléaire, document d'une grande importance dont vous avez commencé la discussion. Le document montre très bien que les efforts de l'Europe en intelligences, en cerveaux, en laboratoires, en établissements industriels et en sommes dépensées, bien que considérables et presque comparables à ceux des États-Unis, sont cependant encore dans un état de dispersion tel que le rendement d'ensemble n'a pas encore du tout atteint ce qu'il devrait atteindre à nos yeux.

Dans le courant du mois de décembre, nous avons adopté l'ensemble des documents agricoles sur les prix, sur l'équilibre des marchés et sur la structure qui fait l'objet, non seulement de la part du Parlement mais des gouvernements et également des grandes organisations agricoles, des discussions que vous connaissez.

Dans le domaine de l'énergie, bien que nos prédécesseurs aient réalisé beaucoup de choses excellentes, notamment dans le groupe inter-exécutif créé par

les deux Commissions et la Haute Autorité précédentes, nous avons pu saisir le Parlement et les gouvernements d'un document exposant la première orientation d'une politique énergétique au niveau communautaire, document dont on s'est accordé dès le premier accueil à reconnaître qu'il était vraiment sérieux et qu'il serait extrêmement efficace pour l'orientation des esprits et les décisions ultérieures.

Enfin, tout récemment, le 12 février, il y a un mois jour pour jour, nous avons adopté un mémorandum adressé à nos gouvernements sur la politique économique générale au niveau de la Communauté et sur la coopération monétaire dans le cadre communautaire, document qui sera discuté, je pense, à votre prochaine session.

Je ne veux pas, Mesdames, Messieurs, encombrer cet exposé en vous parlant de ce que nous allons faire, car ces choses arriveront en leur temps. Il y en a qui sont déjà fortement avancées. Rien que ceci indique que tant au niveau du Conseil qui décide, qu'au niveau de la Commission qui propose, 1968 est une année de véritable et pleine activité.

Il convient maintenant de nous demander devant quelles tâches nous nous trouvons — nous entrons déjà ici dans le domaine des difficultés politiques — soit dans le domaine intérieur, soit dans celui de nos relations extérieures.

Pour les problèmes intérieurs, il faut d'abord nous faire une idée de ce qui doit être accompli par la Communauté dans les temps prochains. Il y a ici trois approches possibles dont je m'empresse de dire qu'elles ne se contredisent pas, mais s'ajoutent et se conjuguent.

La première approche se rapporte aux tâches qui doivent être accomplies par la Communauté d'ici la fin de l'année 1969, puisque, vous le savez, c'est normalement la fin de la période de transition. Nous avons envoyé au Conseil une analyse de l'ensemble des problèmes au sujet desquels il nous semble qu'il y a suffisamment de décisions prises en certains secteurs et de retards dans d'autres.

Si l'on peut constater que, dans le courant de la période de transition, la Communauté a rempli l'essentiel de ses buts dans les domaines douanier, de la circulation des produits agricoles et de la libre circulation des travailleurs, il est tout à fait clair qu'elle est en retard dans des domaines comme l'aménagement des monopoles de caractère commercial, par exemple, ou la liberté d'établissement.

Je n'ai pas établi un bilan. Il est clair pour nous que nous devons, avec le Conseil, faire de plus grands efforts pour rattraper, dans la mesure du possible, d'ici la fin de l'année, les retards qui se sont produits.

La seconde approche consiste à nous demander quels sont les problèmes qui sont actuellement sur la table

Rey

du Conseil — il y en a beaucoup — et à tâcher d'établir entre eux un certain ordre de priorité. Nous nous trouvons là devant trois plans — le mot « plans » est peut-être ambitieux mais reprenons-le puisqu'on les a intitulés ainsi — émanant de ministres des affaires étrangères de notre Communauté : le plan Brandt du mois de septembre 1968, le plan Debré, du mois de novembre 1968, le plan Harmel, également de novembre 1968.

La troisième approche est de se demander, d'une façon peut-être un peu plus ordonnée, quelles sont les tâches que la Communauté devrait essayer de remplir dans un délai un peu plus long, disons de trois ans.

Notre Commission a pensé que nous rendrions service au Conseil en élaborant un document de ce genre. Sa rédaction est actuellement très avancée et je crois que le mois de mars ne se terminera pas sans qu'il puisse être rendu public.

Dès lors, il ne sera sans doute pas très difficile à notre Conseil de ministres d'établir, avec l'aide de la Commission, un véritable programme de travail et un calendrier. C'est la première chose que nous ayons à faire en commun.

La seconde, c'est de nous préoccuper des grandes décisions à prendre dans le domaine de la politique agricole. Il y en a de trois genres : d'abord, les organisations de marchés, qui n'existent pas encore dans les secteurs du tabac, du vin et de la pêche, et où nous devons aboutir à des décisions dans les temps prochains. Ensuite, le règlement financier définitif de la politique agricole. Vous savez que le règlement actuel expire à la fin de cette année. Se pose par conséquent, pour la Communauté, le grand problème de l'élaboration et de l'établissement d'un règlement financier de caractère définitif. Enfin, il y a l'ensemble des problèmes de structure. Je vous énumérerais à l'instant les problèmes de prix, d'équilibre du marché et les problèmes structurels, étroitement liés, du reste, les uns aux autres, pour lesquels des décisions devront être prises à des dates échelonnées. Dans l'ensemble, l'année 1969 sera certainement une grande année à cet égard.

Au point de vue industriel, je ne voudrais pas recommencer le discours que j'ai prononcé ici le 15 mai dernier. Au nom de mes collègues, je vous ai exposé les vues essentielles de la Commission en ce qui concerne la politique industrielle et comment elles devaient s'exprimer de façon différente, qu'il s'agisse soit de l'ensemble des activités industrielles de la Communauté, soit des industries traditionnelles, soit des secteurs de pointe.

Depuis lors, les choses ont progressé. Je viens de vous parler de notre livre blanc en ce qui concerne les problèmes nucléaires et ceux de la recherche. Dans le domaine de la technologie, vous savez que le groupe Maréchal a été enfin heureusement débloqué. Nous pouvons attendre dans les prochains jours

le rapport du groupe présidé maintenant, non plus par M. Maréchal mais par M. Aigrain et qui fera l'objet d'une attention très particulière. Enfin, je vous le rappelais tout à l'heure, il y a maintenant sur la table un memorandum sur la politique énergétique.

Je m'étais préparé à ne vous rien dire de l'économie générale de la Communauté, croyant qu'un débat d'ensemble serait institué demain à cet égard. Si ce débat n'a pas lieu cette fois, ce sera la fois suivante. Je ne voudrais pas, toutefois, anticiper sur l'exposé que fera à cette occasion mon collègue, M. Raymond Barre qui, lors de la dernière session du Parlement, vous a donné une vue d'ensemble de notre approche de ces problèmes.

Voilà ce que sont nos tâches normales à l'intérieur de la Communauté.

Je voudrais maintenant dire quelques mots de ce qu'on a appelé le renforcement de la Communauté. C'est un terme assez curieux, car nous avons eu parfois l'impression que l'on envisage simplement par là la poursuite normale des politiques à élaborer conformément au traité. Nous n'avons pas le sentiment que la poursuite normale — j'emploie à dessein ce mot deux fois — des activités communautaires dans la construction des politiques économiques communes constitue un renforcement. Il s'agit simplement du développement normal de la Communauté tel qu'il doit se produire conformément au traité.

Le renforcement, à nos yeux, c'est autre chose. Ce sont des mesures particulières qui doivent être prises parce que le développement de la Communauté le réclame et parce que, dans un certain sens, elles sont liées à l'élargissement de la Communauté. Je vous parlerai de cet élargissement dans la seconde partie de mon exposé et m'en tiens pour l'instant au domaine du renforcement.

Aux yeux de la Commission, le renforcement est notamment le problème, pendant depuis longtemps, de l'octroi à la Communauté de ressources propres. Ce problème a créé, vous le savez, de très grandes difficultés en 1965, mais a suffisamment mûri pour qu'il puisse être abordé dans une atmosphère détendue. La Communauté peut maintenant se poser la question — largement liée du reste à l'adoption d'un règlement financier définitif de la politique agricole — de savoir si le moment n'est pas venu d'obtenir des ressources propres qui ne fassent plus dépendre sa vie courante de fluctuations des politiques nationales des États membres.

Nous pensons aussi que le renforcement de la Communauté est un renforcement de ses institutions.

Je peux me référer à cet égard à notre déclaration du 1^{er} juillet 1968, ici même, dont le Parlement n'a certainement pas perdu le souvenir. Nous y avons consacré au renforcement de la Communauté

Rey

tout un paragraphe de nos considérations quant aux pouvoirs de gestion de la Commission, qui, à notre sens, doivent être renforcés, et quant à l'autorité du Parlement. Celui-ci doit être renforcé à la fois dans ses pouvoirs et dans son mode de recrutement, c'est-à-dire d'élection.

Enfin nous avons cité, nous citons encore comme mesure de renforcement la fusion des traités à laquelle il faudra procéder dans les prochaines années.

Ici se pose une question importante. Je l'ai soulevée devant le Conseil de ministres la semaine dernière et souhaité la traiter clairement en séance publique de cette Assemblée. Vous savez que, dans l'opinion européenne, certains se demandent s'il n'y a pas une sorte de choix à opérer entre l'élargissement de la Communauté et son renforcement.

Certains, au sein de notre Communauté, se demandent si, en renforçant la Communauté par les quelques grandes mesures que je viens d'indiquer et en complétant ces politiques communes, nous n'allons pas rendre plus difficiles les négociations en vue de l'élargissement auquel tant de gens dans la Communauté et en dehors sont légitimement attachés. Telle n'est pas l'opinion de notre Commission. Il convient d'être clair sur ce point. Notre Commission, qui en a délibéré, pense qu'il faut en tout cas renforcer la Communauté. Ce renforcement est indispensable eu égard à l'importance de la Communauté, à son poids, aux problèmes qu'elle a à maîtriser dans le courant des années, et surtout dans une période qui n'est déjà plus celle de la construction mais celle de la gestion.

Nous l'avons dit dans l'avis adressé à notre Conseil au mois de septembre 1967, le renforcement est une des conditions de l'élargissement de la Communauté. Et tous cas, il rendrait plus facile la solution des problèmes que nous aurons à résoudre à ce moment-là. Au fur et à mesure que la Communauté deviendra, comme nous en sommes convaincus, plus nombreuse, qu'au lieu d'être six États nous en serons huit, neuf, dix et peut-être même davantage, il faudra se poser la question — et nous nous la sommes posée — des mesures à prendre pour que cette Communauté reste maniable, pour qu'elle reste dans le cadre qui avait été originellement prévu et ne soit pas affaiblie par son élargissement. Vous le savez, notre Commission a consacré beaucoup de temps à cette étude dans le courant de l'été et au début de l'automne 1967 ; ces travaux pourraient sans doute être complétés. Ils seront un jour, j'imagine, rediscutés plus à fond au sein du Conseil, mais le problème subsiste.

En outre, d'après notre expérience, quand nous regardons ce qui s'est passé dans les cinq dernières années, nous n'avons pas du tout le sentiment que le développement de la Communauté ait en-

travé son élargissement. Au contraire, quand nous comparons la situation à la fin de 1968 avec celle du mois de janvier 1963, au moment de l'interruption de la première grande négociation d'élargissement de la Communauté, nous constatons que pendant toute cette période, la Communauté a fait d'énormes progrès dans tous les domaines de son activité. Ces progrès, loin de retarder le zèle de nos voisins et amis à vouloir entrer dans la Communauté n'ont fait, au contraire, que les y encourager davantage. Ceci nous paraît très important. Il faut le dire clairement à ceux qui éprouvent des doutes quant à cette procédure : le renforcement de la Communauté dans la poursuite de ses politiques communautaires, de 1963 à 1968, n'a aucunement empêché la reprise de négociations d'adhésion. Au contraire, nos États voisins sont plus déterminés qu'ils ne l'étaient il y a six ans à nous rejoindre. La force et le développement de la Communauté sont un des éléments de son élargissement.

Alors, ralentir les politiques communautaires est une mauvaise cause qui ne sert à personne ; elle ne sert pas à la Communauté.

(Applaudissements)

C'est le moment peut-être de citer un mot de Pascal : « Tuer un homme, ce n'est pas démontrer une vérité, c'est tuer un homme. » Ralentir le développement de la Communauté, ce n'est pas servir une cause, c'est freiner le développement de la Communauté et ce ralentissement nous paraît funeste ; ce n'est pas de cette manière qu'on renforcera la Communauté, ni l'unité de l'Europe.

J'aborde maintenant le second chapitre de mon exposé. Il concerne les relations extérieures et j'espère que le Parlement est disposé à l'entendre, même s'il dépasse un peu, cher Monsieur Illerhaus, la durée que vous aviez voulu m'impartir.

(Sourires).

Ici, il y a trois points dont je voudrais parler : l'élargissement de la Communauté, nos rapports avec les États-Unis et la négociation de Yaoundé.

Sur le premier point, l'élargissement, je suppose que personne ne s'attend à ce que je procède ici, au nom de je ne sais quelle autorité que mes collègues et moi n'avons pas, à des distributions de prix, à des jugements, à des recherches de responsabilités quant à ce qui s'est passé. Il est regrettable que nos États membres soient en désaccord au sein d'une grande institution européenne qui n'est pas la nôtre, je parle de l'Union de l'Europe occidentale, mais avec laquelle notre Commission entretient une réelle collaboration puisque nous participons régulièrement aux travaux du Conseil de ministres de l'U.E.O. et très souvent aussi aux travaux de l'assemblée parlementaire à Paris.

Rey

Dès lors, quand nos États membres sont en désaccord au sein de cette Union, c'est pour nous assez regrettable. Ce l'est peut-être encore plus quand nous constatons que deux grands États européens, l'un qui fait partie de notre Communauté et l'autre qui est notre grand voisin, en arrivant à se quereller publiquement comme nous l'avons vu le mois dernier d'une façon qui ne nous a en aucune manière réjouis. Mais enfin, la situation est telle, et je ne servirais aucun intérêt commun en me livrant ici à une analyse de cette situation. Il faut au contraire tâcher de tourner aussi vite que possible la page sur ce désaccord et voir ce que l'on peut faire dans l'avenir.

Je me bornerai donc à quelques remarques. La première, c'est que les problèmes subsistent. Il ne faut pas croire que parce qu'on s'est querellé les problèmes sont réglés ; ils subsistent. Je me rappelle la visite que me faisait l'ambassadeur de l'Inde au mois de février 1963, quinze jours après l'interruption de la grande conférence d'élargissement de la Communauté à la fin de janvier 1963. Il commença la conversation en disant :

« Mr. Minister, the negociations are interrupted, but our problems remain » ; « Monsieur le Ministre, les négociations sont interrompues, mais les problèmes sont toujours là ».

C'est tout à fait clair, les problèmes de l'élargissement de la Communauté sont toujours là ; le désir de nos voisins est toujours là ; du reste, comment peut-on rendre le Danemark, la Norvège ou l'Irlande responsables de discussions auxquelles ils n'ont pas été mêlés et sur lesquelles leur avis n'a pas été demandé à aucun moment ?

En second lieu, il faut aussi nous rendre compte que ne pas régler nos rapports avec la Grande-Bretagne, n'empêche pas que les problèmes existent. Comme on me l'avait un jour fait remarquer, le fait de ne pas ouvrir la porte de la Communauté à la Grande-Bretagne ne règle pas nos problèmes avec elle. Quand la Grande-Bretagne a des difficultés économiques, elle prend des mesures. Contre qui les prend-elle ? Contre nous. Rappelons-nous la fameuse surtaxe de 15 % qui a beaucoup frappé la Communauté à l'époque. Quand la monnaie britannique se porte mal et que les banques centrales doivent aider la Grande-Bretagne à traverser une passe difficile, ce sont les banques centrales de la Communauté notamment qui doivent intervenir. Par conséquent, il ne faut pas croire que les rapports de notre Communauté avec notre grand pays voisin et ami sont réglés simplement parce qu'on refuse de négocier avec lui. Les problèmes subsistent. Au surplus, le problème qui se pose à nous tous est de toute évidence celui de l'union de l'Europe. Si nous voulons que l'Europe soit indépendante — et nous le voulons tous dans notre Commission, dans notre Conseil et dans ce Parlement — l'Europe doit s'unir,

elle ne doit pas rester divisée ou cloisonnée comme elle l'est maintenant. Puisque nous avons réussi à convaincre nos voisins européens, après des années de discussions, que la véritable méthode pour unir l'Europe était de la faire dans les Communautés et par le moyen des Communautés, nous avons à répondre à l'appel qui nous a été adressé.

Je suppose que, comme moi-même, vous aurez éprouvé un certain sentiment de gêne quand le nouveau président des États-Unis, ayant décidé de venir rendre visite aux États européens — je vous en parlerai dans un instant — est arrivé à un moment où les Européens se querellaient publiquement au lieu de lui présenter un visage de l'Europe en voie d'unification.

M. Illerhaus. — Très juste !

M. Rey. — Mesdames, Messieurs, ces problèmes ne sont pas réglés et notre responsabilité subsiste de tenter de les amener progressivement vers une solution.

Vous vous souvenez que, dans le courant de l'année 1968, à défaut de la négociation que notre Commission avait proposée — et elle n'a jamais changé d'avis à cet égard — on avait cherché des solutions provisoires. Nous y avons, comme Commission, coopéré dans la mesure de nos moyens. Nous pensions que c'était notre rôle normal. Puis-je dire que nous avons maintenant quelques points d'interrogation dans l'esprit.

Nous nous demandons si ces solutions n'ont pas un peu de plomb dans l'aile. Je fais allusion aux fameux accords commerciaux. Si les accords commerciaux n'ont aucune finalité politique — ce qui n'est pas le vœu de la Commission — on se demande s'ils sont bien utiles, s'ils sont présentables ; on se demande même s'ils n'apporteraient pas un peu d'eau au moulin de ceux qui — et il en est, notamment en dehors de notre Communauté — croiraient qu'il faut créer une zone de libre-échange en Europe occidentale. Notre Commission, je le répète, ne partage pas cet avis.

Si, au contraire, on veut donner aux accords commerciaux une finalité politique, de façon à leur donner l'accent qu'ils devraient avoir et que notre Commission a souhaité qu'ils aient au mois d'avril dernier, il paraît sage, après les querelles récentes auxquelles nous venons d'assister, d'attendre que la poussière des combats soit retombée, que les esprits se calment. Je crois d'ailleurs qu'ils sont en train de s'apaiser. Il faudrait alors réfléchir tranquillement à la manière dont on pourrait saisir, dans des temps relativement proches, une nouvelle occasion. Je vous indique sur ce point l'état d'esprit de la Commission : Notre bonne volonté reste entière et si une occasion se présente de faire progresser les choses dans la direction de l'unification et donc de l'élar-

Rey

gisement de la Communauté, nous la saisissons avec joie.

Enfin, dans notre pensée et dans celle de nos gouvernements unanimes, il n'est pas question de changer la nature de la Communauté, de transformer le Marché commun en une zone de libre-échange, de renier ce que nous avons affirmé pendant dix ans, que la zone de libre-échange n'est pas une bonne manière d'organiser les relations entre des pays hautement industrialisés. Au contraire, c'est dans une organisation plus serrée, dans des politiques communes, qu'il faut chercher à résoudre les problèmes et, à cet égard, il n'y a pas de changement dans l'opinion de mes collègues et la mienne.

Je ne crois pas qu'il y ait un changement dans la pensée politique de nos États membres non plus. Sur ce point, nos États voisins doivent savoir que s'ils veulent toujours — je crois qu'ils le veulent et je m'en réjouis — entrer dans la Communauté, c'est dans la Communauté telle qu'elle est, avec ses politiques communes, ses finalités politiques et ses institutions.

Bien sûr, cela pose des problèmes ; je vous en ai fait part tout à l'heure. Nous les avons étudiés en 1967 et n'avons pas cru à l'époque qu'ils étaient insolubles. C'est une étude qu'on peut reprendre et nous persistons à penser qu'avec de la bonne volonté et de l'imagination, il y aura moyen de les résoudre.

Mon second paragraphe sur la politique extérieure se rapporte à la visite du président Nixon. Nous avons eu l'occasion, mes collègues et moi, de nous entretenir assez longuement avec lui et de le remercier d'avoir, au début de son nouveau mandat, franchi l'Atlantique pour venir voir les Européens chez eux. Nous avons pensé devoir souligner l'importance politique de cette démarche. Nous avons été très heureux de la visite du président des États-Unis et avons procédé avec lui à un tour d'horizon assez approfondi, malgré un temps limité, des problèmes que constituent les rapports entre les États-Unis et les pays d'Europe, particulièrement ceux de la Communauté, au nom desquels nous pouvons parler.

Au cours de cette conversation, trois sujets ont été abordés : le premier, c'est une énumération qui est facile à faire et qui éclaire de part et d'autre des problèmes qui existent depuis la fin du Kennedy round, il y a bientôt deux ans, et qui ont créé entre les États-Unis et nous des soucis et parfois de la mauvaise humeur.

Vous savez que les Américains se plaignent de notre politique agricole. Ils pensent qu'elle est trop protectionniste et que nous leur faisons la guerre à coups de subventions sur des marchés tiers, que cette attitude est excessive et que nous ne mettons pas assez de zèle à l'élimination d'un certain nombre de barrières non tarifaires dans les échanges. Nous

avons clairement dit au président Nixon que nous étions parfaitement conscients de cette énumération des problèmes que nous avions du reste faite nous-mêmes et que nous entendions, non pas les traiter à la légère, mais sérieusement.

Nous avons eu l'occasion de lui dire de notre côté que nous étions préoccupés par certaines mesures prises par les autorités américaines dans les échanges agricoles, notamment dans tel ou tel secteur que nous lui avons cité.

Dans le domaine industriel, nous lui avons parlé des mesures prises dans le secteur de la laine et qui gênent particulièrement un des pays de la Communauté.

Nous lui avons dit que nous n'avions pas apprécié la négociation qui s'est déroulée au niveau du secteur privé, mais à laquelle nous pensions que les autorités publiques ont tout de même été quelque peu mêlées et qui a porté sur des restrictions quantitatives dans le domaine de l'acier. Nous lui avons signalé le souci que nous avions de voir éventuellement cette méthode, que nous n'aimons pas, être étendue à d'autres secteurs, comme le textile. Nous lui avons rappelé que nous attendions toujours l'abolition de *l'American Selling Price*, qui avait fait l'objet d'un accord de Genève. Il y a un an et demi, et nous avons constaté que le président Nixon était parfaitement au courant de l'état de ces problèmes.

Nous avons donc ainsi constaté, de part et d'autre, pour une série de choses, qu'aucune n'est peut-être majeure mais que, mises ensembles, elles forment un tout assez impressionnant qui crée, disons-le, entre les États-Unis et nous, un climat désagréable.

Après cette première constatation, nous en avons fait une seconde, à savoir que nous avions des responsabilités communes. Sur ce point, ce que nous avons dit au président Nixon a vraiment paru lui plaire. Nous lui avons dit que nous ne pensions pas que ces problèmes pouvaient être résolus soit par son pays, soit par la Communauté, et que pour les résoudre, il fallait se mettre ensemble. Le président nous a une fois de plus, car il l'a fait plusieurs fois publiquement dans cette conversation, souligné combien il était soucieux de ne pas voir son pays s'engager dans un ensemble de mesures de caractère protectionniste. Nous avons constaté ensemble, de part et d'autre, qu'il était impossible que de telles mesures soient arrêtées d'un seul côté de l'Atlantique, que très certainement les États-Unis ne seraient pas seuls à mener une politique libérale si la Communauté ne la suivait pas et, inversement, que nous aurions de la peine à maintenir le libéralisme de nos politiques commerciales si des mesures protectionnistes étaient prises aux États-Unis. Et cette responsabilité commune, qui est la chose la plus importante qui ait été mise en lumière lors de cette visite du président des États-Unis, cette responsa-

Rey

bilité commune existe dans le domaine des échanges, elle existe dans le domaine du développement, elle existe dans le domaine monétaire. Il est tout à fait clair que nous sommes engagés, les États-Unis et nous, dans des responsabilités que nous devons porter ensemble.

La troisième constatation, c'est que nous devons maintenant, avec la nouvelle administration, reprendre cette confrontation. Je n'ai pas prononcé le mot confrontation en anglais. Ayant employé le mot *confrontation* dans une conversation que j'ai eue précédemment à New York, on m'a répondu : *Confrontation ! ?* Mais vous voulez donc un *clash* entre la police et les étudiants ? ! Il semble que *confrontation* en anglais signifie « affrontement ». Nous avons donc évité cette expression.

Ce que nous voulons, c'est faire en commun une revue annuelle, voire quasi permanente, de nos problèmes. Vous vous souvenez, Mesdames et Messieurs, que la dernière a eu lieu il y a un an, en février 1968, quand j'ai fait ma visite officielle au président des États-Unis. Avec l'aide de mes deux collègues, MM. Hellwig et Deniau, et avec nos fonctionnaires, nous avons procédé, au département d'État, à un échange de vues sur les problèmes qui intéressaient les États-Unis et la Communauté. Cela a été, je dois dire, extrêmement utile et les résultats en furent appréciables.

Nous avons donc dit au président Nixon que nous souhaitons reprendre cette procédure. Il nous a donné son accord. Nous avons pris ensemble les dispositions nécessaires pour savoir qui se rendrait aux États-Unis, qui viendrait en Europe, et à quel moment. Tout ceci se ferait de la façon la plus simple et la plus amicale. Nous avions l'impression que ce serait la meilleure manière pour nous de régler tous les problèmes ou, du moins, car il ne faut pas être trop ambitieux, d'en éliminer un certain nombre, et aussi de nous mieux comprendre et de chercher des solutions ensemble. C'est vraiment la tâche essentielle, me semble-t-il, qui attend les États-Unis et la Communauté.

Parmi nos tâches extérieures, je citerai enfin la négociation sur le renouvellement de la convention de Yaoundé. Cette négociation a commencé dans un excellent esprit entre nos gouvernements unanimes, d'un côté, et nos dix-huit associés de l'autre. Le partage de responsabilités qui est intervenu n'a pas, jusqu'à présent, donné trop de difficultés entre le Conseil, d'une part, et la Commission, d'autre part.

Je voudrais simplement dire, ici, devant le Parlement, pour que ce soit entendu en Afrique, l'importance que notre Commission attache à ces négociations et l'effort qu'elle fera pour les faire aboutir rapidement à d'heureux résultats.

Mesdames et Messieurs, voici la dernière partie de mon exposé. Je voudrais vous parler de quelques

difficultés politiques et de l'état de l'opinion. Des difficultés politiques — il y en a naturellement un certain nombre — je n'en citerai que quelques-unes.

La première concerne les dégâts causés par la politique du veto. Vous vous souviendrez que, dans notre déclaration du 1^{er} juillet, nous avons dit, ce sont les termes mêmes dont nous nous sommes servis : « Il faut mettre fin au système paralysant et suranné du droit de veto ».

Or, ce qui s'est passé depuis le 1^{er} juillet ne fait que nous renforcer dans l'opinion que le mécanisme du veto est un mauvais mécanisme — je vais dans un instant encore vous dire pourquoi — et qu'il faudra chercher des méthodes meilleures pour régler les problèmes quand ils sont l'objet d'un litige entre nos États membres.

La procédure du veto est un manque d'égard de celui qui l'utilise — et il ne s'agit pas d'un seul, je vous le rappellerai à l'instant — à l'égard de ses partenaires. La dernière démonstration éclatante que nous en avons eue, sans rappeler des désaccords fondamentaux sur l'élargissement de la Communauté, ce sont les discussions quant à la consultation politique qui auraient dû ou n'auraient pas dû avoir lieu dans le cadre de l'U.E.O. au sujet des problèmes du Proche-Orient. Dieu sait s'ils sont préoccupants et si cela vaut la peine que tous nos États membres se soucient, — nous l'avons dit ici même, vous vous en souvenez, l'an dernier — de ce qui se passe au Proche-Orient.

Voilà qu'un débat surgit. Ce débat est de savoir si le traité de Bruxelles prévoit que la procédure ait lieu à l'unanimité. Je n'entre pas dans ce problème pour ne pas faire de commentaire à propos d'une organisation qui n'est pas la nôtre. Mais supposons que ces décisions doivent être unanimes et que l'un des partenaires dise : « Je juge cette réunion inutile et, par conséquent, elle n'aura pas lieu ». C'est cela, le veto, et c'est une procédure détestable. Cela signifie qu'on ne tient pour rien l'opinion des autres et que ce que peuvent dire les Allemands, les Italiens, les Luxembourgeois, les Néerlandais ou les Belges n'a aucune importance si le sixième pays dit simplement : « Je juge la chose inutile ! » C'est une mauvaise procédure et il faut en chercher d'autres et de meilleures pour régler ces problèmes.

J'ajoute que les procédures de veto gênent le développement communautaire. Nous avons trois procédures de veto actuellement, engagées par trois gouvernements différents. L'une, bien connue, concerne l'élargissement de la Communauté. La seconde, qui est le fait d'un autre pays, bloque les négociations avec un pays de l'Europe centrale. Je le déplore, et je m'en suis expliqué récemment avec les intéressés. La troisième est celle qui, après que nous ayons convaincu un État membre de débloquent la procédure du groupe Maréchal — et il a fallu beaucoup d'efforts pour aboutir à ce résultat

Rey

— consiste à entraver la discussion sur la société européenne. Or, il est extrêmement important que nous puissions construire un mécanisme communautaire, un mécanisme juridique et fiscal qui permette à ceux qui le veulent — car personne n'est obligé de le faire — de constituer des sociétés industrielles, commerciales ou bancaires au niveau de la Communauté. Que ces discussions soient bloquées par un État membre est le résultat d'une mauvaise procédure qui gêne le développement de la Communauté.

Et voici ma dernière remarque sur ce point. Le veto entraîne non seulement un blocage que je déplore mais aussi et nécessairement des mesures de diversion. C'est ce que nous avons vu au Conseil de sécurité. Las de trop de vetos de la part de l'U.R.S.S., qu'a-t-on fait ? On a transporté dans une autre assemblée, dans un autre cadre, les problèmes qui auraient dû être réglés par le Conseil de sécurité ; on les a transportés dans l'Assemblée générale parce que là, il n'y a pas de droit de veto.

Mesdames, Messieurs, toutes proportions gardées, nous assistons à des mécanismes semblables où certains de nos États européens, certains États membres de la Communauté, fatigués d'un veto qui dure trop longtemps, cherchent à le tourner par des procédures extérieures, par des procédures latérales. Et nous voyons naître alors des propositions — vous savez lesquelles, récentes, que ce soit à Rome, ou à Luxembourg — qui sont des manières de tourner le veto qui actuellement paralyse la Communauté.

Mesdames, Messieurs, ce n'est pas très heureux. Mieux vaudrait qu'il n'y ait pas de veto. Nous ne verrions pas alors ces mesures latérales. De temps en temps, la question nous est posée. Elle m'a encore été posée tout récemment. Que pensez-vous, nous a-t-on demandé, des mesures latérales contournant la Communauté ? Personnellement, je n'en pense rien de bon, mais je ne m'étonne pas qu'on les utilise. Comment s'en indigner d'ailleurs si le veto reste en vigueur ? C'est ainsi que j'ai eu l'occasion, récemment, de dire aux autorités françaises, et je l'ai aussi déclaré publiquement à Paris dans une conférence, le 31 janvier, que je ne crois pas qu'il soit sage de bloquer à la fois le plan Harmel et le plan Brandt. C'est l'un ou l'autre. Si l'on n'aime pas le plan Harmel, et je puis le comprendre, il faut alors accepter le plan Brandt qui est modéré, raisonnable et qui, à l'intérieur de notre organisation, tend à résoudre les problèmes. Il faut faire un choix, mais bloquer l'un ou l'autre, c'est excessif. Ce n'est pas ainsi qu'il faut procéder.

J'ai insisté quelque peu sur ce problème parce que c'est un problème majeur dans le développement des affaires européennes. Et bien que ce passage de mon discours ne soit pas celui qui me fasse le plus de plaisir, j'ai considéré que c'était un devoir

de ma fonction de dire ici, publiquement, ce que je pense à cet égard.

(Applaudissements)

Le second problème politique dont je vais vous parler est celui des programmes complémentaires. Vous connaissez cet expédient très fâcheux auquel nos gouvernements ont eu recours. N'ayant pas réussi à se mettre d'accord sur le programme pluriannuel nucléaire de la Communauté, on a adopté un mécanisme provisoire qui doit durer une année et être revu le 1^{er} juillet. C'est un mécanisme dans lequel la moitié des programmes de la Communauté est financée par les six gouvernements, l'autre moitié par seulement cinq d'entre eux.

C'est une procédure détestable. Comme nous avons encore un peu de temps pour y réfléchir, d'ici au 1^{er} juillet — date extrême à laquelle le Conseil doit adopter le programme pluriannuel actuellement en cours d'élaboration — je voudrais dire ici l'inquiétude que m'inspirent des procédures de ce genre. Je comprends très bien qu'on puisse différer d'avis sur l'ampleur de ce que la Communauté doit faire ou ne pas faire, dans un domaine déterminé, par exemple le domaine nucléaire, encore que tout ralentissement d'un effort technologique commun doit être considéré avec beaucoup de souci et, si possible, évité. Je pourrais comprendre que des États membres, appelés à opérer des réductions dans leur programme national, demandent une réduction du programme communautaire. La discussion est ouverte. Mais le système suivant lequel la moitié des programmes est financée par tout le monde et l'autre moitié seulement par ceux qui s'y intéressent activement est un système détestable et profondément dangereux pour notre Communauté. Car le jour où ce procédé sera accepté, rien n'empêchera qu'il soit étendu à d'autres secteurs et alors, que verrons-nous ?

Je cite un exemple, il est très actuel, c'est celui de la politique communautaire agricole. On va devoir rediscuter d'ici à la fin de l'année du financement agricole de la Communauté. Imaginez-vous que les États membres transportent dans la politique agricole l'idée des programmes complémentaires ! Il n'y aurait rien de plus dangereux ! J'ai dit aux autorités françaises, et publiquement encore à Paris — car il faut dire les choses très franchement — vous imaginez-vous ce qui se passerait si on acceptait dans le domaine du financement agricole ce principe que vous, Français, avez créé dans le domaine nucléaire ? La France doit recevoir en 1969 trois cents millions d'unités de comptes, quinze milliards de francs belges, qui seront payés par ses partenaires en vue du financement de la politique agricole française décidée dans le cadre communautaire. C'est la politique communautaire, et c'est très bien ainsi ! Or, la part qu'on demande au gouvernement français pour l'Euratom est de 15 mil-

Rey

lions, c'est-à-dire la vingtième partie de ce qui lui sera versé au titre de la politique agricole. Et la France nous dit qu'elle n'en paiera que la moitié! J'ai demandé aux autorités françaises de reconsidérer cette attitude qui est très dangereuse. Et, si je puis comprendre que la France — qui a poursuivi plus loin que d'autres pays son effort national dans le domaine nucléaire — ait peut-être moins besoin que d'autres des politiques poursuivies au niveau de la Communauté, il reste que le principe suivant lequel on se distance dans le financement de politiques dont on a moins besoin, pourrait entraîner des conséquences désastreuses. Car le jour où un État membre dira, par exemple, qu'il considère que les exportations de blé français vers la Chine ne présentant pas, pour lui, un intérêt majeur et qu'en conséquence elles doivent faire l'objet d'un programme complémentaire, l'action de la Communauté sera véritablement remise en cause.

Dès lors, je demande à tous ceux qui ont une responsabilité dans ce domaine de faire en sorte que notre programme nucléaire, qui sera décidé par le Conseil au 1^{er} juillet, élimine la notion des programmes complémentaires et que le programme soit décidé et pris en charge par tout le monde.

(Applaudissements)

Enfin, je termine en vous parlant de l'état de l'opinion. Vraiment, c'est très curieux de voir dans quel état se trouve l'opinion européenne. Mais il faut distinguer l'opinion des gouvernements de l'opinion en général, celle qui s'exprime de toutes les manières que vous connaissez.

Je constate tout d'abord que les gouvernements — je parle de ceux des États membres — sont en désaccord sur un certain nombre de problèmes importants — j'ai énuméré lesquels — et, cependant, parfaitement décidés tous les Six à poursuivre l'œuvre communautaire. Les récents incidents que nous avons eus à cet égard sont extrêmement éclairants.

Nous aurions pu voir, par exemple, un gouvernement de la Communauté, puisqu'on lui avait prêté cette intention dans la presse, nous aurions pu voir un gouvernement de la Communauté nous dire qu'il fallait changer les mécanismes, qu'il fallait transformer le Marché commun, qu'il fallait faire une zone de libre-échange, qu'il fallait donner des responsabilités particulières à quelques grands pays européens. Or, le gouvernement concerné a dit le contraire. Il a fait venir les ambassadeurs des Cinq pour dire : ce n'est pas là notre politique, vous ne devez pas le croire, nous continuons l'œuvre communautaire. Et pour nous en donner la preuve, le Conseil qui a succédé à ces événements, il y a huit jours à Bruxelles, a été un Conseil extrêmement constructif où l'on a pris ensemble des décisions importantes. Non seulement il a procédé à l'adoption des règlements douaniers qui sont le résultat d'an-

nées d'effort de la part de notre Commission et du Conseil, mais encore à la conclusion de deux négociations importantes auxquelles j'ai beaucoup travaillé dans le passé et qui viennent d'être menées à bien par mon collègue Edouardo Martino : la négociation avec le Maroc et la négociation avec la Tunisie. Nous irons à la fin de ce mois-ci signer ces accords à Tunis et à Rabat.

Mesdames, Messieurs, nous n'en doutons pas, la volonté politique de nos gouvernements, malgré tout ce qui peut les séparer, est une volonté unanime de poursuivre et de développer l'œuvre communautaire. Je n'ai, pour ma part, aucun doute à cet égard.

De l'autre côté, il y a l'opinion. L'opinion publique est dans un désarroi vraiment très grand. Quand il y a un tournant politique communautaire, elle croit que c'est un virage dangereux ; quand il y a un monticule, elle croit que c'est une montagne ; quand il y a un incident, elle croit que c'est une crise ou une catastrophe.

Je crois que ce sont les méthodes de l'information instantanée, tellement différentes de celles d'autrefois, qui aboutissent à ce résultat. Je crois que les hommes politiques responsables travaillent dans l'optique de la durée tandis que l'opinion, au contraire, réagit dans l'immédiat.

Alors, cela nous impose à tous, faut-il le dire, un énorme effort de persuasion. Mes collègues se donnent une peine considérable pour faire, tout le temps, des exposés dans les pays de la Communauté afin de convaincre l'opinion qu'en réalité, les choses ne sont pas aussi catastrophiques qu'on le prétend.

En ce qui me concerne, la charge du président étant naturellement un peu particulière, je constate qu'indépendamment de mes tâches normales — ne prenant que mon calendrier depuis le 1^{er} janvier — j'ai pris la parole depuis le 1^{er} janvier, c'est-à-dire en huit semaines, à Düsseldorf, à Bruxelles, à Gand, à Londres, à New York, à Lyon et à Rome. J'y ai trouvé des auditoires sympathiques mais étonnés. Comment, le président de la Commission n'est pas désespéré ? Comment, le président de la Commission n'est pas découragé ? Comment, le président de la Commission ne croit pas que tout aille très mal ?... Non ! ils ont vu un président qui voit très bien les problèmes et les soucis, un président qui ne prétend pas que tout aille bien dans la Communauté — je viens de vous dire pourquoi — mais qui ne manifeste pas le moindre doute quant à l'avenir de notre grande entreprise.

Mesdames, Messieurs, voilà ce que nous, membres de la Commission, nous pouvons faire.

Mais il y a des milieux, et je me tourne maintenant vers le Parlement, auxquels nous avons moins accès, des milieux auxquels le Parlement européen a un accès que nous n'avons pas : ce sont les Parlements nationaux. Nous n'avons pas accès, nous commis-

Rey

saïres, aux Parlements nationaux. Mais vous avez certaines possibilités, vous, Messieurs, non seulement parce que vous en faites partie, mais parce que votre bureau y a accès.

Nous avons reçu, il y a huit jours, M. le président Poher qui nous a fait l'honneur de venir nous voir avec le bureau du Parlement qui terminait son mandat.

Nous avons passé une fin d'après-midi et une soirée ensemble, à faire avec lui et ses collègues un tour d'horizon des problèmes de la Communauté. L'initiative était excellente! Mesdames, Messieurs, est-ce que votre bureau ne pourrait pas faire la même chose dans les Parlements nationaux? Est-ce que cela ne serait pas une bonne chose que vous alliez parler de la taxe à la valeur ajoutée à Rome pour convaincre le Parlement italien que cette affaire doit être réglée cette année? Est-ce que cela ne serait pas une bonne chose que vous alliez à La Haye pour discuter avec les parlementaires néerlandais de l'opportunité de faire ensemble progresser la société européenne? Je crois, Messieurs, c'est une suggestion, qu'il y a là quelque chose que le Parlement pourrait faire en attendant le jour — que j'appelle de tous mes vœux, comme d'ailleurs tous mes collègues — où il sera un Parlement élu. Car je crois qu'il n'y aura pas de meilleur moyen de rendre sensible l'Europe aux Européens et à l'opinion que de donner aux Européens le droit de vote. Je ne dis pas que ce sera une révolution, mais ce sera un événement. Et quand je pense aux jeunes qui, hier, dans cette tribune poussaient des cris — ce n'était certainement pas très heureux, car l'endroit ne s'y prête pas — mais qui exprimaient aussi des volontés fédéralistes très sympathiques, eh bien, je crois que plutôt que de les voir à une tribune avec des calicots, il faudrait leur donner le droit de vote. Lorsqu'elle a l'âge requis, il serait normal que notre jeunesse européenne ait le droit de vote pour élire le Parlement européen.

(Applaudissements)

Me voilà, Mesdames, Messieurs, arrivé à la fin de mon exposé. Je conviens qu'il a été un peu long, mais il m'a semblé qu'il était utile de faire un tour d'horizon politique. Je ne veux pas quitter cette tribune sans vous dire que mes collègues, unanimes, ont une confiance inébranlée et inébranlable dans le destin de la plus grande entreprise qui se poursuit en ce moment dans le monde et qui est l'unification du continent européen.

(Vifs applaudissements)

M. le Président. — Je remercie M. Rey de son intéressant et brillant exposé.

Je pense qu'il serait bon d'interrompre maintenant nos travaux, le bureau devant se réunir pour établir l'ordre du jour de la séance de cet après-midi.

On peut prévoir que cet ordre du jour sera passablement chargé. Je propose donc de commencer la séance à 14 h 30.

La parole est à M. Illerhaus.

M. Illerhaus. — (A) Monsieur le Président, jusqu'il y a quelques minutes, nous étions convaincus que les présidents des groupes politiques devaient prendre brièvement position sur l'exposé de M. Rey avant l'interruption de midi. Je ne sais pas pourquoi on nous présente maintenant un ordre du jour modifié, d'après lequel les groupes ne se prononceront que dans le courant de l'après-midi. Nous pourrions régler cette question d'ici à 13 h. Le bureau peut tout aussi bien se réunir à 14 h ou à 14 h 30.

M. le Président. — Monsieur Illerhaus, il s'agit d'établir l'ordre du jour de la séance de cet après-midi. Si vous préférez parler ce matin, nous pouvons retarder la réunion du bureau.

La parole est à M. Vals.

M. Vals, président du groupe socialiste. — Monsieur le Président, il m'apparaît que l'intervention des présidents des groupes politiques, qu'elle se fasse maintenant ou cet après-midi, prendra un certain temps.

Que le bureau se réunisse maintenant ou à 14 h 30, il n'y aura absolument rien de changé en ce qui concerne le temps qu'il sera nécessaire de consacrer à la fois à l'audition des présidents des groupes et à la réunion du bureau.

Je crois que nous sommes à l'heure actuelle, après l'exposé si riche et si important de M. Rey, dans un climat tel qu'il m'apparaît que chacun devrait faire connaître son point de vue dès maintenant.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je vous propose donc de poursuivre nos travaux ce matin.

Il n'y a pas d'opposition?...

Il en est ainsi décidé.

La parole est à M. Illerhaus.

M. Illerhaus, président du groupe démocrate-chrétien. — (A) Monsieur le Président, mes chers collègues, il n'est pas d'usage qu'un débat s'ouvre immédiatement après la présentation du rapport général d'activité de l'exécutif. Mais le bureau et les présidents des groupes ont estimé que la situation politique était telle qu'une brève déclaration de leur part sur l'exposé de M. Rey s'imposait *hic et nunc*. Je me réjouis de ce que nous puissions prendre position alors que nous sommes encore sous l'impres-

Illerhaus

sion produite par ce discours. Cela vaut mieux que de le faire après la pause de midi.

M. Rey a prononcé un discours extrêmement intéressant. Il a fait une analyse très précise d'un certain nombre de problèmes importants auxquels la Communauté est confrontée. Au sein des commissions compétentes, nous procéderons à un examen très approfondi des questions soulevées et prendrons position, lors de la session de mai, sur l'ensemble des problèmes que M. Rey vient d'aborder.

Au nom du groupe démocrate-chrétien, je tiens tout d'abord à vous remercier chaleureusement, Monsieur Rey, d'avoir abordé ces problèmes délicats avec franchise et clarté. Il nous faut néanmoins constater, d'ailleurs en accord avec vous — car cela résulte de votre exposé — que notre Communauté traverse à nouveau, pour employer un terme connu, une crise. En fait, la Communauté vit presque chroniquement en état de crise, tout comme d'ailleurs le monde entier qui connaît des « crises » en permanence. Nous espérons toutefois que, cette fois-ci, elle ne provoquera pas d'éclat, mais qu'au contraire, nous parviendrons à sortir de l'impasse. C'est là une première constatation qui, je crois, s'imposait.

La crise, Monsieur le Président, procède cette fois moins de problèmes de détail tels que le financement de la politique agricole, que de la conception d'ensemble de notre politique communautaire. Certaines déclarations récentes, certaines indiscretions, certains démentis m'incitent, au nom de mon groupe, à mettre certaines choses en lumière.

En premier lieu, l'essence même et l'objectif de notre Communauté — comme d'une Communauté élargie d'ailleurs — n'est pas la zone de libre-échange, mais bien l'union douanière intégrale et véritable. Voilà ce que je tenais tout d'abord à établir sans équivoque.

(Applaudissements)

Le groupe démocrate-chrétien et, je le crois, le Parlement entier ne cesseront de se réclamer, avec tous les moyens dont ils disposent, de cette conception et de la politique visant à la réaliser. Nous sommes convaincus que les multiples problèmes politiques et aussi économiques qui se posent à l'Europe ne pourront être résolus que dans le cadre d'une Communauté construite sur la base des traités de Rome. La Communauté économique existe depuis onze ans et c'est avec satisfaction que nous constatons aujourd'hui qu'en dépit de tous les revers, de toutes les crises et de tous les atermoiements, la voie dans laquelle les pays européens se sont engagés en instituant la Communauté était une bonne voie. Notre satisfaction est tout aussi grande lorsque nous voyons qu'un certain nombre de pays candidats, en Europe, sont en principe disposés à accepter les dispositions des traités communautaires.

Nous ne voyons donc pas la moindre raison d'accepter que la Communauté soit altérée aussi peu que ce soit. Au contraire, nous avons suffisamment de fois déclaré combien nous estimions indispensable une accélération du processus de l'intégration économique.

En second lieu, l'union politique de l'Europe, dont la réalisation est une nécessité urgente qui n'échappe à personne en cet hémicycle, ne saurait être une union formée par une quelconque alliance politique entre États, d'après le modèle des alliances conclues au cours des siècles précédents, une union dans laquelle certains s'arrogent le droit de décider de la politique de l'Europe sans tenir compte des desiderata d'autres pays ; non, cette union politique doit au contraire être le résultat d'une véritable œuvre politique commune, selon l'exemple donné par les Communautés existantes. Aussi faudrait-il reprendre dès que possible les travaux sur le traité politique, qui avaient été interrompus il y a quelques années. Si tous les gouvernements intéressés sont, comme ils se plaisent à le répéter, en principe favorables à ce projet, nous ne voyons pas pourquoi il faudrait continuer à gaspiller un temps précieux.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, permettez-moi d'ajouter quelques mots à propos de la manifestation qui a eu lieu hier dans cet hémicycle. Au cours d'une réunion à laquelle j'ai participé il y a quelques semaines, j'ai abordé, avec des adolescents, des étudiants et des jeunes travailleurs, le problème de l'agitation qui s'est emparée de la jeunesse. J'ai déclaré au cours de cette réunion que je me réjouirais beaucoup, dès lors que l'on organise des manifestations contre tout et pour tout, que l'on manifestât également un jour en faveur d'une Europe unie. Si la forme de la manifestation d'hier est discutable, je me réjouis néanmoins que la jeunesse ait fait preuve de cette volonté dans cet hémicycle.

(Assentiment)

En troisième lieu, les contacts avec les pays désireux d'adhérer à la Communauté doivent, à notre avis, être renoués, afin de pouvoir conclure rapidement tout au moins des arrangements commerciaux et des accords relatifs à la coopération dans des domaines tels que le domaine scientifique, le domaine de la recherche etc. Une coopération politique plus étroite avec ces pays est également inéluctable. A nos yeux, il est nécessaire et urgent que l'Union de l'Europe occidentale puisse, dès que possible, assumer à nouveau et pleinement son rôle de lien entre les États membres de la Communauté et la Grande-Bretagne.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je voudrais maintenant revenir aux déclarations de M. Rey. Nous n'avons pas seulement besoin d'une

Illerhaus

Europe unie sur le plan politique et économique, mais nous avons également besoin de coopérer avec les États-Unis. La visite du président des États-Unis en Europe a mis cette nécessité en évidence. Rien ne servirait davantage notre cause qu'une Europe politiquement et économiquement unie travaillant en coopération avec les États-Unis.

J'en arrive maintenant à mes conclusions. Le groupe démocrate-chrétien se félicite de ce que l'exécutif envisage de compléter son programme d'action par un texte allant au delà des perspectives de la fin de la période de transition et exposant toutes les actions qui devront être entreprises pour le parachèvement interne des Communautés. C'est aux institutions communautaires et aux gouvernements nationaux qu'il appartiendra alors de mettre en œuvre et de parachever sans délai un tel programme, afin que le développement de notre Communauté puisse être poursuivi sans retard préjudiciable.

Si nous nous rappelons nos conceptions, l'enthousiasme qui nous animait en 1958, l'époque où nous commencions à construire en commun la nouvelle Europe et pensions voir surgir devant nous des difficultés insurmontables, alors je crois qu'aujourd'hui, nous pouvons, en dépit de différentes crises, être fiers des réalisations accomplies. Revenons, avec notre jeunesse, à l'enthousiasme qui nous animait à l'époque pour la construction de l'Europe de demain !

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Vals.

M. Vals, président du groupe socialiste. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je me félicite, au nom de mon groupe, de l'excellente initiative qui a été prise par le président Rey, à l'occasion de la présentation de son deuxième rapport.

Rompant avec la tradition, nous avons eu un exposé politique qui, j'en suis persuadé, a fortement intéressé tous les membres de cette Assemblée.

J'ai beaucoup apprécié l'optimisme du président Rey. Nous y sommes habitués et nous l'avons vu dans maintes circonstances difficiles essayer de faire partager son optimisme au Parlement et aux gouvernements.

Peut-être sommes-nous un peu moins optimistes que lui ; non que nous soyons désespérés, ni découragés, ni que nous transformions les monticules en montagnes, mais le groupe socialiste est inquiet des retards, inquiet en ce qui concerne le maintien et le développement de la Communauté.

Nous sommes persuadés que seule l'Europe communautaire permettra de résoudre les problèmes des États qui la composent ; qu'elle est indispensable à la mutation de nos structures économiques ; qu'elle

est la seule solution qui permette à nos peuples de tenir une place honorable dans la course au savoir, au confort, au bien-être, à la paix.

Nous l'avons souvent exprimé à cette tribune, nous sommes disposés à le redire : dans le dialogue des continents, les peuples européens ne pourront forger leur destin qu'à la condition de parvenir — sur la scène mondiale et non pas simplement vis-à-vis des grandes puissances — à ne faire entendre qu'une seule voix, la voix de la Communauté, et cela dans tous les domaines et pas simplement dans le domaine économique.

Cette possibilité, nous l'avions. Dans aucune autre partie du monde, la croissance économique n'a été plus importante que dans notre Communauté. Quantitativement, celle-ci est devenue la première puissance mondiale. A l'intérieur de la Communauté s'est opérée une transformation fulgurante des structures industrielles et sociales. Les industries se sont mises à l'heure du Marché commun, même si nous connaissons encore, en ce qui concerne la société européenne, des difficultés. Simultanément, on a assisté à une amélioration du bien-être, notamment dans les régions industrielles.

Mais les structures institutionnelles de notre Communauté n'ont pas été, elles, renforcées. Ni l'exécutif politique, ni le Parlement européen n'ont été renforcés dans une mesure qui leur eût permis de contrebalancer, au niveau communautaire, la puissance accrue de l'économie. Les premiers pas accomplis dans la voie d'une politique extérieure commune se sont perdus il y a déjà quelque temps dans les sables mouvants. A l'exception du secteur de la politique agricole, les politiques communes arrêtées par la Communauté dans les dix dernières années n'ont pas encore dépassé le stade des balbutiements.

Au contraire, les observateurs politiques ont de plus en plus l'impression que les secteurs à la création desquels ont contribué les pionniers de la Communauté européenne du charbon et de l'acier échappent de plus en plus à l'emprise, au regard et même à l'autorité de la Commission de Bruxelles. Maintes réponses de la Commission à des questions écrites de parlementaires ont montré, en effet, sans laisser subsister le moindre doute, que la Commission parfois n'est même pas informée en temps opportun, et encore moins complètement, des principaux événements qui se produisent dans le secteur de l'acier.

Alors — et tout le monde en est conscient — que la nécessité d'une intensification accrue de la recherche scientifique en Europe se manifeste de plus en plus, il apparaît que, pour ce travail de recherche, les chercheurs disponibles, les fonds indispensables doivent trouver une utilisation aussi rationnelle que possible. Nous voyons — et M. Rey en a parlé très nettement tout à l'heure — que le premier instru-

Rey

ment dont dispose la Communauté pour une telle politique dans ce secteur, à savoir la Communauté européenne de l'énergie atomique, ne trouve même pas une pleine utilisation de ses moyens, mais est soumis à une œuvre de destruction lente, mais sûre.

De plus, la vague de « renationalisation » lancée par un chef d'État s'accroît de jour en jour. La puissance de cette vague fait oublier que, dans le passé, plus que du pain et la paix, les élans nationalistes ont apporté le plus souvent du sang et des larmes. En dépit de cette constatation, des éléments conservateurs des administrations et des grands corps nationaux font alliance avec les secteurs les plus rétrogrades des économies nationales pour s'opposer à tout développement véritable de la Communauté.

Cela, ce n'est pas le groupe socialiste qui le dit mais le rapport de la Commission où on peut lire ceci : « D'une façon générale, la Commission a constaté et déploré l'alourdissement de l'atmosphère au sein de la Communauté. La bonne volonté a été moins grande, les solutions de conciliation plus difficiles à dégager, l'affirmation d'intérêts purement nationaux ne s'est plus dissimulée... Les États membres ont pris trop souvent l'habitude de subordonner leur accord à la satisfaction d'intérêts immédiats, sans considération de l'intérêt de la Communauté prise dans son ensemble. »

« On suit ceux qui marchent » a dit un écrivain de mon pays. Notre Communauté nous donne l'impression de n'être plus engagée dans un processus d'éclosion. Elle stagne et nous nous demandons avec inquiétude ce que sera demain si de nouvelles initiatives ne lui apportent pas une nouvelle vigueur. Je vous suis très reconnaissant, Monsieur le président Rey, d'avoir dit d'une manière aussi nette ce que vous pensez de la politique du veto, et d'avoir précisé que cette politique n'était pas particulière à un seul pays de la Communauté. Nous avons combattu devant ce Parlement le compromis de Luxembourg qui ronge comme de la rouille ses structures institutionnelles. Dans des secteurs où les décisions à la majorité pourraient amener des progrès véritables, on s'obstine à vouloir prendre, suivant le plus petit dénominateur commun possible, des décisions à l'unanimité qui ne correspondent nullement aux possibilités politiques, économiques et sociales.

Qu'en est-il de cette force politique qui devrait faire contrepoids aux forces de l'économie, qui devrait être contrôlée au niveau de la Communauté ? Vous avez indiqué les difficultés en ce qui concerne la société européenne, mais dans le domaine de la législation du travail, dans celui de la sécurité sociale, les décisions spectaculaires prises au niveau de la Communauté, qui devaient apporter aux travailleurs de celle-ci la certitude que les problèmes évoqués par la Communauté seraient un jour pour eux bénéfiques — nous avons entendu tout à l'heure

M. Lévi Sandri — ce ne sont pour l'instant que des balbutiements.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, c'est notre inquiétude que je voudrais faire partager à la Commission tout en lui disant notre satisfaction de la position prise par le président Rey sur les problèmes qui nous préoccupent particulièrement : le renforcement des pouvoirs communautaires, l'élargissement de la Communauté, qui ne pourra remplir son rôle que pour autant qu'elle s'ouvrira davantage, et non pas par la voie du libre-échange, à d'autres pays démocratiques.

C'est avec plaisir que nous l'avons entendu nous dire qu'il ne peut être question de remettre en cause ce qui a été prévu par le traité de Rome et qu'il n'accepterait pas qu'un directoire soit chargé de régler les problèmes européens, alors que les petits pays associés à nous se sont toujours montrés excessivement inquiets dans ce domaine.

(Applaudissements)

Comme le président Illerhaus, et quoique nous condamnions la façon et surtout le moment où cela s'est produit, c'est avec plaisir que nous avons constaté les réactions de la jeunesse et les slogans qui ont été lancés dans ce Parlement, car ils correspondent à ce qui a toujours été défendu ici par l'immense majorité du Parlement européen. On nous a crié : « A bas les frontières ! » On nous a dit : « Vive l'Europe fédérale ! » On a ajouté : « Ce n'est pas ce Parlement européen qui fera l'Europe. » Effectivement, nous avons très nettement conscience que ce n'est pas ce Parlement qui fera l'Europe. L'Europe ne se fera qu'avec le concours des peuples, et pour qu'il en soit ainsi, il faut que ceux-ci soient appelés à assumer dans les jours à venir leurs responsabilités. C'est la raison pour laquelle il m'apparaît indispensable que — et le plus tôt possible — soit mis en cause ce problème de l'élection du Parlement européen au suffrage universel.

(Applaudissements)

Voilà, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, en même temps que les inquiétudes que je tenais à manifester, les espoirs que le groupe socialiste, au nom duquel je parle, met dans la construction de l'Europe que nous voulons.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Pleven.

M. Pleven, président du groupe des libéraux et apparentés. — Monsieur le Président de la Commission, le groupe des libéraux et apparentés attend toujours avec beaucoup de sympathie, vous le savez, vos déclarations. Mais aujourd'hui, il les attendait, dans le contexte politique européen actuel, avec une impatience toute particulière. Vos propos, je suis

Pleven

heureux de vous le dire, ne nous ont pas déçus. Ils n'ont pas consisté, en effet, en un simple commentaire du rapport de la Commission. Vous nous avez parlé en chef responsable de la Commission des Communautés européennes. Vous nous avez moins parlé d'hier que d'aujourd'hui et de demain. C'est ce que nous attendions de votre lucidité et de votre courage politique.

L'Europe communautaire ne pourrait pas garder beaucoup d'enthousiasme et de foi dans son avenir si, au lendemain d'une année qui a été semée de crises et de querelles, le président de la Commission des Communautés s'était contenté de paraphraser le mot de Sieyès à qui on demandait ce qu'il avait fait pendant la grande période révolutionnaire et qui répondait : « J'ai vécu ».

Eh bien oui, en 1968, l'Europe a vécu, mais un peu comme vivent certains ménages, dans un climat de scènes, de bouderies, de reproches réciproques, de soupçons, un climat qui fait que les intimes et parfois même les enfants se demandent si une séparation amiable ne vaudrait pas mieux que le maintien apparent d'une façade à laquelle personne ne croit plus. Ce n'est pas votre avis, ce n'est pas le nôtre... Mais la méfiance réciproque qui s'est installée dans la Communauté est devenue si paralysante que je ne crois plus que vos efforts — dont je sais qu'ils ont été et qu'ils sont inlassables — pourront ramener la bonne entente nécessaire.

Il faut se placer désormais à un autre niveau. Une conférence au sommet des six pays signataires du traité de Rome est devenue, à mes yeux, tout à fait nécessaire. Est-ce à vous de la suggérer ? Est-ce au président d'aujourd'hui ou de demain du Conseil de ministres ? Il appartient d'y réfléchir, mais la situation actuelle ne peut se prolonger indéfiniment à mes yeux sans véritablement mettre en danger l'existence même de l'Europe communautaire.

Rien n'est plus contraire, à notre avis, à l'esprit communautaire que des conversations bilatérales et secrètes comme celles qui se déroulent périodiquement entre la France et l'Allemagne ; que des conversations triangulaires comme celle qu'est parti engager le ministre des Pays-Bas, avec l'Angleterre et l'Allemagne, au sujet de la construction d'une usine de séparation isotopique dont dépend, nous le savons bien, l'indépendance énergétique de l'Europe ; rien n'est plus contraire à l'esprit communautaire que des apartés du type de l'entretien de Gaulle-Soames, ou que des conciliabules à cinq plus un, comme ce fut le cas pour les discussions dans le cadre de l'U.E.O.

A nos yeux, il est beaucoup trop simpliste d'attribuer aux humeurs, au comportement, au caractère d'un seul homme le malaise qui s'est emparé de l'Europe et que vous avez noté tout à l'heure dans votre discours, ce malaise que ressentent en effet tous les Européens.

Je n'ai aucune propension, vous le savez, à sous-estimer, à atténuer les responsabilités gouvernementales de mon pays. Mais ce serait faire preuve de grande paresse intellectuelle que de supposer qu'elles peuvent tout expliquer. Si l'Europe est inquiète, si elle est insatisfaite, c'est que sa croissance naturelle a été entravée.

Il y avait une dynamique de l'idée européenne. On ne peut pas dire à une idée force, quelle qu'elle soit : « Tu t'arrêteras là. » Au lendemain de la guerre, la décolonisation était une idée force. Partout où on a cru pouvoir s'y opposer, on a abouti à des conflits sanglants, à des échecs et à des larmes. Je pourrais trouver dans l'Histoire bien des exemples. Il en est exactement de même de l'idée européenne. On ne peut pas plus lui dire : « tu t'arrêteras à l'union douanière », qu'on ne peut lui dire : « tu t'arrêteras aux Six ».

Prétendre imposer de telles limites n'est pas seulement chimérique. C'est préparer de nouvelles divisions européennes aussi néfastes pour l'indépendance de l'Europe et même peut-être demain pour la paix que les divisions d'hier, que, précisément, nous, les Européens de la première heure, nous avions voulu effacer et à tout jamais supprimer.

Notre conviction est donc qu'avant que ne s'achève la période intérimaire du traité de Rome, il faut préparer et tenir une conférence au sommet des six gouvernements signataires et y inviter à titre consultatif un septième interlocuteur : le président de la Commission des Communautés européennes.

Sur la base du bilan de onze années d'efforts que ce président devrait présenter aux chefs d'État et de gouvernement, ceux-ci devraient alors répondre à la question que nous, parlementaires européens, avons le devoir de leur poser aussi bien dans cet hémicycle que, comme vous l'avez dit, dans l'hémicycle de nos Parlements nationaux : « Vous êtes les pilotes, veuillez bien nous dire vers quels ports vous conduisez l'Europe ».

Je suis persuadé que la préparation d'une telle conférence obligerait les gouvernements de nos pays à résoudre les contradictions qui existent dans leur propre politique.

Est-on pour l'indépendance économique, financière, industrielle de l'Europe ? Eh bien, après le retard que l'Europe a continué de prendre au cours des dix dernières années sur les États-Unis, il faut admettre que l'Europe ne fera le poids que si la Grande-Bretagne s'y intègre.

Est-on pour l'indépendance politique de l'Europe ? Alors il faudra bien accepter de discuter ensemble les problèmes de la défense.

Est-on pour l'indépendance de l'Europe ? Alors il faut bien adapter les institutions actuelles et même peut-être en prévoir de nouvelles, car il faut déterminer après discussion ce qu'on entend faire de

Pleven

cette indépendance. Je ne crois pas, pour ma part, que ce soit jamais pour faire du neutralisme ou pour se lancer dans des conquêtes ou des reconquêtes militaires. A nos yeux, l'indépendance européenne doit se déclarer prête à obtenir plus de justice internationale, à aider à une meilleure répartition des ressources mondiales entre les pays développés et ceux qui ne le sont pas, à mieux organiser la paix.

Si l'opinion publique européenne connaît la chute de moral qui est l'une de vos préoccupations, si elle pense, Monsieur le président Rey, que l'Europe est paralysée, ce n'est pas parce qu'elle se trompe, c'est parce que l'instinct des masses comprend que tout ce qui s'échafaude à Bruxelles au prix de tant de labeur, de tant d'efforts n'a de sens que s'il se situe dans un courant dont on sait vers quel estuaire il se dirige.

Or, c'est précisément ce que personne ne sait plus aujourd'hui et, tant qu'il en sera ainsi, vous me permettrez très amicalement de vous dire que le parti pris d'optimisme que vous avez affiché au cours de votre déclaration, non seulement nous ne pouvons le partager, mais nous nous demandons même s'il est actuellement bien conforme à l'intérêt de la cause européenne à laquelle, vous et nous, sommes également et si profondément dévoués.

Vous ne réussirez la mobilisation nécessaire de l'opinion publique européenne que si vous sonnez le tocsin. A notre avis, la situation est assez grave aujourd'hui pour qu'il soit justifié de le faire.

Cher Monsieur le président Rey, il y a une année, jour pour jour — c'était le 12 mars 1968 —, vous étiez déjà à la tribune de ce Parlement, comme vous y étiez il y a quelques instants, pour présenter le rapport d'activité de l'année précédente. J'ai eu la curiosité de me reporter à ce que vous disiez alors.

Alors — c'était il y a un an — vous aviez annoncé — nous ne mettons pas en doute que vous avez essayé de le faire — votre volonté de donner une impulsion nouvelle à la politique commune de l'énergie, à la politique industrielle, à la politique régionale.

Vous rappeliez que nous allions entrer en union douanière, à partir du 1^{er} juillet 1968, et vous disiez l'urgence de supprimer les disparités entre les règles administratives et les législations douanières, et vous disiez l'urgence de réaliser l'harmonisation de la fiscalité. Or, vous savez où en est le problème de la T.V.A. en Italie ! Vous nous aviez parlé de l'Euratom et vous aviez très justement fait observer que la technologie ne peut pas être séparée de l'industrie.

Vous disiez surtout qu'une grande ombre pesait actuellement sur la Communauté et que la façon dont avaient été interrompus les efforts d'élargissement de la Communauté était déplorable.

Eh bien, Mesdames, Messieurs, et vous savez que je ne le dis pas dans un esprit de reproche, qu'est-ce qui a pu être réalisé de ce vaste programme ? Il y a une chose qui va bien : ce sont les négociations pour le renouvellement de la convention de Yaoundé et je m'en réjouis profondément. Mais c'est la seule.

Vous aviez marqué que la signature de tout accord sur la non-prolifération des armes atomiques exigeait que soit élucidée la position de l'Euratom à l'intérieur de ce projet d'accord. Est-ce que cela a été fait ?

Où en est l'abolition des différentes restrictions que les Américains ont maintenues malgré l'accord intervenu sur le Kennedy round ?

Que sont devenus le plan du Benelux du 19 janvier 1968, le plan franco-allemand du 16 février 1968, le document allemand du 7 mars, le document sur la technologie du gouvernement belge ? Toutes ces propositions ont pris le chemin que prennent les feuilles mortes. Elles ont abouti au malentendu de Gaulle - Soames.

Donc, Mesdames, Messieurs, ne soyez pas surpris, si nous, nous n'affectons pas un optimisme qui nous paraît contraire à l'intérêt de l'Europe et qui ne peut que contribuer à engourdir les opinions publiques.

Nous ne pouvions pas approuver, comme parlementaires, la forme donnée à leur manifestation par les jeunes étudiants d'hier, mais de cœur combien d'entre nous, ici, étaient d'accord avec eux !

L'Europe des vetos n'est pas l'Europe, et nous vous remercions de l'avoir dit.

Personne, dans cette Assemblée, et certainement personne, au sein du groupe des libéraux et apparentés, n'a jamais songé à attribuer à vous-même ou à la Commission une part quelconque de responsabilité dans l'état actuel de l'Europe. Vous n'en assumeriez une que si vous laissiez l'opinion européenne croire que les choses vont moins mal qu'elles ne vont en réalité.

Or, pour nous, la réalité est non pas, comme le soulignait tout à l'heure M. Vals, le renforcement des institutions européennes, mais bien davantage leur dégradation.

A cet égard, je me réfère, Monsieur le Président, à ce qui est écrit dans le rapport de la Commission lui-même.

Malgré l'hostilité connue du gouvernement français à l'égard des institutions supranationales, les institutions de la Communauté s'étaient en effet normalement développées de 1958 à 1965. S'il y avait eu des crises à la C.E.C.A. et à l'Euratom, nous savons bien qu'elles avaient d'autres causes.

S'il n'y avait pas eu de progrès formel, par exemple sur l'élection au suffrage universel du Parlement,

Pleven

le climat n'était cependant pas défavorable. La Commission européenne, dont vous faisiez déjà partie, avait notamment marqué incontestablement un grand succès dans son rôle de moteur et d'arbitre, particulièrement dans le domaine agricole.

On peut dire que, à la fin de 1964 et au début de 1965, la Commission a été à l'apogée de son prestige et l'on reconnaissait partout que la clé du Marché commun était dans le dialogue entre la Commission, porte-parole de l'intérêt général européen, et les gouvernements des États, membres du Conseil de ministres.

La redoutable partie engagée par la Commission avec la pleine approbation de l'Assemblée — et je prends ma part personnelle de responsabilité à cet égard — lorsqu'elle fit en mars 1965 des propositions sur le financement de la politique agricole commune — a été perdue.

Vous vous le rappelez, ce projet prévoyait la création d'un vaste budget fédéral géré par la Commission, contrôlé par le Parlement européen. Si ce projet avait pu aboutir, le rôle de la Commission et celui de notre Parlement auraient été considérablement élargis et un progrès décisif vers des structures fédérales aurait été accompli par l'Europe. Mais, je le répète, la partie a été perdue. Le gouvernement français a été assez fort pour imposer les accords de Luxembourg de janvier 1966 et, depuis, — pourquoi ne pas le dire ? — le rôle de la Commission et, par conséquent, le rôle du Parlement se sont progressivement dégradés.

J'ai d'ailleurs noté dans votre rapport — c'est la référence à laquelle je faisais allusion il y a un instant — la phrase que voici :

« La Commission s'étonne des longs combats qu'elle doit livrer pour obtenir simplement que les tâches qui lui incombent en vertu des traités soient respectées et que l'on ne s'efforce pas de les amoindrir. »

Peut-on dire davantage, dans le langage diplomatique que doit être nécessairement celui de la Commission ?

De nombreux membres du Parlement — j'en rends hommage à nos collègues — se sont depuis longtemps préoccupés de ces symptômes par de nombreuses questions écrites. La commission politique du Parlement, en effet, s'est beaucoup préoccupée des problèmes institutionnels depuis bien avant 1965. La dégradation du rôle de la Commission des Communautés a pris différents aspects. Vous les connaissez comme moi. C'est l'utilisation des représentants permanents pour des tâches qui auraient dû normalement revenir à la Commission ; c'est l'absentéisme de plus en plus fréquent des ministres responsables qui sont remplacés systématiquement au pied levé par les représentants permanents ; c'est l'ingérence croissante de ces représentants dans

l'élaboration des propositions et dans l'interprétation des textes qui visent à réduire le rôle de la Commission, par exemple lors des négociations internationales.

Mais, je vous en donne acte, c'est la première fois que, dans un rapport officiel de la Commission, celle-ci déclare qu'elle rencontre des difficultés à exercer son rôle. Eh bien, je pense qu'il n'est pas possible de le taire. Il s'agit là de l'aspect de loin le plus grave de la dégradation des institutions et — pourquoi ne pas le dire ? — de l'esprit communautaire et même, tout simplement, des traités.

Le refus français d'accepter le principe du vote majoritaire au Conseil, par exemple, a une grande importance certes, mais, à mon avis, peut-être plus théorique que pratique. En effet, depuis la conception du plan Schuman en 1950, c'est véritablement l'exécutif communautaire qui doit être le pilier de la construction européenne et non pas le Conseil de ministres qui était, de par nature, condamné à être une conférence intergouvernementale, ce que, d'ailleurs, je l'ai remarqué avec plaisir, la Commission déplore aussi dans son dernier rapport général.

D'un autre côté, et en marge des Communautés, la dépréciation des institutions est évidente. J'ai déjà fait allusion aux plans de coopération technologique, politique, et même militaire discutés au sein de l'U.E.O., et qui ont tous l'appui du gouvernement britannique, tous ces plans qui partent de l'idée que l'organisation de consultations périodiques entre gouvernements et des débats au sein d'une assemblée parlementaire, peuvent valablement constituer une communauté politique !

Le trait le plus marquant de ces plans est constitué par le fait que ces consultations seraient obligatoires, étant bien entendu, mes chers collègues, que les États demeureraient entièrement libres de leurs actions successives. Les auteurs de ces projets laissent volontiers entendre que la modestie de l'organisation qu'ils proposent est due à leur désir d'amener le gouvernement français à participer à ces conversations et de tenir compte de son opposition aux institutions de forme communautaire.

Je pourrais donner bien d'autres exemples de la dégradation des idées d'une Europe institutionnellement charpentée ; je pourrais rappeler aussi que s'il y a eu, sans la France, des consultations au sein de l'U.E.O. sur le Moyen-Orient, personne n'a jamais su si, malgré l'absence de la France, ces consultations avaient permis d'aboutir à une position commune des participants et encore moins à un plan d'action. Non, vraiment, quelle que soit la direction dans laquelle on se tourne, j'affirme que l'Europe est en crise et en crise grave. Ce n'est pas la tournée des capitales du président Nixon qui me fera changer d'avis. Je me demande en effet si, après cette tournée, la thèse que l'Europe communautaire est périmée, que l'Europe des Six est

Pleven

dépassée, n'a pas gagné plus d'adeptes. Ce n'est un secret pour personne qu'en tout cas ce courant existe à l'intérieur de chacune des familles politiques qui sont représentées au Parlement et peut-être même au sein de plusieurs gouvernements.

Je conclus. La confusion idéologique au sein de l'Europe n'a jamais été à mes yeux aussi considérable qu'aujourd'hui et le premier devoir des Européens serait d'imposer aux gouvernements de la faire disparaître.

Qu'on le comprenne bien, ma conclusion ne manifeste aucun découragement. Nos convictions européennes sont intactes ; nous sommes tout aussi persuadés que MM. Illerhaus et Vals qu'il n'y a pas de solution aux problèmes européens, en dehors de l'unité européenne. Mais nous voulons que les peuples comprennent que l'Europe est trahie dans ces parties de cache-cache auxquelles se livrent actuellement nos ministres des affaires étrangères et d'autres responsables de la politique européenne. C'est en débridant l'abcès, en ne niant pas la crise européenne qui est évidente, que nous pourrions provoquer le sursaut qui permette de faire repartir l'Europe.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Habib-Deloncle, au nom du groupe de l'Union démocratique européenne.

M. Habib-Deloncle. — Monsieur le Président, après les trois orateurs qui m'ont précédé, je voudrais à mon tour féliciter M. le président Rey de son remarquable exposé dont la clarté et l'élégance sont apparues à tous.

Il ne sera pas surpris si je lui dis que je ne suis pas d'accord sur l'intégralité de ses développements, mais j'y ai trouvé beaucoup d'aspects positifs qui rejoignent nos propres pensées.

Le mérite de cet exposé est au surplus de permettre une réflexion politique approfondie et il serait vain de tenter d'y répondre sur-le-champ en tous ses points. Ce sera l'objet du débat qui s'instaurera dans cette enceinte au mois de mai et dont celui-ci n'est que la préfiguration.

Je voudrais à mon tour essayer de clarifier notre position sur les points les plus importants. Je dirai en exorde que si l'on a parlé de crise et que si nous sentons en effet que l'Europe vit en ce moment des heures importantes, nous ne devons pas nous borner de ce fait à répéter, pour chercher des solutions, des formules toutes faites, mais au contraire profiter de ce que les choses sont en mouvement pour renouveler nos idées et peut-être vers de nouvelles étapes.

Le président Rey a marqué très clairement d'abord la persistance, au sein des six gouvernements comme au sein de la Commission, de la volonté communau-

taire. Nul ne s'en réjouit plus que nous, qui avons affirmé que l'existence d'une volonté était nécessaire pour la poursuite d'une construction. Mais puis-je rappeler le vers fameux : « La foi qui n'agit pas, est-ce une foi sincère ? »

La volonté communautaire n'est pas faite de proclamations, elle se prouve quotidiennement par des réalisations. Est-il plus grave et plus attentatoire à cette volonté qu'un pays recoure à la règle de l'unanimité pour préserver ses intérêts vitaux, où que tel ou tel autre continue à agir dans le quotidien de sa politique, commerciale par exemple, comme si la préférence communautaire n'existait pas ?

C'est pourquoi je me félicite, avec mon groupe, des résultats obtenus au récent Conseil de ministres du 4 mars, auquel M. le président Rey faisait tout à l'heure allusion. Ce sont des résultats concrets dans des domaines précis, trop souvent et à tort méprisés, car ils sont la réalité de l'Europe de tous les jours. Nous nous félicitons que, dans un moment que chacun considérait comme un moment de crise, le Conseil ait poursuivi dans la voie qui conduit à rendre notre Communauté plus vivante et plus solidaire, ce qui, n'est-il pas vrai, est notre premier objectif à tous.

Ceci ne peut être le fruit de la volonté d'un seul, mais le résultat d'une volonté commune. La Communauté mourrait le jour où nous ne serions plus six à la vouloir. C'est le seul sens, je crois, qu'il faille donner à certaines interprétations que l'on a entendues, ici et là, de propos tenus dans des conversations qui devaient avoir un caractère confidentiel.

Or, en face de cette volonté d'existence de la Communauté se pose, on l'a bien vu, le problème de l'élargissement. Pourquoi ne pas dire franchement que nous avons eu le sentiment que chez certains — ici même et au-dehors — ce problème inhibait véritablement la volonté commune et que désormais tout progrès, dans le sens communautaire, tout développement de notre Communauté était subordonné à sa solution.

Nous sommes heureux de la clarté de la position que, par votre bouche, Monsieur le président Rey, la Commission a prise à ce sujet, position qui, je le reconnais volontiers, n'est pas nouvelle ; et je n'ignore pas que le Parlement lui-même a toujours manifesté la volonté qu'en tout état de cause l'œuvre commune soit poursuivie, sinon renforcée.

A mon tour de dire — et ce n'est pas non plus une déclaration nouvelle — que nous ne sommes pas, par principe, hostiles à l'élargissement de la Communauté. Mais nous souhaitons, et nous le répétons, que la volonté commune qui pourrait se dégager à ce sujet résulte d'un examen approfondi à six des conséquences de l'élargissement. Quand je parle d'un examen approfondi à six, je n'entends pas seulement l'examen tel qu'il a été fait par la Commission, mais un examen au sein du Conseil.

Habib-Deloncele

M. le président Rey nous a dit tout à l'heure avec beaucoup de fermeté qu'il n'est pas question de changer la nature de la Communauté en l'élargissant. La seule question que nous posions et que nous posons avec insistance, parce qu'elle nous paraît dirimante, est la suivante : cela est-il possible ? Y a-t-il antinomie entre l'élargissement et la conception actuelle de la Communauté ou y a-t-il compatibilité ?

Nous estimons que ce n'est pas avec les candidats à l'adhésion qu'il faut examiner ce problème ; que c'est d'abord, avant tout, de façon primordiale, entre les membres. En effet, la Commission a fait une étude à ce sujet. Elle a conclu une étude de fond par une décision de procédure ; et nous avons, quant à nous, toujours souhaité que le Conseil se penche sur les problèmes de l'élargissement en eux-mêmes, indépendamment même des conditions économiques et politiques dans lesquels se trouve tel ou tel candidat. Autrement dit, nous ne voulons pas sacrifier à ce qui pourrait se révéler un mirage ce que nous avons bâti ensemble au long de onze années d'efforts. Nous voulons qu'on prenne en considération nos inquiétudes qui sont des inquiétudes communautaires. Il ne suffit pas, pour nous rassurer, de répéter que tout ira bien et que les solutions sont faciles à trouver. Nous voulons que l'on nous rassure, si l'on peut, par des considérations qui aillent au fond des problèmes. Nous sommes prêts, nous aussi, à examiner la question à fond pour dire nos inquiétudes et exposer les raisons pour lesquelles il nous semble que l'élargissement en lui-même pose des problèmes qui méritent d'être considérés de façon approfondie.

D'ici là, d'ici le terme d'une étude qui ne doit ni ne peut pas être précipitée, nous sommes favorables à des mesures provisoires.

Mais ces mesures provisoires impliquent un climat et la vérité oblige à dire — et les orateurs qui m'ont précédé ne l'ont pas dissimulé — que, quelles que soient les responsabilités, le climat pour l'instant n'y est guère.

Il ne faudrait pas que, du côté des candidats, on continue à jouer de la désunion possible des membres de la Communauté. Il faut qu'on la prenne comme un tout et telle qu'elle est, au lieu de chercher de l'extérieur à dresser cinq de ses membres contre le sixième. Ces méthodes iront à l'inverse du but poursuivi, il faut le dire clairement et franchement. Une fois encore, ce n'est que de la cohésion de la Communauté que pourra, le cas échéant, résulter son élargissement.

Mais on nous dit — et c'est le troisième point de mon exposé — qu'il faut le plus vite possible établir entre les membres de l'Europe une union politique. Je voudrais à ce sujet préciser deux points de notre pensée. D'abord, pour nous, l'union politique ne saurait présupposer l'élargissement de la Communauté. Si la Communauté s'élargit, l'union politique pourra

s'élargir, mais dans l'état actuel des choses et en rappelant même, Monsieur le Président, les propositions de Bonn de 1961 que vous évoquiez tout à l'heure dans votre discours, nous pensons que l'union politique doit pour l'instant procéder de la Communauté des Six comme du noyau dur de l'Europe.

Je rappellerai que cela n'a pas été de notre fait si, en avril 1962, des propositions qui pouvaient n'être qu'une première étape ont été rejetées ; il y a peut-être eu veto, nous nous sommes inclinés, nous n'avons pas cherché à le tourner, nous n'avons pris aucune contre-mesure. Plus récemment, nous avons vu à Rome, en 1967, lors de la Conférence du dixième anniversaire, une volonté se dégager chez cinq des membres de la Communauté pour la tenue régulière d'une conférence des ministres des affaires étrangères et cette volonté commune des cinq a été empêchée de se concrétiser par la volonté contraire d'un sixième. Nous n'avons pas crié « au veto », nous n'avons traduit personne en justice devant l'opinion européenne, nous avons pris acte de ce que certains exerçaient un droit qui était légitime, tout en déplorant ce manque de volonté commune. Pour nous, ce ne sont pas des mécanismes qui créent une volonté — c'est peut-être le point de philosophie qui nous sépare d'un certain nombre des membres de cette Assemblée — c'est une volonté qui doit créer et sécréter des mécanismes. La volonté européenne ne naîtra pas de la négation des volontés nationales. Elle doit au contraire les assumer toutes et les sublimer. A propos de la règle de l'unanimité — expression que je préfère à celle de « veto » — permettez-moi de vous taquiner, Monsieur le président Rey, vous avez parlé du veto « qui paralyse la Communauté », alors qu'au début de votre exposé, vous aviez dit que la Communauté n'était pas paralysée ; permettez-moi de retenir la formule du début de votre exposé et non point le côté pessimiste de la fin. Or, la règle de l'unanimité, dis-je, est la garantie qu'aucune de ces volontés nationales ne sera méconnue jusqu'au moment où nos peuples seront suffisamment rapprochés pour que la volonté européenne procède de la conscience européenne.

Si telle ou telle proposition doit permettre de progresser, si nous devons en effet dégager à six une volonté politique commune, qu'on le fasse au plus vite ; nous y sommes prêts, nous l'avons dit, et ce n'est pas d'aujourd'hui.

En deuxième lieu, à notre sens, l'opinion politique doit procéder de la volonté d'indépendance de l'Europe et non le contraire.

M. le président Rey a marqué, à juste titre, les progrès de cette volonté d'indépendance. Il fut un temps où affirmer que l'Europe devait être indépendante soulevait des murmures de désapprobation, voire des tollés. Voici que maintenant cette idée est reconnue, même par le président de la Commission, comme existant chez tous, bien que peut-être nous

Habib-Delonde

ne la concevions pas les uns et les autres de la même façon.

Cette volonté d'indépendance, il faut qu'elle se manifeste. Nous y sommes encouragés par la voix du président des États-Unis qui, au terme de son voyage, a tenu une conférence de presse qui, je dois le reconnaître objectivement, a recueilli dans certains pays beaucoup moins d'échos que n'en reçoivent d'habitude les déclarations d'un président des États-Unis. C'est le président Nixon lui-même qui a dit comprendre et trouver légitime cette volonté d'indépendance de l'Europe qu'il avait rencontrée chez les dirigeants des pays européens. La Communauté doit donc donner l'impulsion et nous accueillons avec ferveur l'idée lancée à l'instant même dans cet hémicycle par M. le président Plevin d'une conférence de chefs d'État et de gouvernement de la Communauté, mais nous voulons la considérer non point comme une rencontre sans lendemain, mais comme le point de départ d'une nouvelle et fructueuse coopération.

Le Parlement, émanation des représentations nationales, peut y contribuer. Nous pouvons y donner l'exemple d'une meilleure compréhension entre nous-mêmes. Nous pouvons y rechercher, avec un esprit neuf et positif, les solutions d'avenir.

Les formules d'hier, si éprouvées soient-elles, ne sont pas des panacées. Ce n'est ni le formalisme ni l'esprit scolastique qui pourront donner vie à l'Europe, c'est le concours de nos bonnes volontés et la conjonction du réalisme indispensable et de l'imagination créatrice.

C'est enfin la loyauté réciproque, qui exclut les manœuvres obliques et les procès d'intention. C'est en nous prenant nous-mêmes ici tels que nous sommes, c'est en prenant nos vieux pays d'Europe tels qu'ils sont, avec toute la richesse de leur diversité, que nous parviendrons, par notre volonté commune, à nous rapprocher, à les rapprocher, à nous unir, à les unir.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Amendola.

M. Amendola. — (1) Monsieur le Président, chers collègues, j'ai l'honneur de prendre la parole au nom des sept parlementaires italiens communistes. Ainsi se trouve brisée une discrimination qui dure depuis des années, encore qu'elle ne soit pas tout à fait éliminée. Le parti communiste italien a recueilli en effet, lors des dernières élections politiques, huit millions et demi de voix, soit 26 % des suffrages exprimés. Si le Parlement européen était élu au suffrage universel direct et selon la proportionnelle, le parti communiste italien compterait davantage de membres.

En Italie, notre parti, représenté ici par le sénateur Parri, et le parti socialiste d'unité prolétaire, que

représente dans cette Assemblée M. Luzzato, recueillent globalement 10 millions de voix ; en d'autres termes, un électeur sur trois vote pour nous.

Quoi qu'il en soit, nous voilà aujourd'hui dans cette Assemblée où nous croyons pouvoir représenter l'idéologie communiste de tous les pays de la Communauté, à tout le moins un courant d'idées ou de tendances qui constitue un aspect essentiel de la réalité européenne et mondiale. Cette réalité, on peut la combattre, mais on ne peut l'ignorer. Si vous voulez, je dirai que non pas pour faire l'Europe, mais pour établir un lien, comme le souhaitait M. Rey, avec l'opinion publique, vous devez compter avec les forces que nous représentons dans nos pays et en Europe.

A notre sens, en excluant la représentation communiste, le Parlement s'est nui à lui-même. C'est pour quoi nous demandons qu'il soit mis fin à toute discrimination et souhaitons que des centrales syndicales telles que la C.G.T. française et la C.G.I.L. italienne soient représentées au plus tôt dans les organismes économiques de la Communauté.

Nous sommes présents pour la première fois dans cette Assemblée qui a déjà arrêté au cours de son activité des dispositions, des règlements, des habitudes que nous n'avons été autorisés ni à discuter ni à approuver.

Nous nous engageons, quoi qu'il en soit, à respecter ces dispositions tout en nous réservant, forts de l'expérience acquise, le droit de formuler, selon les procédures établies, des propositions en vue de leur éventuelle modification : et, avant tout, nous nous réservons la possibilité si, comme nous le pensons, il en existe, de constituer un groupe autonome, dût-il être composé d'un nombre de membres inférieur à celui prévu par le présent règlement.

Pendant de nombreuses années, on a voulu tenir les communistes italiens à l'écart de cette Assemblée sous prétexte que nous avions voté contre la ratification du traité de Rome. Mais notre opposition ne signifiait pas que nous méconnaissions la nécessité d'une collaboration économique et politique entre les États et les peuples d'Europe. Notre opposition ne nous a jamais conduits à nier ou à ignorer la réalité mouvante du processus d'intégration économique, quand bien même ce processus était pratiquement contrôlé par d'importantes forces monopolistiques américaines et européennes.

Nous nous sommes opposés à la création de la Communauté économique européenne parce qu'elle constituait à l'époque un facteur nouveau de divisions et de conflits au cœur de l'Europe, de cette Europe considérée, comme le veut sa réalité géographique et son histoire, dans toute sa richesse et son étendue.

Le fait est que la C.E.E. a vu le jour dans le climat de la guerre froide, qu'elle est le produit d'une poli-

Amendola

tique destinée à maintenir et à renforcer des blocs économiques, politiques et militaires rivaux.

C'est ainsi que la Communauté s'est trouvée impliquée dans la crise que traversait la politique atlantique et l'O.T.A.N. Quant à nous, nous voilà pour la première fois admis dans ce Parlement, au moment où déjà il dénonce la crise des institutions communautaires.

Le rapport très instructif, à mon sens, présenté par M. Rey et la discussion qui a suivi nous ont fourni de nombreux indices, dans la profonde ignorance où nous nous trouvions, sur la gravité de la crise. On a parlé de dégradation, d'inquiétudes, de nécessité d'une prise de conscience, de relance. Nous emploierions, quant à nous, le mot de révision.

En fait, de tout ce que prévoyait le traité de Rome, seuls ont été réalisés l'union douanière et certains développements de la politique agricole commune. Tout le reste, ce dont on ressent le besoin, la politique commerciale commune, la politique industrielle, l'harmonisation fiscale, l'intégration des marchés financiers, en un mot comme en dix, l'union économique est demeurée au stade des propositions et des discussions.

On peut donc affirmer que la C.E.E. est une simple zone de libre-échange, de dimensions assez restreintes, dans laquelle on pratique actuellement une politique agricole commune qui ne manque pas de susciter, par certains de ses coûts et de ses incidences, des critiques vives et légitimes.

Il convient de remonter aux origines de cette crise, ce qui ne me semble pas avoir été fait dans ce débat, même si certaines propositions ont été émises, pour tenter de sortir de cette impasse, de franchir ce point mort où se trouve la construction européenne.

Il convient d'être conscients du fait que la crise qui affecte la politique communautaire provient en droite ligne du type de rapports qui s'est établi, entre la Communauté et les États-Unis, dans le cadre de la politique des blocs militaires antagonistes.

La Communauté ne s'est pas trouvée en mesure de relever le défi américain et l'idée d'une petite Europe, troisième force interposée entre les États-Unis et l'Union soviétique, s'est avérée illusoire.

Sur le plan scientifique, l'agonie d'Euratom et la lutte que livrent aujourd'hui savants et techniciens en Italie et ailleurs pour empêcher la liquidation des centres de recherche nucléaire constitue la preuve évidente de la faillite de la politique communautaire dans des secteurs décisifs pour le développement de l'humanité.

Les pays de la Communauté sont devenus les principaux importateurs de découvertes et de brevets américains et les premiers exportateurs de cerceaux du monde entier. Conjointement aux découvertes scientifiques et aux brevets américains, la

Communauté a importé la puissance écrasante des grands groupes monopolistiques américains qui ont la main sur des centaines de grandes et moyennes entreprises européennes grâce aux crédits dont ils bénéficiaient sur le marché des eurodollars, autrement dit, en profitant de l'épargne accumulée dans les six pays de la Communauté.

D'autre part, la prolifération des fusions et concentrations à laquelle on a assisté à l'intérieur de la Communauté a aidé à la création de grands groupes monopolistiques nationaux qui représentent des nouveaux et graves dangers d'autoritarisme, en même temps qu'une entrave au libre fonctionnement des institutions démocratiques.

La crise de l'Europe a aussi des racines plus profondes : elle provient de sa division en États et systèmes sociaux et aussi des profondes scissions qui se sont opérées au cours de ce siècle en Europe occidentale, tant au niveau national qu'au niveau international, au sein de la classe ouvrière, c'est-à-dire de cette force qui, plus que toute autre, est intéressée par la paix, le progrès économique et social, l'expansion de la démocratie et de l'unité européenne.

Aujourd'hui, le développement des forces productives et la nouvelle phase de la révolution technologique demandent qu'on parvienne sans tarder à un plus haut degré d'internationalisation de la vie économique et exigent qu'on s'engage sérieusement à faire progresser l'unité de l'Europe, engagement auquel nous déclarons vouloir souscrire.

Nous affirmons toutefois que cette évolution nécessite une transformation profonde de la Communauté sur la base d'une révision du traité de Rome, que nous avons sollicitée et à laquelle nous travaillerons, une transformation qui garantisse une politique de coopération économique réelle entre les États européens dans le respect de l'autonomie et des politiques propres à chaque pays et à chaque Parlement national.

Mais pour asseoir cette politique débouchant sur l'unité de l'Europe, deux conditions doivent se trouver inéluctablement réunies. Il est premièrement nécessaire de pourvoir au dépassement et à la liquidation des blocs militaires antagonistes et d'inaugurer des formules toujours plus audacieuses de coopération européenne dans chaque domaine (les sciences, le commerce, la production, etc.), même entre États de système social différent ; en second lieu, il est indispensable que progresse l'unité des forces de gauche de tout pays européen engagé dans la lutte pour la paix et l'affirmation d'une démocratie socialiste.

Pour se développer, la coopération en Europe peut et doit faire feu de tout bois, se servir de tout instrument disponible, de la commission économique européenne de l'O.N.U., par exemple, sous l'égide de laquelle on peut convoquer en une conférence

Amendola

économique tous les États européens. Ce mouvement de coopération européenne sera un facteur de paix s'il aide à établir de nouveaux rapports avec les pays sous-développés, dégagés de toute empreinte néocolonialiste ou impérialiste.

Le dépassement des blocs militaires doit s'opérer par le biais d'accords réciproques qui, progressivement, en passant par la création de zones dénucléarisées ou de zones démilitarisées pour aboutir à la création de grandes zones neutres, en assureront la liquidation.

Nous luttons, en tant que communistes italiens, pour faire de l'Italie un pays neutre, estimant de la sorte agir dans l'intérêt de notre pays et de l'unité européenne. Cependant, nous n'avons jamais estimé, pas plus hier qu'aujourd'hui, que cette lutte signifiait un désengagement à l'égard des problèmes mondiaux. Etre neutre ne signifie pas se désintéresser des problèmes mondiaux. Nous n'ignorons rien de l'acuité des problèmes qui divisent le monde et savons que la paix et la sécurité de nos pays et, partant, le fonctionnement de ces institutions dépendent d'une conclusion rapide de la guerre au Vietnam et d'un règlement pacifique de la crise du Moyen-Orient.

Notre engagement dans la lutte pour la neutralité de l'Italie est donc foncièrement anti-impérialiste. C'est ce contenu anti-impérialiste que nous voulons défendre et consolider dans la politique européenne, conscients du fait que l'unité européenne passe par cet engagement, par cette lutte.

J'ajouterai en conclusion que l'Italie attache un intérêt particulier à l'unité européenne. Des millions de citoyens italiens ont élu domicile à l'étranger, dans d'autres pays européens ; moi-même suis resté longtemps émigré en France. L'Italie demeure en effet le seul pays industriel à enregistrer encore une forte émigration : il est l'unique pays des Six à exporter son capital humain le plus précieux : sa main-d'œuvre.

Les communistes bataillent en Italie pour que cesse le drame de l'émigration forcée, non pas, certes, pour fermer le marché de l'emploi à l'étranger, mais pour n'être pas réduits à sortir des frontières pour trouver du travail. Ils savent que l'unité européenne permettrait aux travailleurs italiens émigrés d'avoir des garanties bien plus efficaces de leurs droits et de leurs intérêts.

Qu'il me soit permis toutefois d'insister sur un point : il est illusoire et vain d'espérer que l'unité européenne puisse progresser en l'absence d'une politique et d'un système de coexistence pacifique en Europe et dans le monde.

(Applaudissements à l'extrême-gauche)

M. le Président. — La parole est à M. Burger, au nom de la commission politique.

M. Burger. — (N) Monsieur le Président, la procédure que nous suivons en ce moment pour l'introduction du deuxième rapport général de la Commission des Communautés européennes, M. Vals l'a rappelé, n'est pas celle qui fut appliquée jusqu'ici.

A la commission politique, certains membres ont estimé que dans la situation actuelle, où de nombreux problèmes se posent touchant l'Europe, nous ne pouvions laisser échapper aucune occasion de réagir immédiatement, de manière à donner une idée sommaire de l'atmosphère du moment.

C'est pourquoi, après un bref exposé des présidents de groupes, le président de la commission politique conclura.

Mais voilà, il n'y a plus de président de la commission politique, non pas qu'il lui soit arrivé quelque malheur, mais de président de la commission politique, il est devenu président de cette Assemblée. C'est pourquoi il m'échoit à présent, en tant que vice-président de la commission politique, de faire ce que vous auriez fait, Monsieur le Président, c'est-à-dire de conclure le débat.

Aucun membre de la commission politique ne me contredira, j'en suis certain, si je dis que nous avons écouté avec grand intérêt l'exposé si lucide du président Rey. C'est une joie toujours renouvelée que de pouvoir écouter M. Rey. Ses exposés font l'admiration de tous.

Je suis également convaincu que M. Rey se doute bien qu'en fin de compte le président faisant fonction de la commission politique ne peut dire autre chose que ce qu'ont déclaré à cette même tribune les présidents des différents groupes. La composition de la commission politique est telle, en effet, que son porte-parole ne peut que se faire l'écho des opinions qui ont déjà été exprimées dans cette enceinte.

En tant que président faisant fonction de la commission politique, je ne puis que déclarer qu'il faut, selon nous, présenter la situation actuelle en exprimant l'inquiétude qu'elle nous inspire pour la Communauté.

C'est avec une grande satisfaction que nous avons compris que la Commission et son président, M. Rey, étaient fermement résolus à respecter les traités et à les mettre en œuvre. Nous ne pourrions, pour défendre cette cause, souhaiter meilleur avocat que le président Rey.

D'un autre côté, j'ai de nouveau été choqué ces jours-ci par la facilité avec laquelle un des principaux journaux d'Europe, le « Times », croyait pouvoir affirmer, dans un éditorial, que nous pourrions très bien, du jour au lendemain, nous transformer en une sorte de zone de libre-échange, comme si ce que nous faisons ici n'était pas d'une importance fondamentale !

Burger

Je pense rejoindre entièrement ce qu'a dit le président Rey, lorsque j'affirme qu'au contraire, la seule intégration économique ne suffit pas.

Longtemps, nous avons cru qu'en faisant l'intégration économique, nous réaliserions aussi, plus ou moins automatiquement, une certaine intégration politique. La réalité d'aujourd'hui nous apprend que si nous ne menons pas dans ce domaine une politique consciente, si nous n'exprimons pas notre volonté politique en la matière, la seule coordination économique ne suffit pas à réaliser l'unification européenne. La vérité est donc à l'opposé.

Il règne pour l'instant un sentiment de malaise ; il n'est pas trop fort de parler d'immobilisme. Cet immobilisme se manifeste, comme l'a dit M. Rey, par toutes les activités extérieures à la Communauté. Cet immobilisme, nous l'avons connu dans différents domaines, y compris ceux de la politique nationale, des organisations politiques nationales, etc.

Il n'est rien de plus funeste qu'une situation où, chacun redoutant de concéder plus qu'un autre, nous sommes tous empêchés de progresser. Nous pouvons évidemment différer d'avis sur la direction que nous devons prendre, mais l'immobilisme est détestable ; or, c'est précisément dans cette situation que nous nous trouvons actuellement. C'est pourquoi je n'ai pas été surpris d'entendre les paroles extrêmement critiques qu'a eues à ce sujet M. Pleven notamment.

Monsieur le Président, ma tâche était de conclure brièvement. Je crois ne pas pouvoir mieux le faire qu'en portant à votre connaissance la décision prise par la commission politique à l'issue de la réunion qu'elle a consacrée à cette question ; cette décision est exprimée dans un communiqué qui traduit le sentiment de la commission. Ce communiqué déclare, en conclusion, que nous soumettrons le rapport qui nous est présenté à un examen approfondi et que nous y reviendrons après avoir pris connaissance, dans le détail, de divers aspects et après avoir désigné un rapporteur sur ces questions.

Ce communiqué, par lequel je terminerai, est libellé en ces termes :

« La commission politique a exprimé sa profonde inquiétude devant l'évolution actuelle de la situation politique européenne. »

La commission politique s'est préoccupée des effets que cette situation pourrait provoquer sur le fonctionnement et le développement des Communautés. Elle fait appel aux gouvernements des pays intéressés pour qu'ils s'inspirent d'une véritable volonté d'entente européenne pour surmonter les nouveaux obstacles qui s'opposent à la construction de l'Europe communautaire.

La commission politique ne manquera pas de suivre de très près le développement de la situation et de

saisir, le cas échéant, le Parlement européen lors de sa prochaine session.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je propose à l'Assemblée de suspendre nos travaux jusqu'à 15 heures 30.

Comme vous le savez, nous aurons beaucoup à faire. A la reprise de la séance, l'Assemblée sera saisie du projet d'ordre du jour que le bureau aura établi dans l'intervalle.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

(La séance, suspendue à 13 h 40, est reprise à 16 h).

PRÉSIDENCE DE M. SCALBA

M. le Président. — La séance est reprise.

8. Fixation de l'ordre du jour de la présente séance

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la fixation de l'ordre de nos travaux pour la présente séance.

Le bureau vous propose du procéder comme suit :

— en tête de l'ordre du jour : rapport de M. Dehousse sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel ; le Parlement voudra bien s'en tenir à un débat aussi concis que possible ;

— ensuite, rapport de M. Lückér sur les problèmes agricoles ; un grand nombre d'amendements à la proposition de résolution ont été déposés et le débat s'annonce long avec même une séance de nuit.

Il y a donc intérêt à ce que le débat sur le rapport de M. Dehousse, sans être amputé, soit cependant maintenu dans des limites raisonnables.

La clarté particulière et coutumière du rapporteur facilitera certainement la compréhension du problème.

La parole est à M. Pleven.

M. Pleven, président du groupe des libéraux et apparentés. — Monsieur le Président, je voudrais m'assurer qu'il n'y a pas de malentendu et qu'il y aura bien séance ce soir à 22 h pour la discussion générale du rapport Lückér, étant entendu que les votes sur les articles et les amendements interviendront demain.

M. le Président. — Je voudrais dire à M. Pleven que le bureau a estimé que nous pourrions continuer

Président

la discussion générale du rapport de M. Lückner en séance de nuit, mais que les votes sur les amendements ne pourraient intervenir au cours de cette séance, le sujet étant trop délicat.

Les votes seraient donc reportés à demain.

La parole est à M. Triboulet.

M. Triboulet, président du groupe de l'Union démocratique européenne. — Monsieur le Président, le seul problème pratique est de fixer un départ certain à la discussion sur le rapport Lückner. C'est un problème pratique.

Pourquoi le groupe libéral et le groupe de l'Union démocratique européenne, au cours de la conférence des présidents, ont-ils demandé que M. Dehousse puisse présenter son rapport, que la discussion du rapport Lückner soit menée de bout en bout et qu'on revienne ensuite à la discussion du rapport Dehousse ? Uniquement parce qu'ils craignent que la discussion sur ce grand rapport ne soit une discussion fleuve et que l'examen du rapport Lückner ne commence que demain, ce qui ne serait vraiment pas acceptable.

La seule précaution à prendre est donc de fixer un terme certain pour le début de la discussion du rapport Lückner ; dire que la discussion du rapport Lückner commencera à telle heure ce soir, quoi qu'il arrive de la discussion précédente.

En effet, cette discussion du rapport Lückner est d'une utilité immédiate très grande puisque le Conseil de ministres doit statuer sur les prix agricoles. Il est déjà très en retard pour le faire. Il va statuer. Il est donc indispensable, ne serait-ce que pour la dignité du Parlement européen, que la discussion du rapport Lückner ait lieu et que nous ayons pu nous prononcer ici sur tous les articles et tous les amendements.

Nous sommes très heureux que M. Dehousse présente son rapport ; nous ne demandons pas mieux que de le discuter, mais nous ne voudrions pas que cette discussion nous entraîne trop loin. Il faut absolument fixer un point de départ pour la discussion du rapport Lückner, de façon que nous soyons certains d'avoir le temps de le discuter et de voter la proposition de résolution.

M. le Président. — La parole est à M. Boscary-Monsservin.

M. Boscary-Monsservin. — Monsieur le Président, je me permets de joindre mes observations à celles qui viennent d'être formulées par M. le président Pleven et M. Triboulet. En fait, au cours de cette session, nous avons à discuter peut-être du seul texte qui vienne sur consultation du Conseil de ministres et sur lequel des votes extrêmement importants doivent être émis.

Tout le monde le sait que l'Europe entière, pas seulement l'Europe agricole, mais l'Europe économique, car il y a une série d'interférences, discute sur les propositions qui ont été faites par M. Mansholt. Le Parlement est appelé aujourd'hui à prendre ses responsabilités à ce sujet. Il faut tout de même qu'il les assume dans une ambiance présentant le maximum de correction et de dignité.

Le rapport de M. Lückner viendra à une heure que l'on ne peut pas déterminer, après un débat qui risque lui aussi d'être long, car il porte sur une matière fort intéressante et il est présenté par un rapporteur particulièrement talentueux.

Si nous voulons travailler avec le maximum de rigueur et de correction, il est absolument nécessaire, comme l'a très justement fait observer M. Triboulet, que nous déterminions très exactement l'heure à laquelle nous pourrions aborder le rapport de M. Lückner. J'entends bien qu'il y aura une séance de nuit, mais celle-ci ne commencera qu'à 22 h et il est à craindre qu'aux environs de minuit, ou une heure du matin, les parlementaires commenceront à faire preuve d'une certaine impatience.

Il faut à tout prix, si nous voulons pouvoir voter demain au début de l'après-midi, ce qui est absolument indispensable si nous voulons avoir le quorum, que nous commencions cet après-midi l'examen du rapport de M. Lückner.

M. le Président. — La parole est à M. Illerhaus.

M. Illerhaus, président du groupe démocrate-chrétien. — (A) Monsieur le Président, nous en avons longuement débattu au sein du bureau, examiné toutes les possibilités et nous sommes convenus, après une discussion approfondie suivie d'un vote, que le débat sur le rapport de M. Dehousse aurait lieu en fin de séance, en limitant à 10 minutes le temps de parole imparti à chaque orateur. L'examen de ce rapport ne saurait par conséquent prendre trop de temps. Nous avons décidé de commencer ensuite l'examen du rapport de M. Lückner et de poursuivre la discussion à 22 h sans limiter le temps de parole. J'apprends que, pour l'instant, 32 amendements ont été présentés à ce rapport. Ce ne serait certainement pas un signe très encourageant que de limiter à 5 minutes le temps de parole imparti à chaque orateur pour défendre son amendement et de passer immédiatement après au vote.

C'est pourquoi je propose que nous renoncions au vote aujourd'hui et que nous nous limitions par conséquent à une discussion générale qui sera poursuivie au delà de 22 h, jusqu'à épuisement, c'est le terme que j'ai employé au cours de la réunion du bureau.

M. le Président. — La parole est à M. Metzger.

M. Metzger. — (A) Monsieur le Président, le bureau a décidé à une large majorité de procéder aujourd'hui encore à l'examen du rapport de M. Dehousse. Lors de la discussion sur ce rapport, le temps de parole imparti à chaque orateur sera limité, afin de donner toutes garanties pour que ce problème vital pour notre Parlement puisse être traité dans un délai approprié. Si les membres de la commission de l'agriculture sont d'avis que le temps dont ils disposeront demain ne suffira plus pour examiner leurs questions, la même remarque vaut également pour le rapport Dehousse. Évidemment, un rapport qui peut être traité plus rapidement devrait, pour cette raison même, être traité en premier lieu. Je regrette seulement que la longue discussion sur l'ordre du jour nous prenne un temps précieux que nous aurions pu consacrer à l'examen de ces deux problèmes importants. Je suis par conséquent d'avis que nous devrions adopter la procédure décidée à une large majorité par le bureau du Parlement.

M. le Président. — J'ai entendu plusieurs avis mais aucun orateur n'a présenté de modification concrète à la proposition du bureau.

Donc, si aucune modification n'est proposée, je vais mettre aux voix la proposition du bureau qui consiste à commencer immédiatement la discussion du rapport de M. Dehousse, le débat étant mené jusqu'à son terme et le temps de parole de chaque orateur étant limité à 10 minutes.

J'invite le rapporteur à être bref, mais je lui laisse évidemment une certaine liberté d'appréciation, car je me rends bien compte de la très grande importance du sujet.

À l'issue de ce débat, nous passerons au rapport de M. Lückner. La discussion se prolongera en séance de nuit qui commencera à 22 h.

La discussion des amendements, pour laquelle le temps de parole sera limité à 5 minutes, ainsi que les divers votes interviendront dans la séance de demain après-midi 15 h. Je voudrais en effet une très large participation.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

9. Vérification de pouvoirs

M. le Président. — L'ordre du jour appelle une vérification de pouvoirs.

Au cours de sa dernière réunion, le bureau a vérifié le mandat de M. C.A. Bos dont la nomination par les présidents des États Généraux du royaume des Pays-Bas a déjà été annoncée le lundi 10 mars 1969. Conformément à l'article 3, paragraphe 1, du règlement, le bureau a constaté la conformité de cette désignation aux dispositions des traités.

Il vous propose en conséquence de valider ce mandat.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

10. Élection des membres du Parlement européen au suffrage universel direct

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Dehousse, fait au nom de la commission juridique, sur la proposition de résolution présentée par MM. Deringer, Dehousse, Merchiers, Scelba, Armengaud, Boertien, Burger, Ditrach, Bech, Lautenschlager, Rossi et Westerterp, relative à l'élection des membres du Parlement européen au suffrage universel direct (doc. 214/68).

La parole est à M. Dehousse.

M. Dehousse, rapporteur. — Monsieur le Président, je ne demeurerai pas sourd à vos avertissements. Il me serait d'ailleurs malaisé de le faire, parce qu'ils ont été corroborés par plusieurs membres éminents de l'Assemblée...

Permettez-moi d'ajouter un élément qui n'a pas été produit et qui devrait jouer en faveur de la brièveté de notre débat : c'est que le rapport que j'ai l'honneur d'introduire ne porte pas sur le fond du problème de l'élection de notre Parlement au suffrage universel direct. Il s'agit de tout autre chose, beaucoup plus modeste, comme j'aurai l'occasion de le souligner tout à l'heure, d'une résolution de procédure en face de l'absence de décision du Conseil de ministres.

Monsieur le Président, j'ai été extrêmement frappé, au cours de nos séances d'hier et de ce matin, de la place prise ou plutôt reprise, tout à coup, parmi nos préoccupations, par le problème de l'élection de notre Parlement au suffrage universel.

C'est d'abord notre doyen d'âge, M. Parri, qui l'a évoqué hier matin avec beaucoup d'éloquence, M. Parri que nous avons revu avec grand plaisir, un peu moins jeune assurément, mais toujours animé du dynamisme et de la foi que nous sommes un certain nombre à lui avoir connus ici jadis.

Après M. Parri, il y a eu les étudiants : un intermède qui, à coup sûr, n'était pas exactement à sa place et ne répondait pas aux exigences du protocole ! Permettez-moi cependant de dire — peut-être parce qu'en tant que professeur j'ai beaucoup plus l'habitude des étudiants — que j'aime mieux les voir engager la contestation à propos de l'Europe qu'à propos d'un certain nombre d'autres sujets. Car ce qui m'avait frappé et peiné, notamment, lors des événements de France de mai et de juin de l'année dernière, c'est de constater combien l'Europe était

Dehousse

absente des préoccupations des étudiants et de leur mouvement.

Évidemment, la forme n'y était pas et, à coup sûr, je ne la défendrais pas, mais au point de vue du fond, cette manifestation m'a paru assez sympathique, et c'est avec un certain plaisir, je l'avoue, que nous sommes ici quelques-uns à avoir entendu les étudiants réclamer le droit de vote à de futures élections européennes.

M. Habib-Deloncle. — N'encouragez pas trop cette formule.

M. Dehousse. — Il y a eu aussi vous-même, Monsieur le président Scelba, qui, dans votre discours inaugural de ce matin, avez également soulevé ce problème de l'élection au suffrage universel direct.

Il y a eu encore M. le président Rey. Je le connais de longue date et je crois pouvoir dire que nous avons à ce sujet des idées qui concordent absolument. J'ai été heureux de les voir réaffirmer par lui, dans la haute qualité qui est la sienne, celle de président de la Commission des Communautés européennes.

Il y a eu enfin le président Pleven qui a repris la balle au bond et qui ne s'est pas fait faute, lui non plus, de souligner l'intérêt que ce problème continuait à revêtir.

C'est cependant un vieux problème, car c'est, très exactement, le 17 mai 1960 — il y aura donc bientôt neuf ans — que, dans cet hémicycle même, le Parlement européen adoptait un projet de traité ou, plutôt, un projet de convention organisant sa propre élection au suffrage universel direct. On n'a pas procédé à un appel nominal ; on a procédé à un vote à main levée et je me souviens fort bien, pour y avoir été attentif, qu'à ce moment-là la très grande majorité des parlementaires s'était prononcée pour le projet. A ma connaissance, il n'y a presque pas eu de voix négatives ; il y eut tout simplement quelques abstentions de la part de membres dont certains sont encore sur ces bancs.

Ce projet, je ne l'examinerai pas quant au fond ; ce n'est pas notre rôle. La résolution que je suis chargé de présenter au nom de la commission juridique a un tout autre objectif. Nous nous trouvons en présence d'une carence de la part du Conseil de ministres et il s'agit de créer la situation juridique nécessaire pour que le Conseil se prononce enfin. Pour cela, nous avons un texte du traité à notre disposition : l'article 175. Je me permets de le lire, car il forme la base même de la résolution :

« Dans le cas où, en violation du présent traité, le Conseil ou la Commission — mais la Commission n'est pas en cause — s'abstient de statuer, les États membres et les autres institutions de la

Communauté peuvent saisir la Cour de justice en vue de faire constater cette violation.

Ce recours n'est recevable que si l'institution en cause a été préalablement invitée à agir. Si, à l'expiration d'un délai de deux mois à compter de cette invitation, l'institution n'a pas pris position, le recours peut être formé dans un nouveau délai de deux mois. »

Voilà le problème juridique situé sur son vrai terrain.

Essayons de voir maintenant ce qu'a fait le Conseil de ministres. Oh, je n'aurai pas besoin de remonter loin en arrière, car il n'a pas fait grand-chose... Dans mon rapport, je signale qu'en 1960 il y a eu une réponse disant que les deux Conseils, celui de la Communauté économique et celui de la Communauté atomique, ont commencé l'étude du projet de convention, et le texte ajoute, dans un français douteux : « ce sujet doit faire l'objet d'un échange de vues entre le Conseil et une délégation parlementaire ». La délégation parlementaire a été constituée. Elle était présidée par M. Battista, alors président de la commission politique. J'avais l'honneur d'en faire partie avec M. Vendroux, et je ne me souviens pas que cette délégation ait jamais réussi à contacter le Conseil. Toujours est-il qu'en 1961, M. Battista, en tant que président de la commission politique, pose une question à mon compatriote, M. Wigny, alors président en exercice du Conseil. M. Wigny fait une assez longue réponse indiquant que les représentants permanents sont saisis du projet, mais que l'examen de celui-ci demandera du temps, parce que le Conseil devra statuer à l'unanimité et qu'il faut préparer cette unanimité. M. Wigny ajoute que les traités ne fixent d'ailleurs pas le délai dans lequel le Conseil est tenu de se prononcer.

A Bonn, quelques mois plus tard, dans un communiqué qu'on a trop tendance à oublier aujourd'hui, on a inséré un passage qui dit ceci :

« Cinq délégations estiment qu'il serait possible que les chefs d'État ou de gouvernement prennent, sans délai, la décision d'étudier la suite à donner aux propositions de l'Assemblée en ce qui concerne son élection. La délégation française considère que le moment n'est pas encore venu d'entrer dans cette voie. »

En 1962, au cours du colloque Parlement-Conseil, le président en exercice, M. Piccioni, a fait une déclaration bien dans sa manière, c'est-à-dire assez sceptique, au sujet de l'élection. De cette déclaration, il résultait que, d'après M. Piccioni, le problème n'était « apparemment pas d'une actualité pressante ».

J'attire votre attention sur le fait que c'était en 1962 et que, en fait d'actualité pressante, sept années se sont encore écoulées depuis lors.

Dehousse

Enfin, dernier stade, en 1963, plusieurs de nos collègues ont adressé au Conseil une question écrite et voici la réponse qui a été publiée le 20 avril 1963 par le Journal officiel des Communautés :

« Le problème de l'élection au suffrage universel direct des membres de l'Assemblée a retenu à diverses reprises l'attention du Conseil. Toutefois, aux termes des articles 108 C.E.E.A., 21 C.E.C.A. et 138 C.E.E., les Conseils ne peuvent arrêter les dispositions dont ils recommanderont l'adoption par les États membres qu'à l'unanimité. Cette condition n'étant pas jusqu'à présent réunie, les Conseils ne sont pas en mesure de préciser quand ils pourront arrêter les dispositions en question. »

L'historique s'arrête là, car depuis lors, jamais plus le Conseil n'a entrepris la moindre étude et n'a envisagé la moindre suite à donner au projet de l'Assemblée.

Peut-on considérer que le Conseil a fait des efforts suffisants pour nous répondre ? A franchement parler et sans vouloir ressusciter une polémique inutile, je crois que non. On ne peut évidemment considérer comme des efforts satisfaisants les vagues tentatives auxquelles je viens de faire allusion.

J'ajoute, et il faut le répéter avec force, que plus rien ne s'est passé depuis 1963.

Alors, toutes sortes de questions se posent et notamment l'interprétation du seul article que je vais reprendre (il y en a aussi dans les autres traités, mais ils sont identiques) : c'est l'article 138 du traité sur le Marché commun ainsi rédigé :

« L'Assemblée — c'est toujours comme cela qu'elle s'appelle dans les traités — élaborera des projets en vue de permettre l'élection au suffrage universel direct selon une procédure uniforme dans tous les États membres.

Le Conseil, statuant à l'unanimité, arrêtera les dispositions dont il recommandera l'adoption par les États membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives. »

Il est bien certain qu'aucun délai n'est fixé avec netteté. Il n'y a même pas de délai du tout pour indiquer à quel moment la réponse du Conseil doit être fournie. Mais il faut tout de même interpréter les textes juridiques à la lumière du bon sens. On peut considérer que les neuf années qui se seront bientôt écoulées depuis le 17 mai 1960 constituent ce que les juristes appellent un délai raisonnable, dans lequel le Conseil a eu tout loisir et toute possibilité de nous apporter une réponse.

Est-ce que le texte impose au Conseil une obligation de prendre une décision ? Oui, cela ne fait pas de doute : « le Conseil statuera », stipule l'article 138.

Il y a eu à la commission juridique une assez large discussion quant au point de savoir comment il

fallait interpréter l'obligation ainsi impartie au Conseil et au fond, deux thèses se sont fait jour.

L'une se fonde sur une jurisprudence assez souvent suivie par la Cour de justice des Communautés, jurisprudence dite de l'effet utile : la Cour considère que les auteurs des traités n'ont pas parlé pour ne rien dire, elle leur fait l'honneur de présumer que quand ils se sont exprimés, ils ont voulu dire quelque chose et que le rôle de la Cour est d'extraire cette interprétation par l'analyse qu'elle effectue.

D'autres vont jusqu'à soutenir que le Conseil est lié, en ce sens qu'il serait tenu d'adopter le projet que nous avons élaboré. Cela, je ne le crois pas, parce que sinon l'exigence de l'unanimité n'aurait pas été formulée. Lorsqu'on dit que le Conseil statue à l'unanimité d'une façon permanente, dans un cas tel que celui-ci, cela signifie que le Conseil est maître de la décision.

Cette seconde interprétation est celle qui me paraît avoir été généralement reçue au sein de notre commission juridique.

Voilà, Monsieur le Président — et vous voyez que j'ai à peine dépassé un quart d'heure, alors que vous m'aviez libéralement accordé vingt minutes — voilà l'essentiel de ce que je tenais à déclarer.

Je répète que ce serait une erreur de la part de notre Parlement de reprendre pour le moment — je dis bien pour le moment — l'examen du problème au fond. Il ne s'agit pas de cela.

La résolution que la commission juridique vous présente est rédigée sur la base de l'article 175 dont je vous ai donné connaissance tout à l'heure. La voici :

« Le Parlement...

« Considérant que l'article 138, paragraphe 3, du traité instituant la C.E.E. prévoit son élection au suffrage universel direct... » — c'est un fait incontestable.

« Considérant que le Parlement européen a déjà présenté le 17 mai 1960 un projet de convention prévoyant des élections au suffrage universel direct... » — c'est un autre fait irréfutable.

« Eu égard au fait que le Conseil n'a pris jusqu'ici aucune décision sur ce projet et qu'il en a abandonné l'examen depuis six ans... » — cela, c'est une conclusion qui ressort des brefs rétroactes que je vous ai exposés.

« Charge son président d'inviter le Conseil à entreprendre sans plus tarder l'action requise par le traité concernant le projet du Parlement, et d'attirer son attention... » — la terminologie est très courtoise — « ...sur les dispositions de l'article 175, alinéas 1 et 2. »

Au fond, la résolution qui vous est présentée constitue, au point de vue de la procédure, le pre-

Dehousse

mier stade de celle-ci : c'est une invitation à agir, celle qui est visée à l'article 175 et qui fait jouer les délais dont je vous ai donné connaissance tout à l'heure.

Cette invitation à agir est indispensable. C'est par là nécessairement que la procédure doit débiter. Le Conseil a alors deux mois pour répondre.

A supposer qu'il ne réponde pas dans ce délai, le Parlement a un droit de recours devant la Cour de justice et pour ce droit de recours, s'il décide de l'exercer il dispose à nouveau, quant à lui, d'un délai de deux mois pour le faire.

Tel est l'état du problème. Il ne s'agit pas d'un débat au fond. Il s'agit d'une invitation à agir préalablement à l'introduction d'une procédure.

Cette invitation à agir, je ne l'adresse pas seulement, par-delà la résolution, au Conseil ; je l'adresse aussi à notre Parlement. Nous avons constaté ces jours derniers, et c'est de plus en plus manifeste, que le vieux problème rebondit, qu'il revient à la surface, comme le font d'ailleurs inéluctablement tous les problèmes fondamentaux dans les relations internationales.

Est-ce que ce projet est encore pleinement satisfaisant aujourd'hui ? Ce n'est pas le moment d'en discuter. Neuf ans se sont écoulés. Nous sommes ici quelques-uns encore, M. Santero, M. Metzger, moi-même, à avoir été au nombre des auteurs du texte de 1960. Il est probable que nous ne l'écririons pas aujourd'hui comme nous l'avons écrit à l'époque. Mais le problème n'est pas là. Il ne porte pas sur des modalités dont ce n'est pas le moment de discuter.

Il s'agit, je le répète, d'une invitation à agir, et cette invitation, je l'adresse à notre Parlement !

A coup sûr, la situation est difficile, mais c'est notre rôle, à nous, Parlement, de faire face à ces difficultés, voire d'adversité, en conservant par-dessus tout la fidélité envers soi-même qui doit être la règle de conduite de tout organisme comme de tout être humain.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Boertien, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Boertien. — (N) Monsieur le Président, je regrette beaucoup que le porte-parole du groupe démocrate-chrétien ne puisse pas être M. Deringer, et ce pour deux raisons. D'abord parce que c'est M. Deringer qui, en son temps, — comme d'ailleurs l'attestent les documents — prit l'initiative de déposer la résolution dont il fut, au demeurant, le premier signataire. Deuxièmement, parce que M. Deringer préside avec une éminente autorité la commission juridique,

et que sa personnalité eût conféré du poids à la discussion que nous entamons. Je ne pourrai certainement pas, moi, son modeste remplaçant, fournir une contribution de même niveau.

Il y a quelques semaines, le Parlement néerlandais a tenu un débat de politique étrangère. J'y ai fait remarquer combien je trouvais étrange — alors que, partout en Europe, ce ne sont que manifestations en faveur de la démocratie : démocratie dans les entreprises, dans les universités, dans l'État et dans les partis — que tout se passât comme si la jeunesse ignorait l'existence de la Communauté européenne. Jamais, en effet, on ne voit la jeunesse manifester une activité quelconque en faveur de la démocratie en Europe. Je ne pouvais prévoir qu'en montrant quand même qu'elle savait que le Parlement européen avait son siège à Strasbourg, la jeunesse rendrait cette semaine si intéressante pour le Parlement européen !

Je ne dis pas que j'approuve la forme de cette manifestation mais, je puis l'affirmer, je suis heureux que l'on se rende enfin compte de l'endroit où se trouve le centre vital de la démocratie. J'espère que cette action de la jeunesse, comme une première pierre qui se détache d'un édifice, provoquera en Europe une inquiétude générale capable de mobiliser l'opinion publique et de la décider, dans les six pays de la C.E.E., à tout mettre en œuvre pour obtenir l'élection au suffrage universel direct du Parlement européen.

Je suis tout à fait d'accord avec M. Dehousse lorsqu'il déclare que notre débat d'aujourd'hui ne porte pas sur le fond de la question. Nous débattons les mérites juridiques d'un article déterminé du traité, mais j'ai cru bien faire quand même en attirant aussi l'attention sur cet aspect de la question.

Le rapport de M. Dehousse recueille le plein assentiment de notre groupe. J'ai lu ce rapport avec beaucoup de satisfaction et j'ai écouté avec tout autant de plaisir l'allocution que M. Dehousse vient de faire. Je connais son enthousiasme pour l'Europe et, plus particulièrement, pour les institutions européennes. Je pense qu'il a raison d'attirer l'attention, dans son rapport, sur le lien existant entre les articles 138 et 175 du traité instituant la C.E.E. Depuis 1960 — M. Dehousse l'a signalé — la situation n'a vraiment guère progressé en ce qui concerne ces élections au suffrage universel direct. Je pense que c'est une des raisons de cette impression de paralysie politique que nous ressentons parfois, face précisément à ce manque d'unanimité.

J'ai déjà utilisé ici le terme de « volonté politique » et constaté que l'on utilise souvent cette notion sans lui donner un contenu convenable. Je dois dire que sur le point qui nous occupe, on constate aussi, une fois de plus, combien cette volonté politique fait défaut.

Boertien

Comme il n'y a toujours pas d'élections directes du Parlement européen, nous détenons tous un double mandat, et nous courons comme des dératés de nos Parlements nationaux respectifs aux réunions de Bruxelles, de Luxembourg et de Strasbourg pour essayer d'accomplir ne fût-ce qu'une partie de notre tâche aux deux Assemblées. Lorsque nous rendons compte de nos activités européennes à nos électeurs, nous le faisons non pas à des électeurs propres que nous vaudrait notre qualité de membres du Parlement européen, élus au suffrage universel direct, mais aux électeurs de nos Parlements nationaux, en inscrivant nous-mêmes à l'ordre du jour le thème de la politique européenne.

Et nous constatons que ces électeurs s'intéressent vivement à ce qui se passe en Europe. Dans toutes les discussions revient cependant une question délicate, posée de la manière suivante : tout ce que vous nous dites de l'Europe est bel et bien, mais pourriez-vous nous expliquer comment, en fait, vous êtes arrivés à Strasbourg ? Il nous faut bien, alors, avouer que nous sommes arrivés à Strasbourg par la grâce, en quelque sorte, des groupes politiques nationaux, qui ont proposé à leur Parlement national l'envoi au Parlement européen de tel ou de tel représentant. C'est une opération dans laquelle l'électeur n'a aucun rôle à jouer ; tout se règle simplement au sein du Parlement national.

Nous ne pouvons assortir cet aveu que d'une excuse. Nous pouvons dire, en effet, que ce n'est pas notre faute, que ce n'est pas la faute du Parlement européen ; car, en fin de compte, nous avons, dès 1960, présenté un projet de convention dont, depuis lors, nous avons à maintes reprises demandé la ratification. Jusqu'en 1963, nous n'avons cessé de la réclamer, mais depuis lors, nous traversons une période que l'on pourrait appeler le temps du grand silence. Plus un mot n'a été dit de cette question jusqu'au moment où M. Deringer et quelques-uns de ses collègues remirent la question à l'ordre du jour.

Cette remise à l'ordre du jour me réjouit particulièrement parce qu'elle se produit dans le cadre strictement juridique du traité. A mon sens, et ceci est naturellement un point de vue subjectif, le point essentiel du rapport est constitué par les deux phrases qui figurent à la page 5, colonne de gauche, sous le paragraphe 12 et dont voici le libellé :

« En signant les traités, les États membres ont accepté unanimement le principe de l'élection de l'Assemblée au suffrage universel direct. Pour cette raison, ils sont juridiquement tenus à faire tous les efforts utiles pour en permettre l'application et, par conséquent, parvenir à l'unanimité requise. »

En d'autres mots, le traité condamne le Conseil à parvenir à l'unanimité. L'impossibilité d'y parvenir n'est donc pas une excuse, puisque le traité impose au Conseil d'arriver, d'une manière ou d'une autre, à l'unanimité. C'est pourquoi je tiens à dire com-

bien j'approuve le recours fait ici à l'article 175 du traité.

Le rapport déclare à bon droit que nous sommes arrivés au stade où il convient d'appliquer l'article 175. Nous le faisons en accomplissant un premier pas qui consiste, selon l'article 175, à inviter l'institution intéressée à prendre une décision.

Si le Parlement adopte la résolution présentée par M. Dehousse, nous aurons fait un premier pas dans la voie de l'exécution de l'article 175. Cela signifie que nous utilisons un moyen juridique. Et je pense que tel est notre devoir.

Je n'espère qu'une chose : qu'une fois ce premier pas accompli par le Parlement, le second ne sera plus nécessaire.

PRÉSIDENCE DE M. TERRENOIRE*Vice-président*

M. le Président. — La parole est à M. Dröschner, au nom du groupe socialiste.

M. Dröschner. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, que des élections directes du Parlement de la Communauté des Six ne soient pas pure utopie, mais soient, tout au contraire, une conséquence logique et réalisable des traités en vigueur, c'est ce qu'a bien dit le professeur Dehousse dans son excellent rapport. Nous lui en sommes reconnaissants.

Si maintenant nous faisons le premier pas, autrement dit si nous adoptons la proposition de résolution — mon groupe votera pour elle — cela veut dire que le Parlement choisit d'être courageux et doit accomplir le second pas qui n'est autre que celui de mettre le Conseil devant les conséquences d'un traité déjà conclu. Je crois qu'aujourd'hui nous devrions être conscients de la portée de cet acte et de ses prolongements, je crois que nous devons tenter de toutes nos forces d'ouvrir dès à présent la voie à cette évolution naturelle. A coup sûr, dira-t-on dans les couloirs, bien souvent déjà de telles initiatives n'ont pas manqué. Comme il est naturel en pareille circonstance, les douloureuses années de croissance de la Communauté reviennent à l'esprit, et en se rappelant la poussée enthousiaste des toutes premières années, on se prend d'amertume à voir l'étouffement des forces vives de ce premier élan.

Mais l'heure actuelle nous fournit aussi bien l'occasion de faire le tour des événements, de réfléchir et de considérer que nous avons vécu les onze premières années d'un phénomène unique auquel le Parlement a déjà pris une part importante. Pourtant, cette part pourrait être plus grande, elle pourrait même devenir décisive dans l'avenir si le problème

Dröschner

des élections directes, était réglé. Nous savons que des forces antagonistes ne cessent de surgir pour s'opposer à tout progrès en cette direction. Ces forces s'allument à l'étincelle du moindre détail d'une question. Sur notre chemin, ce sont les pierres qu'il nous faut pousser du pied pour ne pas manquer l'objectif final.

Le Parlement européen a joué un rôle qui, pour n'avoir pas toujours été éclatant peut-être, n'en a pas moins été intéressant, car je tiens qu'il a joué un rôle de catalyseur dans le processus constitutif de la Communauté. N'oublions pas, dans le réalisme de la vie quotidienne, non moins que dans les discussions austères, que malgré tout, nous avons pu assister dans notre Assemblée à ce que l'on pourrait appeler la naissance de « groupes européens », de groupes européens qui siègent présentement au Parlement européen. Ici, tout de même, la raison politique l'emporte, et non la raison nationale. Ici siègent côte à côte libéraux, démocrates-chrétiens, socialistes et membres de l'UDE. Ici ce n'est point, dans la grande majorité des questions figurant à l'ordre du jour de l'Assemblée, l'optique nationale qui prévaut, mais le point de vue politique communautaire dégagé par le groupe. Là-même se fait la tâche décisive du Parlement. Aujourd'hui, nous y entendons même de nouvelles voix, des voix que l'on ne saurait ne pas entendre en Europe.

Ce Parlement est un organe politique comme s'il était élu par la voie d'élections directes. Il reste pourtant — et c'est là pour nous la pierre noire — qu'il ne peut agir comme s'il était élu par de telles élections. Il est nécessaire de le reconnaître. Le pouvoir et, soyons honnêtes, l'impuissance des parlementaires lorsqu'ils sont rappelés par leurs Parlements nationaux, tient au mode de désignation par ceux-ci. En soi, c'est là une contradiction. Par la force des choses, notre Parlement est contraint, pour un grand nombre de questions, à se hausser au-dessus d'une étroite conception nationale des choses. Car les délégués qui y siègent ont pris des engagements envers toute la Communauté. Mais il est dans la logique des choses que les gouvernements, les Parlements nationaux aient fréquemment égard aux intérêts nationaux. Cela n'est pas seulement le fait de l'un des six pays : c'est un paradoxe nécessaire.

J'ajouterai ceci. Dans tous les domaines où les gouvernements s'imaginent être en meilleure position — en matière de politique économique, par exemple — une certaine réserve nationale se perçoit aussitôt à l'égard des contraintes qui sont celles d'une Communauté supranationale. Mais qui veut créer une Communauté capable de fonctionner doit créer « un marché commun de la politique », et celui-ci doit aller fort loin, jusqu'à s'étendre à la politique extérieure et, à mon avis, à la politique de défense.

Dans un marché comme celui-là, les intérêts des travailleurs italiens, français, allemands, néerlandais,

luxembourgeois et belges sont les mêmes. La confrontation de leurs intérêts avec ceux des employeurs est internationale. La confrontation en matière de politique agricole, voire en fait de politique de formation et de politique des classes moyennes, ne sera possible que si les intérêts en jeu et la politique peuvent dépasser, en notre Parlement, les limites nationales pour déboucher sur une discussion authentiquement communautaire. Or, il me semble que l'on ne peut résoudre ces réels conflits que dans un Parlement élu directement.

En outre, il y a naturellement l'obligation du contrôle parlementaire par des organes dotés de pouvoirs effectifs et étendus, comme pourrait l'être un Parlement directement élu. Cette obligation s'impose, ne serait-ce qu'à raison des recettes croissantes de la Communauté qui doivent être contrôlées par le Parlement d'une manière différente qu'elles ne l'ont été jusqu'ici.

Ainsi, ces réflexions font ressortir — je n'en fais que quelques-unes par suite du temps qui m'est départi — que l'heure est venue de donner une nouvelle impulsion à une Communauté politique européenne ; et combien est-ce vrai, en particulier, pour les élections directes du Parlement ! Le recours contre le Conseil, sans même parler de sa possibilité, ni de son succès, n'est, comme nous le dit l'excellent rapport de mon collègue, le professeur Dehousse, qu'un des moyens de parvenir à cet objectif. Je pense qu'à présent nous devons bien nous en rendre compte. Ce n'est là qu'un moyen ; dès lors, pourquoi ne pas entreprendre dans le plus grand nombre possible de pays des démarches analogues à l'initiative italienne comme aux initiatives allemandes et françaises qui, après s'être malheureusement échouées, sont tombées dans l'oubli par le renouvellement du Parlement ? Ces démarches faites par le plus grand nombre de pays possible permettraient, dans la question des élections, de faire un bond en avant sur le plan national, et tout bond en avant forcerait à d'autres initiatives et serait un succès pour le bien général.

C'est pourquoi je crois qu'outre la tâche défensive que doit assumer le Parlement, s'il veut échapper à toute baisse imméritée de son prestige, il y a une tâche offensive, j'entends la mission de renforcer la conscience que l'on a de la signification des débats de politique supranationale au niveau du Parlement européen. C'est la grande affaire de l'heure. Peut-être cette controverse entre certains gouvernements européens, dont nous avons eu un écho aujourd'hui même, offre-t-elle à un pays, s'il nous dit sans ambages qu'il s'agit d'achever la Communauté des Six et non de courir d'autres chimères, l'occasion de prouver, en prenant l'initiative d'organiser ces élections directes, qu'il nourrit, lui aussi, de sérieuses intentions quant à l'achèvement de la Communauté. Mais c'est à lui de nous faire part, en ce moment, de cette intention.

Mesdames, Messieurs, j'ai reçu mandat de mon groupe de vous dire que nous approuvons la proposition de résolution.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Merchiers, au nom du groupe des libéraux apparentés.

M. Merchiers. — Monsieur le Président, notre distingué collègue et rapporteur, M. Dehousse, a défini exactement, avec la simplicité mais aussi la clarté qui le caractérise, la situation sur laquelle les signataires de la résolution se sont basés.

Il ne s'agit pas d'une discussion au fond du suffrage universel, sur lequel, je crois, nous sommes unanimement d'accord : nous avons essayé de trouver, au sein de la commission juridique, une formule de courtoisie qui puisse constituer une mise en garde pour les responsables tout en laissant la porte ouverte pour des agissements ultérieurs qui soient, bien entendu, conformes au traité. Nous n'avons jamais voulu autre chose.

Je dois d'ailleurs, reprenant quelques idées antérieures, rappeler au bon souvenir de notre rapporteur M. Dehousse, qu'en 1959 déjà, au cours d'une assemblée générale du Conseil des Communautés européennes, nous avons entamé ces problèmes. M. Dehousse, qui était également rapporteur, a fait à l'époque un exposé remarquable au sujet des élections directes au Parlement européen.

Dois-je vous dire que j'ai quelque peu hésité, bien que mandaté par mon groupe, à prendre la parole aujourd'hui, ou même hier, en raison des petits incidents auxquels nous avons été mêlés, car je n'aime pas beaucoup que la *vox populi* se manifeste de la façon dont nous avons dû la subir hier. J'aurais préféré, quant à moi, que ces jeunes pleins d'enthousiasme et qui marchent dans le même sens que nous, usent d'autres méthodes pour manifester leurs convictions et leur enthousiasme européen.

Voilà ce que je voulais vous dire à ce sujet, tout en comprenant la fougue de ces jeunes, car l'esprit de contestation qui les anime est de telle nature qu'ils doivent s'extérioriser d'une façon violente et quelque peu révolutionnaire. Passons donc l'éponge et oublions ce petit incident, qui tout de même, dans l'ensemble, n'a pas été une mauvaise chose, même si nous réprouvons le procédé.

Le souhait du groupe libéral est le suivant : c'est que les représentants des six pays qui sont ici présents et qui, par conséquent, portent une responsabilité au point de vue de la diffusion des idées européennes et de la formation de l'Europe, puissent être conscients, comme chacun en particulier, du devoir impérieux qui s'impose à l'égard de cette Europe que nous devons former mais qui doit être une Europe démocratique. Si nous le voulons tous,

il est évident que nous devons la calquer sur ce qui se passe dans chacun de nos pays démocratiques. Il convient donc que ceux qui représentent ces grandes nations soient élus de la même façon que nous le sommes dans chacun de nos pays respectifs, c'est-à-dire par des élections directes.

Je crois pouvoir faire appel à tous les groupes, indistinctement, car tous ont donné des preuves manifestes et tangibles de leur attachement à l'idée démocratique du développement de l'Europe que nous construisons.

Par conséquent, il ne serait pas pensable qu'ayant tous affirmé, à plusieurs reprises, leur attachement à cette idée, ils n'aient pas la force et le courage nécessaires pour la faire triompher dans leur pays, car il convient que nous exerçons nous-mêmes une influence suffisante dans nos Parlements et auprès de nos gouvernements respectifs pour qu'enfin ils constatent que si nous voulons bâtir l'Europe telle qu'elle a été prévue dès l'abord, il faut qu'elle soit construite d'une façon complète et que son Parlement soit l'émanation de la grande nation composée par les six pays qui ont fait l'Europe.

Par conséquent, puisque sur tous les bancs nous sommes d'accord pour cette construction, nous pouvons faire appel à tous ceux qui sont ici, pour que chacun des pays donne à ses mandataires, à ses ministres, les indications suffisantes pour que soient adoptées, dans un avenir rapproché, les règles indispensables en vue de l'élection au suffrage direct.

Pour terminer, j'en appelle à la bonne volonté de tous en disant que ceux qui aujourd'hui plaident si fort ici, en faveur de l'élection directe, ne sont pas certains de revenir dans cette Assemblée, car le résultat de l'élection est un point d'interrogation. Nous ignorons si l'on nous choisira ou si d'autres seront désignés, mais nous avons le devoir impérieux de veiller à ce que l'Europe se forme comme elle le doit. Fût-ce au prix d'un sacrifice personnel, nous devons avoir la volonté de la réaliser, comme ceux qui nous précéderont l'ont conçue.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Ribière, au nom du groupe de l'Union démocratique européenne.

M. Ribière. — Monsieur le Président, mes chers collègues, une Assemblée européenne ne saurait être légitime qu'à deux conditions, d'abord qu'elle soit véritablement représentative et qu'ensuite elle puisse voter une loi à la majorité. Une Assemblée européenne ne peut être représentative que dans la mesure où l'on met en œuvre, dans tous les pays, les mêmes critères de représentativité. Aujourd'hui, certains des pays qui composent l'Europe sont moins peuplés que certains départements français et sont

Ribière

représentés par un nombre de députés qui ne correspond pas à la proportion véritable de la population entre les différents pays.

Ce rapport ne paraissait pas devoir être respecté dans les propositions qui avaient été faites par l'éminent rapporteur, M. Dehousse, en 1960. Si donc le rapport des populations n'est pas respecté, on risque de jouer avec la légitimité des nations et une telle Assemblée ne pourra pas voter une loi, car celle-ci ne serait pas légitime.

De plus, en supposant acquise cette représentativité, une Assemblée européenne doit, pour être légitime, pouvoir voter une loi à la majorité. Si une loi est votée par la représentation de deux ou trois pays, cette loi sera-t-elle acceptée par un pays qui ne l'aurait pas votée ? Peut-on imaginer que l'Allemagne appliquerait un texte adopté par les Français et les Italiens, et pas par les Allemands ? Il n'y a de majorité européenne, en vérité, que dans les majorités additionnées de chaque nation. Il n'y a de volonté européenne que les volontés concordantes de chaque nation ; même lorsqu'une nation accepte de se ranger à l'avis des autres, il faut qu'elle le veuille. La France ou l'Allemagne seraient-elles engagées par un référendum positif sur le plan européen, alors qu'elles auraient voté non ou qu'une de ces nations aurait voté non à 60 ou 70 % ? Je crois que la réponse peut, sans crainte de se tromper, être considérée comme étant négative.

L'Europe n'est pas encore un État. Nous pouvons le regretter — je le regrette pour ma part. Pour être un État, il faut être capable de décider, il faut avoir la force d'imposer sa décision et il faut que cette décision soit acceptée par une majorité véritable. Ce n'est pas le cas actuellement. Aucune autorité européenne, reconnaissons-le, sauf celle résultant d'un accord des gouvernements, ne peut être aujourd'hui légitime.

Le sentiment européen d'une unité de vie, de civilisation, est insuffisant, même s'il conduit à fabriquer quelques institutions. Fabriquer les institutions et affirmer la volonté d'être un État, ce sont deux choses totalement différentes. Il faut, bien entendu, tout faire pour essayer que se dégage une volonté européenne, la volonté de l'Europe d'être une nation, c'est-à-dire une volonté propre, une volonté ambitieuse.

Je ne voudrais pas allonger ce débat, aussi rappellerai-je simplement que le gouvernement français avait essayé de mettre en œuvre un plan d'union politique européenne qu'on a appelé le « plan Fouchet ». Ce n'est pas notre faute si, en 1962, il a été relégué dans les tiroirs, ainsi que M. Dehousse le rappelait tout à l'heure. Je crois qu'il faudrait, avant de passer à l'élection du Parlement européen au suffrage universel, négocier en vérité un autre traité. C'est un point sur lequel je suis d'accord avec M. le Doyen d'âge, bien que je ne puisse accepter

ses autres conceptions. Le traité actuel a vieilli ; il doit être revu à la lumière de l'expérience des douze dernières années. Il faudrait que soit négocié un traité prévoyant une véritable constitution européenne, avec un exécutif élu, lui aussi, au suffrage universel. De plus, une organisation politique fédérale, européenne, suppose le bicaméralisme, une assemblée élue au suffrage universel et une chambre haute représentative des États, étant bien entendu, comme je le disais tout à l'heure, que l'assemblée élue au suffrage universel doit l'être nombre pour nombre suivant le principe : un homme, un vote. C'est pourquoi mon collègue et ami, M. Michel Habib-Deloncle, défendra tout à l'heure un amendement dans ce sens au nom de notre groupe.

C'est dire en tout état de cause que je considère comme inopportune la proposition de résolution qui nous est soumise aujourd'hui, car elle ne règle pas l'ensemble du problème de l'union politique européenne et, de plus, elle ne s'insère pas dans un contexte excellent. Au moment où le Conseil de ministres s'est mis d'accord sur une relance, en partie d'ailleurs sur l'initiative de mon pays, il serait regrettable de le menacer des foudres de l'article 175. Bien entendu, je n'ignore pas que l'article 138 a une réalité mais, je le répète, je pense qu'il faut revoir cet article et le traité à la lumière des événements. Ce n'est pas l'élection de l'Assemblée parlementaire européenne au suffrage universel qui fera avancer l'Europe si on n'assortit pas cette élection au suffrage universel d'un ensemble de mesures pour qu'il y ait une véritable constitution européenne.

Nous avons pu constater, dans beaucoup de pays — je l'ai constaté pour ma part dans le mien —, la nocivité du régime d'assemblée. Si nous voulons que l'Europe devienne une réalité, il faut la préserver de ce mal incurable, car le régime d'assemblée, c'est l'impuissance. Nous serons tous d'accord, je pense, mes chers collègues, pour dire que nous souhaitons, au contraire, que l'Europe ait une réalité et une volonté.

Voilà pourquoi, au nom du groupe de l'Union démocratique européenne, nous ne pourrions éventuellement nous rallier au texte de la proposition de résolution qui a été déposée par un certain nombre de nos collègues, au nom de différents groupes de l'Assemblée, que moyennant l'adoption de l'amendement déposé par M. Michel Habib-Deloncle.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Bermiani, au nom du groupe socialiste.

M. Bermiani. — (1) Monsieur le Président, chers collègues, je voudrais dire quelques mots à l'appui des conclusions du rapport. La proposition de réso-

Bermani

lution sur l'élection des membres du Parlement européen au suffrage universel direct, que la commission juridique soumet à notre vote — et sur laquelle M. Dehousse s'est montré un excellent rapporteur — traduit parfaitement la fonction de l'organe parlementaire des Communautés, qui a non seulement le droit, mais aussi le devoir de prendre l'initiative de la relance de l'Europe sur le terrain démocratique.

Ainsi qu'il a été dit au cours d'une réunion du Mouvement européen tenue le 15 février dernier en Italie, les Communautés européennes sont la première réalité vivante du vaste dessein de l'union politique européenne. Cependant, elles doivent combler une large lacune commise au moment de leur création, et qui s'aggrave avec le temps. Les promoteurs du traité de Rome l'ont si bien compris qu'ils insérèrent dans les textes la clause de l'article 138. Celle-ci n'ouvre pas une possibilité aux institutions de la Communauté, elle leur impose une obligation : celle d'élaborer des projets en vue de permettre l'élection au suffrage universel direct, selon une procédure uniforme dans tous les États membres.

Si le Parlement européen dispose de papiers en règle sur ce point, autrement dit, s'il fait son devoir en élaborant et en adoptant le projet présenté le 17 mai 1960, on n'en peut dire autant — et je regrette de devoir le signaler — du Conseil de ministres des Communautés qui n'a pas rempli les obligations que lui avait imparties le traité de Rome. Il a entamé, il est vrai, des discussions sur le sujet, mais il ne leur a pas donné suite, si bien que neuf ans plus tard, le problème se trouve non pas seulement loin, mais aux antipodes d'une solution.

Nous pouvons affirmer quant à nous que la crise de volonté politique qui se manifeste dans la Communauté et qu'on a longuement évoquée aujourd'hui résulte précisément du non-accomplissement de cette obligation. En effet, le progrès de l'intégration économique nous contraignant à aborder progressivement des problèmes toujours plus importants en matière de politique économique, il est nécessaire de compter sur une volonté politique plus forte que lors de la période de transition. Or, cette volonté politique fait défaut — nous en avons toujours été convaincus à la lumière du passionnant débat de ce matin —, elle fera défaut aussi longtemps qu'elle ne s'appuiera pas solidement sur un consentement populaire exprimé sans intermédiaire; et cela notamment à une période comme la période actuelle où tous les citoyens revendiquent des formes plus efficaces de participation politique à tous les niveaux. Or, que voit-on ? Depuis plus de neuf ans, comme l'a rappelé le rapporteur, depuis le 17 mai 1960, date de son approbation par notre Parlement, la convention jaunit dans les archives des ministres des Communautés, qui ne se soucient pas

de statuer sur ce point, nous plaçant ainsi dans une situation plutôt embarrassante.

L'organisation des Communautés s'inspire de toute évidence du modèle des États fédéraux, mais la légitimité des institutions n'y est pas assurée sur des bases aussi profondes que dans les véritables États fédéraux ; car si les institutions européennes ont une légitimité démocratique, celle-ci est dérivée, non pas immédiate, puisque entre les électeurs et les élus, entre le peuple et ses députés s'interposent en somme les Parlements. C'est précisément cette étape intermédiaire qui doit être supprimée parce qu'injuste, avec l'introduction des élections au suffrage universel direct. Une fois cette étape franchie, le député (comme je l'ai avec plaisir entendu de la bouche de divers orateurs) pourra enfin consacrer au Parlement le meilleur de lui-même, se dévouer entièrement et exclusivement à son mandat européen. Il représentera alors avec sa personne la cause européenne, et celle-ci aura tout à y gagner. Et, enfin, nul ne pourra plus prétendre, comme l'ont fait hier du haut de la tribune les jeunes contestataires, que nous sommes des pseudo-délégués, précisément parce que nous serons alors désignés par des élections au suffrage universel direct. Ces jeunes ont peut-être exagéré leurs démonstrations avec l'exubérance de leur âge (que d'ailleurs beaucoup de mes collègues et moi-même, qui sentons le poids des années sur nos épaules, envions) mais nous devons reconnaître que sur le fond, ils avaient raison.

Cependant, avec la proposition de résolution dont nous discutons aujourd'hui, le problème de l'élection au suffrage universel direct est à nouveau au premier plan des préoccupations du Parlement européen et j'en suis fort aise. Je ne suis pas le seul en ce cas si j'en juge par les allocutions des divers orateurs qui ont ce matin professé des opinions analogues. Il était donc important que le problème fût remis à l'étude. Mais ce qui compte davantage encore, c'est qu'il ne se perde pas à nouveau dans les sables.

Cela n'ira pas sans difficulté, nous le reconnaissons ; mais il ne faut pas se laisser décourager. On ne peut plus se permettre de retomber dans l'inertie, étant donné les initiatives prises par les parlementaires dans les divers pays membres et dont nous venons d'entendre parler. Et dans mon pays, l'Italie, il y a eu et il y aura encore de semblables initiatives. Un projet de loi créé à l'initiative populaire, ce qu'admet notre constitution, sera le mois prochain présenté au Parlement pour l'élection au suffrage direct, en Italie, des députés européens.

Ces initiatives s'écartent du sujet dont nous débattons aujourd'hui et de l'élection telle que la prévoit le traité ; elles pourront néanmoins servir — et serviront à coup sûr — de stimulant à la révision des traités (bien qu'en fait je ne pense pas que ce soit nécessaire ; je crois que le Conseil de ministres répondra cette fois à l'invitation du Parlement et

Bernani

prendra les mesures requises). Je ne résiste pas à la tentation de rappeler une phrase qu'a prononcée il y a quelques jours M. Dehousse à ce propos : « Je suis content — a-t-il dit — de voir que ce vieux problème garde toute sa force juvénile. » Eh bien, efforçons-nous, en mettant à profit cette vigueur, de liquider le problème une fois pour toutes. Ce n'est que lorsque nous serons parvenus, après les difficultés inévitables auxquelles on peut s'attendre, à l'élection au suffrage universel direct que le Parlement européen deviendra une réalité vivante dans la conscience des masses populaires, ce dont il est encore bien loin, croyez-moi, du moins en ce qui concerne l'Italie.

Je voudrais encore citer cette phrase de Voltaire à un chrétien (qui n'était peut-être pas un bon chrétien) : « Rends ton Dieu plus grand si tu veux que nous l'adorions. »

Nous aussi, chers collègues, rendons le Parlement européen plus grand, rapprochons-le du peuple de façon que celui-ci le saisisse dans son essence. De la sorte, le peuple ne s'en sentira plus étranger ; et alors, sous la pression des masses populaires, l'Europe de demain pourra être, comme on l'a dit à juste titre, non pas l'Europe des patries, non pas l'Europe des eurocrates, non pas l'Europe de la grande industrie, mais l'Europe de tous les peuples européens sans exception.

(Applaudissements)

M. le Président. — (I) La parole est à M. Romeo.

M. Romeo. — (I) Monsieur le Président, chers collègues, je prends la parole en mon nom personnel non pour contester l'argumentation de fond du rapport Dehousse, mais simplement pour contester, en modeste juriste que je suis, la possibilité de former un recours devant la Cour de justice. La proposition de résolution, constatant l'inertie du Conseil à statuer sur le projet de convention présenté par le Parlement en 1960, invite le Conseil à prendre des mesures et parle de recourir à l'article 175 du traité de la C.E.E. au cas où il ne prendrait pas de décision.

Il ne fait aucun doute que l'article 138 du traité instituant la C.E.E. fixe le système actuellement en vigueur de façon provisoire, prévoyant de le remplacer définitivement par l'élection au suffrage universel. Si cela n'a pas été fait plus tôt, c'est, ainsi qu'il résulte d'une réponse donnée par le Conseil de ministres en 1963 à une question écrite, parce que la France n'a pas donné son adhésion et que le gouvernement italien, en la personne du ministre Piccioni, manifestait pour sa part une certaine hésitation.

Il est vrai que depuis, beaucoup d'eau a passé sous les ponts et que la situation générale, elle aussi,

s'est modifiée. Mais, à mon sens, tant qu'il n'y aura pas de décision unanime du Conseil, on ne peut saisir la Cour de justice. S'il est vrai que le Conseil de ministres doit prendre l'initiative (je souhaite qu'il la prenne, et il est bien, d'autre part, que notre Parlement l'y invite expressément) d'organiser une élection au suffrage universel direct, il ne me semble pas que l'on puisse, comme cela a été proposé dans le rapport de la commission juridique, saisir la Cour de justice en vue de faire constater la violation, si le Conseil s'abstient de statuer.

Aucune délibération n'est acquise sans l'unanimité. Ce me semble contredire les principes du droit que de prétendre que la délibération puisse découler implicitement du fait que l'article 138 établit dans la phase définitive le système du suffrage universel, car si tel était le cas, nous devrions considérer comme donnée a priori la disposition de cet article 138 du traité de la C.E.E. toujours en vigueur qui fait découler cette obligation des délibérations unanimes du Conseil.

Voilà pourquoi, tout en me déclarant pleinement favorable en principe au suffrage universel, tout en me déclarant d'accord sur le fond avec le rapport Dehousse, je ne puis accepter la conclusion qu'il contient où il est dit qu'outre l'invitation à agir faite au Conseil de ministres, on peut éventuellement saisir la Cour de justice.

M. le Président. — La parole est à M. Westerterp.

M. Westerterp. — (N) Monsieur le Président, étant l'un des signataires de la résolution qui a conduit à la présentation du rapport de M. Dehousse, celui-ci comprendra que je voterai volontiers en faveur de la résolution qu'il a proposée. Il comprendra aussi le vif plaisir que je ressens à pouvoir, après tant d'années, reparler de cette question. M. Dehousse sait quels souvenirs j'ai gardés comme secrétaire de commission de l'excellent travail que le groupe de travail « élections européennes » et la commission politique du Parlement ont jadis consacré à l'établissement d'un projet de convention sur les élections européennes au suffrage direct.

Avant de dire un mot sur la proposition de résolution elle-même, je voudrais d'abord présenter quelques observations à propos de l'exposé de M. Ribière, car j'estime que son raisonnement n'est pas tout à fait concluant. Je vais essayer de vous en apporter la preuve.

M. Ribière dit tout d'abord qu'un Parlement ne saurait être légitime s'il n'existe un juste rapport entre les nations représentées au sein de ce Parlement. C'est exact, Monsieur Ribière. C'est pourquoi le rapport établi en 1960 par la commission politique a traité de ce problème. Comme vous le savez, il peut arriver dans un État qu'un département soit moins peuplé qu'un autre, et qu'il ait droit

Westerterp

néanmoins à une représentation minimale. Aussi la commission politique a-t-elle rappelé alors avec beaucoup de tact — nous savons tous de quel pays il s'agit en l'occurrence — la possibilité de ne pas appliquer à tous les pays membres une mesure de nature à tripler les effectifs du Parlement, au cas où cette mesure serait décidée. Nous avons alors cru comprendre que les délégués du pays membre intéressé comprenaient parfaitement notre désir d'améliorer, au sein d'un Parlement élu au suffrage direct, le rapport des forces entre les différents peuples.

En deuxième lieu, M. Ribière a dit qu'un Parlement européen ne saurait mériter ce nom qu'à condition de pouvoir adopter une loi à la majorité des voix. Mais — et nous avons ici affaire avec la théorie gaulliste classique — : comment pouvez-vous espérer qu'une nation accepte jamais une loi imposée par d'autres ?

Il n'en est d'ailleurs pas question. Dans cette enceinte, nous ne votons pas par délégation. La formation des décisions se fait ici — et c'est là, me semble-t-il, l'élément caractéristique du Parlement européen — par la voie des groupes politiques européens, et j'espère bien qu'il en sera de même à l'avenir.

Je comprends très bien que M. Ribière se place à ce point de vue. C'est là la conséquence du fait que l'un des groupes de cette Assemblée est malheureusement composé des représentants d'un seul pays ; je suis profondément convaincu qu'il en sera de même à l'avenir.

Ceci, toutefois, n'est pas imputable aux autres groupes, mais à celui auquel appartient M. Ribière.

Pour conclure, M. Ribière a avancé un troisième argument : selon lui, un authentique Parlement européen doit être bicaméral.

Il m'apparaît, Monsieur Ribière, que votre vœu est déjà exaucé. Vous avez affirmé qu'il fallait un système bicaméral, c'est-à-dire une assemblée représentant les peuples et une autre assemblée représentant les États membres. Mais notre Conseil de ministres, qu'est-il d'autre qu'un organe représentant les États membres ?

J'aimerais encore faire justice d'une fable, car M. Habib-Deloncle en a parlé ce matin. Il a dit qu'il ne voulait pas en faire un drame, mais qu'il existait jadis un plan d'union politique, le plan Fouchet, appuyé par cinq pays et rejeté par un autre.

M. Habib-Deloncle connaît à merveille les archives du Quai d'Orsay. Aussi lui demanderai-je de relire une fois de plus le procès-verbal de la réunion des ministres des affaires étrangères du 17 avril 1962. Il verra qu'il était question, lors de cette réunion, de deux plans, à savoir un plan établi par cinq pays membres, sous la direction de M. Catani, ambas-

sadeur d'Italie, et un autre établi par M. Fouchet au nom du gouvernement français. Il est donc tout simplement inexact — et j'aimerais qu'on en finisse avec cette fable, ne serait-ce que dans l'intérêt de la vérité historique — d'affirmer que cinq pays ont été en faveur du plan Fouchet et qu'un autre pays l'a rejeté.

Pour conclure, je dirai tout de même à M. Ribière ma tristesse de constater que l'évolution du gaullisme ne lui permet plus d'aller aussi loin que M. Debré, par exemple — et j'estime que c'est là un excellent gaulliste ; sauf erreur, il est à l'heure actuelle ministre des affaires étrangères de France — ; en mars 1953, M. Debré n'a-t-il pas en effet défendu à cette tribune un plan allant bien au delà de celui que M. Ribière nous a soumis cet après-midi au nom du groupe gaulliste ?

Pour la commission politique, le moment est venu, me semble-t-il, de faire un parallèle entre les différents plans et d'examiner dans quelle mesure il serait possible, peut-être par voie de synthèse, de faire progresser l'unification de l'Europe.

J'abrègerai beaucoup mon exposé concernant le rapport Dehousse. J'estime qu'il est juste, en effet, que le Parlement européen, par le biais de cette résolution, adresse au Conseil une demande en bonne et due forme pour qu'il prenne une décision sur le projet de convention, tel qu'il a été préparé par cette Assemblée.

Je n'exclus d'ailleurs pas la possibilité de voir le Conseil se tirer de cette impasse en arrêtant une décision purement négative. Dans cette hypothèse, le Parlement européen ne pourrait sans doute pas en appeler de cette décision devant la Cour de justice. Pour tenir compte de cette éventualité, je voudrais encore rappeler une autre possibilité que M. Dröschner, lui aussi, a déjà évoquée.

Selon moi, il se pourrait que le texte actuel de l'article 138 du traité C.E.E. nous permette d'organiser des élections au suffrage direct dans les pays membres qui sont disposés à y procéder, pourvu que deux conditions se trouvent remplies. En effet, l'article 138 dispose expressément que les membres du Parlement sont désignés par les Parlements nationaux et en leur sein, puis par l'élection au suffrage universel direct suivant une procédure uniforme. On peut toutefois satisfaire à la première condition en procédant, dans les pays membres qui y seraient disposés, à l'élection nationale au suffrage direct des délégués du Parlement européen, en limitant les candidatures aux seuls membres des Parlements nationaux et en faisant ratifier par ces derniers le résultat de ces élections. Dans ce cas, il devrait être possible d'organiser ces élections partielles européennes ; bien entendu, elles ne seraient pas des élections idéales, mais elles seraient considérées comme une étape sur la voie conduisant aux élec-

Westerterp

tions européennes au suffrage universel direct, comme on l'a dit à juste titre.

Pour ma part, je continue de regretter qu'au moment de la mise au point du traité de Rome, l'article 21 du traité C.E.C.A. ait été modifié sur l'initiative du ministre Martino, car cette possibilité était expressément prévue dans le traité. Il reste que nous ne devrions pas oublier alors que cette modification est intervenue parce que M. Martino a estimé pouvoir ainsi accroître la pression sur le Conseil, en vue d'aboutir à des élections européennes dans les six pays.

Monsieur le Président, j'espère que ce bref débat sur un point aussi important aura une fois de plus contribué à inciter tous les membres de ce Parlement à procéder à de nouvelles consultations et à se demander s'il ne serait pas souhaitable, malgré tout, d'en arriver à des élections européennes au suffrage direct, afin que les ressortissants des pays qui attachent tant de prix à la « participation » puissent eux aussi élire au suffrage direct leurs délégués au Parlement européen. Dussions-nous ne réaliser que ce dernier objectif, ce débat aura été très fructueux ; j'espère pourtant que nous obtiendrons encore d'autres et de meilleurs résultats.

Je tiens enfin à exprimer à M. Dehousse ma vive reconnaissance pour la manière dont il a rédigé et défendu son rapport.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Bersani.

M. Bersani. — (I) Monsieur le Président, chers collègues, je crois vraiment que, par ce débat, notre Parlement accomplit un acte qui témoigne de sa sensibilité politique et du sens de ses responsabilités politiques. Dans nos pays, de par toute l'Europe, le problème de la représentativité politique de nos institutions devient chaque jour davantage un problème fondamental : il s'empare, dirais-je volontiers, de plus en plus de la conscience d'une foule grandissante d'hommes, de femmes, de jeunes, ainsi que chacun de nous peut s'en rendre compte chaque fois qu'il entre en contact dans la Communauté avec de simples citoyens.

Neuf années se sont écoulées, et nous avons à prendre la responsabilité d'une initiative spécifique. Aujourd'hui nous nous trouvons face à une circonstance inédite à laquelle, j'en ai la conviction, il nous faut réfléchir sérieusement. Il se trouve en effet que, d'ici quelques mois, la période transitoire va prendre fin. Or, l'article 138 du traité pose aussi bien le problème de la représentativité en fonction de cette échéance.

Cette échéance signifie pour toute la Communauté,

et par là même pour ses institutions, la fin du caractère transitoire et le début de la phase définitive.

Tous les États membres, lorsqu'ils signèrent le traité de Rome, étaient d'avis que l'actuel statut du Parlement européen était provisoire, et qu'il fallait donc procéder à sa transformation, avant l'expiration de la période transitoire, en un Parlement investi, dans des conditions normales, de la plénitude des pouvoirs qui doivent être les siens.

C'est vous dire que ce n'est pas seulement le fait d'avoir parcouru neuf années qui rend nécessaire notre débat : aujourd'hui, il nous faut, en vertu des responsabilités qui nous sont propres, prendre cette initiative politique. Et aujourd'hui plus que jamais, cette initiative doit intervenir dans les délais prévus par le traité pour que soit enfin réalisée l'une de ses principales finalités.

C'est pourquoi non seulement j'approuve la procédure que nous propose à nouveau notre éminent rapporteur, M. Dehousse, et avec lui M. Deringer et les autres collègues, qui réclament à bon droit que des initiatives spécifiques soient prises pour ce problème, mais je crois qu'arrivés au point où nous sommes, nous devons reconsidérer tout le problème. Notre collègue, M. Dehousse, l'a très bien dit : nous sommes ici pour proposer un premier pas. Ce premier pas n'a de sens qu'autant qu'il en entraînera d'autres et qu'autant que nous le situons dès à présent dans une sorte de dynamique. Il faut une initiative, certes, mais une initiative qui ne vise pas seulement à exécuter des obligations de caractère juridique, mais d'abord et surtout à réaliser l'objectif politique essentiel qui n'est autre que celui de doter notre Parlement d'une parfaite représentativité et de la plénitude de ses droits.

Devant l'évolution intervenue dans tant de domaines de la Communauté, je me demande s'il ne serait pas opportun de charger une commission de réexaminer au plus tôt, en vue de sa mise à jour, le projet de convention de 1960. En tout cas, nous devons pouvoir disposer d'un projet de convention parfaitement accordé aux tout derniers développements.

Dans cette enceinte même, on a soulevé le problème de la suite à donner à tout ce dossier. Notre collègue, M. Bersani, a parlé d'une initiative de caractère populaire (il s'agit de 50 000 signatures recueillies auprès de larges couches de la population italienne) visant à faire promulguer en Italie une loi constitutionnelle sur l'élection au suffrage universel direct des parlementaires européens. Je crois que cette loi ne contrarierait pas l'ordre constitutionnel italien, non plus qu'elle ne s'opposerait à ce que prévoient aujourd'hui nos institutions. Je crois, ou plutôt, j'espère qu'elle pourra avoir une suite et ne restera point un simple geste symbolique, une protestation de foi en certains idéaux dé-

Bersani

terminés, car je tiens, et je suis d'accord en cela avec M. Westerterp, qu'il serait déjà possible aujourd'hui d'élire au suffrage universel direct le nombre de parlementaires que le traité attribue à chacun de nos pays. Il suffirait pour cela d'ajouter leur nombre pour compléter nos Parlements nationaux.

Dans cette perspective, il y aurait lieu de faire en outre la mise à jour de notre règlement, en prévoyant que si des élections au suffrage universel direct de parlementaires européens avaient lieu dans l'un de nos Parlements nationaux, tout en respectant scrupuleusement ce que stipule notre traité, ces collègues seraient autorisés à siéger de plein droit dans notre Parlement.

Je ne veux pas m'étendre davantage là-dessus, car il se fait déjà tard et d'autres débats nous attendent; je crois, il vaut la peine de le souligner, que ce débat ne revêt pas seulement une grande signification politique pour les nouvelles initiatives politiques qu'il nous permet de lancer, mais qu'il est aussi de nature à déclencher en outre, dans ce domaine, de nouvelles réévaluations et de nouvelles actions. Je souhaite donc que nous ne restreignions pas nos efforts au terrain juridique ou à des initiatives limitées, comme nous étions obligés de le faire et l'avons fait jusqu'ici, mais qu'ils constituent réellement le premier moment d'une marche vers ce but auquel reste indissolublement lié l'avenir démocratique de l'Europe.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Rey.

M. Rey, président de la Commission des Communautés européennes. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le rapporteur, M. Dehousse, a bien voulu rappeler, tout à l'heure, ce que j'avais dit ce matin dans le débat général sur ce même sujet. Je crois dès lors inutile d'ajouter un discours à celui que j'ai prononcé. Je tiens à rappeler que la Commission, dans sa déclaration du 1^{er} juillet et encore ce matin, a manifesté sa sympathie sans réserve à l'idée que le Parlement européen soit dorénavant élu au suffrage universel.

M. le Président. — La parole est à M. Dehousse.

M. Dehousse, rapporteur. — Monsieur le Président, je crois que je n'ai pas eu tort de dire dans mon intervention que ce vieux problème de l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct était en train de connaître une nouvelle jeunesse. Je suis impressionné par le grand nombre d'interventions qui se sont produites dans ce débat, et par leur qualité. Nous avons entendu, tour à tour, MM. Boertien, Dröschner, Merchiers, Ribière, Bersani, Romeo, Westerterp et M. Bermani, dont c'était

la première et très constructive intervention dans cette maison et, pour finir, le président Rey.

Permettez-moi d'ajouter à cette satisfaction une excuse; j'ai mentionné tout à l'heure quelques survivants, encore présents dans cet hémicycle, de l'ancien groupe de travail pour les élections européennes. J'ai oublié son jeune et actif secrétaire. Mais à ce moment-là il était encore fonctionnaire du secrétariat du Parlement européen, il n'était pas encore devenu le jeune et brillant député Westerterp que nous connaissons. Qu'il veuille bien accepter mes excuses.

M. le Président, je serai moins sévère que certains orateurs qui m'ont précédé à l'égard de l'intervention de M. Ribière, parce que je trouve qu'il a tout de même effectué un certain nombre de pas dans notre direction et que, dans ce débat si difficile, il a, lui aussi, comme M. Bermani, apporté, et je crois que c'est bien la première fois sur ces bancs, des vues constructives.

Il me permettra cependant de le mettre en garde, si je peux ainsi m'exprimer, à l'égard de deux dangers.

Le premier, c'est le souci du perfectionnisme. Je ne crois pas qu'il puisse entrer dans l'esprit de personne l'ambition d'édifier du jour au lendemain une Europe politique complètement structurée. Il faut nécessairement procéder par étapes.

En second lieu, je crois qu'il ne faut pas trop nous laisser impressionner non plus par les comparaisons avec le droit constitutionnel national. Comme M. Rey l'a dit tout à l'heure, et j'ai été frappé aussi de sa péroraison, nous avons ici entamé une entreprise qui est incontestablement la plus audacieuse de toutes celles qui caractérisent l'histoire de l'humanité dans les relations internationales.

Cette construction, par l'association et dans la paix, d'une organisation d'États unifiés est une chose tout à fait neuve, et je pense qu'il faut résoudre les problèmes qu'elle pose en leur apportant aussi des solutions neuves qui ne soient pas la reproduction, trait pour trait, de ce que nous trouvons dans nos constitutions nationales respectives.

Ce que j'ai trouvé de bon, d'encourageant dans l'intervention de M. Ribière, ce sont deux passages. C'est d'abord celui où il dit que nous devons éviter de verser dans les erreurs du régime d'assemblée. J'en suis tout à fait d'accord.

Nous avons vécu dans nos pays respectifs un certain nombre d'expériences qui sont tout à fait convaincantes à cet égard. Mais, justement, l'assemblée que nous construisons est encore très loin de nous faire courir les risques d'un régime d'assemblée. N'oublions pas que la construction que nous édifions se limite à des domaines bien déterminés, et que c'est uniquement dans ces domaines-là qu'elle

Dehousse

établit des responsabilités. Je crois donc que cette crainte, qui n'est pas sans fondement, est chimérique pour le moment.

D'accord également pour la suggestion concernant une seconde chambre.

La preuve est faite que nous sommes encore en Europe à un stade de développement institutionnel assez primitif, car, jusqu'à présent, on ne s'étonne pas — ou on s'étonne à peine — de ce que les trois Assemblées qui existent, l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, l'Assemblée de l'U.E.O. et le Parlement européen, soient des assemblées composées d'une seule et unique chambre. A un degré de développement plus avancé, il en faudrait une seconde, une chambre qui soit le refuge de la sagesse et que, pour cette raison-là, comme sénateur, j'appellerai un Sénat.

Dans cette chambre, il faudra établir une protection au profit des petits États. Ce sera le moyen d'entrer dans une certaine mesure dans la voie suggérée par M. Ribière et, en même temps, de ne pas courir le risque d'un écrasement des petits États sous des majorités numériques trop fortes émanant des plus puissants. Dans cette chambre aussi — je crois que je suis tout à fait à la mode, encore que je ne fasse aucune allusion à l'actualité — je suis grand partisan de représenter les régions, et notamment celle à laquelle j'appartiens dans mon pays d'origine. Il y a là un débouché, à mon sens extrêmement prometteur, extrêmement intéressant. C'est pourquoi je ne considère pas l'intervention de M. Ribière comme simplement négative : je crois qu'il a apporté certains éléments et que vraiment c'est de la discussion, selon le proverbe, que finira par jaillir un jour la lumière.

De bons juristes, car le renouvellement de la délégation italienne nous a valu l'entrée dans cet hémicycle de juristes qui vont nous fournir une contribution de qualité, ont soulevé le problème de la saisine de la Cour. Je voudrais tout de même bien préciser où nous en sommes exactement.

La résolution qui vous est communiquée vous propose d'adresser au Conseil, — dont on ne peut pas nier tout de même qu'il s'abstient de statuer, comme le dit le traité, — une invitation à agir. A la suite de cette invitation, toutes sortes de choses sont possibles. Je citerai pour mémoire la plus optimiste : le Conseil décide à l'unanimité d'entériner le projet de 1960. Je ne nourris vraiment pas pareille illusion.

Il y a une deuxième hypothèse, c'est que le Conseil persiste dans son attitude négative et oblige le Parlement, dont nous faisons partie, à faire une seconde délibération. Celle-là sera plus grave et beaucoup plus importante que celle qui vous est demandée aujourd'hui. Au cas où le Conseil persisterait donc dans son abstention, il nous faudra décider d'un éventuel recours devant la Cour de justice des Com-

munautés. Mais cela, ce n'est pas le stade actuel et j'ai entendu M. Boertien souhaiter que ce stade nous soit épargné.

Ce que j'imagine comme plus probable et ce que je souhaite pour ma part, c'est que le Conseil se décide enfin à faire ce que le Parlement lui a demandé dès 1961, c'est-à-dire à prendre langue avec nous ou, pour employer encore une fois une formule à la mode, à instituer un dialogue en vue duquel le Parlement, je l'ai dit, avait constitué toute une délégation et qui, en réalité, n'a jamais été entamé.

Je ne sais pas ce qui va arriver, mais je crois que je vous ai mis ainsi clairement devant les diverses hypothèses susceptibles de se présenter.

Monsieur le Président, je vois que le Parlement est saisi d'un amendement de M. Habib-Deloncle. Avec votre permission, après avoir entendu M. Habib-Deloncle, je donnerai l'avis de la commission juridique.

(Applaudissements)

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Nous passons à l'examen de la proposition de résolution.

Sur les deux premiers considérants, je n'ai aucun amendement.

La parole est à M. Habib-Deloncle pour une déclaration de vote.

M. Habib-Deloncle. — Nous nous abstiendrons dans leur vote.

Acte est donné de cette déclaration.

M. le Président. — Je mets les deux premiers considérants aux voix.

Ces textes sont adoptés.

Après le deuxième considérant, je suis saisi d'un amendement de M. Habib-Deloncle, au nom du groupe de l'U.D.E. et dont voici le texte :

« Insérer après le deuxième considérant un considérant nouveau ainsi conçu :

« Souhaitant que ce projet soit modifié pour assurer l'application stricte, au sein de la Communauté, du principe : un homme, un vote. »

La parole est à M. Habib-Deloncle, pour défendre son amendement.

M. Habib-Deloncle. — Avant de mettre en discussion, à proprement parler, mon amendement, je voudrais féliciter le rapporteur de l'habileté et du ton

Habib-Deloncle

conciliant de sa réponse. Il contraste heureusement avec certaines interventions précédentes dont la polémique ne semblait pas absente. Mais je ne suivrai pas M. Westerterp sur ce terrain, puisque c'est lui qui a provoqué les membres de notre groupe, et je resterai dans le sourire qui convient à un débat de ce genre.

Mais l'intervention de M. Westerterp me permettra simplement de dire que, derrière le projet qui nous est soumis, il y a beaucoup d'arrière-pensées constitutionnelles différentes.

La deuxième chambre, telle que M. Dehousse l'a décrite, est très différente de la deuxième chambre telle que la voit M. Westerterp et qui n'est qu'une pâle imitation du Conseil de ministres actuel.

La Commission deviendrait alors ce que dans le vocabulaire on veut depuis très longtemps qu'elle soit, c'est-à-dire l'exécutif. Un exécutif qui procéderait de quoi ? Probablement de la désignation des gouvernements lesquels n'auraient délégué qu'un pouvoir constitutif de deuxième chambre fédérale.

La conception qui doit présider au projet qui nous est soumis, devions-nous la rejeter d'emblée comme absolument irréaliste ? Ce n'est pas en plaquant sur nos vieux États européens des structures qui sont peut-être adaptées au Kansas, au Nevada et au Nebraska, que l'on fera véritablement l'Europe.

Nous voulons autre chose, nous voyons autre chose, et je dois dire qu'en matière de suffrage universel, le pays auquel j'appartiens n'a, je crois, de leçon à recevoir de personne. Il est le seul de toute la Communauté où le chef de l'exécutif soit élu au suffrage universel. Il est le seul où le référendum, c'est-à-dire la décision directe du peuple, soit un moyen fréquent de décision législative et, par conséquent, je pense qu'en ce qui concerne le suffrage universel, nous avons une certaine expérience.

C'est pourquoi je dis tout net que si l'on veut l'élection au suffrage universel du Parlement européen, on sera bien forcé de se pencher sur les deux problèmes évoqués par mon ami Ribière. Le premier est celui de l'interlocuteur valable de ce Parlement, qui ne peut être qu'un exécutif lui-même représentatif de l'opinion européenne. Le second problème est celui des rapports entre cet exécutif et le législatif, c'est-à-dire de la structure même du régime. Car nous voulons éviter un régime qui prenne sa source uniquement dans le Parlement, parce que nous avons trop souffert dans notre pays des excès du régime d'assemblée.

Mais il y a aussi un problème préliminaire qui est posé par l'amendement que je défends au nom des membres de mon groupe. Le traité de Rome a très sagement prévu une sorte de péréquation dans ce Parlement, comme d'ailleurs une péréquation dans le vote au sein du Conseil de ministres. On a donné à tel pays un certain nombre de voix au Conseil de

ministres, et à tel autre un nombre de voix inférieur, mais sans proportion — et cela était bien, je le dis très nettement — sans proportion avec la puissance numérique de ces pays et leur puissance économique. Et l'on a prévu également dans le Parlement une certaine pondération: on a donné au Luxembourg six sièges, à la Belgique et aux Pays-Bas 14 sièges, et aux trois autres pays trente-six sièges. Cela fait qu'il y a six représentants français, pour prendre cet exemple, pour un représentant luxembourgeois. Je le dis en passant, avec toute l'estime et toute l'amitié que j'ai pour ce petit pays qui joue à certains moments un rôle de conciliation tout à fait nécessaire dans notre Communauté...

M. Dehousse. — ...Et dans le Benelux.

M. Habib-Deloncle. — Si l'on en vient au suffrage universel, je constate, pour prendre la France et le Luxembourg comme exemples, que le rapport de population n'est pas de 1 à 6, mais de 1 à 150. Par conséquent, en cas de suffrage universel, si nous gardions la pondération actuelle, un électeur luxembourgeois vaudrait 25 électeurs français. Mais on peut mettre à part le Luxembourg comme étant un fruit de l'Histoire et prendre le Benelux dans son ensemble. Le Benelux dans son ensemble, cela fait environ 23 millions d'habitants, contre 59 millions à l'Allemagne fédérale, 53 à l'Italie, et 50 à la France. Il a actuellement 34 représentants, alors que chacun de ces pays en a 36. Or, les Français ne supporteraient pas de valoir la moitié d'un électeur belge, néerlandais ou luxembourgeois. Alors, je souhaite que l'on choisisse entre le suffrage universel et la pondération et que l'on n'opte pas en même temps pour le suffrage universel et la pondération, car cela me paraît incompatible.

Je m'adresse donc à ce Parlement pour qu'il prenne ses responsabilités. Si vous votez notre amendement, vous montrerez que vous voulez le suffrage universel. Si vous ne votez pas notre amendement, vous montrerez que vous ne le voulez pas, car le suffrage universel n'est pas compatible avec l'inégalité. Tous les principes de la Révolution de 1789, tous les principes qui ont institué le suffrage universel sont contre cette inégalité. Bien sûr, il peut y avoir un minimum, on ne peut pas diviser un représentant en tranches comme un saucisson et nous savons très bien que chacun doit être représenté. Mais la pondération globale ne peut être la même dans un Parlement élu au suffrage universel que dans ce Parlement tel qu'il est.

C'est pourquoi nous déposons notre amendement en souhaitant que le projet que la commission a élaboré soit modifié pour assurer l'application stricte au sein de la Communauté du principe: un homme, un vote.

Nous verrons alors, d'après le vote de cet amendement, si le Parlement est vraiment attaché au principe du suffrage universel.

M. le Président. — La parole est à M. Dehousse.

M. Dehousse, rapporteur. — Monsieur le Président, je fais à l'amendement de M. Habib-Deloncle deux objections. La première, c'est qu'il ouvre l'immense débat sur le fond que j'ai précisément voulu essayer d'éviter. Le problème est infiniment plus compliqué que l'intervention de M. Habib-Deloncle et la mienne peuvent en donner l'impression. C'est un problème extrêmement vaste auquel on peut apporter toutes sortes de solutions, par exemple une limite par le bas, ou une limite par le haut, en ce qui concerne la représentation dévolue à chaque État. Toutes sortes de formules sont possibles. Mais, si nous entrons dans cette voie, c'est le fond que nous allons examiner jusqu'à Dieu sait quand !

Ce que je pense, je l'ai dit d'ailleurs, c'est qu'il faudra revoir notre projet de 1960. Il a fait comme nous : il a vieilli, et à la lumière de l'expérience, beaucoup de modifications sont apparues nécessaires. Par exemple, j'ai rendu grâce un jour à mon vieil ami, M. Santero, de ce qu'il avait eu tout à fait raison de rompre une lance — mais à cette époque-là vainement — pour l'incompatibilité absolue des deux mandats, le national et l'europeen. Quand on pense aux prestations auxquelles nous sommes et serons de plus en plus astreints si l'Europe continue à se développer, il devient inconcevable d'envisager qu'on puisse assumer les deux tâches à la fois.

M. Habib-Deloncle. — C'est le triomphe de l'irréalisme !

M. Dehousse. — Ceci vous montre qu'il faudra revoir le projet, mais pas maintenant, et pas à ce stade-ci qui est simplement procédural.

M. Habib-Deloncle me permettra de lui dire que je ne trouve pas sa rédaction extrêmement heureuse et je m'en excuse.

M. Habib-Deloncle. — Je vous l'accorde.

M. Dehousse. — Il emploie la formule : un homme, un vote.

M. Habib-Deloncle. — J'entends homme dans le sens de « ein Mensch », comme disent les Allemands.

M. Dehousse. — Il paraît que l'on a déjà fait à ce sujet une plaisanterie sur certains bancs féminins. S'agit-il d'un amendement anti-féministe ? Je sais bien que telle n'est pas l'interprétation. Ce qu'il a voulu dire, c'est un être humain, c'est évident. C'est la vieille terminologie des Nations unies : « droit de l'homme », « Human Rights ». Comme disait M^{me} Roosevelt qui présidait jadis la Commission des droits

de l'homme, « homme » c'est un mot qui embrasse les femmes et les enfants.

(Rires)

C'est évidemment dans ce sens-là qu'il faut entendre le mot « homme » tel qu'il est employé dans l'amendement...

M. Habib-Deloncle a bien voulu constater que je fais un effort de conciliation. Je lui demande de ne pas insister pour le moment, convaincu qu'il faudra reprendre le problème, convaincu qu'il faudra reconsidérer la définition que nous avons envisagée dans le projet de 1960. Mais il prend une position préjudicielle et, à mon sens, beaucoup trop absolue pour pouvoir être entérinée par notre Parlement.

Je rappelle que ce que nous voulons demander au Conseil, c'est une décision sur notre projet. Trois hypothèses peuvent se produire : nous verrons à ce moment-là. Et si, comme je le souhaite, un dialogue finit par s'engager avec le Conseil, alors toutes les idées seront les bienvenues et nous essaierons de nous mettre d'accord sur un projet acceptable.

J'ai entendu ce matin, à propos du remarquable — comme toujours — discours de mon ami M. Jean Rey, une réflexion extrêmement pertinente. Quelqu'un m'a dit : on n'en est plus au stade du dogmatisme européen. Manifestement, les idéologies s'affrontent beaucoup moins qu'elles ne le faisaient il y a quelques années encore. Pourquoi ? Parce que nous avons progressé et que nous devons prendre des positions sur des terrains réels et en face de problèmes concrets. Eh bien, par certaines interventions qui se sont produites, et notamment, je le répète, par celle de M. Ribière, je constate que nous progressons, que nous évoluons, non pas à courte échéance, mais à échéance raisonnable, vers un accord. Ne le contrairions pas.

M. le Président. — La parole est à M. Vredeling sur l'amendement.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, M. Habib-Deloncle a dit que celui qui était en faveur d'élections au suffrage universel direct ne pouvait qu'appuyer son amendement. A cette affirmation, j'opposerai cette question : Le principe « un homme, un vote », c'est-à-dire le principe de la représentation proportionnelle, peut-il être appliqué par-delà les frontières tant que nous n'aurons pas de partis européens en Europe ?

En effet, c'est seulement alors que se posera le problème de la présentation des candidats ; c'est alors seulement, ainsi que l'a déclaré M. Habib-Deloncle, que se posera le problème de la répartition des contingents nationaux. Si M. Habib-Deloncle est d'accord avec moi pour dire qu'il faut compléter son amendement par une référence à la constitution de partis européens, je suis prêt à lui donner ma voix.

M. le Président. — La parole est à M. Habib-Deloncle.

M. Habib-Deloncle. — Monsieur le Président, je suis très surpris que M. Vredeling veuille enserrer les électeurs dans le corset de tel ou tel parti : j'ai l'impression que dans son propre pays il y a des partis qui n'ont d'homologues nulle part ailleurs, qui ont des noms pittoresques que nous aimons bien et qui nous font souvenir d'autres temps : les « chrétiens historiques », le « parti antirévolutionnaire » : tout cela nous paraît très sympathique mais que M. Vredeling se rassure, le jour où l'élection du Parlement européen aura lieu au suffrage universel, peut-être ferions-nous aux Pays-Bas une propagande pour les « gaullistes néerlandais » !

(Sourires)

Pour l'instant, ce qui nous paraît important, ce ne sont pas les partis, mais l'électeur. Car en définitive, lorsqu'on parle de suffrage universel, c'est l'électeur qui compte et non pas le droit des partis, et c'est peut-être un des points qui nous séparent d'un certain nombre de membres de cette Assemblée. Pour nous, le suffrage universel n'est pas fait pour les partis, mais pour les électeurs. Cela me paraît capital.

(Applaudissements sur les bancs du groupe U.D.E.)

Alors je dis volontiers à M. Dehousse que j'accepte une rectification de forme pour ne pas être taxé d'antiféministe et qu'au lieu de mettre « un homme, un vote », qui était d'ailleurs une traduction d'une expression étrangère, je veux bien dire : « un électeur, un vote », encore que la Déclaration des droits de l'homme s'applique également aux femmes et même aux enfants. Je modifie volontiers ce mot de mon amendement, mais je maintiens celui-ci. Pourquoi ?

Je le maintiens parce que votre proposition de résolution fait référence à un projet de traité que nous ne pouvons pas accepter tel quel. Par conséquent, c'est dans la mesure où nous-même nous ferons un pas vers la modification de ce projet de traité que nous pourrions, je crois, utilement saisir le Conseil. Nous ne pouvons pas saisir le Conseil de quelque chose qui est périmé et irréaliste.

Alors il y a deux solutions :

Ou bien nous retirons la proposition de résolution, nous élaborons ensemble un projet de traité modifié et nous entamons un débat au fond. Ce serait, à mon avis, la meilleure méthode : nous ferions notre propre « aggiornamento ». Je suivrais volontiers une démarche de cet ordre.

Ou bien, si l'on ne veut pas retirer la proposition de résolution, et si nous voulons un vote aujourd'hui, je dis que nous ne pouvons avaliser un projet de traité dont vous-mêmes reconnaissez qu'il est dépassé par certains côtés. Nous ne pouvons pas demander au Conseil de ministres, sous menace de la Cour de

justice, de se décider sur quelque chose dont nous savons qu'il n'est pas à jour. Il faut à ce moment-là indiquer une direction qui faciliterait les pourparlers avec le Conseil et cette direction, c'est le respect intégral du suffrage universel. Dans ce cas, je maintiens mon amendement en demandant au Parlement de faire œuvre de compréhension.

Et puisque M. Dehousse dit que M. Ribière a fait un pas aujourd'hui, je souhaiterais voir sur d'autres bancs de cette Assemblée un pas fait vers les conceptions qui sont quand même celles d'un gouvernement et d'un parti important du Parlement d'un des grands États de la Communauté, et qui mérite autant que d'autres — pas plus mais pas moins — d'être entendu dans cette enceinte.

M. le Président. — La parole est à M. Boertien.

M. Boertien. — (N) Monsieur le Président, si intéressante que soit la discussion entre M. Vredeling et M. Habib-Deloncle sur les concordances et les incompatibilités éventuelles des convictions gaullistes et des convictions néerlandaises, j'ai l'impression que le problème n'est pas là. Nous étudions ici un rapport de M. Dehousse qui a trait aux articles 138 et 175 du traité.

M. Dehousse a clairement spécifié, dans son rapport aussi bien que dans son exposé, qu'il s'agit ici de considérations juridiques. Nous ne discutons pas aujourd'hui du fond du problème des élections directes en Europe. Or, voilà que M. Habib-Deloncle isole un élément du projet de convention et en fait l'objet d'un vœu qu'il insère dans la résolution sous la forme d'un nouveau considérant. On pourrait ainsi découvrir dans cette convention des dizaines d'autres sujets de vœux et les incorporer aux considérants. Mais ce serait contraire au caractère de la résolution et du rapport. Je suis contre cette façon d'agir. Je demande à M. Habib-Deloncle de respecter le caractère du rapport et de retirer son amendement. Ce n'est pas là, aujourd'hui, le problème à l'ordre du jour.

M. le Président. — Je crois, Monsieur Boertien, que M. Habib-Deloncle vous a répondu par avance. Au surplus, il est possible, dans tous les débats, de présenter des amendements aux propositions de résolution.

La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, la présentation de l'amendement a soudain soulevé une discussion sur un point intéressant, voilà la difficulté. Au fond, je n'aurais pas le droit de reprendre la parole une deuxième fois, mais comme le sujet m'intéresse particulièrement, je voudrais, avec votre accord, dire à M. Habib-Deloncle qu'il n'a pas répondu à ma question. Il a dit, en somme, que si on en

Vredeling

arrive là, il faudra aussi constituer un parti gaulliste aux Pays-Bas. Mais allez-y, Monsieur Habib-Deloncle ! C'est votre droit le plus strict. Allez-y ! Tentez votre chance. Je vous souhaite beaucoup de succès. Mais vous devrez alors nous donner, à nous aussi, loyalement la chance d'agir de même en France. Or, j'ai l'impression qu'à la première tentative, je me ferais expulser comme étranger indésirable.

Vous venez de parler de la situation aux Pays-Bas, Monsieur Habib-Deloncle, et vous avez fait état de dénominations pittoresques. Eh bien, il y a dans cette Assemblée des représentants de ces partis aux noms pittoresques. Ils font partie du groupe démocrate-chrétien. Il existe, aux Pays-Bas, au niveau des conseils municipaux par exemple, un nombre bien plus grand encore de ces appellations plaisantes et pittoresques. Mais au niveau européen, nous unissons nos efforts. C'est cela qu'il faut retenir, Monsieur le Président. Au niveau européen, nous travaillons ensemble, au sein de groupes politiques, par-delà les frontières ! Et cela, j'ai déjà eu l'occasion de le dire, c'est quelque chose que vous, Monsieur Habib-Deloncle, ne pouvez pas nous interdire. C'est là un privilège que vous ne connaissez pas. Je ne manquerai pas une occasion de vous le rappeler. Cet avantage-là, vous ne l'avez pas.

M. le Président. — La parole est à M. Radoux. Ensuite, et je fais appel à la sagesse de l'Assemblée, nous pourrions, je pense, passer au vote pour que le débat ne s'éternise pas.

M. Radoux. — Monsieur le Président, je n'avais vraiment pas l'intention de prendre la parole, mais M. Dehousse a raison quand il dit qu'il ne faut pas intervenir sur le fond et se prononcer sur la proposition qu'il a faite.

Je regrette un peu l'amendement de M. Habib-Deloncle parce qu'enfin la proposition de résolution porte bien sur l'élection au suffrage universel.

Lorsque nous votons, dans chacun de nos États, il ne serait pas vrai de soutenir qu'un homme ou une femme, par exemple au Luxembourg ou en Allemagne, représente le même nombre de voix.

Dans l'état actuel des choses, nous nous en tenons donc au principe du suffrage universel, mais je ne peux pas, même dans le Benelux, soutenir que lorsque je suis élu, je représente le même nombre d'électeurs, hommes et femmes, que si j'étais Hollandais ou Luxembourgeois.

Par conséquent, ce que je vous demande aujourd'hui, Mesdames, Messieurs, c'est de ne pas entrer dans le fond des choses, c'est d'accepter le principe du suffrage universel. Comme M. Dehousse l'a très bien dit, il y a des modifications à apporter au projet de 1960. C'est précisément là l'objet d'un autre débat.

Je me réjouissais de ce que l'on puisse accepter la

proposition aujourd'hui présentée par M. Dehousse puisque vous-même, Monsieur Habib-Deloncle, au cours d'une réunion récente de la commission politique de ce Parlement, vous nous avez annoncé, et je m'en félicite, que dans le courant du mois de mai, nous aurons un débat politique au cours duquel nous pourrions très bien reprendre la question.

Je vous demande aujourd'hui de retirer votre amendement parce que, non seulement vous allez au fond des choses, mais parce qu'il est inexact de dire que dans nos pays, précisément parce qu'ils représentent ce qu'ils représentent, et parce que votre pays représente ce qu'il représente, nous avons la même proportion des voix lorsqu'il y a un vote.

Par conséquent, nous devons trouver — et je reprends votre cas de tout à l'heure parce que nous ne sommes pas dans une autre région du monde — des formules tout à fait particulières et spéciales.

Depuis longtemps déjà, dans mes conversations, je ne parle ni d'Europe fédérale, ni d'Europe confédérale, mais l'Europe communautaire, parce que c'est quelque chose de spécial, de spécifique à l'Europe et je crois que c'est ce que veut votre groupe.

M. le Président. — Merci, Monsieur Radoux, mais je pense que l'appel que vous lancez à M. Habib-Deloncle ne le fait pas changer d'avis.

Maintenez-vous votre amendement, Monsieur Habib-Deloncle ?

M. Habib-Deloncle. — Monsieur le Président, je maintiens mon amendement : Nous sommes bien sur les principes puisqu'on nous parle d'un projet de traité et qu'on le vise dans la proposition de résolution. Si M. Dehousse veut retirer la référence à ce projet et parler simplement du principe, nous verrons bien. Pour l'instant, la proposition de résolution qui nous est soumise vise un certain projet de traité. Nous disons que nous ne l'acceptons pas tel quel, au nom précisément du suffrage universel.

M. Radoux a raison de dire que dans nos Parlements nationaux nous ne représentons pas, les uns et les autres, le même nombre d'électeurs. Nous ne souhaitons pas qu'il en soit ainsi au cas où le Parlement européen serait élu au suffrage universel. Nous acceptons la pondération dans un Parlement qui représente lui-même les Parlements nationaux ; nous ne l'acceptons pas au sein d'un Parlement élu au suffrage universel où tous les citoyens européens doivent peser le même poids.

Cela me paraît être l'application stricte du suffrage universel et remet le Parlement devant ses responsabilités. Il s'agit uniquement de prendre position sur le principe de l'égalité des citoyens de l'Europe devant le suffrage universel. C'est ce principe qui est aujourd'hui en cause.

Si notre amendement n'est pas adopté, nous comprendrons que certains veuillent à la fois le suffrage

Habib-Deloncle

universel et la pondération, et je dis à l'avance que cela, nous ne l'accepterons jamais.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets l'amendement aux voix.

L'amendement est rejeté.

Je mets aux voix les deux derniers alinéas de la proposition de résolution.

Ces textes sont adoptés. Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (*).

11. — Règlement concernant la fixation des prix de certains produits agricoles et des mesures à moyen terme pour différents marchés agricoles

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du deuxième rapport intérimaire de M. Lückner, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant la fixation des prix pour certains produits agricoles (doc. 194/68 - partie E) et les mesures à moyen terme pour différents marchés agricoles (doc. 194/68 - partie C) (doc. 227).

La parole est à M. Lückner.

M. Lückner, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, je vous prie de m'excuser si j'étais absent de l'hémicycle pendant quelques instants. Étant donné les conditions dans lesquelles le rapport de la commission de l'agriculture paraît devoir être discuté, j'ai cru opportun, en prévision du débat de notre Parlement, d'élucider encore une question avec le président de notre commission. Je vois que ce dernier n'est pas encore dans la salle, mais il ne tardera sûrement pas à nous rejoindre.

Monsieur le Président, ce n'est pas un parlementaire, mais un Homère qu'il faudrait être pour pouvoir célébrer, comme il convient, l'odyssée de ce rapport. Loin de moi l'idée, toutefois, de supposer qu'il est sur le point d'aborder au havre qui le sauvera par une adoption ou même un rejet.

Ce rapport, Monsieur le Président, n'est que l'aboutissement, sur le plan parlementaire, de la résolution que nous avons adoptée en février à la session spéciale qui s'est tenue à Luxembourg. Cette résolution visait à proroger d'un an les prix fixés pour les céréales, le riz, le sucre, ainsi que pour les huiles végétales et les matières grasses, car, dans ces secteurs, les semailles étaient déjà faites ou étaient en cours,

et les contrats de mise en culture et de fourniture de betteraves sucrières déjà conclus.

A Luxembourg, nous avons prévu d'étudier, au cours de la session de Strasbourg, les problèmes relatifs au lait et aux produits laitiers, à la taxe sur les huiles et les matières grasses d'origine végétale et animale ainsi que les problèmes concernant la viande de bœuf et la viande de veau. Nous avons pris un engagement, d'ailleurs non officiel, et nous avons estimé, à la commission de l'agriculture, nécessaire d'émettre un avis à cette session, lors d'une discussion avec la Commission, avec le vice-président Mansholt, en ce qui concerne le lait et les produits laitiers, secteurs pressés par des problèmes particulièrement urgents, afin que, pour sa part, le Conseil de ministres puisse prendre ses responsabilités et arrêter des décisions avant le 1^{er} avril, c'est-à-dire avant le début de la nouvelle campagne laitière. Tel était notre dessein.

J'observe tout de suite, Monsieur le Président, que dans le bref laps de temps qui nous a été imparti, il nous a été extrêmement difficile de dégager une conception qui s'écarte nettement de la réglementation appliquée jusqu'ici et permette néanmoins d'offrir à ces marchés des perspectives valables pour l'avenir. Je trouve à propos de rappeler que pour aucun marché de la Communauté, les difficultés n'ont été aussi grandes et aussi impérieuses que pour le marché du lait et des produits laitiers et que, d'après les données de la Commission, qui ne sont récusées par personne, les stocks de beurre s'élevaient au 1^{er} avril de cette année à 300 000 tonnes. A la même époque, nous avions des stocks de lait écrémé en poudre de l'ordre de 250 000 à 300 000 tonnes. Les stocks de ces deux produits ont tendance — et cela non plus n'est pas contesté — à croître de manière absolument excessive. Il est à craindre qu'ils n'atteignent dans un an 500 000 tonnes pour ces deux produits.

Je n'entrerai pas dans le détail et vous ferai grâce d'autres chiffres, car ce serait réellement trop fastidieux pour vous. Si ces stocks continuaient à croître, nous pouvons nous attendre à ce que la politique laitière que nous avons appliquée jusqu'ici s'effondre durant cette année même — je le dis très brutalement — ne serait-ce que parce que la capacité de stockage serait dépassée pour le beurre et le lait écrémé en poudre. Aussi nous sommes-nous tous rendu compte en commission qu'il fallait agir, afin que l'on puisse prendre au début de la nouvelle année laitière, c'est-à-dire le 1^{er} avril, des mesures extraordinaires en vue de freiner l'expansion des stocks et revenir à moyen terme à un marché ouvert et équilibré.

Je comprends la situation et je tiens à déclarer expressément que la mise en œuvre d'une politique qui s'assigne pareil objectif est très délicate et que le temps ne permet peut-être pas de discuter à fond des problèmes de manière à élaborer une proposition

(*) J.O. n° C 41 du 1^{er} avril 1969, p. 14.

Liécker

mieux fondée dans l'intérêt de la Communauté. Je me permets d'ailleurs de vous signaler que la commission a adopté la présente proposition à la faible majorité de dix voix contre neuf. Je fais remarquer en outre que 36 amendements ont été présentés ou vont l'être. Ils montrent à l'évidence combien les conceptions divergent sur l'appréciation du problème et les conclusions à en tirer sous l'angle de la politique qui s'impose.

Comment ne pas tomber de Charybde en Scylla ? La Commission avait proposé de ne pas modifier le prix indicatif fixé pour les producteurs. Je crois bon de rappeler qu'à la session spéciale de Luxembourg, le Parlement avait lui-même approuvé la proposition de l'exécutif et que la commission de l'agriculture constate à nouveau aujourd'hui dans sa proposition de résolution que nous avons suivi à cet égard la dite proposition de l'exécutif. En clair, cela signifie donc que l'on ne modifiera en rien les revenus des producteurs. Mais les opinions divergent jusqu'à la contradiction au sujet des moyens, des méthodes et des mesures à adopter pour atteindre cet objectif. Voici les deux thèses extrêmes qui s'affrontent à cet égard.

Il y a d'une part la proposition de la Commission que nous connaissons. Pour réaliser cet objectif, la proposition de la Commission envisage d'abaisser le prix du beurre de 36 %, ce qui permettrait d'assurer un surplus d'écoulement de 15 %. Nous en avons parlé en commission et, aujourd'hui, en séance plénière, nous aurons à étudier une proposition qui peut être qualifiée d'extrême : elle vise à proroger tout simplement pour un an ou une période déterminée l'actuelle réglementation afin que l'on définisse, dans l'intervalle, une nouvelle politique laitière et trouve quelque autre moyen que celui proposé par la Commission.

Le rapporteur a proposé en commission de suivre une procédure à titre d'essai, de dégager une conception qui n'influe pas sur la structure du marché aussi brutalement que la proposition de la Commission, mais aille dans la direction de sa proposition. Il entend ainsi contribuer, par une baisse du prix d'intervention du beurre, à en accroître d'autant la vente. Cette solution a trouvé, comme je l'ai dit, une faible majorité en faveur de la proposition de résolution de la commission de l'agriculture. Cela veut dire que nous avons à lier la baisse des recettes provenant de l'utilisation des matières grasses du lait et l'augmentation des recettes provenant des protéines de ce produit, parce qu'on ne peut porter atteinte aux revenus que le producteur tire du lait. En d'autres termes, cela veut dire que les recettes provenant de l'utilisation des protéines du lait doivent connaître une augmentation proportionnelle à la diminution des recettes provenant des matières grasses du lait.

C'est la première option que l'on avait à faire. La proposition de l'exécutif n'a pas, je le répète, re-

cueilli la majorité au sein de la commission de l'agriculture, parce qu'elle apparaissait trop brutale dans ses effets. La commission s'est décidée à une faible majorité à abaisser le prix du beurre non de 2,50 DM, comme l'exécutif le propose, mais seulement de 1 DM, soit de 14 %, alors que la proposition de l'exécutif prévoit 36 %. La majorité des membres de la commission qui a appuyé cette proposition est partie de la conviction qu'avec une baisse de 14 % on obtiendrait l'accroissement d'écoulement qui est nécessaire pour réduire, au bout d'un certain temps, les stocks de beurre et réaliser l'équilibre des marchés en cause. Mais, comme je l'ai dit, les débats d'aujourd'hui montreront à nouveau que les avis à ce sujet sont fort controversés et très différents.

Pour le deuxième groupe de mesures, Monsieur le Président, on est parti de l'idée qu'il n'est pas possible, à l'aide des seules mesures proposées, de rétablir un équilibre entre la production et les possibilités d'écoulement. Dans cet ordre d'idées, la Commission a proposé de verser une prime pour l'abatage de vaches laitières et en même temps une prime pour l'engraissement, afin que nous imprimions, pour la constitution du cheptel, une nouvelle orientation à la répartition de la production entre lait et viande. Cette formule a été lancée il y a des années par notre Parlement et reconnue juste.

La Commission avait proposé une prime d'abatage de 300 u.c. par vache abattue à la condition — je ne citerai que la plus importante — que l'ensemble du cheptel laitier soit abattu et que l'on renonce définitivement à la production laitière. La commission de l'agriculture a repris cette idée dans son rapport en proposant d'augmenter le nombre des vaches laitières à abattre et en même temps de réduire la prime d'abatage par vache abattue de 300 à 225 u.c.

Dans la question de la prime d'engraissement, la commission a suivi, dans sa majorité, la proposition de l'exécutif et a pratiquement repris sans modification la prime proposée par lui. L'objectif de cette mesure doit être et est d'orienter plus fortement la production vers la production de viande bovine. En ce domaine, nous avons encore à satisfaire de grands besoins sur notre marché, ainsi que nous pouvons le déduire des importations qui se chiffrent à 600 000 tonnes par an. En outre, la prime d'engraissement proposée permettrait d'améliorer l'offre de viande de bœuf de haute qualité.

Par ailleurs, en ce qui concerne le lait, l'abatage du cheptel laitier pourrait freiner ou même arrêter la constitution de ce cheptel.

Je tiens à faire remarquer que l'exécutif tout comme la commission de l'agriculture n'ont prévu tout d'abord cette mesure que pour deux ans, pour la remplacer ensuite par des mesures d'ordre structurel dont fait état le mémorandum de la Commission et au sujet desquelles nous serons appelés à émettre ultérieurement un avis.

Lücker

Le troisième groupe de mesures concerne une taxe frappant les matières grasses d'origine végétale et animale. Cette proposition de la Commission n'a été et n'est pas pour nous, au Parlement, quelque chose de bien nouveau. Je crois devoir rappeler que notre Parlement a déjà adopté, le 22 mars 1968, une résolution dans laquelle nous nous sommes déjà prononcés à une forte majorité pour une taxe sur les matières grasses d'origine végétale et animale d'un montant de 0,10 u.c. par kg. Nous rappelons cette décision dans le rapport et la faisons nôtre derechef.

Une question se pose encore à cet égard : suivant la proposition de la Commission, faut-il prévoir également que la taxe aura pour effet d'accroître les coûts des tourteaux, des tourteaux de soja et de la farine de poisson qui sont utilisés dans l'alimentation des animaux ?

L'exécutif avait proposé d'envisager en l'occurrence une hausse d'environ 12 pfennig par kg.

La commission de l'agriculture a rejeté cette proposition à une forte majorité, essentiellement pour la raison que cette hausse n'aurait aucune influence sur le cours ultérieur de la production laitière, mais provoquerait une certaine hausse des coûts de production, qui remettrait en cause la rentabilité déjà très limitée de la production. C'est pour cette raison que notre commission a rejeté cette proposition.

Reste le dernier groupe de mesures qui concerne la fixation du prix d'orientation pour les gros bovins et les veaux. Je ne puis et ne veux étudier ici que le prix d'orientation pour les gros bovins. A ce sujet, la commission de l'agriculture a repris son avis antérieur selon lequel le prix d'orientation devait être ramené à 280 DM, soit 70 u.c. par 100 kg vif pour les gros bovins. C'est là une conception et un avis que notre Parlement a déjà adoptés précédemment et que nous ne faisons donc que rappeler et confirmer.

Monsieur le Président, tels sont, pour ainsi dire, les points essentiels de la proposition de la Commission et du rapport de la commission de l'agriculture.

Je viens de souligner que nous nous trouvons à la veille d'une décision à prendre, une décision rarement aussi grave du fait que, dans le secteur laitier, nous avons ces stocks énormes et que la responsabilité nous revient de mettre en vigueur des mesures aptes à rétablir l'équilibre des marchés en question. Mais cela signifie aussi que nous n'avons aucun temps à perdre — c'est de ce principe qu'est partie la commission de l'agriculture — et qu'au 1^{er} avril de cette année, des mesures appropriées devraient être instaurées. La difficulté vient du fait qu'en ce qui concerne l'appréciation de toutes les mesures proposées, quelle qu'en soit la nature, les opinions ne sont pas concordantes. La preuve en est que dans la résolution, en particulier dans l'exposé des motifs, la

Commission est invitée à présenter avant le mois de juin de cette année, aux ministres et au Parlement, un rapport dans lequel elle étudiera les possibilités d'instauration et d'application d'un système de quotas pour les livraisons de lait aux laiteries.

Des systèmes de ce genre fonctionnent dans certains pays. On pourrait même songer à inclure dans cette étude un système d'assujettissement à licence pour l'élevage de vaches laitières dans les exploitations agricoles. Cette question, elle aussi, a été débattue en commission. Il n'est pas besoin de l'approfondir aujourd'hui, si nous choisissons une procédure consistant à inviter la Commission à présenter un rapport détaillé sur ces possibilités, qui nous fournirait ainsi de bonnes bases de discussion du problème.

Parce que l'on y a fait plus ou moins allusion en cette enceinte, je dois attirer l'attention, Monsieur le Président, sur un fait : personne de nous ne croit ou n'est convaincu qu'il détient la clé de la solution des problèmes. Dans les discussions qui ont eu lieu avec le vice-président Mansholt au sein de la commission de l'agriculture — je crois ne pas être indiscret en le disant — nous n'avons pu nous défendre de l'impression que M. Mansholt lui-même assortissait de points d'interrogation la mesure qu'il propose. Personne n'est à même de garantir que ce qui a été proposé apportera nécessairement l'indispensable succès escompté. A coup sûr, on doit examiner toutes les propositions qui tendent à résoudre le problème laitier. C'est pour cette raison que nous avons établi un rapport qui aborde le problème, pour ainsi dire, en deux étapes.

Premièrement, il importe de faire en sorte que quelque chose intervienne, le 1^{er} avril de cette année, pour contrecarrer la tendance au déséquilibre qui va croissant sur nos marchés, et en même temps considérer en une seconde étape, suivant le résultat des mesures à instaurer au 1^{er} avril, s'il ne faut pas envisager d'autres solutions, serait-ce un changement du système de notre politique laitière.

Le raisonnement que nous faisons est le suivant : le 1^{er} avril de cette année est à tenir pour une échéance que l'on ne peut laisser passer sans la mettre à profit. Il faut donc, d'ici là, que des mesures soient prises pour créer un équilibre plus stable. Dans une deuxième étape, en une seconde phase de la discussion, il faut examiner s'il y a lieu de modifier le système actuel, voire de le remplacer par un autre. C'est dire que nous ne pouvons pas, pour le moment, changer ce système et que les propositions de l'exécutif ainsi que le rapport de la commission de l'agriculture prennent appui sur la réglementation présentement en vigueur, sur le règlement en vigueur dans le secteur du lait et des produits laitiers et dans le secteur du bœuf et du veau.

Le règlement actuel de la Communauté offre une base et un cadre pour les mesures proposées par la

Lücker

Commission, comme aussi pour les propositions modifiées et les mesures proposées par la commission de l'agriculture.

Persuadons-nous que l'on ne doit pas laisser expirer l'échéance du 1^{er} avril de cette année sans l'exploiter, si l'on veut mettre en vigueur une nouvelle loi dans le secteur de la politique laitière. Tel est le dilemme qui nous enserme et dans lequel, comme je l'ai dit, nous devons concevoir ces deux étapes : commencer par prendre des mesures sévères le 1^{er} avril pour rétablir progressivement l'équilibre du marché, ensuite nous réserver d'examiner à la lumière des résultats obtenus par ces mesures si nous devons, oui ou non, changer notre politique laitière. Je vous ai montré que cela était possible.

Si nous parvenions à ce résultat, cela impliquerait que la législation actuelle — le règlement n° 834 — doit être modifié. Voilà le dilemme juridique où nous sommes présentement enfermés.

Il y a encore un troisième élément : les divergences d'appréciation du résultat obtenu par telle ou telle mesure. Le grand nombre d'amendements à ce rapport, qui ont déjà fait l'objet de discussions passionnées et très serrées au sein de la commission de l'agriculture et qui y ont recueilli une majorité tout juste acceptable, montrent combien le problème est extraordinairement ardu, et combien est grand le sens des responsabilités de tous ceux qui s'ingénient à trouver la meilleure solution et qui, tout en étant d'accord sur l'objectif : réaliser un meilleur équilibre sur le marché du lait et des produits laitiers, savent qu'il importe avant tout de s'aviser des moyens les meilleurs et les plus efficaces pour y parvenir.

(Applaudissements)

PRÉSIDENCE DE M. METZGER

Vice-président

M. le Président. — La parole est à M. Kriedemann.

M. Kriedemann, rapporteur pour avis de la commission des relations économiques extérieures. — La commission des relations économiques extérieures est, elle aussi, aux prises avec des difficultés de délais, difficultés dont le rapporteur de la commission de l'agriculture nous a déjà entretenus. C'est la raison pour laquelle — et vous m'en voyez désolé — vous ne recevrez cet avis de la commission des relations économiques extérieures qu'au courant de la discussion. Il s'agit toutefois d'un document d'un assez faible volume, de sorte qu'il vous sera certainement possible de prendre encore connaissance de son contenu.

La commission saisie pour avis s'est limitée, étant donné l'étendue des problèmes que le rapport de

M. Lücker met aujourd'hui en discussion, au point qui l'intéresse directement et qui relève de sa compétence, à savoir la proposition de la Commission de prélever une taxe sur les matières grasses d'origine végétale. Je ne rappellerai pas les raisons de ce prélèvement. Il est certain, quoi qu'il en soit, que les importations de ces matières grasses d'origine végétale dépassant largement notre production, une telle taxe a des incidences sur le plan de la politique commerciale. C'est pourquoi la commission des relations économiques extérieures a pensé qu'il était de son devoir d'attirer votre attention sur le fait que des décisions pourraient être prises ou des mesures dès à présent envisagées dont il est nécessaire de connaître exactement les répercussions sur le plan de la politique commerciale.

La commission des relations économiques extérieures ne peut examiner que ce que la Commission déclare à ce sujet dans sa proposition. Elle ne présente pas de proposition de règlement sur ce point, mais affirme simplement d'une façon très générale la nécessité d'introduire une telle taxe, une marge d'action relativement large étant laissée en ce qui concerne le montant de cette taxe suivant les différents produits. S'agissant seulement d'un projet de règlement, il est également impossible de dire dès à présent quelles en seront les répercussions sur le commerce extérieur. Mais qu'il y aura de telles répercussions, cela est hors de doute, tout comme il ressort clairement de la proposition de la Commission que des compensations financières devront être accordées pour neutraliser ces effets, par exemple, aux pays associés.

Bien entendu, il existe un certain lien entre les matières grasses d'origine animale et les matières grasses d'origine végétale. La commission des relations économiques extérieures estime toutefois qu'il faut examiner très soigneusement s'il est bon de tirer de cette relation indéniable les conséquences que la Commission semble avoir à l'esprit et qui dépassent maintenant largement ce qui avait été précédemment discuté et même décidé, sans qu'on soit passé dans l'intervalle à une quelconque exécution.

Pour l'instant, je n'aurai garde de rappeler à l'Assemblée — vous savez parfaitement dans quelle situation nous nous trouvons et M. Lücker vous a donné le nombre des amendements qui ont été présentés — les multiples raisons qui justifient l'adoption ou le rejet de ce système. Vous trouverez cela de façon beaucoup plus simple résumé dans l'avis de la commission des relations économiques extérieures. Mais nous croyons devoir souligner qu'une telle mesure aura des incidences sur le plan de la politique commerciale et des conséquences pour les pays dont le développement économique est lié à l'exportation de ces produits. Il nous est encore impossible de mesurer l'ampleur de ces répercussions, même si, comme le propose la commission de l'agriculture, ces mesures de la Commission sont

Kriedemann

pour ainsi dire réduites de moitié et que l'on exempt de la taxe les matières grasses destinées à l'alimentation des animaux, qui ne doit frapper que les matières grasses d'origine végétale destinées à l'alimentation humaine. Il se peut que l'application de ce système ait pour effet de diminuer les charges, mais le principe demeure. Il ne s'agit pas seulement, en l'occurrence, d'une question de quantité mais également, de l'avis de la commission des relations économiques extérieures, d'une question de principe. La situation est parfaitement claire : Nous avons affaire à des excédents et nous essayons — suivant les conceptions de la Commission — de venir à bout de cette calamité à la fois douloureuse et pénible et surtout très onéreuse, en mettant un frein à l'importation d'autres produits. Que la mise en place de ces barrières aura des conséquences pour nos partenaires commerciaux, cela tombe sous le sens, tout comme il apparaît clairement que notre commerce extérieur en subira les effets.

Pour bien faire comprendre ce qui, à son avis, est indispensable, la commission des relations économiques extérieures propose de supprimer le paragraphe 10 de la proposition de résolution que M. Lückner présente au nom de la commission de l'agriculture, c'est-à-dire de taxer les matières grasses d'origine végétale, peu importe qu'elles soient produites dans la Communauté ou importées.

J'en resterai là pour l'instant, Monsieur le Président, me réservant de revenir sur cette question si l'occasion devait s'en présenter au cours de l'examen des amendements ou au cours de la discussion.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Cointat.

M. Cointat, rapporteur pour avis de la commission des finances et des budgets. — Monsieur le Président, notre excellent collègue, M. Lückner, a rappelé tout à l'heure l'objet de nos travaux. Il a rappelé également que le 21 février, le Parlement européen avait commencé à prendre position sur certains prix agricoles.

Dissociant très nettement le problème de la fixation des prix de celui de la politique des prix, il en a profité pour effleurer l'ensemble de la politique agricole à court, moyen et long terme et pour laquelle la Commission exécutive a eu le grand mérite de proposer des solutions percutantes, souvent brutales, parfois choquantes, mais qui n'en constituent pas moins une prise de conscience réaliste et courageuse. Comment, en effet, ne pas être inquiet devant des dépenses galopantes qui, l'année prochaine, s'élèveront, pour la seule section garantie du F.E.O.G.A., à plus de 2 milliards et demi d'u.c. ? Comment ne pas être inquiet quand on constate que, déjà en 1967, les six États membres, dans leurs budgets, ont consacré à l'agriculture près de 5 milliards d'u.c., c'est-à-dire deux fois et demi plus qu'en 1960 ?

Ces interventions, tant nationales que communautaires, atteignent approximativement 25 % du produit national brut en agriculture, ce qui est considérable.

Comment enfin ne pas être inquiet quand on s'aperçoit que les sommes octroyées à l'agriculture représentent dans notre Communauté environ 830 u.c. par exploitation et par an et 75 u.c. par hectare cultivé et par an.

Pour l'année 1969, le seul soutien communautaire des marchés, c'est-à-dire le F.E.O.G.A., section garantie, se montera à quelque 400 u.c. par exploitation et par an ? Or, devant un tel effort financier, quel n'est pas l'étonnement de constater que le revenu agricole sur le plan global ne progresse guère et même se dégrade dans certaines régions, car dans la plupart des pays de la Communauté, le revenu agricole moyen n'est que des deux tiers du revenu individuel moyen. Non seulement je comprends les réserves, les réticences, voire les critiques de ceux qui sont étrangers au monde rural, mais moi-même, et parce que l'agriculture me passionne et parce que je veux défendre et les agriculteurs et aussi la Communauté économique européenne, je suis conduit à dire que cette situation, qui ne satisfait pas les hommes de la terre et qui ne satisfait pas non plus les hommes de la ville, doit être rapidement réexaminée et que des solutions fondamentales doivent être définies et décidées.

Je considère que la délicate question des charges financières de la Communauté ne pourra être harmonieusement résolue dans le cadre d'une responsabilité commune, base fondamentale d'un marché unifié, que si une politique agricole moderne, bien orientée et correctement adaptée aux besoins du marché, est raisonnablement établie.

Lors de nos dernières discussions, je me suis permis de dire que j'espérais voir le Parlement européen définir une attitude dynamique et courageuse. Je le répète aujourd'hui. La Commission exécutive, par un memorandum peut-être un peu trop volumineux, a posé le problème et proposé un objectif. Il s'agit de savoir si nous devons, dans notre concert à six, maintenir une « agriculture de mendiants » ou si, au contraire, nous devons permettre à l'agriculture de s'épanouir et de devenir un secteur économique digne de siéger à parité avec les autres secteurs économiques de la Communauté. Je pense que nous devons répondre affirmativement en faveur de cette deuxième option. Nous ne serons probablement pas d'accord avec la commission exécutive sur les modalités d'application, mais je me permettrai de dire à M. le président Mansholt : en réalité, peu importe ! L'essentiel est que nous ayons la volonté d'aboutir à des solutions concrètes et efficaces. C'est ce à quoi, très amicalement, je me permets de vous convier.

La commission des finances a examiné les propositions de prix concernant la viande bovine et les

Cointat

produits laitiers. Elle a mesuré les conséquences financières qui en découlent et a soupesé les inconvénients et les avantages que l'on pouvait en attendre, tant du point de vue des producteurs que de celui des consommateurs.

Très brièvement, je vais essayer d'analyser les résultats de ses travaux. Commençons, si vous le voulez bien, par le prix de la viande. Le taux d'autoapprovisionnement de la Communauté, en viande bovine, oscille entre 85 et 90 % suivant le cycle septennal de la production. Cette production déficitaire mérite donc d'être encouragée.

Il est d'ailleurs intéressant de noter que le chiffre d'affaires concernant les viandes correspond au tiers du chiffre d'affaires agricole, alors que ce secteur ne reçoit que 4,2 % des subventions accordées à l'agriculture. Or, le rapport des prix entre eux désavantage la viande bovine par rapport aux productions végétales et, même à l'intérieur des productions animales, la politique actuelle des prix défavorise la production de viande par rapport au lait, si l'on en croit une loi qui est chère à mon excellent collègue et ami, M. Ribière, et qu'on appelle la formule de Mettendorf-Malassis. Cette formule voudrait un coefficient supérieur à 7 entre les prix du lait et de la viande de bœuf pour avantager cette dernière spéculation. Cela signifie que le prix d'orientation de la viande bovine devrait être au moins de 730 u.c. par tonne au lieu de 680.

Mais la commission des finances a pensé qu'une brusque augmentation de 8 % pourrait avoir des répercussions défavorables sur la consommation et a estimé, se rangeant à l'avis de la commission de l'agriculture, qu'un prix de 700 u.c., soit plus de 3 %, serait un premier pas suffisant dans la voie de l'harmonisation des prix entre eux. Elle a suggéré également qu'il y ait une même augmentation pour le prix de la viande de veau.

Cette augmentation n'entraînera pratiquement pas de dépenses nouvelles pour le F.E.O.G.A. Par contre, on peut s'attendre à des recettes supplémentaires provenant de prélèvements plus élevés sur les importations en provenance de pays tiers. Ces recettes peuvent être évaluées à 20 millions d'u.c.

Passons maintenant à l'examen des produits laitiers. Ce secteur est l'enfant prodigue du F.E.O.G.A. Si l'on suit les propositions de la Commission, les dépenses en 1969-1970 pour le lait s'élèveront à 1 204 millions d'u.c., soit 48 % de la section garantie.

Mais je le dis une fois de plus, nous produisons trop de beurre et trop de poudre de lait écrémé, mais nous ne produisons pas forcément trop de lait. Nous nous trouvons devant ce que l'on a appelé « une montagne de beurre ». Les taux d'autoapprovisionnement sont significatifs à cet égard : 104 % pour le beurre, 115 % pour le lait en poudre, 98 % pour les fromages.

Pour les fromages, l'autoapprovisionnement n'est que de 78 % en Allemagne et 60 % dans le Benelux, pour ne citer que les chiffres les plus bas.

Alors que les possibilités d'écoulement sur le marché international sont très faibles pour le beurre, il n'en est pas de même pour les fromages, pour ne citer que ce type de produits. Une politique fromagère serait déjà de nature à faire retrouver un équilibre perdu.

Par ailleurs, le drame du « fleuve blanc » vient de ce que la production augmente chaque année de 4 %, mais surtout de ce que la collecte du lait commercialisé augmente de 10 % par an.

Mieux orienter les productions laitières, tout en améliorant le revenu agricole, freiner la production beurrière, diminuer la collecte du lait de transformation, promouvoir une politique fromagère et une politique de la qualité, apparaissent comme les solutions souhaitables à ce vaste et complexe problème.

Je ne reviendrai pas sur l'analyse critique des mesures proposées par la Commission, analyse que j'ai faite lors de notre dernière session, mais j'ajouterai que l'erreur de la Commission exécutive est d'être restée prisonnière de la politique laitière traditionnelle, à base de beurre, de poudre et de lait de consommation.

Les conditions économiques et financières s'étant profondément modifiées, le bon sens commande de remettre en cause les conceptions initiales.

Mais, et là je me rapproche de notre collègue, M. Lückner, il est essentiel que des décisions soient prises très rapidement pour ne pas provoquer de solution de continuité, et il est essentiel que le Parlement donne son avis pour que des mesures à court terme soient prises de manière que les prix soient fixés dans ces deux secteurs de la viande et du lait avant le 1^{er} avril 1969. Il n'empêche qu'à plus long terme, il est nécessaire de remettre en cause l'ensemble de la politique laitière telle qu'elle a été définie par les règlements de la Communauté.

Devant cette situation inquiétante, quelle attitude devons-nous adopter ? Je me contenterai, pour des raisons de temps, d'évoquer les mesures qui paraissent indispensables.

Tout d'abord, il est urgent de faire disparaître cette psychose obsessionnelle de la matière grasse.

Les agriculteurs, dont le bon sens est la qualité dominante, font du beurre parce qu'ils ont intérêt à en faire.

Pour faire fondre la « montagne de beurre », il faut commencer par raisonner sur la matière azotée du lait et non sur la matière grasse.

J'aime bien le beurre, je représente une région

Cointat

beurrière, mais sur le plan financier, il faut reconnaître que la matière grasse, c'est l'ennemi.

Pourquoi continuer à calculer le prix du lait en fonction de la teneur en beurre ? Établissons le prix du lait sur l'extrait sec ou sur les protéines, pour combattre le mythe de la matière grasse.

Il semble opportun de favoriser, au niveau des entreprises, non seulement le paiement du lait à la qualité biologique, mais aussi, suivant une économie contractuelle, le paiement du lait en fonction de sa richesse, en tenant compte des caractéristiques du produit fini. On ne comprend pas, par exemple, que l'on continue à payer du lait à la matière grasse quand on fabrique de l'Emmenthal qui ne réclame que de la matière azotée. Pourquoi dépenser des millions, et là, je pense en particulier à la France, pour un contrôle laitier dont le principal but est de mesurer la teneur en matières grasses du lait ? Il vaudrait mieux que le contrôle laitier s'occupe de la qualité du lait, notamment au point de vue bactériologique.

En second lieu, la commission des finances n'est pas favorable à une baisse spectaculaire du prix du beurre compensée par une hausse subventionnée de la poudre de lait maigre. Elle s'est rangée à l'avis de la commission de l'agriculture qui désire une baisse légère de 1 DM seulement au lieu de 2,5 DM, parce que, indépendamment d'une dépense supplémentaire de 481 millions d'u.c., cette solution ne contribuerait pas forcément à réduire les excédents de beurre, et elle ne contribuerait sûrement pas à améliorer l'orientation de la production, c'est-à-dire à produire moins de beurre.

Il semblerait préférable de continuer à vendre du beurre à prix réduit aux catégories sociales les plus défavorisées, à certaines collectivités et à certaines industries alimentaires, afin d'écouler les stocks actuels.

En troisième lieu, l'une des mesures fondamentales consiste à réduire le volume du lait commercialisé en revenant à une saine conception de l'élevage des veaux au lait entier ou à la poudre de lait grasse. La commission des finances en a retenu le principe, mais n'a pas voulu aller plus loin, estimant que l'application de cette méthode était difficile, le contrôle très délicat et qu'elle risquait d'entraîner des fraudes.

Lors de notre dernière discussion en séance plénière, le 21 février, j'avais essayé, dans ma candeur naïve, de vous convaincre de l'intérêt de cette politique. Eh bien, je m'aperçois que j'étais présomptueux de croire que les veaux étaient d'abord faits pour boire du lait de vache.

Et pourtant, si les 13 millions de veaux qui existent actuellement dans la Communauté consommaient tous du lait entier, c'est 520 000 tonnes de beurre qui seraient retirées du marché avec une économie

de 32 u.c. par tonne de lait, c'est-à-dire, en fait, 32 u.c. par veau.

En quatrième lieu, dans les mesures à moyen terme, il convient aussi de savoir comment il est possible, d'une manière générale, de limiter les excédents.

Mais, comme je l'ai souligné, il s'agit plus d'une orientation de la production que d'excédents globaux, il s'agit plus de freiner les productions de beurre et de poudres maigres au profit de spéculations plus rentables, car il faudra bien un jour prendre à ce sujet des mesures draconiennes.

Certains pensent qu'il serait souhaitable d'instituer rapidement une taxe communautaire de résorption sur le lait afin d'adapter l'offre à la demande et de diminuer les charges financières du F.E.O.G.A.

Bien que séduisante, bien que communautaire, cette idée ne semble pas répondre complètement au difficile problème qui nous est soumis.

En effet, cette taxe s'appliquerait indistinctement à tous les producteurs de lait. Elle favoriserait, certes, les exploitations les plus compétitives, mais en réalité, elle pénaliserait aussi tous ceux qui fabriquent des produits rentables et intéressants pour les besoins du marché.

Les producteurs d'Emmenthal, de Camembert, de Gorgonzola, de Gouda, de Port-Salut ou de produits frais, gagnent correctement leur vie, écoulent convenablement leurs produits et ne coûtent pas grand-chose à la Communauté. Il serait regrettable, par une taxe généralisée et aveugle, de les sanctionner sous prétexte d'une surproduction dont ils ne sont pas responsables.

D'autres, au contraire, pensent que des quotas par État membre devraient être définis. Cette solution ne me paraît pas acceptable non plus. Elle offre encore plus d'inconvénients que la précédente car, en outre, elle n'est pas très communautaire et elle sclérose la situation sans avantager les régions les plus productrices et les plus rentables. Il semblerait qu'à moyen terme — et là je suis bien d'accord avec M. Lückner, il ne s'agit que d'idées que nous lançons dans la discussion — on pourrait retenir trois types de mesures :

Étudier une taxe modulée au niveau de l'intervention à partir d'un seuil quantitatif, pour inciter ceux qui produisent trop de beurre et trop de poudre écrémée à se tourner vers des productions plus conformes aux besoins du marché.

Prévoir également des aides puissantes pour la reconversion des régions marginales à vocation médiocrement laitière, soit vers des spéculations viandes, soit vers d'autres productions agricoles et, à ce sujet, les primes prévues par la Commission exécutive pour l'abattage des vaches laitières n'ont de sens que si elles s'appliquent d'abord à des régions où la production laitière est mal adaptée aux conditions du milieu, et ensuite à des agricul-

Cointat

teurs qui désirent quitter la terre. Elles n'ont également de sens que si elles sont accompagnées d'une politique de rechange.

Enfin, instituer des incitations à la production de viande, mais pas seulement bovine, car l'élevage du mouton ou du cheval, par exemple, peut aussi, dans bien des régions, être d'un grand intérêt. Je n'insiste pas, car sur ce point, on ne peut que se réjouir des propositions de la Commission exécutive.

Enfin, votre rapporteur de la commission des finances ne peut terminer ce chapitre sur les produits laitiers sans évoquer le problème de la taxe sur les matières grasses importées.

La commission des finances s'est ralliée, en définitive, à l'avis de la commission de l'agriculture, qui est d'instituer une taxe de 0,10 u.c. par kilo.

M. Westerterp. — Elle s'est ralliée, mais à une faible majorité.

M. Cointat. — En effet, Monsieur Westerterp, cette taxe a été approuvée à une faible majorité, mais permettez-moi de ne pas entrer dans le détail. Cette taxe a toutefois, et je pense que je vais vous faire plaisir, un double objectif : d'une part, favoriser la consommation du beurre au détriment de la margarine ; d'autre part, créer des ressources fiscales affectées au F.E.O.G.A.

La taxe de 0,10 u.c. par kilo ne permettra sûrement pas d'atteindre le premier de ces objectifs. Pour créer un équilibre entre le marché du beurre et celui de la margarine, il est nécessaire que le prix du beurre soit deux fois et demi plus faible par rapport à celui de la margarine, sinon, si vous me permettez cette expression, c'est « la margarine qui mange le beurre ». Dans la situation actuelle, ce serait une taxe d'au moins 0,20 u.c. par kilo qui serait nécessaire pour que les conditions du marché soient sensiblement modifiées.

Ce n'est pas possible, car le consommateur, dans cette affaire, a tout de même son mot à dire et il n'est pas opportun de le pénaliser, car il n'est pour rien dans la situation actuelle. En fait, la taxe empêchera peut-être la consommation de la margarine de se développer au détriment du beurre, mais elle ne règlera pas pour autant les difficultés du marché laitier. Il ne faut se faire aucune illusion à ce sujet.

Par conséquent, j'estime que la taxe revêt un aspect plus fiscal qu'économique, un aspect plus transitoire que fondamental. Elle rapportera environ 280 millions d'u.c. et elle permettra essentiellement de réduire les contributions des États membres au F.E.O.G.A., en attendant que des résultats tangibles soient obtenus grâce à une politique rationnelle et cohérente qui restera de toute façon indispensable.

Par contre, votre commission des finances s'est prononcée contre l'institution d'une taxe sur les tourteaux et la farine de poisson, malgré l'attrait d'une recette supplémentaire pour le F.E.O.G.A. de l'ordre de 240 millions d'u.c. En effet, la commission des finances craint une augmentation possible de ces denrées nécessaires à l'élevage, augmentation qui affecterait le revenu déjà insuffisant des producteurs.

Telles sont, Monsieur le Président, les observations que je devais présenter au nom de la commission des finances. En résumé, si le Parlement européen suit les propositions présentées par ses commissions, en ce qui concerne la viande et le lait, la situation financière s'établirait ainsi par rapport aux propositions initiales de la Commission exécutive : Nous aurions une augmentation de recettes de 20 millions d'u.c. en ce qui concerne la viande. Nous aurions une diminution de dépenses des subventions à la poudre de lait écrémée de l'ordre de 350 millions d'u.c. Nous aurions une recette supplémentaire sur la taxe sur les matières grasses de 112 millions d'u.c., c'est-à-dire la différence entre la taxe de la Commission exécutive et la taxe de la commission de l'agriculture et nous aurions par contre une augmentation des dépenses de l'ordre de 90 millions d'u.c. en ce qui concerne les ventes de beurre à prix réduit, ce qui ferait au total une diminution des dépenses sur ce qui est prévu par la Commission exécutive de l'ordre de 390 millions d'u.c.

Monsieur le Président, permettez-moi une dernière observation, car je voudrais rejoindre, avant de me rasseoir, une objection formulée par M. Kriedemann. La commission des finances comme la commission des relations économiques extérieures, comme la commission de l'agriculture, ont travaillé dans des conditions parfaitement aberrantes.

Je reprends le préambule de M. Lückner à ce sujet. Pour des raisons indépendantes de la bonne volonté des membres de la commission, la commission des finances a été amenée à formuler son avis, alors que la commission saisie au fond avait déjà terminé ses travaux. M. Lückner, à qui je tiens à rendre hommage, est venu assister à nos réunions et nous a fait profiter de son expérience et de ses grandes connaissances, mais je dois dire que cette façon de travailler n'est ni sérieuse, ni raisonnable.

Je terminerai en disant que si de telles conditions persistaient, je ne pense pas qu'un rapporteur, conscient de la mission qui lui a été confiée et soucieux de répondre avec efficacité à la confiance qui lui a été témoignée, puisse accepter de continuer à défendre des rapports, certes toujours établis avec foi, mais dans une précipitation regrettable.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Dewulf, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Dewulf. — (N) Monsieur le Président, comme annoncé à l'assemblée plénière de Luxembourg, nous poursuivons la série interrompue des débats sur l'agriculture.

Vous ne vous étonnerez pas que je dise d'abord mon estime pour la patience et la sagesse dont le président de la commission de l'agriculture a fait preuve pendant les réunions nombreuses et prolongées que, avant et après la session de Luxembourg, nous avons consacrées à la question délicate de la politique du lait considérée dans le cadre de la politique commune des produits d'origine animale.

Il va sans dire que notre reconnaissance va également à M. Mansholt et à ses collaborateurs. Toujours prêts à répondre aux questions de la commission, ils vinrent chaque fois qu'il le fallait nous fournir les renseignements nous permettant d'aborder les problèmes en connaissance de cause.

Enfin, Monsieur le Président, un merci tout spécial à M. Lückner. Après avoir fait rapport sur le problème difficile des prix des céréales, des graines oléagineuses, du riz et du sucre, il a eu la capacité de travail et d'imagination nécessaire au rapporteur du groupe de travail spécial pour étudier dans des circonstances pénibles un sujet aussi complexe. Même lorsque les débats au sein de la commission paraissaient sans issue, sa ténacité ne s'est pas démentie.

Comme suite aux déclarations que j'ai faites au nom du groupe démocrate-chrétien à Luxembourg, je répéterai que nous avons conscience de la gravité de la situation, dans ce secteur en particulier. D'autre part, nous voulons montrer une fois encore que nous entendons non pas nous dérober au dialogue agricole dans ses aspects sectoriels et généraux, mais, au contraire, y participer d'une manière extrêmement constructive.

Nous étions tenus par un délai particulièrement rigoureux. Il faut, en effet, que le Parlement européen ait rendu son avis sur ce problème des prix pour le 1^{er} avril 1969.

D'un autre côté, il va de soi que, même sans vouloir nous arrêter pour l'instant à tous les points du memorandum relatif aux structures, qui viendra sur le tapis prochainement, nous ne pouvions considérer la politique des prix dans ce secteur gravement perturbé que dans le cadre d'un ensemble plus large. Je songe à cet égard au problème de l'orientation, voire la réorientation de la production et à celui de l'amélioration de l'équilibre dans le domaine de la production animale. Nous devons également prendre en considération l'ensemble de la politique du secteur des huiles et des matières grasses. Toutefois, pour relever ce que M. Mansholt a écrit lui-même dans un de ses documents, les intérêts des producteurs dans ce secteur ne nous ont pas échappé. Aucun de nous n'ignore que beaucoup d'agriculteurs, surtout de petits agriculteurs, dépendent pour leur sub-

sistance du secteur laitier. Nous savions donc combien il était délicat de prendre des décisions, car celles-ci allaient influencer considérablement sur les revenus dans ce secteur.

Nous savons fort bien aussi que dans ce secteur, les mécanismes de marché sont délicats et qu'il n'est pas aisé de les modifier.

Monsieur le Président, nous n'avons pas de solution miracle à vous proposer. Nous ne sommes pas de ceux qui estiment qu'il suffit de discuter des problèmes laitiers pour, en un an, assainir ce secteur gravement perturbé. Nous devons suivre l'évolution d'année en année et contrôler chaque fois dans quelle mesure les mécanismes de correction que nous pouvons appliquer actuellement produisent leurs effets. Cela signifie en même temps que, l'an prochain et les années qui suivront, ce problème des produits laitiers s'intégrera de plus en plus dans le problème général des structures ; celui-ci sera discuté vers la fin de l'année et ses effets seront ressentis par l'ensemble de l'agriculture comme par les petits producteurs laitiers.

Je voudrais, au nom du groupe démocrate-chrétien, m'associer au souhait exprimé par M. Lückner de voir examiner ce rapport avec le maximum de réalisme. Il nous fallait prendre position avant cette session de mars. Qu'est-ce à dire, en termes de politique ? Cela signifie que nous avions d'abord à nous prononcer sur le point de savoir si le régime actuel, c'est-à-dire le système de 1968-1969 ne devait pas être purement et simplement reconduit.

Le Parlement doit savoir que la commission de l'agriculture a voté sur cette question préalable et que ses membres se sont prononcés, à une écrasante majorité, contre une prorogation du système de 1968-1969. Ce faisant, la commission de l'agriculture optait, pour l'année 1969-1970, pour un système nouveau ou rénové.

Permettez-moi de poser le problème en termes clairs et concrets.

En gros, il y avait trois possibilités : soit adopter le système proposé par la Commission européenne, tel qu'il figure dans les documents que nous avons sous les yeux, soit présenter d'autres systèmes, ou encore amender le système proposé par la Commission européenne.

Or, la première solution — suivre intégralement la Commission européenne — ne fut pas acceptée par la commission de l'agriculture. La seconde — suggérer d'autres systèmes — n'y fut jamais formellement proposée.

Quels autres systèmes aurions-nous pu préconiser ? Nous aurions pu, première solution, recommander d'abaisser considérablement le prix indicatif du lait au producteur, ce qu'en théorie on peut considérer comme une mesure radicale. Mais la vérité a ses droits ; aucun membre de la commission de l'agri-

Dewulf

culture n'a demandé formellement un abaissement notable du prix indicatif du lait.

Une seconde solution eût consisté à consacrer à une subvention aux consommateurs de beurre tous les crédits qui pouvaient être affectés à l'assainissement du secteur laitier. La commission de l'agriculture a débattu sérieusement cette possibilité en présence de représentants de la Commission européenne. Il ne se trouva cependant pas de majorité en faveur de cette solution parce que l'on se rendit compte de l'impossibilité technique qu'il y avait, dans la pratique, de maintenir cette graisse butyrique subventionnée en dehors du commerce et d'empêcher qu'elle ne se réintroduise dans le cycle de commercialisation par une porte arrière largement ouverte, et fasse concurrence aux autres éléments constitutifs du lait normalement valorisés.

La troisième possibilité consistait à assujettir l'élevage de vaches laitières à un système de contingents et de licences.

Ce système, que la commission de l'agriculture a examiné dans le détail, n'obtint pas non plus de majorité. Il fut simplement retenu comme hypothèse de travail susceptible d'être mis à l'étude par la commission au cas où d'autres mesures prises dans ce secteur n'auraient pas l'effet escompté. M. Lückner vient d'en parler.

Puisque la proposition de la Commission européenne n'était pas suivie intégralement et que d'autres propositions n'étaient pas présentées ou acceptées, il ne restait à la commission de l'agriculture qu'à présenter un système amendé.

C'est ainsi que, finalement, et dans des conditions certes difficiles, la proposition de résolution a recueilli une majorité à la commission de l'agriculture.

Je signalerai aux auteurs d'amendements que le système forme un tout composé de treize éléments, et qu'il est difficile, sinon impossible, d'amender fondamentalement un de ces éléments sans aussitôt porter atteinte à l'ensemble. C'est l'un ou l'autre : ou bien on l'accepte, ou bien on propose un ensemble cohérent nouveau, fondé sur un autre raisonnement, sur une autre valorisation du secteur des produits laitiers, de la viande de boucherie, des huiles et des matières grasses. On ne peut pas être pour le système de la Commission européenne ou de la commission de l'agriculture et se prononcer en même temps en faveur d'un autre système.

Je n'entends pas m'arrêter aux différents points de la proposition de résolution. Je rappellerai cependant que, dans sa grande majorité, le groupe démocrate-chrétien s'est rendu compte que le Parlement devait, avant le 1^{er} avril, donner son avis sur un ensemble cohérent vu la situation alarmante due aux excédents de beurre. Ces excédents sont tellement partie intégrante de la structure actuelle de la production que

nous avons bien dû accepter qu'une solution fût trouvée dans la réévaluation des éléments constitutifs du lait.

Nous n'avons toutefois pas cru devoir aller, en une fois, aussi loin que la Commission européenne le propose. D'abord parce que nous tenons à garantir le prix du lait au producteur. C'est un souci légitime, que d'ailleurs M. Mansholt partage. Nous connaissons aussi l'extrême délicatesse des mécanismes de marché. Un renversement brutal dans l'évaluation des matières grasses et des matières azotées du lait est théoriquement concevable. Mais l'ensemble du secteur de la commercialisation et de l'industrialisation en ressentirait les effets de sorte qu'il n'est sans doute pas possible d'y envisager cette solution théorique.

Nous avons adopté le système de la Commission européenne, mais moyennant certains correctifs. Nous lui avons donné une formulation plus prudente.

Notre système, je le concède, se révélera peut-être un peu plus coûteux, parce que nous voulons atteindre un certain niveau de prix à la production et parce que nous ne pouvons pas, en un an, épurer entièrement le marché des produits laitiers, de la viande et des matières grasses.

Nous devons essayer de résoudre le problème sans provoquer de perturbations graves. Il faudra adapter d'année en année le mécanisme d'évaluation. Il faudra également examiner quelles répercussions on peut attendre d'autres mesures structurelles. Peut-être cet ensemble de mesures politiques permettra-t-il de parvenir plus rapidement à une solution.

Ce sont ces préoccupations et ce sens des réalités, Monsieur le Président, qui ont amené la grande majorité du groupe démocrate-chrétien à se rallier à la proposition de résolution, dont la présentation sous sa forme actuelle a été rendue possible grâce à l'œuvre accomplie par M. Lückner et à la coopération particulièrement active de tous les membres de la commission de l'agriculture.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Mansholt.

M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés. — (N) Monsieur le Président, je m'efforcerai, au cours des vingt minutes qui me sont accordées, de répondre aux différents rapporteurs. Je dirai d'abord au Parlement combien la Commission européenne lui est reconnaissante des efforts, parfois douloureux, qu'il a consentis pour se prononcer pendant la présente session encore sur la politique à suivre dans le domaine laitier.

Il fallait respecter le délai, car le Conseil se propose de prendre, les 24 et 25 mars prochain les décisions requises pour l'ensemble du secteur des prix, en ce

Mansholt

compris le prix des produits laitiers, afin de créer, en partie du moins, l'équilibre souhaité sur ce marché. C'est pourquoi j'espère, avec M. Lückér, que le Parlement pourra rendre son avis sur cette question demain.

Je passe immédiatement à certains points de la proposition de résolution que nous avons sous les yeux. La tendance générale, je puis en gros l'approuver. Elle suit, dans une large mesure, ce que la Commission propose au Conseil, même si, en un certain nombre de points importants, elle s'en écarte. Cela prouve — MM. Lückér, Cointat et Dewulf l'ont dit — qu'il est extrêmement difficile de résoudre le problème de l'équilibre du marché des produits laitiers. C'est d'autant plus malaisé qu'un flot grandissant de lait continue d'être déversé sur le marché. Le fleuve se gonflant de jour en jour, il est de plus en plus difficile de prendre les mesures nécessaires pour rétablir l'équilibre.

Je me réjouis — car mon attente n'a pas été trompée — que la commission de l'agriculture soit d'accord avec l'exécutif pour dire que tout doit être mis en œuvre pour que — j'y insiste — cet équilibre du marché puisse s'établir sans que le prix à la production, c'est-à-dire le prix du lait livré à la laiterie, soit abaissé.

La Commission estime en effet que, pour des raisons sociales, il serait extrêmement regrettable, dans ce secteur précisément, de faire supporter par les producteurs les conséquences de la politique laitière. Je le dis avec d'autant plus d'insistance, et je le répète une fois encore avant que le Parlement ne prenne sa décision finale sur la proposition de résolution, que je suis convaincu que si l'on essaie de rendre moins strictes les mesures destinées à écouler le beurre ou à comprimer les coûts, les gouvernements seront de plus en plus tentés de faire en fin de compte supporter les charges financières par les agriculteurs.

Je tiens à rendre le Parlement attentif à ce risque. Je ne vous cacherais pas que le Conseil est déjà saisi de deux propositions, l'une du gouvernement allemand, l'autre du gouvernement hollandais. Ces deux gouvernements reculent devant les mesures à prendre, tout comme le Parlement hésite à approuver ce que l'on appelle les mesures radicales de la Commission. On n'en veut pas et on prétend qu'il faut prendre des mesures qui fassent supporter aux agriculteurs une partie des coûts de la liquidation des excédents laitiers. La proposition hollandaise se traduit par une réduction d'un pfennig du prix du lait, la proposition allemande par une réduction de 0,9 pfennig, autant dire également d'un pfennig.

On dit trop souvent que la Commission tend à faire abaisser les prix à la production. C'est vrai en ce qui concerne le sucre. Nous estimons que le prix du sucre est trop élevé. Et, je puis le dire, nous demeurons de cet avis après les débats de Luxembourg. Contre

l'opinion du Parlement, nous estimons comme avant que le prix du sucre est trop élevé. Si l'on veut maintenir le prix du sucre, il faudra, en tout cas, abaisser de plus de 5 % le quota. Je me demande toutefois si tel est bien l'intérêt des paysans. M. Klinker marque son assentiment, mais je ne sais pas si les représentants de l'industrie sucrière française partagent son avis. Je ne le pense pas. J'ai l'impression qu'en France on est partisan d'un abaissement modéré du prix, combiné avec un abaissement du quota, plutôt que d'une mesure unique consistant dans une réduction substantielle du quota.

Si j'insiste sur ce point, c'est uniquement parce qu'il est trop facile de dire : telle ou telle mesure est trop radicale, je n'en veux pas. Celui qui raisonne ainsi doit aussi songer aux conséquences ! Il faut bien réfléchir, avant de les prendre, aux effets de mesures qui seraient trop timides pour éliminer les stocks de beurre et de poudre de lait. Or, telle est, en fait, la tendance de la résolution du Parlement : elle revient à n'abaisser le prix du beurre que de 1 DM. Certains membres du Parlement ne veulent même pas d'un accroissement des recettes provenant d'une augmentation du prix de la poudre de lait. M. Cointat l'a signalé. Il est contre, et il a déclaré qu'une telle mesure provoquerait une augmentation du prix du fromage. Sur ce point, je suis d'accord avec lui. Mais tout cela entraîne de telles charges financières pour le Fonds que je crains qu'en fin de compte, il ne faille instaurer une taxe de résorption, c'est-à-dire une taxe sur le lait destinée à couvrir les frais de l'écoulement des excédents.

Je veux simplement mettre l'accent sur les conséquences des actions envisagées. La Commission y a longuement réfléchi. Il est évident que la Commission s'est demandé s'il convenait d'abaisser le prix indicatif de 2,5 DM, de 1,5 DM ou de 1 DM. Nous sommes arrivés, pour des raisons que j'estime valables, à la conclusion qu'il fallait opter pour une réduction de 2,5 DM et que, par conséquent, une hausse analogue du prix du lait écrémé en poudre était nécessaire, si bien que le prix net à la production de 38,4 pfennigs ne pouvait être maintenu. S'est là notre point de départ. C'est d'ailleurs la solution la moins coûteuse. En effet, si l'on propose, comme certains l'ont fait dans ce débat, de dépenser ces 580 millions d'u.c. en subventions pour le beurre, il faut bien se dire aussi que le prix du beurre diminuera d'autant moins et que la quantité qui pourra être écoulée sera également beaucoup moindre. C'est une question sur laquelle j'ai tenu à attirer votre attention.

Dans nos estimations, nous sommes partis du principe que par rapport au prix donné du beurre, l'élasticité de la demande serait de 0,5. Cela signifie, comme l'indique le rapport, qu'en réduisant de 2,50 DM au kg le prix du beurre, on peut escompter une augmentation des ventes d'environ 15 %. Il est donc question d'un abaissement du prix de 30 % et celui-ci

Mansholt

entraînera une augmentation des ventes d'environ 15 %, soit quelque 180 000 tonnes de beurre par an, ce qui correspond assez bien aux estimations faites par ailleurs. Si les résultats ne seront pas identiques dans tous les pays, c'est parce que les habitudes des consommateurs ne sont pas partout les mêmes.

Si, maintenant, on effectue ce calcul sur la base d'un abaissement du prix du beurre de 1 DM, on ne peut plus — et les experts sont d'accord sur ce point — tabler sur la même élasticité. Celle-ci sera, dans ce cas, d'environ 0,2. En d'autres mots, un abaissement du prix du beurre de 1 DM ne permettra, selon notre estimation qui pèche plutôt par excès d'optimisme, d'écouler que 40 000 à 50 000 tonnes supplémentaires. Les dépenses se monteraient dans ce cas à environ 6,5 u.c., soit à 28 DM par kg, ce qui représente plus de trois fois le prix du beurre.

On peut établir une comparaison entre les différents systèmes, comme le fait le document. On peut dire : essayons d'écouler le beurre sous forme d'huile dans les pays en voie de développement. Nous pouvons espérer y vendre 30 000 tonnes. Le coût de l'opération serait de 12 DM au kg. Toutes les ventes supplémentaires, y compris le lait distribué dans les écoles et le beurre distribué aux personnes âgées, permettraient d'écouler au maximum, selon notre estimation, 25 000 tonnes. Le coût en serait de 9 à 10 DM au kg.

Ce que propose la Commission européenne est nécessaire pour rétablir l'équilibre dans le secteur du beurre. A cette fin, il faut écouler annuellement 180 000 tonnes d'excédents. Cela coûtera environ 12 DM au kg. Mais même cela ne suffira pas. Il faudra recourir aussi au dernier moyen qui nous reste encore, et qui est d'ailleurs le moins coûteux, c'est-à-dire l'octroi d'une prime à l'abattage. Il est moins coûteux parce qu'au lieu de produire d'abord du beurre, nous réduisons la production de lait. Cette méthode coûterait environ 4,20 DM au kg sans compter que le beurre s'en trouverait revalorisé.

Nous savons aussi que ce moyen ne peut être utilisé que dans une mesure extrêmement limitée. Je pars du principe que le nombre de vaches que nous paierons sera le double de celui des bêtes qui seront abattues en supplément. Si l'on abat 200 000 vaches supplémentaires, nous en paierons 400 000. Selon notre estimation, cela représente 1,4 u.c., soit 5,60 DM par kg de beurre. C'est la méthode la plus avantageuse.

C'est pour cette raison que je crois indispensable d'attirer l'attention du Parlement sur la colonne d'extrême droite du tableau qui figure dans notre document. Sur les données de cette colonne se fonde la mesure que nous devons prendre. C'est là qu'en dernière analyse se trouve la solution au problème de l'équilibre du marché. En effet, toutes les autres mesures — mesures à court terme : abattage des vaches, et mesures à moyen terme : abaissement du

prix du beurre — ou bien ne résolvent pas le problème, ou bien sont beaucoup trop coûteuses. Finalement, le problème se ramène à ceci, ce qui, d'ailleurs, ressort de l'aperçu : nous devons nous attendre dans quelques années à devoir écouler en supplément non plus 120 000 à 180 000 tonnes de beurre, mais 250 000, 300 000, voire 400 000 tonnes. C'est évidemment tout à fait exclu et c'est pourquoi il faut réduire le cheptel. Nous nous retrouvons ainsi au cœur même du problème des structures dont il sera question plus tard.

Je ne saurais assez insister sur le fait que tout ce que nous pouvons faire aujourd'hui, et c'est là également le gros problème auquel la commission de l'agriculture doit faire front, c'est prendre des mesures d'urgence. La solution finale ne pourra être trouvée que dans la réduction de ce que nous avons coutume d'appeler le fleuve de lait, c'est-à-dire dans la réduction du cheptel laitier.

Je puis donc, en principe, marquer mon accord sur la résolution. J'estime toutefois qu'une réduction de 1 DM ne résout pas le problème. Certes, nous pourrions essayer telle ou telle mesure, en étudier, après un certain temps, les effets et si elles ne répondent pas à l'attente, en prendre d'autres. C'est, en effet, une méthode qu'on pourrait suivre. J'estime d'ailleurs, moi aussi, qu'il nous faudra toujours nous assurer des résultats que produisent certaines mesures et en prendre d'autres si elles ne conviennent pas.

Je n'ai donc aucune objection majeure à formuler à l'encontre de la résolution. Je doute seulement que les quantités et les prix cités nous permettent d'atteindre l'objectif poursuivi.

Il en va de même de l'abattage des vaches. La résolution propose d'abaisser la prime sous prétexte qu'ainsi une même dépense permettrait de financer l'abattage d'un plus grand nombre de vaches. C'est peut-être vrai, mais il n'y a, dans ce système, aucune contrainte. Le nombre de vaches qui seront déclarées abattues en cas de cessation d'exploitation ou, du moins, de cessation de la spéculation laitière, dépendra de l'importance de la prime. Il est donc hasardeux de dire que si le montant de la prime est abaissé, le nombre des vaches abattues sera plus élevé. Non, si l'on réduit ce montant, le désir de profiter de cette disposition sera également moins vif...

M. Lücker. — (A) Mais encore suffisant.

M. Mansholt. — (N) ...Et, par conséquent, le nombre des vaches abattues sera moins important. C'est ainsi que jouera le système.

J'estime d'autre part que cette prime de 225 u.c., soit 900 DM, représente une somme plutôt modique. Nous n'obtiendrons pas, dans ces conditions, un abattage supplémentaire de 250 000 vaches, qui pourtant est nécessaire. De plus, cette méthode revient beaucoup moins cher que, par exemple, celle qui

Mansholt

consiste à écouler le beurre. Il vaut mieux dépenser un peu plus de primes d'abattage — cela sera beaucoup moins coûteux — que d'engloutir des fonds considérables dans le secteur du beurre et de la poudre de lait.

J'incline donc plutôt pour cette mesure, ce qui ne manquera pas de faire plaisir aussi à la commission des finances et des budgets, n'est-ce pas, Monsieur Cointat ? En effet, elle permet d'économiser de l'argent tout en étant d'une plus grande efficacité. Et c'est bien aussi, je suppose, ce que souhaite cette commission.

Je tiens d'ailleurs à dire combien j'apprécie l'avis de la commission des finances et des budgets, laquelle s'est révélée un digne défenseur des agriculteurs. Elle sait manifestement concilier les intérêts des agriculteurs et ceux de l'économie et des finances. Ces deux catégories d'intérêts peuvent en effet coïncider. J'estime que si nous lésinons sur les mesures destinées à rétablir l'équilibre, nous devrons plus tard débours beaucoup plus ou, comme je l'ai déjà dit, imposer des charges aux agriculteurs. C'est pourquoi je suis extrêmement satisfait de l'attitude adoptée par la commission des finances et des budgets. Elle part du principe que ces mesures doivent être prises. En effet, si on ne les prend pas, la solution qui finalement interviendra coûtera beaucoup plus cher à la Communauté ou aura pour effet d'imposer aux agriculteurs des charges bien trop lourdes.

Monsieur le Président, j'en ai ainsi terminé avec ces quelques remarques concernant la résolution. J'espère ne pas avoir trop abusé de votre temps et je ne crois pas avoir dépassé celui qui m'avait été imparti.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je remercie M. Mansholt. La parole est à M. Vredeling, au nom du groupe socialiste.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, je renonce à prendre la parole. L'exécutif ayant parlé, il n'est guère utile que j'expose une fois encore le point de vue du groupe. Je n'éprouve pas le besoin de faire des discours. Aux Pays-Bas, il n'y a ni élections, ni référendum en perspective. L'exécutif ne devra pas pour autant demeurer éternellement dans l'incertitude quant à la position de mon groupe. Nous aurons l'occasion d'exposer celle-ci lors de la discussion des innombrables amendements qui ont été déposés.

Enfin, je me demande quand nous nous mettrons à discuter réellement du plan Mansholt.

M. le Président. — Nous allons interrompre maintenant nos travaux pour les reprendre à 22 h 15.

Comme convenu, nous mènerons la discussion générale jusqu'à son terme.

(La séance, suspendue à 19 h 45, est reprise à 22 h 30)

PRÉSIDENCE DE M. DE GRYSSE*Vice-président*

M. le Président. — La séance est reprise.

Nous poursuivons la discussion d'urgence du deuxième rapport intermédiaire de M. Lückner.

La parole est à M. Dulin, au nom du groupe des libéraux et apparentés.

M. Dulin. — Monsieur le Président, mes chers collègues, je dois tout d'abord regretter qu'on ait choisi cette soirée pour discuter d'un des problèmes les plus importants qui se posent à nous. Il s'agit de la production laitière qui intéresse 3 millions de travailleurs de la Communauté européenne qui, vous le savez, n'ont souvent pas d'autres sources de revenus. Je déplore donc sincèrement qu'il y ait aussi peu de monde pour discuter d'un problème de cette importance.

Le mémorandum sur la réforme de l'agriculture communautaire affirme que la situation sur certains marchés est si grave que les mesures de structure interviendront trop tard et qu'une nouvelle attitude dans le domaine des prix s'impose dès cette campagne.

Comme il s'agit, en clair, de baisse des prix, il ne m'est pas possible de considérer cette mesure comme autre chose qu'une diminution des revenus pour les exploitants agricoles et donc une attribution de responsabilité.

Les producteurs sont, dit-on, responsables des excédents ; ils seront donc châtiés, leur revenu baissera.

Ceci est inadmissible, car le producteur n'est pas responsable des excédents.

Isolés dans leurs exploitations, accaparés par un travail ingrat, les trois millions de producteurs de lait de la Communauté attendent depuis juillet 1968 l'application énergique des mesures de résorption des stocks décidées par le Conseil de ministres et que les radios nationales ont abondamment commentées.

Est-ce la production qui est responsable de l'inapplication de ces mesures ? Leur non-application n'a fait qu'accentuer la charge des excédents. Ce sont donc les gouvernements nationaux qui sont entièrement responsables de cette situation pour ne pas avoir exigé de la Commission qu'elle exécute les décisions du Conseil de ministres relatives à la résorption des excédents.

Depuis janvier 1968, le producteur, isolé sur son exploitation ou organisé dans de trop peu nombreuses coopératives, attend que le règlement sur les groupements de producteurs soit mis en application.

Or, chacun sait que, sans la connaissance préalable des prévisions de production et de consommation,

Dulin

le producteur n'a aucun volant de commande de sa production, sinon celui d'assurer son revenu.

Parlons-en du revenu des productions animales !

Dans mon pays, le taux d'accroissement annuel est inférieur de près de moitié au taux de dépréciation de la monnaie. Vous comprendrez ce que cela veut dire !

Ainsi, cette Assemblée admettrait que l'écart entre le revenu des productions animales et celui des productions végétales s'accrût, aggravant encore les disparités régionales ?

Il s'agit bien, en effet, de revenus et non de prix, car les prix sont en dessous du prix de revient dans une entreprise moderne.

On ne peut pas, dans la situation économique de l'Europe, appauvrir l'ensemble d'un groupe de producteurs sous prétexte qu'il produit trop. Dans ce cas, on découragerait l'ensemble d'une production en créant dans cinq ou six ans un déficit grave après avoir poussé au désespoir les plus jeunes de ces producteurs, c'est-à-dire, si je lis bien le mémorandum de M. Mansholt, ceux dont l'Europe aura un impérieux besoin pour son équilibre en 1980.

Voyons donc ensemble rapidement l'essentiel des propositions de M. Mansholt dans le secteur des productions animales quant à la fixation des prix de campagne et de l'équilibre sur les marchés.

Quelles sont les mesures proposées ? Une action sur les marchés et sur les prix proposée pour 1969 afin d'augmenter la consommation intérieure de matières grasses du lait.

Sur les marchés, les mesures de résorption décidées en juillet 1968, et non appliquées, sont reprises. Il s'agit de réduire les stocks de beurre, selon la Commission, de 300 000 tonnes au 1^{er} avril 1969, soit l'équivalent de 3 mois de consommation.

Cet après-midi, M. Mansholt a donné des renseignements sur ces résorptions d'excédents. Mais cette politique ne réduirait les stocks que de 80 000 tonnes par an, suivant les évaluations de la Commission, alors que l'excédent annuel prévu par elle est de 50 000 tonnes, s'ajoutant aux 300 000 tonnes en stock au 1^{er} avril 1969.

Suivant les propositions de la Commission, la résorption des stocks peut donc durer quelques années. Elle estime qu'il faut dès cette année des mesures au niveau des prix des produits laitiers et de la viande, sans toucher pour cela aux prix indicatifs et d'orientation, ce qui est anormal : seule une augmentation du prix de la viande peut réduire la production laitière. Je l'ai dit et répété devant la commission de l'agriculture.

La Commission prévoit deux autres sortes de mesures : d'abord, l'accroissement de la consommation

de beurre et des matières grasses du lait par une diminution du prix du beurre. Mais en cette matière, pour obtenir un résultat, cette mesure doit être assortie, dit-on, d'une hausse des matières grasses végétales et marines, à l'aide d'une taxe de 300 FF à la tonne d'huile et de 150 FF à la tonne de tourteaux. A ce sujet, tout à l'heure M. Cointat l'a remarqué, nous pouvons parler, en ce qui concerne le beurre, d'un auto-approvisionnement à concurrence de 103 %, ce qui veut dire que nous ne sommes tout de même pas dans une situation de très grosse surproduction.

Pour augmenter la consommation du beurre par une baisse de prix, la Commission a imaginé, pour ne pas modifier le prix indicatif du lait, de baisser la valeur de la matière grasse et d'augmenter celle de la matière azotée, dans les calculs de valorisation du lait naturel pour atteindre le prix indicatif.

Ainsi, le prix d'intervention du beurre serait de 5,48 FF le kg, au lieu de 8,70 ; et le prix de la poudre de lait écrémé serait de 3,58 au lieu de 2,17 FF. Les prix antérieurs dans la C.E.E. étaient de 9,56 et de 2,0365 FF.

Logiquement, l'aide directe aux producteurs utilisateurs de lait écrémé liquide pour leur bétail — mesure décidée en juillet 1968, mais non appliquée dans un certain nombre de pays de la Communauté — serait augmentée de 7,40 à 17 FF à l'hl et la prime de dénaturation pour les aliments des veaux passerait de 54,30 à 188 FF.

Ensuite, il s'agit de la reconversion du cheptel bovin du lait vers la viande.

La Commission prévoit une prime de 1 500 FF en 1969-1970 pour l'abattage des vaches laitières, sous condition que l'agriculteur ait au moins deux vaches et que tout le bétail soit abattu.

L'objectif serait de réduire de 3 millions les 20 millions de vaches laitières de la Communauté.

La Commission prévoit aussi une prime de 50 FF aux 100 kg pour les bovins à viande de moins de 18 mois et de 450 kg.

Voilà l'essentiel des mesures préconisées. Quels peuvent en être les effets ?

A notre avis, on parle toujours de la margarine, mais il ne faut pas oublier que la consommation des corps gras alimentaires se répartit en France, par exemple, à peu près de la façon suivante : 10 % pour la margarine, 45 % pour le beurre et 45 % pour les huiles de table.

Or, une taxe frappant tous les corps gras, y compris ceux produits dans la Communauté, est compatible avec les accords du Kennedy round, qui font que les sojas, par exemple, rentrent sans prélèvement douanier, et que les autres corps gras ne paient que des droits très inférieurs à ce qui serait nécessaire

Dulin

pour équilibrer un prix de vente anormalement bas. Les taxes prévues, n'étant pas discriminatoires, ne soulèveront pas de difficultés juridiques avec les pays tiers.

Or, cette taxe est, sans conteste, trop faible pour permettre une hausse des prix à la consommation. Les marges très élevées des corps gras végétaux pourront absorber sans gêne cette hausse et, d'ores et déjà, une baisse de 3 % de la margarine est annoncée en France, après celle du 1^{er} janvier. Trop faible, cette taxe a en outre peu de chance d'être appliquée, comme l'expérience l'a prouvé pour la taxe déjà votée par le Parlement européen en 1965. Puisqu'il faut l'assentiment des Parlements nationaux, nous présentons à l'Assemblée un amendement décidant que les mesures à moyen terme proposées par la Commission ne seront mises en œuvre que simultanément avec la perception de la taxe.

Il faut donc compter sur la réduction de l'écart de prix obtenu par une baisse très sensible du prix du beurre, en sachant qu'une baisse aussi forte aurait de la peine à être remontée en cas d'insuccès. Cette mesure n'est possible qu'avec la garantie que les mesures de soutien prévues, et éventuellement de nouvelles, selon les circonstances, assureront aux producteurs le prix indicatif. Soulignons que pour la campagne 1968-1969 ce prix n'a pas été atteint.

En effet, il faut distinguer entre les produits soutenus et les autres.

Pour les produits soutenus — beurre, poudre de lait, certains fromages italiens — si les organismes d'intervention achètent tout ce qui leur sera offert à un prix permettant le paiement aux producteurs du prix indicatif, la situation pourra être normale.

Pour les produits non soutenus, et en particulier les fromages à pâte molle, ils vont continuer à être livrés au hasard du marché, avec cependant l'obligation, pour permettre le paiement du prix indicatif, de faire admettre aux acheteurs une hausse de prix d'autant plus forte que le pourcentage de matière azotée sera élevé. Il est vrai qu'en contrepartie, les fromages pourront être de meilleure qualité, c'est-à-dire contenir un taux de matière grasse plus élevé. Celle-ci, dans le prix de revient, ayant une valeur moindre, en tenant compte du nouveau rapport de prix matière grasse - matière azotée, qui est de 45 pour la matière grasse et 55 pour la matière azotée, la hausse réelle pourra donc être limitée à condition de renchérir les fromages en matière grasse.

Voyons maintenant les mesures ayant un effet indirect sur la production laitière en réduisant les excédents par un accroissement de revenus provenant d'autres activités, notamment de la viande.

Le prix des céréales suffit à maintenir l'encouragement donné aux producteurs de lait à s'orienter vers les céréales. Cette évolution n'est cependant possible que dans la mesure où des surfaces peuvent être

dégagées, ce qui n'est pas facile dans les zones à prédominance d'élevage. Ce mouvement, qui commence à être sensible particulièrement dans nos régions, est cependant actuellement, mais pour peu de temps, masqué par l'augmentation de la productivité du cheptel laitier.

Par contre, la diminution du prix indicatif des oléagineux qui, dans l'ensemble, peuvent se cultiver là où il y a des céréales, est une erreur. Cette production pourrait intéresser les producteurs de lait qui ont besoin de tourteaux.

Mais c'est surtout dans le domaine de la viande bovine que des mesures utiles pourraient être prises pour arriver à un équilibre de revenus et de production entre le lait et la viande.

Le marché de la viande peut absorber sans risque une augmentation de prix de 5 %. Or, les prix ne sont pas suffisants pour réorienter la production à tel point que les régions traditionnellement productrices de viande continuent à remplacer leur cheptel viande par du cheptel frison, en grande partie importé de Hollande.

En France, Monsieur le Président, il y a quelques années, le gouvernement, et je crois que mon ami Houdet était à ce moment-là ministre de l'agriculture, avait décidé d'établir pendant un certain nombre d'années un prix de vente en augmentant progressivement la viande. C'est pendant ces années-là que les agriculteurs qui faisaient du lait ont fait de la viande. C'est au moment où, en 1958, on a changé de politique en cette matière que les producteurs, n'ayant plus un prix rémunérateur pour la viande, ont changé leur fusil d'épaule en faisant du lait pour les raisons que j'indiquais au début de mon exposé, c'est-à-dire les raisons de vivre.

Si le blé était possible dans leur zone, c'est du blé qu'ils feraient, mais la viande n'étant pas rentable, ils font du lait, le revenu de ce dernier étant le salaire quotidien, comme je l'indiquais tout à l'heure, de l'exploitation familiale.

Les primes d'engraissement prévues par la Communauté ne peuvent donc être que des incitations réservées à des régions herbagères et ne pas entrer en ligne de compte dans les prix et n'auront que des incidences minimes sur le volume de la viande produite.

Encore faudrait-il revoir les conditions d'attribution de ces primes et surtout ne pas les limiter à dix-huit mois mais les porter à trente mois — avant la première lactation — et dans certains cas, pour les mâles, la porter à trois ans, ce qui correspond à une viande de haute qualité.

Il faudrait, enfin, fixer sur plusieurs campagnes cette politique. Seules des mesures prises pour trois ans au minimum pourront permettre à un producteur de changer son orientation en fonction des investis-

Dulin

sements à réaliser. Le cycle de la viande bovine, quelle que soit la qualité produite, est supérieur à un an et est en moyenne de cinq ans, tout au moins en France. C'est la moyenne d'âge des bêtes sur le marché.

En ce qui concerne l'abattage des vaches, là aussi il faudrait d'abord, dans les pays de la Communauté où la brucellose est endémique — on parle de trois millions de vaches qui sont atteintes — terminer les opérations de prophylaxie collective en cours et ne pas confondre les deux politiques.

L'abattage doit donc rester volontaire et ne commencer avec des aides qu'après que les opérations de prophylaxie soient achevées.

Il convient en effet d'être particulièrement prudent en cette matière ; une étude très récente en cours de publication conclut à ce que l'application des mesures préconisées par la Commission dans l'état actuel des races à viande de la Communauté se traduira, du fait de la diminution des naissances, par un déficit supplémentaire de 500 000 tonnes en 1975.

Les mesures proposées forment un tout, mais des points de détail ne modifiant pas l'orientation peuvent être aménagés, en particulier dans le cadre de la politique régionale. Cependant, il ne peut y avoir qu'un prix de marché dans la Communauté. La Commission a sollicité nos critiques et propositions. Elles ont fait l'objet de larges débats.

La Commission ne veut plus, comme pour la dernière campagne, de prix différenciés selon les États, mais elle admet des mesures régionales sur les revenus et des incitations pour la réorientation de certaines productions, en particulier pour la viande.

Cela veut dire, pour nous, et nous faisons connaître solennellement à la Commission et au Conseil ce point de vue, que toute la politique des productions animales devra s'orienter autour de deux axes :

- l'équilibre du marché des corps gras végétaux, animaux et marins, avec le marché des matières grasses du lait ;
- des prix uniques sur le marché, mais des actions régionales au niveau des revenus, et des incitations de production par des primes et des aides à l'investissement.

En ce qui concerne le premier point, nous nous méfions des taxes et nous suggérons un système de prix de seuil pour les produits concurrents, assortis de prélèvements et de restitutions — ou, tout au moins, nous n'admettons les mesures sur le beurre qu'avec l'application simultanée dans tous les États de la Communauté des taxes décidées.

En ce qui concerne le deuxième point, c'est la mise en place, au cours de cette campagne, de l'appareil statistique nécessaire à l'élaboration des politiques régionales qui, dans le domaine agricole, ne recou-

vrent pas les régions administratives et c'est confier aux organisations régionales professionnelles la responsabilité de l'élaboration de cette politique, dans le cadre de la politique communautaire.

Tout cela implique un équilibre entre les prix en raison des incidences réelles qu'ils ont sur les revenus au niveau des régions.

Au cours de ces débats, votre commission de l'agriculture a adopté une résolution comportant une série de propositions qui comprennent notamment le maintien des quotas de sucre à leur niveau antérieur et la fixation du prix de la viande au niveau de la précédente campagne.

Cela accentuera l'écart de revenu entre les productions végétales et animales. Dans ce cas, la Commission des Communautés n'ayant par ailleurs pas appliqué les mesures de résorption décidées en juillet, il nous est impossible d'accepter, dans le secteur du lait, autre chose qu'un maintien intégral, pour chacun des pays de la Communauté, du système de prix de la précédente campagne et nous devons exiger avec la plus grande insistance l'application, en tant que première mesure, des taxes sur les huiles et tourteaux dès le 1^{er} avril 1969 dans tous les pays de la Communauté.

C'est en effet en raison des prix insuffisants des matières grasses mondiales qu'il y a un problème d'excédent de matières grasses du lait.

Votre commission des relations économiques extérieures vient d'émettre un avis particulièrement important sur cette question.

Il est en effet inadmissible que subsistent, pour deux produits concurrents, deux régimes distincts :

- l'un, de protection, dans lequel l'industrie est obligée à un haut prix pour assurer le revenu des producteurs européens ; c'est le cas du beurre ;
- l'autre, de liberté, fondé sur le bas niveau de vie des producteurs africains ou la situation très particulière du soja américain, culture de remplacement.

La commission des relations économiques extérieures affirme que les mesures préconisées par la Commission pour l'augmentation de la consommation de beurre par la réduction de l'écart de prix entre beurre et margarine resteront sans effet en raison de la marge de 30 à 40 % dont disposent les industriels margarinières.

Monsieur Jean-François Deniau, membre de la Commission, a confirmé cette situation en reconnaissant que les importations de soja en provenance des États-Unis atteignent 500 millions de dollars et correspondent à l'importation de la production de 3 millions d'hectares.

La commission des relations économiques approuve donc la position de la Commission des Commu-

Dulin

nautés, qui consiste à taxer puis à négocier au G.A.T.T.

Nous ne pouvons qu'appuyer fermement cette position.

Ce matin, on a parlé de l'élargissement de la Communauté à la Grande-Bretagne; n'oublions pas que ce pays a importé, en 1967, 479 mille tonnes de beurre et que la production française est de 450 mille tonnes.

Par conséquent, c'est pour cela que nous exprimons le vœu, pour nos excédents et pour les marchés français, pour les agriculteurs français, que la Grande-Bretagne entre le plus tôt possible dans le Marché commun.

Telles sont, Monsieur le Président, les observations que je désirais vous présenter. Je voudrais remercier tout particulièrement mon excellent ami, M. Lückner, du travail considérable et ardu qu'il a accompli. Je l'ai vu moi-même à l'œuvre tous les jours. C'est pourquoi je crois qu'au nom de tous, nous devons le féliciter très cordialement.

M. le Président. — La parole est à M. Briot, au nom du groupe de l'Union démocratique européenne.

M. Briot. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, tout à l'heure, en écoutant les rapporteurs, vous avez certainement été frappés comme moi du peu de majorité qu'ont recueilli leurs rapports. M. Lückner nous a dit 9 voix pour, 8 voix contre. M. Cointat nous a dit, je crois, une ou deux voix de marge.

Qu'est-ce que cela prouve ? Cela prouve qu'il y a peu ou pas de majorité et je me souviens que, lors du vote à la commission de l'agriculture, nous voyions des majorités de rechange à chaque article.

C'est dire, Monsieur le président Mansholt, que même si vous parvenez à réaliser une synthèse de l'ensemble — vous y parviendrez sans doute — je ne sais pas si cela serait une bonne indication pour que vous puissiez élaborer des projets.

Vous avez secoué l'opinion européenne, et je crois que c'est un bienfait : sur la finalité nous sommes d'accord. Mais pour ce qui est des moyens d'y parvenir, nous pensons qu'il existe plusieurs chemins possibles.

Parmi vos projets, il en est à retenir, mais il en est d'autres aussi que nous voulons vous suggérer et que nous aimerions vous voir retenir.

Tout à l'heure, lorsque le rapporteur de la commission des finances et du budget nous parlait des dépenses occasionnées par le F.E.O.G.A., on pouvait faire un rapprochement que vous avez certainement fait.

Lorsque vous parlez des céréales, vous dites combien le blé vous coûte cher. Mais a-t-on respecté le rapport des prix ? C'est là que gît le problème.

Le rapporteur du budget nous a dit : « Mais le fonds de garantie n'intervient que pour 4,2 % pour la viande et pour 48 % pour le lait ». Il y a là un déséquilibre inacceptable.

Vous avez parlé de structure ; je crois plutôt que le mal est non seulement dans la conjoncture, mais tient surtout à ce qu'il s'est déroulé au cours des deux années écoulées. Il y a, c'est curieux d'ailleurs, lorsqu'on observe les statistiques, une certaine similitude entre l'accroissement du volume de collectes de lait sans que pour autant la production se soit beaucoup accrue, et l'accroissement de la matière végétale importée.

Consultez les statistiques et vous verrez, par exemple, que les importations de soja se sont accrues, au cours de l'année 1967, de quelque 800 000 tonnes et que nous avons vu croître ce fleuve de lait — et sans doute est-ce pour cela que vous avez choisi la nuit pour que nous en parlions, cela nous change !

Vous avez dû remarquer la similitude entre les deux. Ce n'est donc pas par hasard si les éleveurs, les producteurs de veaux, ont livré du lait. Ils y avaient certainement intérêt ou ils y étaient incités. C'est là un lien direct avec les divers aspects du problème dont nous parlerons tout à l'heure.

Le président Lückner a eu beaucoup de mal à établir le projet qui nous est soumis, car il a voulu résoudre dans le même temps les trois problèmes posés : le maintien des prix pour l'instant ; la résorption des stocks ; l'entrée dans l'avenir. Vouloir lier les trois choses était singulièrement difficile !

Lorsqu'on examine les différents chapitres du projet qui nous est présenté, on s'aperçoit, Monsieur le président Mansholt, que vous avez d'abord pensé — parce que vous en aviez le souci — au volume des excédents, c'est-à-dire à l'effet. Mais quand vous avez essayé de toucher aux causes, vous avez seulement choisi l'abattage. Ne pensez-vous pas que cela pose un problème difficile à résoudre ? Vous nous avez parlé de 250 000 bêtes par an ; M. le rapporteur nous dit 500 000 : on en ajoute 300 000 après. Volume considérable à mettre sur le marché !

Je conviens que le marché est déficitaire, mais je vois également le volume qu'on va y mettre. Mieux encore : qui va toucher cela ?

J'ai eu la curiosité à ce sujet de me reporter aux statistiques concernant, d'une part, les céréales et, d'autre part, le lait. Je me suis aperçu que près de 600 000 producteurs, rien que dans mon pays, livraient le tiers de la récolte de blé, et que ceux mêmes qui produisent le lait livrent jusqu'à 200 quintaux de blé, au total 34 millions de quintaux. Or, les producteurs qu'il est le plus difficile de toucher sont précisément ceux qui livrent des quantités

Briot

de lait également. C'est là la difficulté du problème : nous allons toucher les mêmes producteurs.

Il se pose donc incontestablement un problème politique. C'est pourquoi il faut que nous entrions à pas comptés dans la réglementation que nous allons établir. Il faut nous servir des propositions que vous avez faites, et les joindre à d'autres qui permettront d'influencer la cause. En définitive, en effet, ces gens qui naguère donnaient aux veaux du lait à consommer sur place, on les a incités à le livrer. Ce faisant, on accroissait incontestablement le volume de beurre.

Lorsqu'on rapproche ces deux faits, production sensiblement étalée et collecte accrue, on constate, et vous pouvez le vérifier, que la collecte s'en va aux organismes de transformation qui produisent le beurre, le fromage, etc., mais aussi la poudre de lait maigre.

Combien produisons-nous de poudre de lait maigre dans la Communauté ? J'ai cherché à le savoir et ce n'est pas la Commission de Bruxelles qui m'a donné les chiffres : pour l'année dernière, 925 000 tonnes. Comme, pour faire un kilo de poudre de lait maigre, il faut 11 litres de lait et qu'il faut 22 litres de lait pour faire un kilo de beurre, cela signifie qu'en définitive ce sont 412 000 tonnes de beurre qui sont allées sur le marché. Je n'oserai prétendre que les veaux auraient pu consommer cette quantité, mais ils auraient pu en consommer près des deux tiers.

Alors, si vous voyez le problème sous cet aspect, nous sommes loin des tueries que l'on veut envisager.

Si je suis le cheminement de la poudre de lait, je m'aperçois que, pour inciter à la production, on a subventionné : 11 % au Luxembourg, en Belgique, en France ; 8,25 %, dans les trois autres pays.

Poursuivons l'examen du problème : le rapporteur, qui est Allemand, nous a parlé en DM. La poudre de lait est à 15 DM les 100 kilos, soit 18 DM environ si l'on ajoute la taxe. Nous sommes sur le chemin du prix du lait entier, qui est à 35 DM.

Monsieur le président Mansholt, vous proposez d'augmenter encore le prix de la poudre de lait maigre ; vous allez alors rattraper celui du lait entier après avoir accompli tout le circuit que je viens de vous exposer.

Mieux encore : après avoir mis sur le marché ces 412 000 tonnes, on va enrichir ce lait de matières grasses végétales importées de sorte que son prix va rattraper encore celui du lait entier.

Tout ce magnifique circuit pour arriver à produire une viande de veau moins bonne avec l'emploi de la poudre de lait enrichi qu'elle ne l'eût été avec le lait.

Ces tonnes de beurre qui ont été ainsi créées, que coûtent-elles à la Communauté ? Combien le rapporteur avait raison de nous dire : voilà quels sont les chiffres qu'il faut envisager pour le F.E.O.G.A. et qui vous inquiètent avec raison, Monsieur le Président ! Je comprends votre double souci : le F.E.O.G.A. à alimenter et le fleuve blanc à résorber !

Que nous coûte la masse de beurre à exporter ? 7 FF de subvention auxquels s'ajoutent les taxes de stockage et les transports, ce qui fait 8,80 FF, peut-être même 10 FF. A raison de 300 000 tonnes, cela fait une somme effroyable, n'est-ce pas ?

En présence d'une telle situation il faut s'attaquer aux causes et veiller à ce qu'une partie du lait demeure aux veaux et ne soit pas collectée. J'accepte en partie votre projet de procéder à certains abattements : on rétablit ainsi un équilibre d'une production qui a été faussée par des manipulations quelque peu discutables. Mais, si nous continuons dans le sens de ce que vous proposez, nous aggravons ces difficultés au lieu de les résoudre.

C'est ainsi, Monsieur le Président, que se pose le problème. Et nous retrouvons pour le blé et le maïs la même erreur qu'en ce qui concerne le rapport entre le lait et la viande.

Il nous faut donc mettre au grand jour nos soucis. Vous allez avoir, demain, une quantité considérable d'amendements ; chacun va apporter sa pierre à l'édifice. Vous aurez naturellement à entendre beaucoup d'exposés. Je suis parmi ceux qui ont déposé des amendements. Je défendrai — j'ai déjà commencé à le faire ce soir — l'idée de maintenir le lait à son origine pour une plus grande part, afin d'éviter de se livrer à ces manipulations onéreuses et d'arriver à quelque chose d'encore plus onéreux, à ce volume de beurre dont on ne sait que faire. Voilà en quels termes nous voyons le problème. C'est l'ensemble des mesures qui nous mènera à quelque chose de concret.

Mais, Monsieur le Président, ce n'est pas tout. On peut toujours dire : nous allons abattre ceci et cela. Mais, si l'on explore encore ce que vous nous proposez, que voit-on ?

On nous dit : il faut abattre des bêtes qui produisent le lait. Très bien ! Que fait le producteur ? Il peut même vendre ses bêtes à son voisin, quitte à les lui racheter tout de suite après ! Vous lui donnez une prime pour l'abattage, mais rien ne l'empêche de racheter pour toucher une prime pour l'engraissement !

L'ennui c'est que, pour faire des vaches, il faudra encore des veaux. Et quand elles auront produit leurs veaux, il y aura encore du lait. Et vous achèterez de nouveau ce lait pour les transformations que vous nous indiquez tout à l'heure !

Briot

Il y a là quelque chose qui ne va pas ! En toute sincérité, inventons autre chose, parce que je ne me vois pas très bien, dans une réunion publique, ou devant des électeurs, expliquer une telle manipulation ; on ne me prendrait pas au sérieux.

Il faut prendre ce problème simplement et ne rien compliquer.

Je sais, Monsieur le Président, que l'article 110 vous permet de limiter certaines importations. Dans ce traité de Rome, il y a tellement d'articles qu'on retombe toujours sur ses pieds lorsqu'on propose quelque chose. Il n'en est pas moins vrai qu'il faut faire quelque chose de sérieux si nous voulons non seulement être suivis, mais aussi résoudre le problème.

Plus curieux encore, c'est ce qui se passe pour les farines de poisson et les farines de soja. Quelle est leur couverture ? Quelle est la protection ? Quasi nulle ! Alors on importe des matières grasses d'origine végétale soit en provenance d'un marché de dumping, soit en provenance des pays pauvres et on les place immédiatement à côté de produits à prix de revient plus élevés parce qu'ils sont ceux d'une société à niveau social élevé.

Nous avons donc le devoir non pas, bien sûr, d'élever des frontières comme font certains États qui nous reprochent de le faire, mais de rétablir ce qui est faussé par les subventions ou ce qui est faussé par la misère.

Lorsqu'on regarde par le petit bout de la lorgnette, on peut choisir une théorie, mais lorsqu'on regarde l'origine du mal, on voit les réalités en face ainsi que leurs conséquences. C'est pourquoi, dans les amendements qui vous seront proposés, certains éléments doivent jouer.

D'abord limiter cette collecte ; ensuite voir si l'on peut donner un encouragement à celui qui gardera son veau à la ferme. Cela sera plus simple que de placer une subvention en cours de circuit. Enfin, vous dites que pour soutenir le lait, on augmentera encore la poudre de lait maigre : mais on rattrapera beaucoup plus et c'est ce que vous cherchez à éviter.

Donc, il y a, dans la présentation des textes qui nous sont soumis, une harmonie tout à fait discutable, à telle enseigne que même les projets s'opposent entre eux. Voilà ce que nous sommes obligés de constater et c'est la raison pour laquelle j'estime qu'il est indispensable non pas de gêner le commerce extérieur — ce n'est pas dans cet esprit-là que je parle, car il est aussi respectable que les autres activités nationales — mais de ne pas établir des concurrences déloyales par des produits d'origines et des prix différents.

C'est cet équilibre-là qui presse autant à réaliser que l'autre. C'est pourquoi, dans ce qui nous est proposé, maintenons les prix, essayons de résorber

la quantité de beurre par n'importe quel moyen, car nous n'avons pas le temps d'attendre. Il faut qu'avant deux ou trois mois vous nous ayez proposé un projet qui bloque ce fleuve. Si nous ne le vendons pas, nous allons être dans une situation pire que celle qui existe actuellement en matière de céréales, dont nous ne savons que faire. Les céréales peuvent toujours être stockées, tandis qu'il faudra des cargos pour y mettre le lait dont on ne saura que faire. Quant au beurre, il fondra au soleil ! Vous avez dit vous-même qu'on ne peut pas, à cause de cela, l'exporter dans les pays chauds.

En terminant, je rappellerai que vous avez dit l'autre jour, à la commission de l'agriculture, Monsieur le président Mansholt : « je ne sais pas si j'ai raison, ou si M. Briot a raison ». Cela prouve que nous avions raison tous les deux. Alors je vous dis : prenez les quelques idées que je vous donne et prenez les vôtres ; je crois que dans les deux il y a quelque chose de bon. Cela évitera d'agir avec la violence qu'on prévoyait en ce qui concerne l'abatage des bêtes. Évitions tout traumatisme. Soyons des politiques et nous ferons accepter ce changement sans heurts. Les intéressés admettront, quand ils le comprendront.

(Applaudissements)

PRÉSIDENCE DE M. SCELBA

M. le Président. — La parole est à M. van der Ploeg.

M. van der Ploeg. — (N) Monsieur le Président, comme j'entends être bref, car il se fait tard, je m'abstiendrai d'introduire les diverses observations que je me propose de vous présenter. Quoi qu'il en soit, le rapporteur, M. Lücker, peut être assuré que j'ai grandement apprécié le travail qu'il a fait. Que je ne puisse malheureusement voter en faveur de sa résolution n'enlève rien évidemment à mon estime.

Deux remarques préalables, tout d'abord. La commission des affaires sociales et de la santé publique a été saisie pour avis du complexe des propositions concernant l'agriculture, donc également des propositions relatives aux prix et à la politique à moyen terme. J'ai été nommé par cette commission rapporteur pour avis. Faute de temps, hélas, notre commission n'a pas pu établir d'avis sur les propositions actuellement en discussion et n'est donc à même d'apporter aucune contribution au débat.

Je suis le premier à regretter cet état de choses, car il faut bien dire que la proposition sur les prix aussi bien que celle qui concerne les mesures à moyen terme présentent des aspects typiquement sociaux.

Ma deuxième remarque a trait à la procédure. Le Parlement européen a établi un avis sur les prix des

Van der Ploeg

céréales, mais le Conseil ne s'est pas encore prononcé sur ce point. Or, il faudrait que nous connaissions les prix définitifs des céréales avant de pouvoir formuler un avis sur le prix du lait et les prix d'intervention pour les produits laitiers. J'espère que la Commission européenne tiendra compte de cette remarque.

L'avis adressé à la commission de l'agriculture ne recommande aucune modification du prix indicatif proposé pour le lait. Il y a certainement des réserves à faire sur le maintien de l'actuel prix du lait. Les coûts ont augmenté également dans le secteur de l'élevage, et je me demande avec inquiétude quelles seront les conséquences de cette augmentation sur les revenus des éleveurs, quelles en seront les incidences pour la mise en œuvre, en particulier, d'une politique sociale en faveur des travailleurs agricoles. J'espère pouvoir revenir plus tard sur ce problème, lorsque la commission des affaires sociales et de la santé publique aura établi son avis sur toutes les propositions agricoles, sachant fort bien qu'il ne peut en être autrement. On ne peut prendre, dans un marché saturé, des mesures qui risquent d'entraîner une nouvelle expansion de l'offre. Je comprends donc la proposition de la Commission européenne et je suis d'accord avec cette partie de la proposition de résolution de la commission de l'agriculture.

Après ce que je viens de dire, vous aurez deviné que je ne suis pas favorable à un abaissement du prix du lait. Si l'abaissement du prix du lait doit éliminer les excédents de produits laitiers, il faut qu'il soit vraiment radical, et je ne crois pas que nous puissions accepter un tel abaissement draconien, ne serait-ce que pour des raisons sociales.

La proposition relative à la modification de valeur des matières grasses butyriques et des matières azotées — cela est vrai aussi bien de la proposition de la Commission européenne que de celle de la commission de l'agriculture — prend à mes yeux valeur d'expérience. Je veux me rendre compte de son efficacité. Il dépendra cependant du résultat de cette expérience que nous la maintenions en pratique. Je suis certain que la Commission européenne présentera en temps utile des propositions plus détaillées s'il devait apparaître soudain que le nouveau système est inefficace ou ne donne pas entière satisfaction.

Quelques remarques encore sur les propositions à moyen terme. Je suis d'accord avec celles des mesures à moyen terme qui visent à réduire le cheptel des vaches laitières. Sans doute, là encore, pouvons-nous nous demander si ces mesures seront suffisantes, mais je suis d'accord avec ceux qui disent qu'il faut bien commencer par l'un ou l'autre bout. Ce n'est pas d'une contrainte qu'il s'agit — plusieurs orateurs l'ont déjà souligné — il reste que la prime qui a été promise sera, je l'espère, un encouragement à diminuer ce cheptel. Aussi étrange que

cela puisse paraître dans un monde où sévit encore la famine, cette mesure s'impose malheureusement en Europe.

Sur ce point, je l'avoue, il m'est difficile d'accepter la proposition de résolution de la commission de l'agriculture. Je préfère la proposition de la Commission européenne, puisqu'elle est un plus fort stimulant aux intéressés ; je ne puis donc me rallier à cette partie de la proposition de résolution. A mon avis, la mesure proposée par la Commission européenne qui, comme je l'ai dit, se fonde sur la libre volonté, est de loin préférable, en tout cas, à un système de contingentement. C'est à peine si une telle mesure — ainsi que l'ont déjà déclaré d'autres orateurs et en particulier le rapporteur de la commission des finances et des budgets — est applicable sans discrimination et, de surcroît, elle ne me semble pas compatible avec cette liberté du marché que nous préconisons dans la C.E.E.

Puisque je viens de parler de liberté de marché, j'aimerais poser une seule question à M. Mansholt. Où en est actuellement ce marché libre du lait destiné à la consommation ; ce marché pourra-t-il bientôt fonctionner ?

Je n'ai guère parlé encore du rapport de notre éminent collègue, M. Lückner. Si ce n'est le point que je viens de citer, ce rapport ne soulève pas beaucoup de difficultés pour moi. Encore que je m'interroge sur la modification que la résolution propose d'apporter au rapport existant entre le lait, les matières grasses et les protéines, et que je ne sois pas tout à fait convaincu non plus du bien-fondé de la proposition sur la prime d'abattage, je n'aperçois, à vrai dire, de sérieuses difficultés que là où il s'agit des huiles et des matières grasses.

Dans sa proposition de résolution, la commission de l'agriculture a malheureusement énoncé, de sa propre initiative et dès avant l'intervention de la Commission européenne, une proposition de fixer la taxe sur les graisses végétales à 0,10 u.c. par kg. J'ai quelques réserves à l'égard de cette proposition. Elle n'est pas économiquement valable, elle n'apporte aucun remède à la production accrue de beurre, ainsi que le rapporteur de la commission des finances et des budgets l'a déclaré à bon droit. Cette proposition va directement à l'encontre des intérêts des pays en voie de développement. M. Kriedemann a eu raison d'attirer l'attention de notre Parlement sur ce point.

Telle qu'elle est rédigée, la proposition de M. Lückner tend à diminuer les échanges commerciaux avec les pays tiers qui ne manqueront pas de prendre des mesures de rétorsion, lesquelles auront des conséquences fâcheuses pour l'économie de nos six pays. Je dois, bien sûr, parler ici en ma qualité de parlementaire européen, mais les Pays-Bas font partie de l'Europe, et je dois vous dire que cette proposition est aujourd'hui absolument indé-

Van der Ploeg

fendable vu la situation qui prévaut dans mon pays. Nous avons pris une première mesure en introduisant la taxe à la valeur ajoutée ; cette mesure a soulevé tant de difficultés que, si nous adoptons une proposition fixant à 0,10 u.c. par kg la taxe sur la margarine, cela ne semble pas défendable, et je vous assure que c'est à notre Parlement d'adopter cette mesure. Le Parlement néerlandais ne le pourrait pas. C'est là, pour moi, une raison suffisante pour ne pas voter pour la résolution, du moins si elle est mise aux voix demain sans aucune modification.

Pour conclure, je voudrais poser une dernière question à la Commission. Nous connaissons ces jours-ci de nouveaux troubles et inquiétudes sur le plan monétaire. La question que je pose est celle-ci : Que compte faire la Commission s'il devait y avoir des modifications dans les cours de change sur le marché monétaire international ? Qu'advient-il alors des prix ? J'estime que le Parlement a droit à une réponse à ce point quand elle donnera son avis.

Monsieur le Président, je crois avoir répondu à votre désir en m'en tenant à ces quelques observations.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. De Winter.

M. De Winter. — Monsieur le Président, je désire apporter ma contribution à l'hommage rendu à M. Lückner qui est certainement l'un des rapporteurs les plus brillants de cette Assemblée. Mais il est tellement habitué aux compliments qu'il mérite, que je ne veux pas insister dans cette voie. Il ne m'en voudra pas de prendre ce soir la parole pour développer certaines considérations qui ne me paraissent pas avoir retenu, à suffisance, l'attention de la commission de l'agriculture.

Je voudrais, à l'orée de cet exposé, demander à M. le président Mansholt de bien réfléchir avant de prendre les décisions qu'il compte présenter à l'assentiment définitif du Conseil.

Je concentrerai mon intervention sur deux points. Le premier, qui concerne la défense des intérêts des pays en voie de développement, réclame également la meilleure compréhension de M. Lückner.

J'assume cette défense avec d'autant plus de conviction que, en qualité de rapporteur de la commission des relations économiques extérieures, j'ai été amené à m'occuper des problèmes intéressant l'Amérique du Sud et d'autres pays en voie de développement.

Je voudrais souligner ici qu'il est justifié d'accorder une très grande attention aux répercussions des mesures que l'on compte prendre sur le volume et la valeur des exportations des pays d'Amérique du Sud

et des pays en voie de développement en général, à destination de l'Europe des Six.

Il est en effet certain que l'application de la taxe de 20 à 60 u.c. par tonne, sur les huiles et la farine de poisson affectera sensiblement les exportations des pays latino-américains qui, au cours de la période de 1962 à 1966, ont exporté vers la C.E.E. des tourteaux, de la farine de poisson, des huiles d'arachide et de tournesol pour une valeur de 200 millions u.c. par an, sans compter les graines de maïs et de soja. En prenant pour base les prix moyens de ces produits, on constate que l'application de la taxe proposée représenterait une charge de l'ordre de 20 à 35 %. Elle aurait pour résultat de compromettre les exportations vers la C.E.E. et de détériorer davantage les cours mondiaux par suite de l'augmentation de l'offre latino-américaine sur d'autres marchés. Sans doute répondrez-vous que vous envisagez de prendre certaines mesures préférentielles à l'égard des matières grasses et des huiles destinées à la consommation pour faire porter dès lors tout le poids des taxations envisagées sur les huiles et les matières grasses destinées à l'alimentation humaine. Il n'en reste pas moins que le poids de ces mesures aura une incidence particulièrement fâcheuse sur les exportations des pays en voie de développement. J'y relève même une indiscutable contradiction avec vos déclarations antérieures car, chaque fois que l'on entend les porte-parole du Marché commun, ils ne manquent pas de souligner l'absolue nécessité de venir en aide aux pays en voie de développement, de soutenir leur économie, de faire en sorte qu'ils puissent avancer dans la voie du progrès et atteindre un niveau de vie plus élevé. Je m'étonne dès lors d'autant plus des mesures que l'on envisage de prendre, celles-ci étant en nette contradiction avec les déclarations précitées.

Il est certain que la Commission elle-même reconnaît implicitement le caractère préjudiciable des mesures proposées à l'égard des nations en voie de développement exportatrices d'oléagineux, puisqu'elle suggère l'adoption de compensations financières aux E.A.M.A. et aux pays et territoires d'outre-mer (P.T.O.M.) pour les pertes de recettes d'exportation qui résulteraient de la politique communautaire.

En ce qui concerne la farine de poisson, il faut signaler que ce produit se trouve dans une situation particulière. En effet, ses prix n'ont pas baissé depuis la période de 1964-1965 dans la proportion invoquée par la Commission pour justifier les impositions qu'elle propose. D'autre part, il s'agit essentiellement d'un produit protéique destiné au bétail et dont les éléments gras qu'il contient ne représentent qu'un complément à la valeur nutritive de ce produit.

Si je termine ici la partie de mon intervention que je désirais consacrer à la défense des intérêts des pays en voie de développement, je ne voudrais pas cependant omettre d'insister auprès de M. le président Mansholt pour qu'il ait égard aux intérêts consi-

De Winter

dérés et qu'il se garde de leur porter préjudice, alors qu'il est du devoir du Marché commun et de la Commission exécutive de les sauvegarder.

Mon second point a trait aux mesures qui visent la margarine. Monsieur le Président, quand j'entends tout ce qui se dit et que je vois tout ce qui se passe à ce sujet, j'ai quelque peu l'impression que nous assistons ici à la présentation d'un « western » dans lequel le convoi traditionnel est attaqué, cerné de toutes parts, assailli de flèches par d'innombrables Sioux, le chef des Sioux étant en l'occurrence M. Boscarey-Monsservin.

(Rires)

Les Indiens encerclent finalement le convoi et finissent par abattre jusqu'au dernier combattant. Les scalps sont alors suspendus au totem du wigwam vainqueur. Si cette réminiscence nous fait revivre des scènes qui ont enchanté notre jeunesse, nous croyons cependant que le convoi vaut la peine d'être défendu.

Il me paraît que l'on désire trop souvent faire jouer à la margarine le rôle du bouc émissaire que l'on charge à tort de tous les péchés d'Israël. Lorsque l'on considère objectivement les faits, Monsieur le président Mansholt, on constate que, depuis dix ans, ni la production ni la consommation de margarine n'ont augmenté. Quant au beurre, si sa consommation augmente d'environ 2 ou 3 p. 100 par an, sa production augmente au contraire dans une proportion beaucoup plus importante, et pratiquement irrésorbable.

Je me demande, dès lors, si vous ne vous prêtez pas à une très mauvaise opération, car si vous avez devant vous un patient qui est affecté d'une hypertension chronique, ce n'est certainement pas en faisant une ponction au voisin que vous corrigerez l'hypertension du malade qui vous est confié. La margarine ne porte préjudice à personne, elle ne se développe pas aux dépens d'autrui ; elle ne souffre pas d'hypertension, et il n'y a pas lieu de lui faire de ponction. En réalité, elle ne constitue aucun danger pour le beurre. Il est certain que la mesure que vous prenez pour augmenter le prix de la margarine ne favorisera nullement, à mon sens — et sur ce point je m'écarte de l'avis de mon collègue M. Lückner — la consommation de beurre, car l'écart restera quand même trop grand pour inciter le consommateur de margarine à consommer du beurre.

M. Lückner ne m'en voudra certainement pas d'exprimer ici ma conviction. Les mesures que l'on compte adopter maintenant pour taxer la margarine auront pour seul effet d'imposer aux consommateurs une dépense plus lourde, sans aucun profit pour la consommation de beurre. Permettez-moi de vous citer, à cet égard, le cas de mon pays, la Belgique, où, comme vous le savez, la liaison entre l'index et les salaires est tout à fait automatique. Si vous

augmentez le prix de la margarine, vous allez imposer non seulement aux consommateurs, mais également au budget de l'État, des charges extrêmement lourdes sans profit pour personne et sans que ces charges contribuent d'aucune manière à la solution du problème qui vous est posé.

Au fond, chacun vous donne raison lorsque vous dites, comme vous le faites depuis longtemps déjà, qu'il ne convient pas de mettre des emplâtres sur une jambe de bois, mais qu'il convient au contraire de prendre des mesures structurelles qui, si la production est trop élevée, tendent à réduire cette production si vous ne parvenez pas à augmenter la consommation. Les lois économiques sont des lois d'airain. Il ne sert à rien de vouloir s'élever contre elles. Si vous les ignorez, elles se vengeront de vous et vous constaterez trop tard que vous avez eu tort de vouloir les enfreindre. C'est uniquement pour ce motif, Monsieur le Président, que, en toute modestie, je vous demande de bien réfléchir avant de prendre des mesures qui constitueront une lourde charge pour la Communauté, sans pour autant résoudre le problème qui se pose et pour lequel des mesures structurelles sont indispensables et urgentes.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Baas.

M. Baas. — (N) Monsieur le Président, j'ai, bien entendu, beaucoup d'estime pour les efforts que M. Lückner a déployés et pour la puissance de travail dont il a fait preuve en rédigeant son rapport. Je dois cependant dès l'abord faire remarquer que je ne puis en approuver les conclusions.

M. Lückner le sait. Il sait également qu'en établissant un rapport sur un sujet aux aspects si multiples, il faut se méfier de la tendance à ramener tous les points de vue à un dénominateur commun. Car on obtient alors le résultat auquel nous sommes parvenus avec ce rapport : il n'est pas approuvé par l'ensemble de la commission de l'agriculture. Je crois important de le constater : ce rapport n'a pu être sauvé qu'après un deuxième tour de scrutin.

Un tel « ballottage » est une méthode parlementaire dont nous devons nous méfier. Nous savons tous que le rapport Lückner n'a pas l'approbation de la majorité du Parlement. On peut essayer d'atténuer les oppositions, mais les faits parlent d'eux-mêmes. Les discussions que nous avons eues à la commission de l'agriculture et le débat de cet après-midi et de ce soir n'ont pas pu me convaincre. L'exécutif s'efforce sans cesse de nous persuader que le revenu des paysans ne doit pas diminuer. Cela est en contradiction flagrante avec la proposition qui a été défendue par M. Mansholt il n'y a pas même six mois. A cette époque, il fallait réduire le prix du lait d'un pfennig pour éviter que les excédents ne deviennent trop grands. Trois ou quatre mois plus tard, on nous dit

Baas

sur tous les tons que le prix du lait ne peut diminuer, parce que cette baisse affecterait les revenus des agriculteurs. Se pourrait-il que l'on se rende enfin compte que les mesures que l'on prend, ou que l'on omet de prendre à Bruxelles, portent en dernière analyse atteinte au revenu des agriculteurs ? La façon dont le problème est posé et le climat qui est créé autour des excédents de beurre me donnent l'impression d'être destinés à préparer l'opinion publique à certaines décisions qui doivent être prises.

Bon nombre de mes collègues ont, comme moi, l'impression que les propositions de l'exécutif dénotent la crainte de regarder la réalité en face. Toutes les suggestions de la commission de l'agriculture ont été écartées à grand renfort de statistiques, de discours, etc.

Je pense devoir poser à M. Mansholt la question suivante : à quel rythme la production laitière augmente-t-elle dans la C.E.E. et quelle est la cause de cette augmentation ? Le Commissaire a proposé des mesures visant à réduire les excédents, et s'est empressé de nous expliquer ce qui se passait. Mais que se passe-t-il réellement dans la Communauté ? Avec votre permission, je mettrai deux tableaux à la disposition du service sténographique. J'espère qu'ils pourront être inclus dans le procès-verbal.

Tableau 1

Augmentation du cheptel et de la production laitière en 1966-1967

	Nombre de vaches laitières	Production laitière totale par pays	Livraison à l'usine
Belgique	0,5 %	2,3 %	5,5 %
Allemagne	0,1 %	1,7 %	2,9 %
France	0,8 %	4,8 %	9,8 %
Italie	1,4 %	1,0 %	1,9 %
Luxembourg	0 %	1,0 %	1,9 %
Pays-Bas	3,1 %	3,8 %	5,1 %
C.E.E.	0,9 %	3,0 %	5,5 %

Tableau 2

Production laitière par vache

	1958	1967	Augmentation annuelle moyenne
Pays-Bas	4 125 kg	4 200 kg	8 kg
Belgique	3 710 kg	3 940 kg	25 kg
Allemagne de l'Ouest	3 125 kg	3 710 kg	65 kg
France	2 244 kg	3 030 kg	87 kg
Italie	2 150 kg	2 860 kg	79 kg

En 1966-1967, la production laitière livrée à l'usine a augmenté, en France, de 9,8 %. Ainsi, au bout de trois ans, le pourcentage de la production livrée aux

usines y atteindra environ 90 %. C'était la proportion à prévoir. Elle n'atteindra certainement pas 100 %. On a beau faire toutes sortes de propositions et prendre toutes sortes de mesures, en raison de la politique des prix menée depuis quelques années et de l'octroi de subventions au lait écrémé en poudre, il est devenu intéressant de livrer chaque litre de lait pour transformation à l'usine. Le producteur en obtient 10 cents sans faire aucun effort supplémentaire. Au cas où M. Mansholt entendrait réfuter les propositions que M. Lefebvre et moi-même présenteront tout à l'heure au Parlement, en arguant qu'elles accéléreraient encore davantage l'augmentation des livraisons aux usines, je l'attends de pied ferme.

J'appelle d'autre part l'attention sur l'augmentation de la production de lait par vache. L'augmentation annuelle moyenne de la production laitière par vache est actuellement de 8 kg aux Pays-Bas, de 25 kg en Belgique, de 65 kg en Allemagne de l'Ouest et de 87 kg en France. Cela signifie qu'en France, dans quelques années, les usines recevront environ 100 kg de lait de plus par vache et par an. Nous en concluons que, quelles que soient les propositions que l'on fasse, la production laitière continuera d'augmenter dans la Communauté.

Je partage l'opinion de mon collègue De Winter sur l'abattage de vaches. Là aussi, les chiffres sont éloquentes. Moins de 25 % des veaux sont destinés à venir compléter le cheptel laitier. La réserve est par conséquent considérable. En supposant que les veaux nouveau-nés se composent pour moitié de mâles et pour moitié de femelles, on peut dire que la réserve dans laquelle on peut puiser pour accroître le cheptel laitier équivaut en nombre aux veaux actuellement utilisés pour le compléter. C'est pourquoi je considère comme dénuée d'intérêt toute mesure qui consiste à endiguer la production de lait par l'abattage de vaches laitières.

M. Mansholt sait qu'aux Pays-Bas nous l'avons essayé en 1935 et 1936. Nous avons à cette époque abattu des vaches. Je l'ai dit également à la commission de l'agriculture. Je me souviens qu'à l'époque — j'étais jeune fermier — il fallait abattre trois vaches. L'année suivante, elles étaient remplacées par quatre autres vaches, et de meilleures. On s'efforcera, il est vrai, de prendre des mesures supprimant les échappatoires qui existaient alors. Néanmoins, je n'attends de l'abattage dans certaines entreprises d'une partie des vaches laitières aucun résultat. Le nombre d'hectares ainsi libéré sera, au même moment, utilisé par d'autres agriculteurs pour l'élevage d'autres vaches laitières. Les primes à l'engraissement peuvent, elles aussi, devenir une source abondante de fraudes. Je n'en attends non plus aucun résultat.

Je passe enfin à la question de la modification des prix du beurre, des matières grasses et des matières azotées. Le risque énorme que comporte la proposition de la Commission européenne est le suivant.

Baas

Si nous donnons 2,50 DM pour chaque kilogramme de beurre commercialisé aujourd'hui, cela représente pour la Communauté un sacrifice financier tel que... Je vois que M. Mansholt fait des signes de dénégation. Je voudrais qu'il ait raison, mais il n'en est rien, car c'est bien un sacrifice que l'on nous demande. Nous devons nous rattraper sur le fromage. Mais il n'est plus possible d'augmenter fortement le prix de ce produit, car cela inciterait le consommateur à se rabattre sur des produits de substitution : la viande et les denrées à base de sucre.

Il ne faut pas croire que l'on peut impunément augmenter le prix du fromage de 25, 30 ou 40 % et que la ménagère continuera à l'acheter. Nous vivons, Dieu merci, dans le monde occidental ! Si nous vivions dans un monde souffrant de pénuries où l'on peut imposer des contraintes à la consommation, que le plan de M. Mansholt serait beau ! Mais nous savons combien l'écoulement du fromage est difficile, et je ne songe pas seulement au fromage italien, mais aussi aux différents fromages français.

En ce qui concerne la vente des matières azotées, la situation est tout à fait précaire. Le moment viendra où il nous faudra payer davantage pour les écouler sous forme de produits fourragers. Je voudrais demander à la Commission européenne si elle a songé au jour où l'on parviendra, dans ce secteur également, à remplacer les matières azotées naturelles par des matières azotées synthétiques. Ce jour n'est plus très loin. Si nous comparons le prix des matières azotées naturelles subventionnées à celui des matières azotées synthétiques, nous verrons que le moment est proche où ces produits pourront se substituer l'un à l'autre. Si je sais qu'il est douteux, dans un proche avenir, que les matières grasses du lait puissent réellement être valorisées, je me demande encore davantage ce qu'il adviendra des matières azotées excédentaires.

Vous voyez par là — et M. Mansholt le sait également, ce n'est pas pour lui une révélation — que je considère les propositions concernant la modification des prix, les primes à l'engraissement et l'abattage comme boiteuses. Je pense que l'on ne peut en attendre aucun résultat. Cependant, le problème des excédents de beurre demeure. Nous ne devons pas essayer de l'esquiver. Je me garderai bien de le faire moi-même, ce soir, car alors ma critique ferait long feu.

Je vois deux solutions aux problèmes des excédents de beurre. Je laisse provisoirement de côté les mesures structurelles à moyen terme grâce auxquelles, je l'imagine, on pourrait, dans l'avenir, obtenir certains résultats en ce qui concerne le fleuve de lait. Actuellement, nous sommes en présence d'un excédent de beurre. L'une des deux solutions que j'entrevois est la destruction de 200 000 ou 300 000 tonnes de beurre.

M. Mansholt. — (N) Vous dites bien : la destruction ?

M. Baas. — (N) Oui, la destruction. Elle se heurterait à de très grandes résistances dans la Communauté, et je ne la proposerai pas. Mais il reste que c'est un moyen. Nous pouvons en effet détruire cet énorme excédent de beurre pour en être débarrassé. C'est techniquement possible, et c'est également possible du point de vue commercial, car de ce point de vue ce serait, en fin de compte, une opération visant à rétablir la situation du marché.

M. Mansholt. — (N) Mais enfin, la proposez-vous ou non ?

M. Baas. — (N) Je me livre en ce moment à des conjectures. Vous verrez bien, à la fin, ce que j'ai à vous proposer. Je n'ai trouvé, dans les propositions de la Commission européenne, aucun élément indiquant qu'elle ait elle-même envisagé cette possibilité. On aura beau prétendre que cela est exclu dans la Communauté, il existe bel et bien une possibilité de détruire les excédents de beurre et de rétablir ainsi l'équilibre du marché.

Mais il s'agit là d'une voie extrême. Je n'y aurai pas recours, car il existe un autre moyen d'apporter à court terme un important allègement au problème. Il serait possible de dépouiller une très grande quantité de graisse butyrique, par exemple, 100 000 ou 150 000 tonnes, de ses caractéristiques et de l'utiliser comme produit de base pour l'industrie de la margarine. Mais cela aurait naturellement une incidence sur certains produits provenant des pays en voie de développement. Nous ne pouvons mettre 100 000 ou 200 000 tonnes supplémentaires en circulation, sans le faire aux dépens d'autrui. Et comme la majeure partie des matières grasses provient des pays en voie de développement et des régions subtropicales, ce sont ces régions-là qui seraient lésées.

L'autre possibilité — j'en entrevois, je vous le rappelle, deux — est d'obliger les agriculteurs, dès le 1^{er} avril, à reprendre sous forme de lait entier en poudre dénaturée un certain pourcentage du lait qu'ils ont livré, et cela à un prix raisonnable, sur la base de sa valeur nutritive. Je pense, pour donner un ordre de grandeur, à 0,25 florin par litre de lait.

Ce serait un moyen de régulariser le marché. Toutes les propositions de la Communauté européenne mènent à l'échec parce qu'elles ne permettent pas d'adapter à court terme la production à la consommation. Cette restitution obligatoire de lait entier en poudre — sur la base de 5 % de la quantité de lait livrée, cela fait environ 100 000 tonnes de matières grasses butyriques et une quantité à peu près comparable de matières azotées — apporte une solution à l'une des grandes difficultés que nous rencontrons actuellement : celle qui réside dans le fait que pendant les dix ou quinze dernières années, l'alimenta-

Baas

tion normale au lait complet a été remplacée par une alimentation en lait diminué, comprenant de la poudre de lait écrémé et des matières grasses d'origine végétale et animale.

En rendant ainsi à l'agriculture la responsabilité de la transformation de ses propres produits qui, en somme, ont leur place dans l'entreprise agricole pour l'alimentation des veaux, il devient possible, à mon avis, non seulement de rétablir l'équilibre du marché, mais également de réaliser un meilleur équilibre entre la production et la consommation.

J'espère que la Commission examinera très attentivement les propositions du Parlement, car nous considérons tous que ses propositions à elles sont insuffisantes. Si la Commission s'était trompée sur l'augmentation de la consommation et si la vente des 180 000 tonnes ne se réalisait pas, tout l'édifice s'écroulerait. Nous aurions alors abaissé le prix du beurre de 2,50 DM par kg, pour néanmoins encore en conserver des quantités dont nous ne saurions que faire. Le problème serait alors devenu vraiment insoluble.

La Commission européenne, bien entendu, ne cesse de dire que l'on ne veut pas porter atteinte aux revenus des agriculteurs. On nous le dit depuis si longtemps déjà. Il y a trois ou quatre mois, il fallait, tout d'un coup, réduire le prix du lait d'un pfennig. C'était la seule possibilité d'endiguer ce fameux « fleuve » de lait. Je vois que M. Mansholt fait un signe de dénégation. Je suis curieux de connaître sa réponse. Nous pouvons évidemment rouvrir les dossiers d'il y a quatre mois, et voir ce que nous avons dit alors.

Il n'y a, au fond, rien de nouveau sous le soleil. En effet, j'ai demandé communication des lettres pressantes par lesquelles, en 1950-1951 — il était alors ministre de l'agriculture des Pays-Bas — M. Mansholt invitait le Conseil économique et social à examiner par priorité les problèmes des excédents de lait et de beurre et de lui faire rapport sur une situation devenue intenable.

Il y a de cela 18 ans. Je pense que nous pouvons avoir des doutes sérieux quant à la méthode que nous suivons pour réaliser l'équilibre entre la production et la consommation. Je pense que le Parlement peut placer là un point d'interrogation. J'estime assez absurde de continuer à ajouter foi à des propositions qui se sont toutes révélées insuffisantes au cours des quinze dernières années.

Après les exposés de MM. van der Ploeg et De Winter concernant la taxe sur la margarine, je peux être bref sur ce sujet. Mais je voudrais appeler l'attention sur un aspect de la question à propos duquel il m'intéresserait de connaître l'avis de M. Mansholt.

M. Mansholt pense-t-il vraiment qu'il soit possible d'instituer à bref délai la taxe sur la margarine ?

Toute l'argumentation de la Commission européenne en dépend.

A la fin de son exposé, M. De Winter a fait allusion à une attaque d'Indiens. En y réfléchissant, je suis arrivé à une tout autre comparaison : nous sommes en présence d'un puissant fléau, d'une nuée de sauterelles qui menace les récoltes. Le DDT est prêt sur les aérodromes, mais l'autorisation de l'utiliser n'est pas donnée. Les sauterelles finissent par tout dévorer. Le gouvernement national assiste à la catastrophe, impuissant, le feu vert n'ayant pas été donné pour l'emploi de l'insecticide.

Il en est de même ici. On propose d'équilibrer le marché des matières grasses au moyen d'une taxe sur la margarine. Il se peut fort bien qu'il faille encore discuter pendant deux ans avant que les Parlements nationaux soient prêts à l'accepter. Nous pouvons bien, à un moment donné, nous leurrer d'illusions et penser que c'est là un moyen efficace de réaliser l'équilibre du marché des matières grasses. Mais M. Mansholt sait, aussi bien que chaque représentant ici présent, que certains parlements nationaux ne sont absolument pas disposés, en vue d'éliminer une montagne de beurre qui pourrait aussi être réduite par d'autres moyens, à employer la taxe sur la margarine comme dernier remède pour un patient qui ne souffre pas du tout du mal dont on le soupçonne.

Je crois qu'on ne peut pas tenir pour efficaces les propositions de la Commission européenne tendant à réaliser l'équilibre entre la production et la consommation. Je crois aussi qu'il ne sera pas possible, dans les prochaines années, de faire jouer à une taxe sur la margarine un rôle essentiel dans l'ensemble de notre politique.

En dépit de tout le respect que nous devons aux efforts de notre collègue Lückner, notre jugement sur son rapport doit être négatif.

Cependant, je veux mettre en garde le Parlement pour que demain, lors de l'examen des amendements, il veille à ne pas réduire le rapport à néant. Nous ne pourrions dans ce cas entreprendre aucune action ni exercer le moindre contrôle sur la politique de M. Mansholt. Le Conseil de ministres, institution que nous pouvons investir de notre confiance, pourra, en tout cas, encore toujours prendre les mesures qui permettront d'apporter une solution efficace à ces graves problèmes.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Klinker.

M. Klinker. — (A) Monsieur le Président, M. Baas a fait tout à l'heure une proposition excellente quant à la manière dont on pourrait combattre la situation anormale dans laquelle se trouve l'industrie du beurre. Ce serait une idée nouvelle si l'on réussissait

Klinker

à mélanger du poison au beurre et à le faire dévorer par les sauterelles des pays sous-développés. Ce serait une méthode formidable pour éliminer les excédents de beurre. Mais je pense que le problème n'est pas aussi simple. Je dois dire qu'à mes yeux le rapport de M. Lückner constitue une tentative en vue d'indiquer à tout le moins des moyens de parvenir à une solution conforme au marché.

Si je m'en réfère aux différentes interventions de mes collègues, force m'est de constater qu'il peut exister, à mi-chemin entre les propositions de la Commission et celles de notre rapport, une solution conforme au marché. Le marché du beurre est extrêmement sensible. 1 % de trop dans la production et déjà ce sont des perturbations ; 1 % de moins stabilise le marché. Quiconque a une connaissance pratique de ce travail et doit s'occuper de ce marché sait fort bien combien le problème est délicat.

Que se passe-t-il pour le moment ? Nous constatons que le Conseil de ministres s'occupe de ces questions, qu'il discute d'une proposition de la Commission et qu'avant de prendre une décision à son sujet, il veut entendre également l'avis du Parlement. Mais nous avons le devoir, si nous voulons nous montrer à la hauteur de notre mission, de dire ou bien ceci : Les propositions de la Commission sont irréalisables, ou bien de dire : Nous faisons des propositions tout à fait différentes. Mais alors, il nous faut également présenter de véritables solutions de rechange. Ou alors, nous suivons la direction vers laquelle s'oriente le rapport Lückner et disons : Nous pouvons le faire de telle ou de telle façon. Voyez-vous, ce serait à mon avis la solution la plus avisée. En tout cas, je pense que nous sommes d'accord pour dire que nous devons donner un avis.

La Commission part d'un axiome très important en disant que l'alimentation moderne s'oriente de plus en plus vers une consommation accrue de protéines et que la consommation de graisses diminue. Et elle propose — à mon avis d'une façon un peu trop catégorique — une nouvelle échelle de valeurs qui ne peut coïncider avec la situation sur le marché, en tout cas pas immédiatement, mais tout au plus progressivement et lentement. Si l'on veut maintenir à son niveau actuel le prix du lait au producteur parce que les coûts exigent de tels prix et si l'on part du principe que du lait de bonne qualité est à l'heure actuelle presque moins cher que la meilleure des eaux minérales, on peut amener les consommateurs européens à admettre une augmentation du prix si l'industrie laitière révèle des améliorations de qualité. J'ai un peu regretté, Monsieur le Président, de ne pas avoir trouvé ces considérations dans vos propositions qui devraient insister encore plus nettement sur l'importance d'une amélioration de la qualité de la crème fouettée, des yaourts et du fromage blanc, et surtout mettre davantage l'accent sur la publicité en faveur du lait et sur l'approvision-

nement des enfants et des étudiants en bon lait de consommation. En effet, il est certainement meilleur marché de livrer le lait directement au consommateur — et également plus profitable pour le producteur — que de le faire transformer en beurre ou en fromage par les laiteries. J'imagine que pour bien des étudiants, il serait bon qu'ils boivent plus de lait. Ils auraient une mine plus florissante. Sans aucun doute, il serait utile de se demander si cela ne serait pas une bonne méthode pour accroître la consommation directe du lait.

(Interruption de M. Dröscher)

— Cela dépend de ce que l'on boit, Monsieur Dröscher. Je suis d'avis que la tendance générale et la façon de vivre seraient plus saines si on revenait à l'alimentation naturelle. Mais cela dit en passant, et à une heure aussi tardive on pourrait peut-être également ajouter qu'un verre de bon cognac français avec du lait est également excellent. Cela dit simplement pour que l'industrie laitière et l'administration qui s'occupe du lait fassent preuve d'un peu plus d'imagination, et que l'on fasse plus de publicité et que l'on attache plus d'importance aux relations publiques afin d'accroître la consommation de lait.

Je regrette également que l'avis de la Commission ne comporte aucune allusion aux méthodes modernes de commercialisation qui jusqu'à présent ne sont appliquées qu'en Nouvelle-Zélande, au Canada et dans certaines parties des Länder du nord de l'Allemagne, à savoir le mélange de poudre de lait écrémé et d'huile butyrique, etc., qui est possible avec des installations appropriées.

Je regrette également qu'on n'y trouve pas la moindre allusion à l'opportunité d'encourager la conclusion de contrats. Il faut offrir une palette aussi diversifiée que possible. C'est naturellement aussi — et sur ce point je ne fais pas de reproche à la Commission — l'affaire de l'industrie laitière elle-même de développer des idées et d'assurer, tout comme l'industrie des boissons, l'écoulement de ses produits par une publicité opportune et bien agencée. En définitive, la protéine est l'atout majeur de l'alimentation moderne et où peut-on trouver de meilleurs produits à base de protéines que dans le lait, une graisse naturelle, meilleur marché, de meilleure qualité et plus pure que la crème de lait. Pour qui sait — et sur ce point je vous ai parfaitement compris, Monsieur De Winter — ce qu'est la margarine, de quoi elle est composée, comment elle est produite et calculée, il est clair qu'elle constitue une bonne affaire et il est clair aussi que le rachat des tourteaux par l'agriculture représente une très bonne affaire pour les huileries. Sur ce point, il est possible que la taxation apporte quelques modifications, mais je ne leur accorde pas l'importance que certaines personnes leur attribuent parfois, car les marges de calcul sont encore assez larges. Je crains

Klinker

beaucoup plus qu'à nouveau, les coûts supplémentaires soient mis à la charge du producteur du lait et non pas à la charge des producteurs de ces produits transformés parce que ces produits sont pleinement libéralisés et pour une partie d'entre eux importés avec un droit de douane relativement bas. Il faut donc voir les deux aspects de la question.

(Interruption de M. De Winter)

— Oui, dans l'industrie laitière, les salaires ont également augmenté. Pour toutes les branches économiques, il est exact de dire que les coûts de production se sont accrus, et par conséquent aussi pour l'industrie laitière.

Monsieur le Président, j'estime donc que la symbiose que présente le rapport Lückner, les possibilités et les amendements sur lesquels nous allons discuter demain matin, si on les examine de plus près, montrent malgré tout qu'au moins la Commission a eu le courage de mettre un document sur table et de dire : il n'est pas possible de continuer ainsi, il faut faire quelque chose.

C'est en effet le but même d'un tel débat politique de montrer que pour chaque problème il existe toujours un moyen de parvenir à une solution.

Monsieur Mansholt, si vous êtes disposé à avoir un entretien dans ce sens sur le moyen le plus pratique et le plus conforme au marché d'éliminer les excédents de lait — tant que ceux-ci n'auront pas disparu, le marché commun du lait ne pourra être judicieux — si donc vous êtes disposé à cela, je pense que l'industrie laitière de nos États membres sera toute disposée dans la pratique à apporter une contribution productive et constructive. J'ai en tout cas eu des entretiens à ce propos avec de nombreux représentants de la pratique et je dois dire que dans ces milieux on voit les choses d'une façon très réaliste. Cependant, on ressent certaines craintes, Monsieur le président Mansholt, lorsque vous évoquez dans votre memorandum ces unités de production plus importantes, car alors on pense que les productions continueront de s'accroître, d'autant que ces unités seront édifiées suivant les techniques les plus récentes à l'aide de subventions élevées. Tant que nous n'aurons pas résolu l'ensemble du problème sur le plan social — ou sur tout autre plan — de nos structures de production quelque peu vétustes pour une part d'entre elles, il nous faudra naturellement être très prudents avant de mettre en place de nouvelles structures de production modernes. C'est pourquoi, à mon avis, il est nécessaire que nous considérions ce problème à moyen terme et nous ne devons pas nous imaginer qu'il est possible de le résoudre à la va-vite.

M. Briot nous a déclaré tout à l'heure qu'il fallait également voir le revers de la médaille. Moi aussi, je suis absolument de cet avis — mais, Monsieur Briot : le progrès technique, tel qu'il apparaît dans

les méthodes de production modernes des entreprises agricoles, ne permet pas de revenir en arrière quand bon vous semble. Du reste, la main-d'œuvre nécessaire n'est plus là pour distribuer aux bœufs, aux porcs, etc., les stocks de lait écrémé comme on le faisait autrefois. Cela aussi s'est modifié. Il faut voir la situation d'une façon absolument réaliste. Il faut savoir à quel point notre agriculture s'est modernisée au cours des dernières années. Nous devons à tout prix mettre en œuvre une politique dont, en un certain sens, le rapport Lückner trace les grandes lignes, encore que de manière peut-être encore trop imprécise. Nous devons toutefois nous mettre d'accord — c'est le style et l'usage parlementaire — sur ce que désire la majorité.

Quoi qu'il en soit, si nous en arrivons à un véritable dialogue avec l'industrie laitière européenne, avec la Commission et les représentants responsables de la politique et des Parlements, nous trouverons, à mon avis, des solutions analogues à celles que nous avons également trouvées pour le charbon. Pour cette industrie de base qui, par son volume et par le chiffre d'affaires qu'elle représente, n'est certainement pas aussi importante que l'ensemble de l'industrie laitière — en effet, le chiffre d'affaires du lait est en Europe bien plus important que celui du charbon — on a pu résoudre le problème. On a procédé à des fermetures. Il est naturellement relativement simple de fermer quelques puits ici et là. Mais nous avons, en France, aux Pays-Bas ainsi qu'en Allemagne, créé une organisation, de sorte que nous pourrions parfaitement nous demander si, pour les grandes unités de production laitière, il ne serait pas possible de procéder à une certaine limitation quantitative, à l'aide par exemple de certificats. Du moins, nous devrions essayer expérimentalement la valeur d'une telle solution. Nous devons pouvoir contrôler la quantité ; car créer une organisation de marché, Monsieur Mansholt, lorsque les besoins sont grands, n'est pas difficile. Cela n'a pas été non plus difficile durant la guerre, car tout manquait. Mais créer des organisations de marché à une période où il y a en un certain sens surproduction, c'est un travail extrêmement délicat et cela vaut vraiment la peine d'y réfléchir.

Je crois que les considérations qui ont été exprimées aujourd'hui sont en partie irréalisables dans la pratique moderne. Les solutions indiquées par M. Lückner dans son rapport me semblent être beaucoup plus constructives. C'est pourquoi j'espère qu'au cours de la discussion de demain sur les amendements, il sera malgré tout encore possible de mettre au point un rapport qui pourra être considéré non seulement par l'industrie laitière européenne, mais également par le Conseil de ministres comme un avis constructif du Parlement.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Mansholt.

M. Mansholt, *vice-président de la Commission des Communautés européennes*. — (N) Monsieur le Président, bien qu'il se fasse très tard, je voudrais revenir brièvement sur certaines des observations présentées, car j'estime qu'elles ont besoin d'éclaircissements avant que nous examinions ou, le cas échéant, révisions les amendements déposés.

Tout d'abord, je ferai une considération d'ordre général. Cela fait maintenant vingt ans que nous nous préoccupons du problème du lait et, comme nous le savons, nous n'avons jamais manqué d'avis excellents non plus que de toute une gamme de possibilités d'intervention dans le marché du lait. Oui, Monsieur Baas, cela fait vingt ans que je me consacre à ces questions. Sans cesse, toutes les mesures qui, cette fois encore, nous sont proposées ou recommandées sont revenues au centre de nos réflexions. Rien de ce qui a été exposé n'est nouveau pour les experts — je ne me compte pas moi-même parmi eux — qu'il s'agisse de mes collaborateurs, des spécialistes du marché du lait, ou des autres qui sont dans cet hémicycle.

Je sais que ce qu'ont pu dire MM. Dulin et Briot et, cet après-midi encore, MM. Cointat, Lückert et Baas, ne leur a rien appris de nouveau. Tous ces problèmes ont été discutés en tous sens dans tous les milieux. Ce qu'il faut faire et ce qu'il ne faut surtout pas faire, tout cela aussi a déjà été dit.

Comme il va de soi, nous cherchons tous la meilleure solution. Et la meilleure, c'est naturellement, comme l'a dit M. Klinker, celle qui répond le mieux aux exigences du marché, qui est la moins onéreuse, suscite le moins de difficultés possible aux agriculteurs, impose le minimum de charges aux contribuables, crée le moins de complications possible au commerce et à l'industrie, et qui enfin et surtout entrave le moins possible la libre utilisation des produits par les consommateurs. Quelle suite de conditions à respecter !

Ainsi donc, nous sommes à la recherche de la meilleure de toutes les mesures. Soyez convaincus — je pense d'ailleurs que vous l'êtes dans ce Parlement — que la Commission européenne, elle aussi, poursuit cet objectif. La Commission n'a jamais eu en tête de réaliser rien d'exceptionnel ; non, elle s'efforce à découvrir la solution la plus intelligente. Les experts des gouvernements font de même, tout comme le Conseil avec qui nous avons eu exactement la même discussion que nous avons en ce moment.

Bien sûr, d'aucuns attachent plus d'importance aux intérêts des agriculteurs, d'autres à ceux des consommateurs, d'autres enfin défendent les intérêts de telle ou telle région. Il existe évidemment des possibilités diverses dans les pays de notre Communauté. Dans sa nature, la production de viande, par exemple — MM. Dulin et Briot l'ont souligné à juste titre cet après-midi — est tout à fait diffé-

rente en France que, par exemple, en Allemagne ou aux Pays-Bas. La Belgique, à ce point de vue, se situe entre ces deux pays. Ainsi, une mesure déterminée aura des effets radicalement autres aux Pays-Bas qu'en France. La France est un très gros producteur de viande provenant de l'élevage de ses races spécifiques, et les exigences y sont donc tout à fait différentes qu'aux Pays-Bas. Si la France, par exemple, obtient une hausse du prix de la viande, comme elle l'a demandé ce matin, elle se répercutera ailleurs sur la production de lait, bien qu'une hausse de 3 % jusqu'à mettons 70 u.c. ait au fond une influence purement psychologique. Ce n'est là qu'une hausse minime et nous savons bien que le prix devrait être relevé davantage mais, ne l'oublions pas, la consommation nous enserme dans ses limites. Dans d'autres régions toutefois, où la viande n'est en fait qu'un produit secondaire de l'élevage de vaches laitières, ce renchérissement aboutirait à des effets opposés. Dans ces régions, toute augmentation du prix de la viande inciterait à accroître la production de lait.

Très souvent, toutes ces mesures nous placent devant cette question : Comment les intégrer dans une vue globale, dans la perspective de notre Communauté ? C'est pour cela qu'il nous est souvent si difficile d'avoir égard aux intérêts spécifiques des régions.

Cela dit, j'ajouterai que j'ai suivi le débat de ce soir avec infiniment d'intérêt pour me rendre compte si quelque idée neuve était avancée ou si quelque chose nous avait échappé. Bien que je sois assez présomptueux pour dire : « Je n'ai rien appris de nouveau », j'ajoute aussitôt que nous réexaminerons tous ces arguments et que nous nous efforcerons de voir s'il n'y a pas, malgré tout, une idée dont nous puissions faire notre profit pour réaliser à moindres frais, et plus sûrement, l'indispensable équilibre du marché dans le secteur du lait. Nous sommes ouverts à toutes les conceptions ou formules qui seraient suggérées.

Si je fais des réserves à l'encontre de certains règlements, ce n'est pas que nous ne voulions les accepter, c'est simplement pour indiquer par là que nous y avons réfléchi, et qu'il y a des raisons qui nous conduisent à ne pas adopter ces mesures. On les avance parfois de façon apodictique. Je ne veux pas dire que c'est le cas de M. Baas, mais lorsqu'il dit : « Il suffit que nous exigions des agriculteurs qu'ils reprennent 25 % du lait entier dans leur propre exploitation, pour être débarrassés de ces soucis », cela n'a rien de bien nouveau. M. Baas le sait d'ailleurs fort bien. Nous assisterons à une augmentation des livraisons de lait aux fabriques et laiteries, car aucun agriculteur ne sera disposé à garder une partie du lait (comme il le fait souvent aujourd'hui) puisqu'il se saura obligé de reprendre 25 % du lait à 25 cents le litre. Cela aussi, je l'ai déjà exposé à la commission de l'agriculture. M. Baas a tort de

Mansholt

croire que ce moyen nous débarrassera d'un excédent de lait.

Les experts s'accordent à dire — le problème a été examiné à maintes reprises déjà et pas seulement ces derniers temps — que cette mesure serait suivie d'une poussée de la production laitière. De plus, elle accroîtrait encore les excédents de beurre et de poudre de lait.

J'ai voulu citer cet exemple pour vous montrer que le problème n'est pas aussi simple qu'il n'y paraît. Je ne prétends pas connaître tous les aspects du marché du lait et des produits laitiers, du marché de la viande ou des porcs mais, peu à peu, je parviens à en saisir la complexité. Il y a un nombre de points qu'il ne faut jamais perdre de vue. On a beau dire que l'agriculteur sera obligé de reprendre le lait. On dit d'ailleurs aussi bien qu'il devrait être obligé d'utiliser le lait dans son exploitation. Ce serait là, bien sûr, une solution meilleure encore. Encore faut-il pouvoir contrôler l'application des mesures décidées. Or, nous ne saurions placer un contrôleur à côté de chaque agriculteur, ni effectuer un contrôle pour chaque vache. A bien considérer les choses, nous nous apercevons souvent qu'une mesure n'est en fait pas réalisable et qu'elle équivaut à quelque manière de dirigisme qui ne fait qu'encourager la fraude à une grande échelle. Et, cela, j'en suis sûr, vous ne le souhaitez pas plus que nous.

Ainsi, le nombre de nos possibilités est strictement limité. Une fois de plus, nous en arrivons à la conclusion que le moyen idéal serait de ne pas produire de lait. Nos difficultés s'évanouiraient alors d'elles-mêmes. Nous sommes actuellement dans une période de transition, mais il faudra en tout cas réduire un jour la production de lait.

M. Dulin a parlé d'un excédent de matières grasses de 3 %. Il a entièrement raison quand nous considérons à la fois les graisses végétales et les graisses animales, en particulier le beurre. Encore faut-il dire qu'il s'agit là de produits foncièrement différents et que nous ne pouvons pas tout simplement permuter la margarine avec le beurre ou vice versa. Ces produits ont chacun leurs caractéristiques et leurs propres prix de revient. Leur utilisation est totalement différente, de sorte qu'ils ne sauraient se substituer l'un à l'autre.

Un jour, j'ai dit devant les membres de la commission de l'agriculture — qui sont partis à rire, ce dont je me félicite d'ailleurs vivement — qu'il est parfaitement concevable qu'une hausse du prix de la margarine soit suivie d'une réduction de la consommation de beurre. Ce point de vue n'est point de moi, et s'il n'a pas encore été prouvé, il est fort probable qu'il soit pourtant exact. Dans la plupart des familles, le beurre et la margarine sont l'un et l'autre employés. La France, sans doute, consomme beaucoup plus de beurre que de margarine, mais les pays

du Benelux et l'Allemagne sont de grands consommateurs de margarine. Ils pèsent d'un grand poids dans la balance générale et il ne faut pas oublier que nous parlons du point de vue de toute la Communauté. Si la margarine devient plus chère, la ménagère aura moins d'argent à dépenser pour les matières grasses et, malgré elle, sera forcée de remplacer le beurre par de la margarine.

C'est là une réaction que nous voyons fréquemment. Ne croyons donc pas que la solution du problème du beurre soit dans un renchérissement de la margarine. Ce n'est d'ailleurs pas pour cette raison que la Commission européenne a proposé cette mesure, mais parce qu'elle y voit une source importante de revenus. Elle nous permet de tirer des recettes pour la Communauté. C'est d'ailleurs cette conception qui, en 1963, nous a valu le prélèvement de 84,5 millions u.c. La Commission européenne estime qu'il est logique que de tels produits interviennent aussi dans le financement de la Communauté, et nous défendons donc cette nouvelle taxe sur la margarine.

Je ne m'étendrai pas davantage là-dessus. J'ai déjà eu l'occasion d'exposer dans le détail au Parlement la façon dont la Commission européenne compte procéder dans cette affaire.

Un des orateurs s'en est pris au problème des graines oléagineuses. Il a trouvé que c'était commettre une erreur de baisser les prix. Il a justifié son point de vue par le fait, entre autres, que les tourteaux fabriqués à partir des graines oléagineuses, des navettes et du colza sont susceptibles d'être utilisés pour la production de viande. C'est exact, mais le moment n'est plus très loin où ces tourteaux ne pourront plus être utilisés. M. Dulin n'est pas sans savoir que les tourteaux de navettes ne peuvent entrer que pour une faible part dans les aliments pour animaux. D'autre part, les fabriques d'aliments pour animaux hésitent beaucoup à mélanger trop de tourteaux à ces aliments. Si la production a tellement augmenté ces deux dernières années, c'est que son prix s'est révélé intéressant en France, qui est de loin le plus grand producteur de colza. La superficie des cultures de colza a encore augmenté de 10 % l'année dernière.

En Allemagne, où la production de colza est, somme toute, très grande, la superficie cultivée s'est accrue de 30 % en un an. A quoi s'ajoute que notre Communauté est un grand acheteur de colza. Le marché est très limité. Les principaux fournisseurs sont la Pologne, l'Allemagne de l'Est, le Danemark et la Suède. L'accroissement de notre production a provoqué une baisse sensible du prix sur le marché mondial qui, en dernière analyse, est limité. Cela signifie qu'entre temps nous devons supporter la différence entre le prix garanti pour l'agriculteur et le prix pratiqué sur le marché mondial. Afin de pouvoir maintenir ce prix, nous avons

Mansholt

été obligés — vous vous en souvenez sûrement — de faire passer la prime de 30 à 35 % en un an.

Il est clair que si cela continue, bientôt il n'y aura tout simplement plus de cours mondiaux, et tous les produits devront être subventionnés. Et cela, il nous faut l'éviter. C'est pourquoi, pour des raisons financières, mais aussi dans l'intérêt des agriculteurs, il ne nous semble pas opportun d'encourager la production de colza. En soi, cette solution favoriserait l'assolement. Comme il y a surplus de betteraves sucrières et que nous devons nous préoccuper des céréales, il paraît naturel et fort séduisant d'étendre les cultures de colza, toutefois dans ce secteur nous avons déjà atteint les limites acceptables. Nous ne pouvons aller plus loin et devons donc faire preuve de prudence.

M. Briot a abordé une question de fond que d'autres orateurs ont également évoquée. Le problème des excédents de matières grasses provenant du lait serait dû en grande partie, a-t-il dit, au fait que les veaux sont nourris actuellement à l'aide de graisses végétales. On retrouve là l'idée fondamentale de M. Baas. C'est exact. Suivant M. Briot, il faudrait prendre des mesures visant à ne pas livrer tout le lait aux fabriques, mais à l'utiliser en partie dans l'exploitation même. M. Cointat, lui aussi, a déjà attiré l'attention sur ce point.

Ce problème, nous en avons déjà discuté l'année dernière avec les experts et nous en avons reparlé récemment encore avec le Conseil.

Nous pouvons régler cette question de deux façons. Ou bien nous obligeons les agriculteurs à utiliser une partie du lait dans leur propre exploitation, sans avoir aucun moyen de contrôler le fonctionnement de ce système. Ou bien, nous pouvons les y amener sans aucune contrainte, en leur présentant cette méthode sous une forme attrayante.

Nous devons inciter l'agriculteur à utiliser plus de lait pour l'élevage des veaux, et à mélanger davantage de graisse butyrique ou de poudre de lait entier aux farines destinées aux veaux. C'est facile à dire, mais c'est une opération onéreuse. En effet, comme nous ne voulons pas toucher au prix que l'agriculteur perçoit pour le lait, nous devons supporter sous forme de subventions accordées au lait la différence entre le prix d'intervention pour le beurre et la valeur de matière grasse incorporée aux farines destinées aux veaux. Cette mesure est naturellement possible, mais elle est extrêmement onéreuse, je le répète.

Je suis convaincu que ces considérations recèlent un élément qui vaut la peine qu'on y réfléchisse et je puis vous assurer que la Commission européenne tiendra compte de cette possibilité, en particulier à l'occasion de la discussion au Conseil. La récente évolution constatée sur le marché des veaux justifie d'autant plus cette initiative. Le prix des veaux à jeun se situe actuellement entre 250 et 350 DM.

C'est pourquoi la production de ce que nous appelons viande blanche est actuellement aussi intéressante — nous vivons vraiment dans un État-providence — de sorte que l'engraissement des veaux pour la production de viande rouge n'est presque plus rentable. Cette situation est due à la rentabilité de la viande blanche, et de nouvelles difficultés s'ensuivent pour toute notre production de viande.

C'est pourquoi on s'interroge de plus en plus sur ce qu'il faut faire dans ces conditions. Nous en avons déjà discuté l'année dernière mais, aujourd'hui, la question devient réellement préoccupante.

Je ne vous cacherai pas que nous envisageons sérieusement d'augmenter d'une façon ou d'une autre les coûts de la production de viande blanche. Nous n'avons pas encore étudié à fond la technique à appliquer, mais l'idée vaut en tout cas la peine d'être prise en considération. Peut-être trouverions-nous là un moyen d'écouler une partie du beurre et de la poudre de lait écrémé, à des prix élevés sous forme d'aliment pour les veaux. Nous pourrions faire monter le prix de la poudre de lait écrémé, en réduisant les subventions dont elle bénéficie, et augmenter par là les coûts d'élevage des veaux, ce qui, à son tour, augmentera le nombre des veaux destinés à l'abattage.

D'un autre côté, cette mesure fera baisser le prix des veaux, car pour l'instant nous voyons que le prix élevé des veaux encourage activement la production de lait. Nous savons tous en effet que lorsque les veaux sont chers, le prix de revient du lait est bas.

Un certain nombre des points dont je viens vous parler font donc l'objet de discussions, et nous sommes ouverts à toutes les suggestions. Nous devons cependant nous efforcer d'adapter autant que possible les mesures à prendre aux conditions du marché, tout en restant conséquents, afin que nous puissions revenir à une situation plus normale.

Nous nous efforçons d'aboutir à une situation où nous pourrions nous passer de tout contrôle sur les exploitations et de toute crainte quant à l'alimentation des animaux, car, dans la pratique, il n'est pas possible d'organiser un contrôle efficace; et l'adaptation doit se faire automatiquement grâce à des prix rémunérateurs.

Monsieur le Président, j'ai lu dans le projet de résolution que la majorité de la commission de l'agriculture s'est prononcée contre l'application d'une taxe sur les tourteaux. Je ne nierai pas qu'il s'agisse là d'une mesure qui comporte de nombreuses difficultés. Je comprends donc très bien qu'au sein de la commission de l'agriculture les avis soient très partagés sur cette mesure.

Dois-je vous avouer que la situation était la même au sein de la Commission européenne? Longtemps, nous nous sommes également demandé s'il fallait

Mansholt

opter ou non pour cette taxe. Nos discussions avec les experts ne cessaient de montrer qu'elle présente des avantages aussi bien que des inconvénients. En fin de compte, ce sont les avantages financiers pour le Fonds qui ont emporté notre conviction. Je reconnais volontiers, en accord avec le rapport de la commission de l'agriculture, que cette taxe est difficile à accepter par les producteurs de volailles, d'œufs, de viande de porc, etc., étant donné qu'elle signifie pour eux une élévation des coûts.

Nous sommes d'avis que c'est là une mesure logique, même si certaines tensions se constatent entre le marché des tourteaux et le secteur des céréales fourragères. Les importations des tourteaux de fane de soja et autres se sont fortement accrues. En comparaison, les importations de céréales sont restées loin derrière elles, du fait qu'il s'agit d'un marché non protégé.

Au terme de multiples considérations, nous sommes parvenus à la conclusion qu'il s'imposait d'appliquer une taxe sur les tourteaux. Je suis le premier à comprendre que la commission de l'agriculture ne soit pas d'accord avec cette taxation et que d'autres s'efforcent de la faire accepter par la voie d'un amendement. Je défends évidemment le point de vue de la Commission européenne, mais il s'en faut qu'il s'agisse là d'une affaire grave en soi. C'est une question où valent des arguments pour et contre.

Pour ce qui concerne le volume de lait qui doit servir à l'alimentation des veaux, Monsieur Briot, nous cherchons toujours une solution.

M. Van der Ploeg aimerait connaître le prix des céréales avant de discuter du prix du lait. Je trouve que ce point de vue est excessif. Je ne crois pas qu'il soit logique de concevoir le problème sous cet angle. Ce qu'il nous faut faire, si c'est possible, c'est fixer tous les prix en même temps. Et, naturellement, en arrêtant le prix du lait, nous devons bien savoir ce que nous voulons à propos du prix des céréales et du prix de la viande. Je considère ce problème comme un tout.

M. Van de Ploeg a demandé en outre quelles mesures seraient à prendre au sujet des prix s'il devait y avoir une modification dans les cours de change. Pour l'instant, il s'agit là d'une question purement théorique. Nous en avons déjà parlé à plusieurs reprises. Je crois même que mon collègue, M. Barre, à l'année dernière, consacré un exposé analysé à ce problème. M. Marjolin a déjà évoqué les arrangements intervenus en la matière. En fait, une modification dans les cours de change d'un ou de plusieurs pays de la Communauté, exprimée directement dans la monnaie nationale, signifie une modification des prix des produits nationaux, car les produits agricoles, quand ils sont garantis, sont exprimés en unités de compte. Cela soulève de droit un certain nombre de problèmes. S'il devait y avoir

des modifications dans les cours de change, on pourrait se concerter immédiatement. La procédure prévoit cette faculté. Des mesures pourraient être prises en vertu d'un règlement qui a été adopté par le Conseil et au sujet duquel le Parlement a donné son avis.

Pour ce qui concerne le marché libre du lait qui est destiné à la consommation, nous n'avons fait encore aucun progrès, c'est le statu quo.

M. De Winter s'est prononcé contre l'application d'une taxe sur la margarine. J'ai déjà exposé pourquoi nous estimons néanmoins que cette mesure est opportune, mais je comprends que l'on puisse faire valoir des raisons à l'encontre de cette taxe.

Les observations présentées par M. Baas me donnent l'occasion d'insister sur un autre point. Il a déclaré ne rien comprendre à l'attitude de la Commission : l'année dernière encore, le prix du lait aurait dû être abaissé et, cette année, la même mesure ne serait pas bonne. Qu'il me suffise de rappeler, Monsieur Baas, que, pour notre part, nous avons toujours soutenu qu'il ne fallait pas augmenter le prix du lait. Nous souhaitons qu'il reste stable, c'est-à-dire fixé à 38 pfennig. Il a donc fallu arrêter un règlement pour porter ce prix à 39 pfennig. Il existait une résolution du Conseil prévoyant un prix de 39 pfennig, mais c'était une résolution du Conseil ! La Commission se devait d'élaborer une proposition. Le prix était de 38 pfennig, et la Commission estimait qu'il n'était pas logique de le porter à 39 pfennig. Je vous le demande : qui, selon vous, avait raison ? A mon avis, c'était la Commission. De fait, les gouvernements qui ont plaidé à l'époque pour le prix plus élevé de 39 pfennig se voient obligés à présent de le ramener à 38 pfennig au moyen d'une taxe de résorption. Autrement dit encore, la Commission n'a pas dit l'année dernière qu'elle souhaitait baisser ce prix. Au contraire, nous voulions le maintenir à son niveau, car nous prévoyions de graves difficultés pour le marché du lait.

On prétend que l'abattage des vaches laitières n'a aucun sens et qu'il n'est pas possible d'accorder des primes pour le bétail d'engraissement, etc. Je suis très heureux, Monsieur Baas, que la commission de l'agriculture ait une autre opinion à ce sujet. Je suis même convaincu qu'il s'agit là de la formule la moins onéreuse et la plus efficace, même si nous constatons que, pour l'abattage des vaches laitières, nous payons plus que la valeur effective du bétail excédentaire abattu.

Il n'en reste pas moins que c'est une solution à bon marché. Pour nous, elle n'est qu'un premier pas vers une réduction vraiment substantielle du cheptel de vaches laitières, car nous entendons nous attaquer à la racine du problème, c'est-à-dire à la production.

Quelque ingénieuse que soit votre proposition sur la restitution obligatoire du lait aux agriculteurs à

Mansholt

0,25 florin par litre, Monsieur Baas, elle ne fera qu'augmenter l'afflux de lait vers les laiteries et fabriques. Ce n'est donc pas là que nous découvrirons la solution.

M. Klinker a entièrement raison de déclarer qu'il est nécessaire d'améliorer la qualité du lait et de mieux organiser son écoulement. Or, Monsieur Klinker, c'est là une tâche qu'il faut confier avant tout aux organisations agricoles, aux coopératives et aux milieux commerciaux. Je crois que, dans ce domaine, le commerce et les coopératives doivent mieux s'organiser, de même que les agriculteurs. Je ne comprends pas, moi non plus, pourquoi on n'obtient pas partout du lait de bonne qualité. L'analyse du lait destiné à la consommation, du point de vue de sa saveur, révèle que, dans beaucoup de nos villes, il est loin d'être irréprochable, et je crois que les agriculteurs devraient davantage travailler dans ce sens. A mon avis, ce n'est pas en premier lieu aux autorités qu'il appartient de s'occuper de ce problème. C'est vous dire que je suis entièrement d'accord avec M. Klinker.

Je ne m'arrêterai pas longuement au problème de la «*Mengenordnung*». Dans sa résolution, la commission de l'agriculture demande à l'exécutif d'étudier tous les règlements concernant les quotas, les taxes de résorption et les *Mengenordnungen*. La Commission est prête à entreprendre cette étude et en fera rapport en temps utile au Conseil et au Parlement.

M. le Président. — Je remercie M. Mansholt.

La parole est à M. De Winter.

M. De Winter. — (N) Monsieur le Président, j'ai attiré l'attention de M. Mansholt sur les intérêts des pays en voie de développement en raison des conséquences néfastes que les nouvelles mesures risquent d'avoir pour les exportations de ces pays. M. Mansholt ne m'a pas encore répondu sur ce point. Je crois cependant qu'il vaut la peine de consacrer quelques mots à cette question.

M. le Président. — La parole est à M. Mansholt.

M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes. — (N) Monsieur le Président, si vous le permettez, je vais répondre à cette question en quelques mots. J'ai eu l'occasion, à Luxembourg, de prononcer un exposé circonstancié devant le Conseil. Nous avons parlé alors du problème de la taxe sur les matières grasses. La Commission est d'avis, j'insiste là-dessus, que ce n'est pas la taxe sur les matières grasses qui suscite des difficultés pour l'importation de matières grasses dans notre Communauté. Ce n'est pas là qu'est le problème. Il est bien plutôt dans la nécessité de trouver de plus vastes débouchés pour le beurre,

c'est-à-dire d'en écouler près de 260 000 tonnes par an. Ce beurre se substitue naturellement aux graisses végétales. C'est de cela que pâtiront les pays en voie de développement, et c'est pourquoi vous trouverez dans notre proposition la possibilité d'une compensation, du moins pour les pays africains associés, dont les débouchés seront réduits par la vente accrue de beurre. Ce ne peut donc être là qu'une mesure transitoire, car nous devons faire en sorte de ne pas encore accroître à la longue l'écoulement de ce produit par des mesures artificielles.

M. le Président. — La parole est à M. Lückner.

M. Lückner, rapporteur. — Monsieur le Président, en raison de l'heure matinale à laquelle nous a menés cette discussion, je m'abstiendrai de toute autre remarque. Je voudrais seulement adresser une prière à M. le vice-président Mansholt ainsi qu'à mes collègues de la commission. Elle ne signifie ni un manque d'intérêt ni un manque d'égards, mais simplement la prise en considération de l'heure avancée. La plupart d'entre nous doivent, ce matin à 9 heures, participer à nouveau à des réunions. Je le dis également parce qu'entre temps 50 amendements ont été présentés. Cela signifie que le paquet d'amendements est au moins aussi important que le rapport que j'ai préparé au nom de la commission de l'agriculture. Je crois être un des plus anciens membres de la commission ; j'en ai été membre dès la première heure. Je ne me souviens pas qu'il y ait jamais eu 50 amendements. Je crois que le record des amendements a été jusqu'à présent de 25 ou de 24. Dans le cas présent, cela signifie que pour une résolution de 12 ou 13 alinéas nous avons reçu 4 fois plus d'amendements. Il a fallu que le travail que j'ai fait en tant que rapporteur soit vraiment mauvais. Car cela ne serait pas possible autrement. Vous pouvez évidemment me donner une retenue et m'obliger à refaire mon travail. Mais, face à cette situation, je me demande ce que nous devons faire.

Je prie tout spécialement le président de notre commission qui, avec une grande expérience parlementaire, a piloté les débats entre Charybde et Scylla, de réfléchir avec moi. Je crains que si nous tentons demain de discuter en séance plénière 50 amendements, nous chassions hors de cette enceinte jusqu'à certains de nos collègues de l'agriculture et nous nous retrouvions ici comme les 7 derniers justes. Je voudrais éviter cela à notre Assemblée. Mais cela supposerait que nous nous mettions d'accord — et j'y pense, car demain matin doivent se constituer les nouvelles commissions — pour renvoyer l'ensemble des amendements à la commission afin qu'elle puisse au moins essayer demain d'examiner sous quelle forme et, le cas échéant, avec quels amendements nous pouvons mettre ce rapport aux voix en séance plénière.

Lücker

Telle est ma proposition. Je serais heureux que l'Assemblée veuille bien la faire sienne.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Boscary-Monsservin.

M. Boscary-Monsservin, président de la commission de l'agriculture. — Monsieur le Président, l'observation du rapporteur est tout à fait pertinente. Je crois qu'effectivement, après la réunion constitutive de la commission de l'agriculture, il serait bon que celle-ci procède à un amendement relativement rapide des amendements qui ont été déposés, afin de chercher une possibilité d'harmonisation. Il y a sûrement un certain nombre d'amendements qui se recoupent et la commission de l'agriculture pourrait faire un travail utile qui faciliterait celui de l'assemblée plénière.

M. le Président. — La proposition faite par le rapporteur et appuyée par le président de la commission de l'agriculture est très heureuse et conforme au règlement.

J'espère que la commission pourra réduire le nombre des amendements, car elle faciliterait ainsi la suite de nos travaux. Nous pourrions ainsi procéder aux votes, comme prévu, demain après-midi.

La parole est à M. Lücker.

M. Lücker, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, il s'agit d'une simple question de forme. En effet, la commission ne peut se saisir des amendements que si la présidence les lui a officiellement transmis.

M. le Président. — Monsieur Lücker, j'ai déjà donné acte du bien-fondé de la proposition faite par le rapporteur et le président de la commission compétente au fond.

J'aurais moi-même fait une proposition en ce sens si je n'avais pas été devancé.

Dans ces conditions, les amendements sont renvoyés à la commission de l'agriculture, conformément à l'article 29, paragraphe 5, du règlement.

12. *Nomination des membres des commissions du Parlement européen*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la nomination des membres des commissions du Parlement européen.

Conformément à l'article 37 du règlement, le bureau a établi la liste des candidatures pour toutes les commissions, à l'exception de la commission

des finances et des budgets et de la commission de l'association avec la Turquie.

Cette liste ayant été distribuée, je me dispense d'en donner lecture. Elle sera insérée au procès-verbal et au compte rendu des débats de la séance d'aujourd'hui.

Commission politique

MM. Achenbach, Amendola, Burger, Cantalupo, Carcassonne, Corona, Covelli, De Gryse, Dehousse, Dichgans, Dröschner, Fürler, Giraudo, Habib-Delonce, Herr, Hougardy, Illerhaus, Lücker, de la Malène, Metzger, Pleven, Poher, Scarascia Mugnozza, Schuijt, Servais, Terrenoire, Tolloy, Triboulet, Wohlfart.

Commission économique

MM. Apel, Behrendt, Berkhouwer, Bermiani, Bersani, Boersma, Bos, Bousch, Bousquet, Califice, Collin, Corterier, Deringer, Dichgans, De Winter, Mme Elsner, MM. Fanton, Galli, Hougardy, Mlle Lulling, MM. Mitterdorfer, Oele, Ramaekers, Ribière, Riedel, Romeo, Scoccimarro, Starke, Van Offelen.

Commission de l'agriculture

MM. Baas, Bading, Blondelle, Borocco, Boscary-Monsservin, Briot, Brouwer, Cointat, Dewulf, Dröschner, Dulin, Estève, Herr, Klinker, Kriedemann, Lefebvre, Lücker, Mlle Lulling, MM. Mosca, Müller, van der Ploeg, Radoux, Richarts, Samaritani, Scardaccione, Vals, Vetrone, Vredeling, Zaccari.

Commission des affaires sociales et de la santé publique

MM. Baumel, Behrendt, Bergmann, Berkhouwer, Berthoin, Boersma, Brégégère, Califice, Dittich, Gerlach, Girardin, Houdet, Jarrot, Jotti, Laudrin, Lucius, Mlle Lulling, MM. Merchiers, Mosca, Müller, Pianta, van der Ploeg, Ramaekers, Ricci, Santero, Servais, Springorum, Tomasini, Vredeling.

Commission des relations économiques extérieures

MM. Alessi, Artzinger, Baas, Bading, Baumel, Boano, Bos, Brégégère, D'Angelosante, De Winter, Fanton, Fellermaier, Hahn, Jannuzzi, Kaspereit, Klinker, Kriedemann, Löhr, de la Malène, Mitterdorfer, Plevén, Radoux, Rossi, Starke, Triboulet, Van Offelen, Vetrone, Vredeling, Westerterp.

Commission juridique

MM. Alessi, Armengaud, Bermiani, Boertien, Burger, Carcassonne, De Gryse, Dehousse, Deringer, Dittich, Estève, Jozeau-Marigné, Lautenschlager, Merchiers, Pintus, Ribière, Schaus.

Président*Commission de l'énergie, de la recherche
et des problèmes atomiques*

MM. Arendt, Ballardini, Bergmann, Bersani, Berthoin, Biaggi, Bousch, de Broglie, Burgbacher, Cousté, Giraudo, Houdet, Hougardy, Jannuzzi, Jarrot, Kaspereit, Lautenschlager, Leemans, Lenz, Leonardi, Memmel, Noe, Oele, Radoux, Raedts, Scarascia Mugnozza, Schaus, Spénale, Springorum.

Commission des transports

MM. Apel, Boertien, Bousquet, Cifarelli, Cousté, De Gryse, Faller, Fellermaier, Mlle Flesch, MM. Jozeau-Marigné, Lucius, Noe, Pintus, Posthumus, Richarts, Riedel, N...

Commission de l'association avec la Grèce

MM. Baumel, Berthoin, Cifarelli, Faller, Fellermaier, Glinne, Illerhaus, Kaspereit, Lückner, Memmel, Parri, Romeo, Scarascia Mugnozza, Scardaccione, Schuijt.

*Commission des relations avec les pays
africains et malgache*

MM. Achenbach, Aigner, Armengaud, Bersani, Briot, Colin, Corona, Covelli, Dewulf, Mme Elsner, MM. Glinne, Hahn, Laudrin, Metzger, Santero, Schuijt, Spénale, N...

*Membres du Parlement européen à la
Conférence parlementaire de l'association*

MM. Achenbach, Aigner, Armengaud, Artzinger, Baas, Bading, Berkhouwer, Bersani, Briot, Brouwer, Burger, Califice, Carcassonne, Colin, Corona, Corterier, Cousté, Covelli, Dehousse, De Winter, Dewulf, Mme Elsner, M. Fanton, Mlle Flesch, MM. Furler, Gerlach, Girardin, Glinne, Habib-Deloncle, Hahn, Illerhaus, Jannuzzi, Jozeau-Marigné, Laudrin, Lefebvre, Lückner, Mauk, Metzger, Pianta, Pintus, Posthumus, Richarts, Riedel, Santero, Scarascia Mugnozza, Scardaccione, Schuijt, Spénale, Terrenoire, Triboulet, Vals, Westerterp, Zaccari, N...

Il n'y a pas d'opposition ?

Ces nominations sont ratifiées.

13. Ordre du jour de la prochaine séance

M. le Président. — La prochaine séance aura lieu aujourd'hui jeudi 13 mars 1969, à 15 h, avec l'ordre du jour suivant :

- Vote sur la proposition de résolution présentée en conclusion du rapport de M. Lückner sur les prix agricoles ;
- Proposition de résolution présentée par les groupes politiques, sur la procédure d'examen du deuxième rapport général ;
- Proposition de résolution présentée par MM. Illerhaus, Vals et Triboulet, sur la composition des commissions du Parlement européen ;
- Nomination des membres de la commission des finances et des budgets et de la commission de l'association avec la Turquie ;
- Rapport complémentaire de M. Behrendt sur les viandes fraîches découpées ;
- Exposé de M. Haferkamp sur la politique énergétique commune et réponse du président de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques ;
- Rapport de M. Leemans sur le projet de budget de recherches et d'investissement de la C.E.E.A. pour 1969 ;
- Rapport de M. Merchiers sur une directive relative au rapprochement des législations concernant certains produits alimentaires ;
- Rapport de M. Vredeling, sur un règlement relatif au concours du F.E.O.G.A., section garantie ;
- Rapport sur un projet de règlement concernant la perception d'un montant compensatoire pour le lait en poudre entreposé antérieurement au début de la campagne laitière 1969-1970.

Les textes qui n'auront pu être examinés au cours de la séance de jeudi seront renvoyés à celle de vendredi matin.

La séance est levée.

(La séance est levée le 13 mars à 0 h 45)

SÉANCE DU JEUDI 13 MARS 1969

Sommaire

- | | | | |
|---|-----|---|-----|
| 1. Adoption du procès-verbal : | | MM. Oele, au nom du groupe socialiste ; | |
| MM. D'Angelosante, le Président, Vredeling, le Président | 97 | Bousquet, au nom du groupe de l'Union démocratique européenne ; Leonardi, Westerterp, Spénale, Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes ; Hellwig, vice-président de la Commission des Communautés européennes ; Mart ; Leemans, rapporteur | 106 |
| 2. Dépôt de documents | 98 | Examen de la proposition de résolution : | |
| 3. Modification de l'ordre du jour | 99 | Préambule et paragraphes 1 à 4. — Adoption | 117 |
| 4. Exposé sur une communication de la Commission concernant la politique énergétique communautaire : | | Paragraphe 5 : | |
| M. Haferkamp, membre de la Commission des Communautés européennes | 99 | Amendement de MM. Westerterp et Noé : | |
| M. Leemans, président de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques | 103 | MM. Westerterp, Oele, Leemans. — Adoption de l'amendement modifié qui devient le paragraphe 5 | 117 |
| 5. Procédure d'examen du deuxième rapport général sur l'activité des Communautés .. | 103 | Paragraphes 6 à 9. — Adoption | 118 |
| Adoption de la proposition de résolution. | 103 | Adoption de l'ensemble de la proposition de résolution | 118 |
| 6. Procédure d'examen de la communication de la Commission des Communautés européennes au Parlement européen concernant l'article 8, paragraphe 7, du traité C.E.E. | 103 | 9. Nomination des membres de commissions du Parlement européen | 118 |
| 7. Composition des commissions du Parlement européen | 104 | 10. Règlement concernant la fixation des prix de certains produits agricoles et des mesures à moyen terme pour différents marchés agricoles (suite) : | |
| Procédure d'urgence décidée | 104 | Examen de la proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Lückner, fait au nom de la commission de l'agriculture : | |
| Adoption de la proposition de résolution. | 104 | Préambule et deux premiers considérants. — Adoption | 119 |
| 8. Budget de recherches et d'investissement de la C.E.E.A. pour 1969. — Discussion d'un rapport de M. Leemans, fait au nom de la commission des finances et des budgets : | | Troisième considérant : | |
| M. Leemans, rapporteur | 104 | Amendement de M. Vredeling au nom du groupe socialiste : MM. Vredeling, Lückner, rapporteur. — Rejet de l'amendement et adoption du 3 ^e considérant .. | 119 |
| M. Mart, président en exercice du Conseil des Communautés européennes | 105 | M. Vredeling | 119 |

<i>Deux derniers considérants. — Adoption.</i>	119	<i>Retrait de l'amendement n° 7</i>	133
<i>Paragraphes 1 et 2 :</i>		<i>Amendement n° 37 de M. Dulin : M. Dulin</i>	133
<i>Amendement n° 55 de MM. Boscary-Monsservin et Lückér, au nom de la commission de l'agriculture : MM. Lückér, rapporteur ; Vredeling, Boscary-Monsservin, Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes ; Lückér, Vredeling, Boscary-Monsservin, Baas, M^{lle} Lulling, MM. Vetrone, Samaritani</i>	120	<i>Retrait de l'amendement n° 37</i>	133
<i>Rappels au règlement : MM. Blondelle, le Président, Lückér, Vredeling, Boscary-Monsservin, Alessi, Bertoli, Baas, Lefebvre, Lückér. — Adoption d'une proposition de M. Boscary-Monsservin relative à la discussion des amendements</i>	126	<i>Amendement n° 34 de M. Briot : MM. Briot, Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes..</i>	133
<i>Rappels au règlement : MM. Vredeling, Jozeau-Marigné</i>	128	<i>Retrait de l'amendement n° 34</i>	133
<i>Reprise de la discussion de l'amendement n° 55 :</i>		<i>Paragraphe 5 :</i>	
<i>Demande de vote par division : M. Samaritani</i>	129	<i>Amendements nos 8 et 36 soumis à discussion commune</i>	133
<i>Adoption du paragraphe 1 et d'une partie du paragraphe 2</i>	129	<i>Amendement n° 8 de M. Triboulet : MM. Cointat, Lefebvre, Lückér, rapporteur ; Cointat, Lückér, rapporteur</i>	134
<i>Adoption de la fin et de l'ensemble de l'amendement</i>	129	<i>Adoption de l'amendement n° 8 modifié.</i>	135
<i>Après le paragraphe 2 :</i>		<i>Adoption du paragraphe 5 modifié</i>	135
<i>Amendement n° 33 de MM. Lefebvre et Baas : MM. Lefebvre, Mansholt, Lefebvre. — Retrait</i>	129	<i>Paragraphe 6 : Adoption</i>	135
<i>Paragraphe 3 :</i>		<i>Amendement n° 9 de M. Triboulet : MM. Cointat, Lückér, rapporteur ; Cointat</i>	135
<i>Amendement n° 20 de M. Vredeling au nom du groupe socialiste ; MM. Vredeling, Lückér, rapporteur ; Vredeling, Dulin. — Rejet de l'amendement et adoption du paragraphe 3</i>	130	<i>Retrait de l'amendement</i>	136
<i>Paragraphe 4 :</i>		<i>Paragraphe 7. — Amendement n° 21 de M. Vredeling : MM. Vredeling, Lückér, rapporteur</i>	136
<i>Amendement n° 43 de M. Vetrone : M. Vetrone. — Retrait</i>	130	<i>Amendement n° 10 de M. Triboulet : MM. Cointat, Lückér, rapporteur</i>	136
<i>Amendement n° 6 de M. Triboulet au nom du groupe de l'Union démocratique européenne : MM. Cointat, Bading, Lückér, Cointat. — Retrait de l'amendement et adoption du paragraphe 4</i>	131	<i>Amendement n° 38 de M. Dulin : MM. Cointat, Lückér, rapporteur, Vredeling, Cointat</i>	136
<i>Après le paragraphe 4 :</i>		<i>Amendement n° 21 : rejet</i>	137
<i>Amendement n° 7 de M. Triboulet : MM. Cointat, Lückér, Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes ; Cointat</i>	132	<i>Amendement n° 10 : rejet</i>	137
		<i>Amendement n° 38 : rejet</i>	137
		<i>Adoption du paragraphe 7</i>	137
		<i>Amendement n° 11 de M. Triboulet : MM. Cointat, Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes</i>	137
		<i>Retrait de l'amendement n° 11</i>	138
		<i>Paragraphe 8 :</i>	
		<i>Amendement n° 14 de M. Blondelle : MM. Blondelle, Vredeling, Lückér, rapporteur. — Adoption</i>	138
		<i>Suppression du paragraphe 8</i>	139
		<i>Amendement n° 44 de M. Vetrone : M. Vetrone. — Retrait</i>	139

<i>Paragraphe 12 :</i>	
<i>Amendement n° 16 de M. Blondelle : MM. Blondelle, Vredeling, Lückér, Vredeling. — Adoption de l'amendement qui entraîne la suppression du paragraphe 12.</i>	148
<i>Retrait d'un amendement n° 45 de M. Vetrone</i>	149
<i>Paragraphe 13. — Adoption</i>	149
<i>Après le paragraphe 13 : amendement n° 42 devenu sans objet</i>	149
<i>Paragraphes 14, 15 et 16 : MM. Vredeling, Lückér. — Adoption</i>	149
<i>Explications de vote sur la proposition de résolution : MM. Samaritani, Baas, Vredeling, Blondelle, Briot, van der Ploeg, Boscary-Monsservin</i>	149
<i>Sur la suite de la procédure : MM. Boscary-Monsservin, Vredeling, Lückér, rapporteur ; Vredeling, Lückér, rapporteur ; Boscary-Monsservin</i>	152
<i>Adoption de la proposition de M. Boscary-Monsservin</i>	154
<i>Adoption de la proposition de résolution.</i>	154
<i>Examen des propositions de règlements : M. Lückér, rapporteur</i>	154
<i>MM. Cointat, Vetrone, Lückér, rapporteur ; Vetrone, Lückér, rapporteur ; Vredeling</i>	154
<i>Proposition de règlement (I) : Adoption des amendements nos 2, 39, 3 et 40</i>	156
<i>Proposition de règlement (II) : Adoption de l'amendement n° 49</i>	156
<i>Proposition de règlement (III) : Adoption de l'amendement n° 50</i>	156
<i>Propositions de règlements (IV et V) : Adoptées sans modification</i>	156
<i>Ordre du jour de la prochaine séance</i>	156

D'Angelosante

ver quelque question que ce soit sur l'élection ni sur les personnes qui ont été élues. Nous voulons seulement — permettez-moi cette remarque, Monsieur le Président — comme le disait Don Quichotte avant son dernier duel, ne pas emprunter à d'autres les mérites qui ne nous appartiennent pas.

Comme nous n'avons ni participé à cette élection ni, encore moins, voté par acclamation, je voudrais faire une dernière remarque qui nous concerne particulièrement puisque nous ne sommes inscrits à aucun groupe. Nous savons bien qu'il existe désormais dans tous les Parlements des rapports particuliers entre l'Assemblée et les groupes. Mais, à mon avis, cette pratique doit rester dans certaines limites, de correction notamment, alors qu'elle revient pratiquement à porter atteinte aux prérogatives et aux attributions des membres de ce Parlement, qui siègent en tant qu'élus de leurs Parlements nationaux, leurs pouvoirs étant régulièrement validés conformément au règlement.

Si les décisions des groupes ou celles de leurs porte-parole absorbent pratiquement les fonctions, les attributions et les prérogatives de l'Assemblée, ceux qui n'ont pas encore la possibilité de faire partie d'un groupe en arrivent à être privés du droit élémentaire de vote, qui est le premier droit de chaque membre de cette Assemblée.

D'autre part, me fondant en cela sur un principe général en cette matière, il me semble que, s'agissant d'élection, on doit suivre, même sans que quiconque en ait fait la demande, la procédure du vote au scrutin secret.

Quelle que soit, Monsieur le Président, votre décision en cette matière, je voudrais vous demander de bien vouloir faire apporter une rectification pour que le texte italien du procès-verbal ne fasse pas état d'une unanimité qui ne s'est pas manifestée et, encore moins, d'une unanimité par acclamation dont nous n'avons pas été témoins.

M. le Président. — Monsieur D'Angelosante, il est de tradition dans ce Parlement qu'un candidat soit élu par acclamation, dès lors qu'il n'y a pas d'opposition à sa candidature.

Jusqu'à présent, cette procédure a été d'autant plus aisée qu'il n'y avait pas de représentants non inscrits et que les candidatures étaient normalement présentées par les groupes politiques. Aussi, lorsque les groupes étaient tombés d'accord sur une candidature, l'élection intervenait-elle à l'unanimité des membres présents.

Cependant, comme nous avons, à dater de cette session, le plaisir et l'honneur de compter parmi nous des représentants qui ne sont inscrits à aucun groupe, nous devons naturellement tenir compte de cette réalité. A l'avenir donc, il ne sera plus fait usage de la procédure d'élection par acclamation sans prendre

auparavant l'avis des membres non inscrits. Ceux-ci pourront ainsi faire connaître leur position et, le cas échéant, se joindre aux acclamations pour une élection unanime. On ne peut en effet pas exclure a priori que les membres non inscrits s'associent à un vote unanime.

Je prends donc acte de votre déclaration, Monsieur D'Angelosante. Elle figurera au compte rendu de la séance qui fera ressortir que les vice-présidents ont été élus à une grande majorité mais sans la participation des membres non inscrits.

La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, je prends la parole à propos de la déclaration que vous avez faite à la suite de l'observation qui vient d'être formulée par l'un de nos collègues italiens. Vous avez pris un engagement concernant la procédure à suivre à l'avenir. Je voudrais vous demander de solliciter d'abord l'avis du bureau du Parlement sur votre point de vue et de communiquer ensuite cet avis aux membres du Parlement.

M. le Président. — Monsieur Vredeling, votre observation, bien que juste en soi, ne tient cependant pas compte d'une réalité nouvelle que le président peut être habilité à interpréter.

Je prends donc note de votre demande et je me réserve de soumettre à l'attention du bureau la demande qui a été faite par un de nos collègues non inscrits.

Il n'y a plus d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté.

2. Dépôt de documents

M. le Président. — J'ai reçu les documents suivants:

a) de M. Illerhaus, au nom du groupe démocrate-chrétien, de M. Vals, au nom du groupe socialiste, de M. Triboulet, au nom du groupe de l'Union démocratique européenne,

— une proposition de résolution relative à la composition des commissions du Parlement européen (doc. 5/69) ;

b) *des commissions parlementaires :*

— un rapport de M. Lückner, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement concernant la perception d'un montant compensatoire sur le lait en poudre entreposé antérieurement au début de la campagne laitière 1969-1970 (doc. 6/69) ;

Président

- un rapport de M. Vredeling, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant un règlement relatif au concours du F.E.O.G.A., section garantie (doc. 7/69) ;
- un rapport de M. Dewulf, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement fixant les qualités type du froment tendre, du seigle, de l'orge, du maïs et du froment dur, (doc. 8/69) ;
- un rapport de M. Briot, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant le règlement n° 120/67/CEE portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales, notamment en fonction de l'arrangement international sur les céréales (doc. 9/69).

3. Modification de l'ordre du jour

M. le Président. — En tête de notre ordre du jour nous avons le vote sur la proposition de résolution de M. Lückner ; toutefois, je viens d'être informé que la commission de l'agriculture, à laquelle nous avons renvoyé hier soir tous les amendements, n'a pas encore fini ses travaux. Par ailleurs, les collègues n'ont pas encore reçu un nouvel amendement qui, en se substituant à un certain nombre d'autres, devrait faciliter les travaux du Parlement.

Je propose donc, en attendant que la commission de l'agriculture termine sa réunion, que l'Assemblée procède à la discussion des points suivants de l'ordre du jour :

- exposé de M. Haferkamp sur la politique énergétique commune ;
- proposition de résolution sur l'examen du deuxième rapport général sur l'activité des Communautés ;
- proposition de résolution sur la composition des commissions du Parlement ;
- rapport de M. Leemans sur le budget de recherche de la C.E.E.A.

4. Exposé sur une communication de la Commission concernant la politique énergétique communautaire

M. le Président. — L'ordre du jour appelle l'exposé de M. Haferkamp sur la communication de la Commission concernant une première orientation pour

une politique énergétique communautaire (doc. 197/I/68).

La parole est à M. Haferkamp.

Je l'invite à prendre place à la tribune des orateurs.

M. Haferkamp, membre de la Commission des Communautés européennes. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le 15 mai de l'année dernière, le président Rey, parlant au nom de la Commission, a déclaré à cette tribune — permettez-moi de le citer — que « la Commission avait l'intention d'élaborer, cette année encore, des propositions concernant l'ensemble du secteur énergétique, du charbon aux matières fissiles ».

Le 18 décembre 1968, la Commission a adopté le texte de la Première orientation pour une politique énergétique communautaire, qu'elle a communiqué au Conseil et au Parlement. Pour l'élaboration et la mise au point de ce document, la Commission s'est appuyée sur les précieux travaux préparatoires accomplis par les trois anciens exécutifs, principalement de ceux du groupe interexécutif « énergie ». Elle s'est inspirée en outre des débats de cette Assemblée, débats qui ont trouvé leur reflet dans de nombreuses résolutions et des rapports très utiles. A cet égard, je me dois de préciser — et je le fais volontiers — qu'en particulier les rapports établis pendant de nombreuses années par M. Leemans, membre de cette Assemblée, ont constitué une base d'une rare qualité. Il va sans dire qu'aux yeux de la Commission, les discussions sur les questions énergétiques qu'elle a menées depuis l'été 1967 avec la commission parlementaire compétente ont également revêtu une grande importance.

La Première orientation tient compte de ces travaux préparatoires. Toutefois, ce document va plus loin, il dépasse les limites des rapports et mémorandums existant à ce jour et met l'accent sur quelques éléments fondamentaux nouveaux. Cela s'explique par le fait qu'il a été possible d'aborder le secteur de l'énergie dans son ensemble et de porter un jugement sur celui-ci en fonction de critères uniformes et de principes déterminés. Ces nouvelles conditions de travail avaient été créées par la fusion des exécutifs et par la décision de la Commission de constituer une administration uniforme pour les questions énergétiques, à savoir la direction générale énergie, et d'y regrouper toutes les questions relevant de la politique énergétique.

Si la Première orientation dépasse le cadre des travaux accomplis à ce jour, cela est également dû aux modifications intervenues au cours de ces dernières années dans l'ensemble du secteur économique.

La structure de la demande a subi une modification très importante ; en effet, alors qu'en 1960 la part du charbon dans la consommation était encore de 52 %, cette part se trouve ramenée à 32 % en 1969.

Haferkamp

Par contre, le pétrole qui, en 1960, couvrait 27 % de la demande, s'arroe en 1969 environ 53 % du marché.

En outre, nous avons enregistré d'importantes modifications structurelles du côté de l'offre ; songeons seulement à l'évolution dans les charbonnages.

Je signalerai encore un autre aspect de ce changement, à savoir la dépendance sensiblement accrue de la Communauté par rapport aux importations. Alors qu'en 1960, 27 % de l'énergie consommée dans la Communauté a dû être importée, ce taux passe à plus de 50 % en 1969. Si l'on y inclut l'utilisation à des fins non énergétiques, on obtient même un taux de 60 %.

Si vous m'y autorisez, j'aimerais vous soumettre à présent quelques observations sur la nature de la Première orientation : en présentant ce document, la Commission n'a pas l'intention de vous soumettre un plan complet, ni un programme quantitatif de politique énergétique. Son dessein est d'exposer un programme-cadre pour l'ensemble des secteurs de l'économie et de la politique énergétiques. Ce programme va au delà des dispositions du traité relatives à la politique de l'énergie. Il dépasse les limites du protocole d'accord d'avril 1964. Il indique comment la Commission juge la situation économique et politique en la matière.

En outre, il offre un panorama des mesures que la Commission estime nécessaire de prendre dans le domaine de la politique de l'énergie. La Commission a l'intention d'élaborer, sur la base de ces conceptions et en prenant en considération les débats qui seront menés tant au sein du Parlement qu'au Conseil, au Comité économique et social et au Comité consultatif, des propositions détaillées concernant la politique énergétique. Pour certaines des 37 propositions contenues dans la Première orientation, les services de la Commission s'occupent d'ores et déjà d'en rédiger les points de détail.

Conjointement à sa proposition de Première orientation, la Commission présente un exposé de la situation actuelle du marché communautaire de l'énergie ainsi qu'un inventaire des problèmes essentiels que soulève l'établissement d'une politique commune dans le domaine de l'énergie. Ces documents contiennent des éléments qu'il est essentiel de prendre en considération pour porter un jugement sur les propositions de la Commission.

Je voudrais maintenant vous exposer quelques idées fondamentales qui ont déterminé la décision de la Commission.

La Commission propose une politique communautaire de l'énergie, qui place l'intérêt des consommateurs au centre des préoccupations. Il s'agit pour elle de mettre en lumière le rôle fonctionnel de l'économie énergétique.

Elle attire l'attention sur la possibilité de réaliser dans la pratique un équilibre entre la recherche de l'énergie à bon marché et la recherche de la sécurité de l'approvisionnement. Il n'en est ainsi, toutefois, qu'à condition d'éviter une discussion globale sur la sécurité et sur les prix. S'agissant de discuter des conditions d'un approvisionnement à la fois sûr et bon marché, nous devons établir des distinctions selon l'utilisation envisagée et tenir compte du degré de substitution entre les diverses sources d'énergie primaires ainsi que de l'évolution de la situation de l'offre d'énergie primaire sur le marché mondial. Il va sans dire qu'en assignant tel ou tel objectif à la politique de l'énergie, on se heurte à des conflits, comme il est de règle dans le domaine politique. Dans celui de la politique de l'énergie, ces conflits entre les objectifs peuvent exister, en particulier, à propos des tâches d'ordre social et régional. Nous estimons à cet égard qu'il incombe à la politique de l'énergie d'indiquer la direction à suivre, étant entendu que des motifs de politique sociale et régionale peuvent soit ralentir, soit accélérer les processus de substitution ; cela signifie que des considérations d'ordre social ou régional peuvent influencer le rythme du développement dont l'orientation a été tracée par les décisions de politique énergétique.

En ce qui concerne les instruments de cette politique, la Commission souligne le rôle de la concurrence en tant qu'élément fondamental d'orientation, tout au moins dans la mesure où une concurrence digne de ce nom peut être réalisée dans le secteur énergétique et où cette concurrence s'exerce dans des conditions équitables. Nous estimons que les particularités du secteur de l'énergie nécessitent le recours à des instruments dont l'emploi doit permettre d'éviter que l'on ne s'engage sur de fausses voies. L'emploi de ces instruments doit s'effectuer par étapes. La Commission estime que la priorité revient à la fonction de surveillance et que le recours à des interventions ne devrait être prévu qu'en dernier lieu.

Lors de l'utilisation des instruments de politique énergétique, l'information et la confrontation des points de vue font l'objet d'une attention particulière.

Quant aux propositions de la Commission, permettez-moi de vous en présenter quelques caractéristiques. Elles se subdivisent en trois chapitres.

Le premier délimite le champ d'action des mesures politiques. La Commission propose de poursuivre l'établissement de prévisions à moyen terme en ce qui concerne l'offre et la demande dans le secteur de l'énergie.

Elle propose en outre de poursuivre la présentation de rapports annuels sur la conjoncture dans ce secteur. Ces prochains jours, le Conseil sera saisi du rapport sur la situation conjoncturelle dans le secteur énergétique de la Communauté en 1968 et sur les tendances de l'évolution en 1969. J'imagine qu'il serait utile que, sur la base de ces rapports, l'Assem-

Haferkamp

blée organise un débat annuel sur la politique énergétique ; en effet, nous devons suivre de très près les modifications rapides qui interviennent sur les marchés de l'énergie, sans quoi nous courons le danger d'adopter et de défendre, sur le plan de la politique de l'énergie, des positions qui ne tiendraient plus compte des données réelles sur le marché.

Outre la fixation d'« objectifs généraux » et de « programmes indicatifs » pour le charbon et l'énergie nucléaire, conformément aux dispositions des traités instituant la C.E.C.A. et l'Euratom, la Commission propose l'établissement d'un programme indicatif pour le secteur de l'électricité et la définition d'orientations de politique à moyen terme pour les autres sources d'énergie. A cet égard, il ne s'agira pas d'annoncer les objectifs d'un programme, mais de décrire de manière aussi précise que possible les tendances générales que doit suivre l'évolution. Les travaux concernant les orientations à moyen terme sont d'ores et déjà en cours. Dans le domaine de l'électricité, la Commission a ordonné des études destinées à fournir la base méthodologique d'une comparaison des prix du courant électrique dans la Communauté. Dans le cadre de ces enquêtes sur le prix du courant électrique, il est également prévu de définir les conditions s'appliquant à la livraison de courant électrique aux gros clients.

Étant donné la très forte dépendance à l'égard des importations, la Commission propose la mise en œuvre d'une politique communautaire permettant de surmonter les difficultés d'approvisionnement. La réalisation d'une politique de stockage pour le pétrole brut et les produits pétroliers constitue la première étape importante sur cette voie. Comme vous le savez, le Conseil de ministres a réussi l'année dernière à donner une conclusion positive aux discussions qu'il a consacrées pendant des années à la politique de stockage pour le pétrole brut et ses dérivés. Il est vraisemblable que les combustibles nucléaires, en particulier le plutonium produit pour les réacteurs de puissance, soulèveront un problème de stockage d'ici quelques années.

Outre la politique de stockage, les propositions de la Commission prévoient la réduction à un minimum des effets quantitatifs et des répercussions sur les prix d'une éventuelle défaillance de certaines sources d'approvisionnement déterminées, grâce à un examen permanent des possibilités d'approvisionnement, des risques d'interruption et des moyens d'y parer. L'organisation de l'approvisionnement au cours de la dernière crise du Proche-Orient nous a fait bénéficier d'un enseignement précieux qui peut nous servir à la mise au point d'une stratégie applicable aux périodes de crise.

Le deuxième chapitre des propositions de la Commission a trait aux mesures destinées à l'établissement du Marché commun. Le fonctionnement de celui-ci suppose l'application uniforme du tarif

douanier commun aux produits pétroliers. Dans ce secteur, les décisions essentielles en vue d'une politique communautaire ont déjà été prises. Le pétrole brut peut être importé en franchise des pays tiers. Pour les importations des produits pétroliers, le tarif extérieur commun prévoit des droits peu élevés. Le régime des importations de pétrole brut et des produits pétroliers en provenance des Antilles néerlandaises a également pu être adopté en 1968. Des travaux en cours sont destinés à compléter la décision relative au régime douanier des produits pétroliers ; ces travaux ont trait à la notion d'origine et à la valeur en douane.

La tâche consistant à établir les conditions d'un marché intérieur pour l'ensemble du secteur énergétique n'a été accomplie que dans une proportion très limitée. Certains problèmes de grande urgence n'ont pas encore reçu de solution. Dans sa Première orientation, la Commission a formulé à cet effet 12 propositions, dont je renonce aujourd'hui à exposer les détails.

L'un des thèmes du chapitre Marché commun — permettez-moi de l'évoquer également — est celui de la suppression des différences de niveau des taxes spécifiques grevant une même source d'énergie. Personne ne se fera d'illusions sur les difficultés qu'il faudra surmonter pour convaincre les États membres de la nécessité d'harmoniser la taxation en matière d'énergie. Ces difficultés, toutefois, ne devraient pas être insurmontables. Dans les branches économiques à grande consommation d'énergie, la situation actuelle se traduit par certaines décisions prises de plus en plus souvent en fonction des facilités d'approvisionnement en énergie d'un lieu ou d'une région déterminés. C'est ainsi qu'en janvier 1969, les consommateurs de mazout lourd ont payé à Milan et à Gênes des prix de l'ordre de 19 à 20 dollars par tonne ; à Hambourg, les prix, situés entre 18 et 18,5 dollars, n'étaient que légèrement inférieurs aux premiers. A la même époque, les consommateurs à Rotterdam et à Marseille ont payé des prix se situant entre 13 et 14 dollars. Pour Le Havre, nous avons constaté un prix de 14,6 dollars. A cet égard, il convient de noter que les différences entre les prix départ raffinerie sans taxes sont sensiblement moins importantes, ce qui revient à dire que les différences constatées résultaient des divergences en matière de taxation. A long terme, il ne me semble pas concevable de poursuivre l'approvisionnement en énergie de la Communauté à des conditions à tel point divergentes. Le développement harmonieux de l'économie constitue l'un des objectifs essentiels des traités. Cet objectif pourrait être sérieusement compromis au cas où subsisteraient, voire s'aggravaient, les distorsions que j'ai évoquées.

La réalisation d'une politique d'approvisionnement sûr et bon marché touche à 5 domaines : la politique commerciale, l'orientation des investissements, les mesures structurelles dans différents secteurs, les ai-

Haferkamp

des financières à la réalisation de projets d'investissement et certaines mesures dans le domaine de la recherche. Ce chapitre comprend des propositions spécifiques en matière de politique de l'énergie, propositions qui ont jadis constitué le thème central des débats consacrés à la Première orientation et qui, à moins que je ne m'abuse grossièrement, pourraient bien continuer de le faire. L'observation vaut tout d'abord pour les mesures envisagées en matière de politique d'approvisionnement. La Première orientation prévoit dans ce domaine une procédure en plusieurs étapes. Les mesures d'approvisionnement inspirées par l'économie de l'entreprise étant, sauf preuve du contraire, les moins onéreuses, les entreprises auront en principe toute latitude pour établir leurs propres programmes d'approvisionnement. Toutefois, les propositions de la Commission prévoient — et c'est là l'innovation — la communication des programmes d'approvisionnement des entreprises et, sur la base de ces derniers, la réalisation d'un programme d'approvisionnement au niveau communautaire. Notre intention n'est pas de donner à ce programme le caractère d'une obligation de droit communautaire. Cependant, il est indispensable de connaître les plans d'approvisionnement du secteur privé.

L'établissement d'un pareil programme d'approvisionnement ne doit entraîner des obligations juridiques que dans l'éventualité où la Commission constaterait une incompatibilité entre certains éléments du programme d'approvisionnement des entreprises et l'intérêt communautaire, où il ne serait pas possible d'éliminer cette opposition au moyen d'une procédure de consultation à laquelle participeraient les représentants des États membres, et enfin si les recommandations de la Commission visant à faire appliquer la politique communautaire n'étaient pas suivies. Compte tenu de ce plan échelonné, il ne paraît guère vraisemblable qu'il faille recourir à une décision pour assurer la mise en œuvre de la politique communautaire. L'étape de la décision, c'est-à-dire la dernière étape, n'en est pas moins indispensable en tant que complément logique d'une politique d'approvisionnement communautaire.

Pour ce qui est des investissements, la Commission propose d'instaurer l'obligation de communiquer les projets d'investissement qui revêtent un intérêt communautaire sur le plan de la production, des transports et de la distribution d'énergie. Un échange de vues général aura alors lieu sur la base de ces informations concernant la politique d'investissement. En cas de besoin, la Commission émettra un avis sur la politique d'investissement.

En matière d'investissement, un pouvoir de décision n'est prévu que dans un cas exceptionnel : dans l'éventualité d'un danger immédiat de surinvestissement qui, en outre, menacerait les intérêts de la Communauté sur le plan de la politique énergétique, une décision doit permettre de préserver ces intérêts. A ce propos, je recommande tout particu-

lièrement à votre attention l'exposé statistique de l'évolution de la capacité des raffineries, annexé au rapport sur la conjoncture pour la période allant de la fin de 1968 à la fin de 1969.

Je terminerai, si vous me le permettez, par quelques observations sur les propositions de la Commission en matière de politique structurelle sectorielle. Aujourd'hui comme hier, la politique charbonnière commune doit avoir pour objectif principal de concentrer sur les installations ayant un maximum de productivité l'extraction charbonnière qui subsiste. Cette évolution est en plein cours. La politique communautaire doit appuyer ce processus de concentration. Avant la fin de ce mois, la Commission soumettra au Conseil une étude sur la situation et les perspectives de développement dans les secteurs du charbon à coke et du coke. Cette étude est sans doute appelée à jouer un rôle particulièrement important dans les discussions communautaires sur la politique charbonnière.

Dans le secteur des hydrocarbures, les mesures proposées visent à adapter, notamment par des dispositions fiscales, les conditions de concurrence existant actuellement entre les entreprises établies dans la Communauté aux conditions existant généralement sur le plan international. En outre, l'intégration verticale des entreprises doit être facilitée, afin d'assurer leur accès aux matières premières. La Commission estime que le cadre juridique de l'« entreprise commune », au sens du traité d'Euratom, pourrait se révéler utile à cet effet. Il ne s'agit pas de regrouper des unités de production existantes, mais de créer un cadre administratif permettant l'exécution de certains projets concrets de coopération, en particulier dans les domaines de la prospection et de l'extraction. En outre, les « entreprises communes » doivent être le point de départ d'une politique communautaire concrète en matière de prospection et d'exploitation de gisements d'uranium.

Les dispositions du chapitre VI du traité d'Euratom devront être modifiées de manière à permettre l'approvisionnement en combustibles nucléaires selon les règles du marché. L'Agence d'approvisionnement de la Communauté devra cependant entrer en action, soit lorsqu'il n'existe pas encore de marché, soit lorsque des problèmes d'approvisionnement à long terme se posent pour la Communauté. A la fin de l'année passée, la Commission a invité le Conseil à reprendre les discussions sur le chapitre « Approvisionnement » du traité d'Euratom. Un rapport sur l'approvisionnement de la Communauté en uranium enrichi a été élaboré par des représentants de la Commission et des États membres. Ce document fournit la base des propositions concrètes que la Commission soumettra prochainement au Conseil en vue d'assurer à long terme l'approvisionnement de la Communauté en uranium enrichi.

Haferkamp

Le fait que deux États membres coopèrent avec le Royaume-Uni dans le domaine de la séparation isotopique ne change en rien la nécessité de poursuivre l'examen de la création d'une usine communautaire d'enrichissement de l'uranium. Cet examen pourrait révéler que l'utilisation parallèle du procédé de la diffusion gazeuse et du procédé de l'ultra-centrifugation est dans l'intérêt de la Communauté.

Pour ce qui est des aides financières apportées aux projets justifiés par l'intérêt communautaire, on ne devrait pas surestimer les possibilités de la Communauté. Outre l'utilisation rationnelle des possibilités de financement actuellement prévues par le traité, la Commission songe en premier lieu à l'octroi de garanties pour les projets communautaires comportant des risques exceptionnels.

Permettez-moi d'ajouter quelques observations sur la suite de la procédure. La Commission n'a pas présenté la Première orientation dans l'intention de provoquer des décisions formelles au sujet des conceptions qui sont les siennes. Elle voudrait plutôt mettre en lumière le cadre dans lequel elle estime approprié et nécessaire que la Communauté développe son action sur le plan de la politique énergétique. Elle présentera, de sa propre initiative et — pour certaines d'entre elles — dans un très proche avenir, des propositions détaillées en vue de donner un contenu concret à ce cadre d'action. Il va sans dire qu'elle tiendra compte, à cet égard, des résultats des négociations menées au sein du Parlement, du Conseil, du Comité économique et social et du Comité consultatif. En outre, elle tiendra également compte des résultats de ses conversations avec les producteurs et les consommateurs d'énergie et les représentants des travailleurs.

Les problèmes résultant de la fusion des traités n'ont pas été traités dans le document de la Commission. Ces problèmes ne peuvent être exposés isolément pour un seul secteur, mais doivent être considérés dans un contexte global.

A ce propos, une remarque encore au sujet du fondement juridique auquel la Commission estime devoir se référer pour la mise en œuvre de ses propositions. Au paragraphe 19 de la Première orientation, la Commission a déclaré à ce sujet qu'au moment de présenter des propositions particulières pour réaliser une politique communautaire de l'énergie, elle examinera si les actions envisagées peuvent être réalisées sur la base des traités en vigueur, ou si elles doivent faire l'objet d'accords entre les gouvernements des États membres en attendant l'entrée en vigueur d'un traité unique, comportant des dispositions adéquates.

Abstraction faite de la complexité de notre tâche en matière énergétique, ce passage montre d'une manière particulièrement claire que nous devons nous attendre à rencontrer des difficultés sur notre route. Il ne suffit pas — et nous en sommes tous cons-

cients — d'approuver le cadre d'action politique proposé par la Commission. Il ne suffit pas non plus de remplir celui-ci de propositions détaillées concrètes ; la Commission, bien entendu, y procédera continuellement, comme je l'ai indiqué. Ce qui sera décisif, ce sera plutôt la volonté de faire du cadre d'action et des propositions détaillées une réalité vivante de la politique énergétique communautaire. J'estime que notre tâche à tous consiste maintenant à mobiliser cette volonté politique.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Leemans.

M. Leemans, président de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques. — (N) Monsieur le Président, je me bornerai à remercier M. Haferkamp du commentaire clair et nuancé qu'il nous a fait sur le programme-cadre pour une politique énergétique commune, élaboré par l'exécutif. L'exposé de M. Haferkamp facilitera sans aucun doute les travaux de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques.

Cet exposé permettra également à la commission — du moins je l'espère — de présenter au Parlement dans les plus brefs délais un rapport sur la nouvelle orientation donnée à la politique énergétique commune.

(Applaudissements)

5. Procédure d'examen du deuxième rapport général sur l'activité des Communautés

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de résolution présentée par les présidents des groupes politiques concernant la procédure d'examen du deuxième rapport général sur l'activité des Communautés en 1968 (doc. 2/69).

A la demande des groupes politiques, je propose au Parlement de procéder au vote sur cette proposition de résolution sans renvoi en commission.

Il n'y a pas d'opposition ? . . .

Il en est ainsi décidé.

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (*).

6. Procédure d'examen de la communication de la Commission des Communautés européennes au Parlement européen concernant l'article 8, paragraphe 7, du traité.

M. le Président. — Dans sa résolution du 22 janvier 1969, le Parlement européen avait « invité la

(*) J. O. n° C 41 du 1^{er} avril 1969, p. 14.

Président

Commission des Communautés européennes à lui soumettre le plus rapidement possible la liste des obligations auxquelles la Communauté et les États membres devront, en vertu du traité, avoir satisfait, avant la fin de la période de transition. »

Par lettre en date du 20 février 1969, M. Barre a transmis pour information des membres du Parlement une « Communication de la Commission sur les réflexions d'ordre juridique et les indications d'ordre technique susceptibles d'éclairer la portée du paragraphe 7 de l'article 8 du traité instituant la C.E.E. »

Ce document a été distribué à tous les membres du Parlement.

Les problèmes traités dans cette communication relèvent de la compétence de presque toutes les commissions du Parlement. Je propose donc qu'elle soit examinée simultanément au deuxième rapport général sur l'activité des Communautés en 1968 et que les prises de position auxquelles elle donnera lieu soient incluses dans les avis que les commissions parlementaires transmettront au rapporteur général, conformément à la procédure d'examen du deuxième rapport général que nous venons d'adopter.

Il n'y a pas d'opposition ? ...

Il en est ainsi décidé.

7. Composition des commissions du Parlement européen

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de résolution présentée par MM. Illerhaus, au nom du groupe démocrate-chrétien, Vals, au nom du groupe socialiste, et Triboulet, au nom du groupe de l'Union démocratique européenne, relative à la composition des commissions du Parlement européen (doc. 5/69).

Conformément à l'article 14, paragraphe 1, du règlement, les présidents des trois groupes demandent que cette proposition de résolution soit examinée selon la procédure d'urgence, sans renvoi en commission.

Il n'y a pas d'opposition ? ...

Il en est ainsi décidé.

Cette proposition de porter le nombre des membres de la commission des finances et des budgets de 17 à 29 est justifiée par l'activité croissante de cette commission appelée à nommer de nombreux rapporteurs.

Comme la composition actuelle n'offre pas cette possibilité, les groupes politiques sont convenus d'augmenter le nombre des membres de la commission.

Personne ne demande la parole ? ...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (*).

8. Budget de recherches et d'investissement de la C.E.E.A. pour 1969

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Leemans, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur le projet de budget de recherches et d'investissement de la Communauté européenne de l'énergie atomique pour l'exercice 1969 (doc. 3/69).

La parole est à M. Leemans.

M. Leemans, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, il n'est pas, je crois, nécessaire de retenir longuement l'attention des membres du Parlement sur la présentation du rapport qui est actuellement en discussion.

Tout ce que votre commission des finances et des budgets avait à dire sur le projet de budget de recherches et d'investissement de la Communauté européenne de l'énergie atomique pour l'exercice 1969 se trouve en effet dans la proposition de résolution et l'exposé des motifs qui lui fait suite.

Dans la proposition de résolution, nous avons voulu, une fois de plus, constater le grand retard avec lequel le Conseil a établi ce projet de budget, si tant est que l'on puisse qualifier de budget un ensemble de mesures provisoires visant à sauvegarder les réalisations acquises à ce jour dans le domaine de l'énergie nucléaire. Nous avons vivement protesté contre cette façon d'agir et exprimé notre déception quant à la tournure prise par les événements.

En outre, nous avons de nouveau constaté l'absence, dans ce budget, d'un programme pluriannuel de recherches et d'enseignement en prenant toutefois acte de l'intention de l'exécutif et du Conseil de présenter un tel programme vers le 1^{er} juillet 1969.

Nous voudrions néanmoins demander au président en exercice du Conseil s'il peut nous certifier que le Parlement sera également saisi, avant le 1^{er} juillet 1969, de ce programme pluriannuel.

Étant donné que la moitié des dépenses prévues dans ce budget sont bloquées, ce qui en démontre bien le caractère essentiellement provisoire, et que, de surcroît, ce n'est pas un véritable budget qui nous est présenté, votre commission parlementaire a estimé devoir se limiter à prendre acte du projet de budget établi par le Conseil. Il lui est en effet impossible de l'approuver.

(*) J. O. n° C 41 du 1^{er} avril 1969, p. 16

Leemans

Nous n'avons pas voulu aborder les problèmes de la recherche et des investissements. Nous avons estimé devoir nous borner à traiter la matière qui relève de la compétence de la commission des finances et des budgets et à n'examiner en conséquence que les aspects financiers du problème.

M. le Président. — La parole est à M. Mart.

M. Mart, président en exercice du Conseil des Communautés européennes. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, j'éprouve trois motifs de satisfaction à participer aujourd'hui à vos travaux en qualité de président en exercice du Conseil des Communautés.

Je suis tout d'abord particulièrement heureux que le premier acte officiel de mes fonctions au sein des Communautés soit de représenter le Conseil à cette session du Parlement européen.

Ma présence ici aujourd'hui me donne, en second lieu, le grand plaisir de vous adresser, Monsieur le Président, en mon nom personnel et au nom de tous mes collègues du Conseil, mes félicitations les plus sincères pour votre élection à la tête de cette Assemblée et tous mes vœux pour le succès de la lourde mission qui vient de vous être confiée.

Elle me permet enfin de poursuivre l'heureuse tradition instituée par mes prédécesseurs et qui veut que le président en exercice du Conseil vienne présenter à votre Parlement les projets de budget établis par le Conseil et répondre aux questions que les membres du Parlement désireraient lui poser sur ces documents.

Je suis moins heureux, en revanche, de faire ma première apparition devant le Parlement à l'occasion de la présentation d'un budget dont le moins que l'on puisse dire est qu'il n'a pas trouvé le soutien le plus enthousiaste de quelque côté que ce soit.

Avant d'aborder la présentation du projet de budget de recherches et d'investissement d'Euratom pour 1969, je ne voudrais pas manquer de féliciter sincèrement le rapporteur de votre commission compétente, M. Leemans, pour l'excellent rapport qu'il a établi sur ce projet de budget dans le délai très court qui lui était imparti.

Compte tenu de ce rapport, le projet de budget de recherches et d'investissement pour 1969, que j'ai l'honneur de vous présenter, n'appelle que peu de commentaires de ma part. En ordre principal, il ne constitue, en effet, comme le précise son exposé des motifs, que la traduction sur le plan budgétaire du programme de recherches et d'enseignement, composé d'un programme commun et de programmes complémentaires, arrêté par le Conseil le 20 décembre dernier.

Or, je ne pense pas que votre Assemblée envisage

d'instaurer aujourd'hui un débat sur ces programmes. Ces derniers ont déjà fait l'objet, en effet, d'un bref échange de vues au sein du Parlement au cours de sa dernière session et ils donneront lieu certainement à un débat beaucoup plus large à votre session de mai, à l'occasion de la réponse que le Conseil sera appelé à donner à la question orale avec débat qui lui a été posée par votre commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques et de la discussion du rapport sur la situation actuelle et les perspectives d'Euratom, qui sera, je crois, présentée par M. Oele.

Sur le plan personnel, je me contenterai donc de constater, avec beaucoup d'autres, que les programmes qui ont servi de base à l'établissement du budget de recherches pour 1969 ne sauraient être considérés comme satisfaisants, mais je souligne qu'ils ne constituent pas moins, dans les circonstances du moment, la seule issue possible pour permettre de doter Euratom d'un budget de recherches pour 1969. La politique étant l'art du possible, le budget 1969 doit être jugé d'après sa nature véritable, à savoir un compromis politique, en attendant une solution qui soit, souhaitons-le, plus durable.

Ces programmes ne sont pas satisfaisants, en effet, en raison notamment du caractère limité des actions qu'ils comportent car, faute d'un accord sur une politique industrielle coordonnée dans le domaine nucléaire, ils ne prévoient pratiquement plus aucune action d'envergure dans le domaine des grandes filières de réacteurs et, tout particulièrement, celui des réacteurs rapides considérés par tous comme la grande filière d'avenir.

Cela prouve qu'à la longue une politique commune de recherche qui ne débouche pas sur un véritable marché commun industriel dégénère en gaspillage et est vouée à l'échec, car la disparité des intérêts nationaux dans la passation des commandes de centrales nucléaires, la divergence des mesures de soutien nationales à l'exportation et l'absence de concentration des entreprises privées engagées dans les applications industrielles nucléaires, font perdre à l'Europe les avantages et les retombées utiles d'une recherche organisée et financée en commun.

Ces programmes ne sont pas, d'autre part, satisfaisants quant à leur durée. Pour la seconde fois, en effet, ils ne portent que sur une durée d'un an, certaines délégations ayant estimé ne pouvoir accepter pour une durée supérieure des programmes qui, par leur structure et leur importance, ne leur paraissent pas satisfaisants.

Ces programmes ne sont pas satisfaisants, enfin, quant à leurs conséquences. Comme le précise l'exposé des motifs du budget, l'exécution de ces programmes ne comporte pas, en effet, l'utilisation intégrale des effectifs du Centre commun de recherches et le Conseil a été contraint, de ce fait, de décider la mise en surnombre d'un certain nombre d'em-

Mart

plois jusqu'au 1^{er} juillet 1969 et d'envisager des mesures pour la résorption de ces emplois.

Ces dispositions, qui ont suscité un émoi légitime au sein du personnel du Centre commun de recherches, auquel je tiens à rendre à nouveau hommage, car il n'a en rien démérité, ne sauraient être toutefois considérées comme marquant le début du démantèlement du premier Centre communautaire de recherches, et cela à une époque où, plus que jamais, le développement de la coopération dans le domaine technologique est reconnu indispensable pour permettre à l'Europe de conserver ou de reprendre la place qui doit être la sienne dans le domaine de la recherche.

Elles sont dictées essentiellement par le souci de sortir définitivement, et le plus rapidement possible, de la situation précaire dans laquelle se trouve Euratom depuis trop longtemps et qui ne permet pas d'utiliser de façon optimale les importants moyens en hommes et en matériel qui ont été réunis au Centre commun de recherches.

Je rappelle, en effet, comme le précise l'exposé des motifs du budget, que conjointement à l'adoption des programmes pour 1969, le Conseil est convenu d'établir, avant le 1^{er} juillet 1969, de nouveaux programmes pluriannuels de recherches sur la base des propositions qui lui seront soumises par la Commission et d'examiner avant cette date également les critères et les principes en vue d'aboutir à une politique industrielle coordonnée dans le domaine nucléaire.

Le Conseil a décidé, en outre, de déterminer, aussi rapidement que possible, dans l'esprit notamment de sa résolution du 31 octobre 1967 sur la coopération en matière technologique, les actions nouvelles qui seraient susceptibles d'être effectuées dans le Centre commun de recherches et d'arrêter les modalités de leur mise en œuvre.

Les dispositions prises en ce qui concerne le personnel en surnombre doivent donc être considérées comme des mesures de gestion prudente pour le cas improbable, je l'espère, où le Conseil n'arriverait pas à se mettre d'accord avant le 1^{er} juillet 1969 sur des programmes pluriannuels dont l'ampleur permettrait d'assurer l'utilisation de la part la plus large possible des compétences dont dispose actuellement le Centre commun de recherches.

Sur ce point, je crois devoir porter à l'attention de votre Assemblée un élément qui, à mon avis, vient à l'appui de cette affirmation : je veux parler du désir manifesté par le Conseil de voir établir, dans les meilleurs délais, pour chacun des principaux objectifs du programme, un comité consultatif destiné à permettre la confrontation des points de vue des représentants qualifiés de la Commission et des États membres sur les différents aspects de ces programmes et leur information mutuelle dans ce domaine.

Ce désir, qui a rencontré l'accord de la Commission, me semble bien traduire le souci du Conseil de voir créer toutes les conditions nécessaires à l'établissement et à la bonne exécution de programmes communautaires aussi vastes que possible s'intégrant harmonieusement dans l'ensemble de l'effort effectué par les États membres dans le domaine nucléaire et permettant de tirer le meilleur parti possible des importants moyens en hommes et en matériel dont dispose le Centre commun de recherches.

Je ne voudrais pas m'étendre davantage sur ce problème des programmes qui sera vraisemblablement, comme je l'ai dit précédemment, au centre de vos débats de mai prochain, et retarder par là les questions que le projet de budget, qui constitue la traduction financière de ces programmes, pourrait appeler de la part des membres de votre honorable Assemblée.

Je ne puis, en terminant, que vous assurer que je m'efforcerai de répondre de façon aussi complète et précise que possible à toutes les questions que vous estimerez devoir me poser sur ce projet de budget.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je remercie M. Mart des félicitations qu'il a bien voulu m'adresser au nom du Conseil et en son nom personnel à l'occasion de mon élection.

La parole est à M. Oele, au nom du groupe socialiste.

M. Oele. — (N) Monsieur le Président, le groupe socialiste est d'avis que le document actuellement en discussion peut difficilement être qualifié de budget véritable. Il n'offre en effet aucune perspective quant à la viabilité, dans l'avenir, de la Communauté européenne de l'énergie atomique. C'est un exemple type de budget de transition, dont le seul mérite est de ne pas rompre complètement avec le passé et de ne pas provoquer une solution de continuité dont serait victime une organisation que la Communauté a elle-même créée.

Par ailleurs, ce budget de transition ne présente plus guère, à notre avis, d'aspect communautaire, à l'exception peut-être du chapitre du programme qui a recueilli l'assentiment des six États membres. On sait que la moitié des dépenses prévues dans ce budget sont supportées par cinq États membres, qui ont ainsi témoigné de leur volonté de sauvegarder les institutions et les structures d'Euratom et n'ont pas voulu prendre la responsabilité de mettre fin aux activités de ces institutions.

Ce projet est par ailleurs un budget miniature. Les dépenses qui y sont prévues sont tellement insignifiantes qu'elles ne représentent rien comparées aux montants nécessaires pour financer des changements

Oele

mineurs dans la politique agricole de la Communauté. Cette situation est imputable au fait qu'Euratom n'assume plus aucune responsabilité dans la poursuite des activités nucléaires et des activités industrielles des États membres dans le domaine atomique. Il y a plus d'un an, Euratom s'est vu enlever sa tâche de coordination et rien ne permet d'affirmer que cette institution se verra, sous une forme ou sous une autre, — au moyen de contrats d'association ou d'une autre manière — à nouveau confier cette mission.

Le Conseil n'indique nulle part la manière dont il conçoit l'avenir d'Euratom. Au contraire, il y aura des compressions de personnel — selon le Conseil — si aucun programme pluriannuel n'est adopté au milieu de l'année 1969, donc cet été. Or, nous savons tous qu'un tel programme pluriannuel ne pourra voir le jour que si les États membres réussissent — sans que l'un d'eux oppose son veto — à se mettre d'accord sur les objectifs à long terme d'Euratom dans le court délai qui nous sépare de juillet.

Toutes ces considérations ne nous empêchent pas de constater et d'apprécier malgré tout le fait que le Conseil ait accepté — sinon à l'unanimité, du moins à la majorité de ses membres — une solution transitoire. Dans une certaine mesure, le Conseil s'est montré disposé à agir prudemment à l'égard des institutions et à l'égard du personnel d'Euratom. Sur le plan politique, nous n'avons toutefois aucun motif de satisfaction, car le Conseil n'a pas voulu ouvrir de nouvelles perspectives d'avenir à Euratom.

C'est la raison pour laquelle la grande majorité des membres de mon groupe ne peut adopter une attitude indifférente ou neutre à l'égard de ce budget et en prendre simplement acte. Elle estime au contraire devoir rejeter la proposition de résolution présentée par M. Leemans au nom de la commission des finances et des budgets. Ce sont les obscurs combats d'arrière-garde au Conseil qui nous ont dicté cette attitude inhabituelle. Nous espérons néanmoins qu'au cours des prochains mois, il sera possible d'ouvrir de nouveaux horizons à Euratom. En mon nom personnel, j'ajouterai que le Parlement devrait peut-être, par des propositions ou des suggestions, contribuer de son côté à dégager les perspectives qui font actuellement défaut sur le plan politique.

Nous sommes convaincus que le champ d'activité d'Euratom est suffisamment vaste et suffisamment étendu pour permettre la réalisation d'un accord sur les objectifs communs et les tâches futures de cette institution. Je m'en tiendrai là et j'espère qu'au cours des prochains mois nous pourrions adopter une attitude plus positive lorsque ce problème délicat reviendra à l'ordre du jour.

PRÉSIDENCE DE M. METZGER*Vice-président*

M. le Président. — La parole est à M. Bousquet, au nom du groupe de l'U.D.E.

M. Bousquet. — Monsieur le Président, mes chers collègues, je ne puis que joindre ma voix à celle de M. Leemans, à celle du ministre représentant le Conseil des Communautés et à celle de M. Oele concernant le projet de budget d'Euratom qui nous est soumis pour la deuxième fois.

Nous sommes devant un projet de budget intérimaire d'un montant extraordinairement faible, dont on nous a dit qu'à partir du mois de juillet prochain, il pourrait se traduire par de nouveaux programmes pluriannuels, ce que nous souhaitons tous.

Cela dit, je serai peut-être moins dur que M. Oele et, pour ma part, disposé, au nom du groupe de l'U.D.E., à voter la proposition de résolution de M. Leemans. Je voudrais néanmoins y ajouter un point, à savoir que le représentant du Conseil des Communautés et M. Hellwig puissent être en mesure de nous indiquer, dès maintenant si c'est possible, les éléments que l'on compte faire figurer dans le projet pluriannuel qui suivra le mois de juillet et même si de tels éléments positifs existeront, car tout est là.

Je ne reviendrai pas sur les éléments essentiels des programmes Euratom. Ceux-ci ont été analysés.

J'étais moi-même ambassadeur à Bruxelles quand Euratom a été créé. A l'époque, tout le monde affirmait :

« Euratom constituera quelque chose de nouveau. Il fera appel à l'imagination des hommes dans des secteurs de pointe. Voilà où nous devons nous diriger. Euratom connaîtra plus de succès que le Marché commun, formule plus classique et moins attirante. »

Vous savez qu'il n'en a rien été. Le Marché commun a été un magnifique succès. Euratom n'a pas abouti à des résultats concrets pour des raisons, je crois, assez simples : programme de la recherche d'abord, programme de la politique industrielle ensuite et, enfin, programme de l'approvisionnement.

Pour la recherche, 700 millions d'unités de compte, 700 millions de dollars ont été dépensés. Malgré pareil effort, nous n'avons pas été capables de dégager une filière européenne. La technique européenne est plus que jamais surclassée par la technique américaine et la recherche d'avenir est au fond assurée seulement, et j'y insiste, par les programmes nationaux, non par un programme communautaire, ce qui est profondément regrettable.

La responsabilité de cet état de choses est à rechercher dans l'absence d'un programme commun. C'est cette fameuse loi « du juste retour » selon laquelle

Bousquet

l'appui d'un État à un programme commun est subordonné dans chaque cas à un échange, à une contrepartie.

C'est une très mauvaise formule. Elle a abouti aux conclusions que nous connaissons. Il en est résulté une dépense énorme pour un résultat quasi nul.

Sur le plan industriel, les résultats sont très minces puisque nos structures industrielles — ce n'est pas la faute des États — sont profondément différentes les unes des autres.

D'autre part, l'accord Euratom-Etats-Unis a tendu à orienter Euratom vers les techniques américaines plutôt que vers l'Europe. C'était inévitable. Nous n'avions pas fait de progrès sur le plan de la recherche et, d'autre part, les États-Unis disposaient d'une grande avance sur nous. Cet accord, cette situation ont donc porté un grave préjudice à l'Europe et à la construction atomique de notre continent.

Enfin, toujours sur le plan industriel, les participations européennes se sont faites autour de réacteurs de puissance de conception très différente : 1 en Italie, 3 en Allemagne, 3 en Belgique et aux Pays-Bas, 1 franco-belge, chacun en fonction d'un concept national.

En décembre 1967, un grand espoir est né. A la suite de la Conférence des ministres de la recherche, il avait été décidé de monter un programme commun appuyé sur des programmes complémentaires. On a travaillé dans l'attente que, grâce à ce fait nouveau, un véritable programme commun serait mis en place. Vous savez qu'il n'en a rien été, puisque, en 1968, nous sommes entrés dans la période des budgets intérimaires continuée en 1969.

Comment échapper à la situation actuelle ? Évidemment, il faudrait que les États, c'est-à-dire le Conseil de ministres et la Commission ensuite, si elle était suivie par le Conseil, se décident à définir une politique commune de la recherche, c'est-à-dire à renoncer à cette loi du « juste retour », cette loi d'équivalence, cette loi des compensations, et que soit envisagé vraiment, même si cela doit coûter cher, une véritable politique de la recherche, une vraie politique industrielle et une politique de l'approvisionnement digne de ce nom.

Car, sur l'approvisionnement aussi nous avons des vues très divergentes : aucun progrès n'a encore été réalisé. Les uns font confiance à l'uranium naturel, les autres à l'uranium enrichi, d'autres au plutonium. Trois pays recherchent une méthode d'enrichissement en dehors de l'Euratom. Ils veulent étudier ensemble, en dehors de cet organisme, le problème de l'ultracentrifugation. Enfin, une usine de séparation isotopique est actuellement envisagée ou recherchée entre l'Allemagne, l'Angleterre et les Pays-Bas.

Je ne veux pas insister plus longuement ; je crois que tout le monde connaît le problème. Ce que je

voudrais apprendre du représentant du Conseil des Communautés, c'est le point suivant : pouvons-nous avoir cette fois, enfin, l'espoir qu'à partir du mois de juillet nous abandonnerons définitivement les errements actuels, nous cesserons de dépenser inutilement des fonds, de payer du personnel qui réalise peu, bien qu'il ne demande qu'à travailler, à condition qu'on lui propose des programmes communs valables. Telle est la politique de mon gouvernement. On l'a accusé, je ne dirais pas de vouloir enrayer l'Euratom, mais de le freiner. Or, qu'il me suffise de rappeler — c'est mon devoir, car c'est la vérité même — que trois grands programmes, des programmes durables, ont été proposés par nous. Pour le Centre commun de recherches : les études et développements pour les réacteurs à eau lourde d'Ispra ; des mesures nucléaires communes à Moll ; des études fondamentales intéressant le plutonium à Karlsruhe. D'autre part, trois actions indirectes pour Euratom ont été demandées par nous en vue d'une exécution par contrat. Elles concernent les études et développements des réacteurs surrégénérateurs, la fusion thermo-nucléaire contrôlée, la radiobiologie orientée vers la protection contre les radiations.

Jusqu'ici aucune suite n'a été donnée à ces propositions.

Je me flatte et j'espère qu'à l'occasion du programme futur qui nous sera proposé au mois de juin prochain, ce programme français pourra trouver place dans un ensemble de mesures de politique commune indispensables à notre institution d'Euratom, si nous voulons non seulement qu'elle survive, mais qu'elle soit digne de l'Europe.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Leonardi.

M. Leonardi. — (1) Monsieur le Président, mes chers collègues, je vous annonce, au nom également des députés non inscrits, que nous voterons contre le projet de budget de la Communauté européenne de l'énergie atomique.

A notre avis, on ne peut considérer que ce projet de budget soit un document provisoire ou résulte de la conception qui voit dans la politique l'art du possible ; nous y voyons plutôt la conséquence définitive d'un processus de dégénérescence qui appelle une mise au point et auquel il doit être mis fin.

Avant même de m'intéresser aux problèmes d'Euratom, en tant que nouveau membre du Parlement, j'ai eu l'occasion d'en prendre connaissance à travers les revendications des travailleurs du principal centre d'Euratom, celui d'Ispra. Il est inutile de vous rappeler que ces travailleurs luttent depuis longtemps déjà pour défendre leur emploi ; or, nous pensons que par leur lutte ils défendent non seulement leur

Leonardi

emploi, mais aussi la nécessité d'une recherche programmée en Europe.

Je n'entrerai pas dans les détails du projet de budget, entre autres raisons, parce qu'étant nouveau au Parlement, je dois m'informer de ces questions avec plus de précision. D'autre part, je pense — comme l'ont déjà dit les orateurs qui m'ont précédé — que nous aurons l'occasion d'y revenir plus en détail au cours des prochains mois. Je voudrais seulement rappeler, d'une façon simple mais, je crois, très réaliste, certaines caractéristiques de l'action d'Euratom telle qu'elle est appréciée à l'étranger. L'opinion publique — du moins celle que je connais — considère Euratom comme un échec, tout comme elle considère que le jeu que mènent le Conseil et la Commission, qui consiste à se renvoyer les responsabilités, ne fait que compliquer encore les choses, en éloignant des institutions démocratiques l'appui de l'opinion publique et des travailleurs.

Nous estimons indispensable de procéder à un examen approfondi des raisons qui ont conduit à cette situation que j'ai déjà qualifiée de décadente et à laquelle il doit être mis fin. Seul cet examen des raisons fondamentales peut créer, pensons-nous, les conditions d'une saine reprise dans le domaine nucléaire en Europe.

Nous estimons, en outre, que des mesures doivent être prises pour ne pas faire payer aux travailleurs l'échec de la politique nucléaire communautaire, faute de quoi serait détruit ce que cette politique a malgré tout réalisé de positif : je veux parler précisément de la formation des hommes. Ces hommes ne demandent pas simplement à être payés. Ils demandent avant tout un travail programmé à longue échéance, comme doivent justement l'être les travaux dans le domaine de la recherche.

Il s'agit donc d'éviter une liquidation à laquelle on parviendrait par un processus d'épuisement, en passant des programmes communs aux programmes complémentaires, qui sont certes utiles et nécessaires pendant une période transitoire mais qui, évidemment, peuvent difficilement conduire à une solution du problème. On ne peut approuver des mesures comme celles présentées dans ce projet de budget, qui mettent un certain nombre d'emplois en surnombre dans l'attente d'un programme qui devrait être présenté avant le 1^{er} juillet de cette année, mais dont nous ne croyons absolument pas qu'il le sera dans ce délai ni dans un autre.

Le président en exercice du Conseil a affirmé en effet que la mise en surnombre des travailleurs doit être considérée comme une mesure provisoire, car il estime probable que le programme sera présenté avant le mois de juillet 1969 (il dit du moins espérer que la présentation aura lieu dans ce délai). Nous ne pensons pas que cela soit possible. Nous ne pensons pas qu'il sera possible, dans ce délai, de surmonter les oppositions d'intérêts qui nous ont conduits à cette situation, oppositions dont l'aplanissement in-

dispensable, si nous voulons pouvoir aborder un programme pluriannuel à longue échéance, nécessitera de longs délais et de grands efforts.

En réalité, par cette façon de procéder, on cherche à provoquer le départ volontaire des travailleurs ; or, le résultat de cette politique, vous le connaissez tous : ce seront les meilleurs qui partiront, car ce sont eux qui trouveront le plus facilement du travail à l'extérieur. De plus, le projet de programme qui nous est présenté prévoit que ce sont justement les plus pauvres de ces travailleurs — les agents locaux qui sont engagés de façon irrégulière, contraire aux lois italiennes — qui devront payer les premiers : il est en effet prévu au point D du projet de budget que le contrat de ces agents auxiliaires ne sera pas renouvelé, afin de laisser la place aux autres.

Je regrette de devoir dire que même le rapport parlementaire qui nous est présenté n'aborde pas, à mon avis, le problème correctement. Il y est dit en effet, au paragraphe 18 :

« Il faut cependant constater que les membres du Conseil sont arrivés à se mettre d'accord pour ne pas procéder à des licenciements, alors qu'il faudra éventuellement procéder à des recrutements, à partir du 1^{er} juillet 1969. »

Nous pensons que cela est une façon de cacher la vérité. Même si nous partageons sur divers points les vues exprimées dans ce rapport parlementaire et si nous y trouvons le témoignage d'une juste préoccupation pour la recherche, nous estimons cependant que cette façon de s'exprimer dissimule la réalité au lieu de l'affronter franchement, comme un Parlement doit le faire.

J'ai dit que l'on arrive ainsi à liquider péniblement l'expérience d'Euratom et à perdre également les résultats positifs qui ont été obtenus dans la formation des hommes, et à favoriser ainsi la fameuse fuite des cerveaux que nous condamnons tous.

Nous voterons donc contre ce projet de budget, non seulement parce qu'il est insuffisant ou qu'il prélude à des mesures qui contredisent la volonté qui y est déclarée, mais aussi parce qu'à notre avis, il est destiné à créer la confusion sur une réalité qu'il est, au contraire, de notre intérêt et de l'intérêt de tous d'éclaircir.

Je pourrais conclure ici mon intervention ; toutefois, en tant que nouveau député, je me permets de reprendre une proposition qui a déjà été faite au cours du dernier débat qui a été consacré à cette question le 13 décembre dernier. A cette occasion, ainsi qu'il est rapporté à la page 5 du compte rendu in extenso de la séance en question, un de mes collègues italiens a demandé qu'il soit permis au Parlement européen, en tant qu'organisme qui n'a pas eu de responsabilité directe dans les événements, d'évaluer les erreurs éventuelles et leurs conséquences.

Leonardi

Il est indispensable d'aborder le problème fondamental, afin que soient définies les responsabilités et que le Parlement puisse se faire une opinion personnelle sur une situation qui, depuis des années, continue de se détériorer.

Ainsi, même avec les pouvoirs très réduits dont nous disposons, nous pourrions jouer un rôle de contrôle, utile pour rapprocher les travailleurs et l'opinion publique en général de notre Parlement.

(Applaudissements à l'extrême gauche)

M. le Président. — La parole est à M. Westerterp.

M. Westerterp. — (N) Monsieur le Président, la situation que nous connaissons aujourd'hui est assurément délicate, car je trouve que la manière dont le Conseil ou, pour être tout à fait honnête, nos six gouvernements ont rogné les ailes à Euratom est fort déplorable.

Je voudrais formuler une seule observation à ce sujet. Auparavant, je tiens toutefois à rendre hommage à M. Leemans, notre rapporteur, qui a pu, en quelques jours, présenter au Parlement un rapport au nom de la commission des finances et des budgets.

Je ne puis malheureusement approuver le contenu de ce rapport. Non pas par manque d'estime pour les efforts accomplis par notre rapporteur, mais parce que je ne puis marquer mon accord sur la principale conclusion de la commission des finances et des budgets, à savoir que nous devons nous limiter à prendre acte du projet de budget établi par le Conseil.

Monsieur le Président, je déplore sincèrement que ce soit précisément en cette occasion que M. Mart doive assumer pour la première fois, devant le Parlement, la charge de président en exercice du Conseil. Je crois en effet qu'il eût mérité un meilleur sort. Je tiens aussi à le féliciter d'une promotion qui l'a mené des services de la Commission européenne aux fonctions de ministre de l'un des gouvernements des six États membres. Je voudrais aussi le remercier d'avoir défendu le projet de budget au nom des six gouvernements. Il me comprendra d'ailleurs si j'ajoute que je ne partage pas entièrement l'optimisme dont son discours était teinté.

Quelle est, en effet, la situation, Monsieur le Président ?

Le Parlement européen a déclaré à maintes reprises qu'il ne pouvait approuver la manière d'agir du Conseil d'Euratom en ce qui concerne les programmes pluriannuels et les budgets de recherches. A mon avis, le temps est venu pour le Parlement d'en tirer les conséquences. En ce moment, on demande au Parlement son avis sur un résultat qui lui est soumis avec plusieurs mois de retard. Et ce résultat, quel est-il ? Non seulement un budget miniature, mais un mini-

mini budget dans lequel le Conseil a encore trouvé la possibilité de contourner l'aspect positif que l'exécutif y avait inclus en déclarant expressément qu'il ne procéderait pas à des licenciements de personnel à moins qu'un programme pluriannuel ne soit adopté. En effet, le Conseil s'est exprimé, lui, en ces termes : « Il faudra procéder à une réduction du nombre de postes, à moins qu'un programme pluriannuel ne soit adopté au 1^{er} juillet. » Mais nous savons tous qu'un tel programme doit être adopté à l'unanimité, de sorte que chaque gouvernement s'est maintenant procuré un droit de veto en vue de procéder à des réductions de personnel dans les centres communs des différents pays.

A ce sujet, je voudrais demander de façon expresse et formelle à la Commission européenne quel est son point de vue. J'ose espérer qu'elle s'en tient toujours à la déclaration de son président, M. Rey, selon laquelle l'exécutif ne saurait prendre la responsabilité de licencier du personnel tant que le Conseil n'aura pas adopté de programme pluriannuel.

L'ampleur de la crise que traverse actuellement Euratom se manifeste le mieux dans le fait que le Conseil est incapable d'établir un budget digne de ce nom, alors que, par ailleurs, deux États membres signent, en dehors du cadre formel d'Euratom, des accords avec un pays qui a demandé son adhésion à la Communauté, sur un projet aussi important que l'est la création d'une entreprise commune pour l'enrichissement de l'uranium par la méthode de l'ultra-centrifugation.

Monsieur le Président, j'ai cru devoir, dans ces circonstances, présenter un amendement qui vise à obtenir que le Parlement exprime son désaccord sur le projet de budget établi par le Conseil. J'espère que le Parlement approuvera cet amendement — et il devrait le faire, en toute logique, sur la foi de ses déclarations antérieures — afin de montrer par là qu'il n'entend porter aucune responsabilité dans la tournure prise par les événements.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Spénale.

M. Spénale. — Monsieur le Président, je veux dire un mot pour appuyer le rapport de M. Leemans et ceci en tant que président de l'ancienne commission des finances puisqu'elle n'a pas encore été reconstituée.

Je veux tout d'abord saluer la première apparition dans cette Assemblée du président du Conseil en exercice, M. Mart. Comme M. Westerterp, je déplore qu'il y vienne dans de bien mauvaises circonstances, mais je suis sûr que nous trouverons l'occasion de coopérer utilement pendant qu'il assume cette présidence.

Spénale

Je suis d'accord avec lui pour estimer qu'après les longues discussions que nous avons déjà eues sur ce sujet, le grand débat sur la politique commune de la recherche et de la technologie doit avoir lieu en mai, à propos de la question orale avec débat qui a été déposée par la commission de la recherche et de l'énergie en vue d'amener le Conseil à nous exposer clairement sa position quant à la politique commune de recherche et nous dire si, dans son esprit, les certitudes inscrites dans le traité de Rome sont toujours d'application et respectées par le Conseil. Nous devons, à cette occasion, avoir un grand débat sur le principe.

Pour aujourd'hui, la discussion est limitée au budget de 1969, mais, après tant de promesses et d'échéances non tenues quant à la présentation d'un programme pluriannuel — que l'on nous promet de six mois en six mois et qui n'arrive jamais — nous ne pouvons accepter ce budget, dans la mesure où il constitue un budget de transition et conservatoire, que si, en même temps, en ce qui concerne le capital d'Euratom et particulièrement son capital en personnel, les mesures conservatoires sont assurées avec la plus grande énergie. Il faut que ce terme « conservatoire » réponde à une réalité, en particulier pour ce qui concerne le personnel, considéré à la fois comme porteur de droits et porteur de compétence.

Mais cela n'est pas le cas, puisque ce budget, soi-disant annuel, est en fait limité à six mois, puisque les crédits du deuxième semestre sont bloqués et que les mesures de licenciement sont engagées, en ce qui concerne certaines catégories de personnel, pour moitié au 1^{er} juillet 1969, même s'il y avait un budget pluriannuel, et licenciement de la deuxième moitié du personnel au 31 décembre 1969. Il en va ainsi en ce qui concerne notamment les « appaltati ».

Ceci, nous ne pouvons l'accepter. Sur ce point, que ce soit mes collègues Oele, Westerterp ou Scocimarro, nous sommes tous d'accord sur le but à atteindre. Reste à savoir si la meilleure façon de préserver les droits et garanties du personnel dans cette période transitoire consiste dans l'adoption de la proposition de résolution présentée par M. Leemans au nom de la commission des finances, ou dans le rejet pur et simple du projet de budget présenté par le Conseil. C'est là tout le débat concret pour la période où nous nous situons.

Naturellement, dans un débat comme celui-ci, et je m'en excuse, Monsieur le Président du Conseil en exercice, nous sommes influencés par les déceptions successives que nous avons éprouvées du côté du Conseil de ministres. Cette déception ne vous concerne pas personnellement, mais, en ce qui concerne le Conseil, nous avons l'impression d'être en présence d'un syndicat de six nationalismes mal apaisés et constamment résurgents, qui s'affrontent peut-être plus qu'ils n'y collaborent. C'est là ce qui nous met en état de défiance. Nous savons au surplus que

nous avons des devoirs particuliers dans ce domaine, parce qu'il en est d'autres où nous avons derrière nous une opinion publique organisée, consciente, des syndicats, des milieux professionnels, des tas de gens qui se battent et qui nous empêcheront d'oublier nos devoirs ; mais en ce qui concerne le problème d'Euratom, il n'y a pas cette opinion publique solide derrière nous pour nous indiquer le chemin. Nous avons, par conséquent, des devoirs supplémentaires, puisque nous devons, dans un domaine qui concerne l'avenir de nos pays, remplacer l'absence d'opinion publique par une conscience encore plus élevée de nos devoirs.

Pour l'heure, nous devons, en attendant le programme pluriannuel annoncé à court terme, assumer le maintien en service des personnels qui seront indispensables à la bonne marche de la recherche communautaire, lorsqu'elle reprendra son élan, comme nous le souhaitons.

Face à cette préoccupation, la commission des finances était en présence de trois solutions :

— ou bien amender le projet de budget soumis par le Conseil ; et l'amender, c'était le reconnaître dans tous les points que nous n'amendions pas. Nous avons refusé cette méthode ;

— ou bien nous pouvions le rejeter, mais le rejeter, c'était laisser les mains libres au Conseil. C'était montrer que nous n'avions pas pris en considération ce budget, et comme notre avis n'est qu'un avis, le Conseil n'avait aucun avis devant lui tout en ayant un, et il faisait par conséquent ce qu'il voulait. Cela nous est apparu également une mauvaise solution.

C'est pourquoi nous avons adopté une troisième méthode, qui a consisté à prendre acte d'un budget auquel nous ne nous associons pas, à dire ce qu'il a d'insatisfaisant, à dire que nous n'acceptons aucun licenciement tant qu'il n'y a pas de programme pluriannuel de recherches, à dire que les crédits nécessaires pour le maintien des personnels doivent être dégagés. Ceci nous paraît la voie constructive, la voie la meilleure pour le Parlement dans cette instance, en attendant le grand débat qui doit venir en mai sur ce problème.

C'est ce qui est exprimé dans la proposition de résolution présentée par M. Leemans au nom de la commission des finances ; et, pour ma part, au nom de la même commission, j'invite l'Assemblée à voter la résolution présentée par M. Leemans.

M. le Président. — La parole est à M. Coppé.

M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes. — Monsieur le Président, je voudrais m'associer, en ce qui concerne le mini-budget de transition, à la déception générale qu'ont évoquée M. Spénale et M. Leemans, et à la déception de M. Mart qui, en effet, aurait mérité un autre

Coopé

thème pour sa première apparition comme président du Conseil de ministres.

Je suis particulièrement reconnaissant à M. Spénale d'avoir regardé la proposition par les mêmes lunettes que moi-même, en ce sens que je crois que, parmi les trois résolutions, c'est effectivement celle que M. Leemans a adoptée qui est la meilleure, et qui a en tout cas notre préférence.

Pour nous, ce mini-budget de transition constitue déjà une troisième édition. Nous avons déjà élaboré un avant-projet de budget au mois d'octobre et un nouvel avant-projet immédiatement après Noël. Si ce projet de budget vient, d'une façon précipitée, devant la Commission et devant le Parlement, je reconnais devant vous que j'en suis en partie responsable.

C'est que nous avons le choix — et je suis reconnaissant à M. Spénale d'avoir bien voulu le comprendre — entre demander d'examiner ce projet au cours de cette session, ou bien de le reporter au mois de mai. Comme nous en arrivons à une situation qui rendrait nécessaire une demande de douzièmes provisoires auxquels je n'ai heureusement pas encore dû recourir, vous comprendrez que nous étions assez pressés de pouvoir traiter ce problème sans délai.

Je remercie la commission et son président d'avoir bien voulu accéder à notre désir.

Chacun déclare qu'il s'agit d'un mini-budget. Comme on parle beaucoup d'agriculture, je me suis procuré quelques éléments de comparaison, parce qu'un programme commun de 24 millions d'unités de compte ne représente pas grand-chose, alors que nous sommes habitués à des chiffres considérables s'exprimant en unités de compte.

Voici ce que représente le programme commun dont, en effet, la moitié est bloquée à partir du 1^{er} juillet : Un pour-cent du budget total du F.E.O.G.A. pour cette année, ou la moitié de l'intervention sur le marché intérieur dans le secteur du riz pour toute l'année ; et je ne parle pas de la moitié qui est bloquée.

Il représente à peu près la moitié aussi des restitutions à l'exportation vers les pays tiers dans le secteur de la viande de porc.

Il est à peu près égal à la restitution à l'exportation vers les pays tiers pour les produits agricoles transformés en marchandises et, pour autant que je sois bien informé, pour donner une comparaison dans le domaine industriel, il atteint à peu près la moitié du budget de recherches d'une grande entreprise automobile dans le Marché commun.

Je vais vous donner une idée, Monsieur le Président, de l'insuffisance de ce budget et de celle d'un effort de recherche en commun qui se manifeste par un budget de cet ordre de grandeur.

Le personnel qui est mis en surnombre représente 250 personnes, soit 10 % de l'effectif, et non pas 400 personnes environ. Nous avons pu trouver une solution partielle en résorbant une partie du personnel vers le budget de fonctionnement, mais en tout état de cause, à l'heure actuelle, et je tiens à le dire à M. Leonardi, il n'y a pas eu de décisions de licenciements immédiats.

Pour ce qui nous concerne, et je réponds à ce que M. Westerterp a demandé, je vais relire la déclaration que M. le président Rey a faite à la suite de la discussion, en Conseil de ministres, où le programme a été arrêté :

« La Commission se réfère aux déclarations faites par elle lors du Conseil du 20 décembre 1968. Elle demeure convaincue qu'une réduction du personnel relevant du budget de recherches ne devrait être entreprise qu'après l'adoption d'un programme pluriannuel, si celui-ci ne permettait pas d'utiliser pleinement l'effectif actuel. Cette attitude est dictée, d'une part, par des préoccupations évidentes de politique du personnel et, d'autre part, par le souci de procéder à d'éventuelles réductions d'une manière fonctionnelle.

« La Commission doit toutefois constater que l'unanimité des membres du Conseil semble devoir se faire sur une position différente. La Commission ne pourra que prendre acte de la décision du Conseil en tant qu'autorité budgétaire, décision qui sera arrêtée malgré son opposition. »

Je crois donc pouvoir dire que notre position a été claire dans ce domaine. Nous avons marqué notre opposition au moment même où le Conseil formulait sa prise de position.

« La Commission a enfin rappelé que, du point de vue de la Commission, le Conseil devrait, au moment approprié, arrêter les dispositions qui assurent aux fonctionnaires et agents susceptibles de faire l'objet des mesures de réduction des effectifs, des avantages analogues à ceux qui ont été prévus au moment de la fusion des institutions. »

Il n'y aurait donc dégagement que si, le 1^{er} juillet, il n'y avait pas de programme pluriannuel capable de couvrir l'ensemble du personnel actuel, qui est de 2 724 personnes.

L'essentiel que nous devons pouvoir démontrer dans cette affaire-ci, c'est évidemment, je le reconnais avec M. Leonardi, qu'il y a intérêt à élaborer un programme à long terme dans le domaine de la recherche, mais il faut tout de même aussi reconnaître qu'à certains moments des réorientations peuvent être nécessaires.

Nous devons l'envisager et je trouve que ce que nous aurions dû pouvoir fournir, d'accord avec le Conseil de ministres, c'est la preuve qu'une reconversion de

Coopé

chercheurs peut réussir et elle doit réussir, car nous devons encore y procéder demain. Imaginons que, dans le domaine du cancer, on trouve quelque chose de décisif ; il faudra réorienter des milliers de chercheurs vers d'autres domaines. La question est de savoir si nous y parviendrons, mais c'est à nous, dans nos centres de recherches communautaires, de fournir la preuve qu'on peut le faire et de quelle manière. Nous avons, d'ailleurs, dans le domaine de la C.E.C.A., prouvé que nous pouvions assurer la réadaptation et la reconversion de centaines de milliers d'ouvriers, au moment où la crise charbonnière nous a obligés à un repliement de secteur.

À l'heure actuelle, Monsieur le Président, je ne donnerai pas beaucoup de chiffres, si ce n'est pour vous dire que la clé habituelle du traité a été en fait profondément remaniée pour ce budget ; la clé du traité, c'était 30 % à l'Allemagne, 30 % à la France, 23 % à l'Italie, environ 10 % à la Belgique et 7 % aux Pays-Bas.

L'ensemble du programme 1969, programme de transition, sera financé à raison de 34 % par l'Allemagne, 26 % par l'Italie, 21 % par la France, et en gros 20 % par la Belgique et les Pays-Bas.

Ces chiffres vous donnent une idée de l'ordre de grandeur du budget de 1969 par rapport à celui de 1968, qui était déjà de 75 millions d'unités de compte, et que nous avons encore réduit d'environ un tiers.

Voilà, Monsieur le Président, l'essentiel de ce que je pouvais vous dire dans ce domaine. Je trouve particulièrement regrettable qu'à un moment où, dans l'ensemble de nos pays, on plaide pour des budgets pluriannuels, la Communauté européenne de l'Europe atomique, qui avait en son traité une prévision de budgets pluriannuels, se dirige, elle, vers un budget annuel.

L'essentiel, maintenant, est, je pense, le programme pluriannuel dont M. Hellwig parlera avec plus de compétence que moi, et que nous devons avoir, si tout va bien, d'ici le mois de juillet, programme pluriannuel qui couvrira à la fois le domaine atomique et le domaine non atomique et qui permettra d'utiliser au mieux, grâce à un effort de reconversion, la totalité de notre personnel.

Il faudra sortir de l'atomique dans notre Centre de recherches, si nous voulons maintenir le plein emploi de celui-ci.

Je ne peux m'empêcher de dire à M. Bousquet que le fond du problème est celui de l'unanimité. Je ne crois pas que l'on puisse ainsi, à un moment quelconque, avoir un programme de recherches, un programme d'approvisionnement, un programme d'applications industrielles dans le domaine atomique ou dans n'importe quel autre domaine, en dehors de l'atomique.

Je suis convaincu que nous n'atteindrons jamais quelque chose à la dimension européenne si nous ne parvenons pas à faire accepter l'idée que, dans un pro-

gramme de ce genre, c'est une majorité qui doit décider. Le budget, lui, s'adopte à une majorité ; malheureusement, il couvre un programme qui, lui, doit être décidé à l'unanimité. Comment parviendrons-nous à l'élaborer si, chaque fois, il faut l'accord de six sur six. À mon avis, c'est là que réside l'erreur, et c'est là que nous devons voir si nous pouvons apporter une amélioration dès que possible.

(Applaudissements)

PRÉSIDENCE DE M. SCALBA

M. le Président. — La parole est à M. Hellwig.

M. Hellwig, vice-président de la Commission des Communautés européennes. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, il n'est pas dans mon intention de prendre encore une fois la parole sur les questions budgétaires mêmes. La position de la Commission à ce sujet a été de nouveau exposée très clairement par mon collègue Coppé, qui est compétent pour les questions budgétaires. Mais, dans la discussion des remarques ont été faites et parfois aussi des questions ont été posées qui concernent les perspectives d'un programme pluriannuel et les enseignements tirés des programmes antérieurs. Aussi m'arrêterai-je très brièvement à ces points. En ce qui concerne l'analyse du programme actuel pour 1969, je l'ai déjà exposé au Parlement le 23 janvier, si bien que je n'ai plus besoin de revenir sur les diverses activités du programme.

Toutefois, je tiens à remercier cordialement le Parlement, les commissions intéressées, leurs présidents et leurs rapporteurs. Je sais très bien ce que cela signifie, eu égard aux fréquentes entorses faites à l'échéancier dont ce Parlement peut se prévaloir aux termes du traité, de se retrouver néanmoins sans cesse dans un esprit coopératif pour des sessions spéciales, afin de nous aider à défendre et à établir programme et budget. J'aimerais remercier aussi le Conseil de ministres et surtout sa présidence qui est passée au Luxembourg depuis le 1^{er} janvier.

Les décisions dont il s'agit ici ont été prises les 20 et 21 décembre par le Conseil, à savoir le programme réduit avec la coupure en un programme communautaire et un programme complémentaire. La présidence, qui était alors luxembourgeoise, avait pour tâche très ingrate de transposer en un budget cette décision sur les programmes sur la base d'un projet de la Commission. Dieu sait si les négociations durant ces dix semaines furent dures et prirent parfois des aspects très désagréables. Je ne puis qu'affirmer que la présidence s'est employée constamment et adroitement dans le sens de nos conceptions pour mettre sur pied les décisions. On a pu noter à maintes reprises que le ministre Mart, qui avait à défendre aujourd'hui le budget, présentait ici une déci-

Hellwig

sion du Conseil et non son opinion personnelle. Mais je voudrais très nettement remercier la présidence ainsi que quelques pays membres et leurs délégations qui, malgré le non opposé par tel ou tel pays à toute une série d'actions, étaient disposés à trouver une possibilité de financement pour maintenir tout d'abord l'activité pour 1969. Mais cela ne signifie pas que nous voyions pour autant dans les programmes complémentaires une véritable réponse à ces difficultés. Nous sommes convaincus que de la manière dont ils ont été établis, les programmes complémentaires ne sont qu'un pis-aller pour surmonter la situation critique due à l'absence d'un programme pluriannuel. Dans les programmes complémentaires, nous devons déplorer l'apparition d'une évolution qui, sous la formule de « l'Europe à la carte », menace d'aboutir à une désintégration des activités communautaires, en particulier devant l'effet contagieux qui pourrait émaner de pareilles formules. Soulignons encore une fois ici ce que le président Rey a dit hier dans son exposé politique.

Comment se présente pour l'instant le travail ? En exécution de la décision du Conseil, des travaux se déroulent pour vérifier les différents secteurs des nouveaux programmes pluriannuels. Il est heureux que la commission de l'énergie, de la recherche et des questions atomiques de votre Assemblée participe aussi à ces travaux avec le « hearing » qu'elle a organisé avec des experts de l'industrie, de la recherche et de l'industrie électrique, un « hearing » que nous pouvons pleinement approuver, car nous avons nous-mêmes souhaité que le dialogue sur l'orientation actuelle et future s'instaure avec tous les intéressés. A l'intention des nouveaux membres de cette Assemblée, je me permets de rappeler que la nouvelle Commission des trois Communautés a présenté en septembre dernier un livre blanc où elle donne une analyse critique des expériences de dix années de politique nucléaire de la Communauté. Nous souhaitons le dialogue sur ces expériences et nous avons présenté ici les choses sans les enjoliver. Malheureusement, le dialogue avec le Conseil de ministres n'a pas encore commencé. En dépit de nos instances répétées, tout ce que nous avons présenté n'a été discuté que dans le cercle étroit des ministres compétents pour la recherche en matière nucléaire, mais non dans le cadre de la politique économique générale et de la politique industrielle et énergétique. Nous espérons que lors des préparatifs pour un nouveau programme pluriannuel, ce dialogue s'établira enfin aussi avec les gouvernements des pays membres. A cet effet, nous nous sommes, pour notre part, réjouis de ce que le Conseil soit désormais prêt à créer ces groupes mixtes d'experts que nous avions souhaités il y a 15 mois déjà pour certains secteurs du programme. Malheureusement, la proposition que nous avons faite à ce sujet dès novembre 1967 n'a pas non plus reçu de suite à l'époque. Pour prévenir tout malentendu, il ne peut s'agir que de comités consultatifs et non de comités de gestion. Je crois

que la responsabilité de la Commission et de ses services pour l'exécution des programmes et la gestion du centre de recherches ne devraient pas s'en trouver compromises.

Toutefois nous estimons qu'une discussion scientifique dans des groupes *ad hoc* pour les divers secteurs est très souhaitable. C'est en ce sens aussi que nous avons constamment collaboré avec le comité consultatif du traité. Le comité scientifique et technique est le comité qui nous conseille pour l'établissement du programme. Je me permets de mentionner que le programme pluriannuel que le Conseil n'a pas approuvé a été examiné l'automne passé par le comité scientifique et technique au cours de deux réunions et a été explicitement approuvé. Il n'y a donc pas eu condamnation qualitative et ce furent des raisons politiques qui ont empêché les gouvernements des États membres de tomber d'accord sur le projet.

En ce qui concerne les possibilités d'obtenir l'unanimité pour un nouveau programme pluriannuel, je ne voudrais laisser subsister aucun doute sur le fait que la Commission proposera des activités pour un programme communautaire authentique. Elle ne proposera pas de programmes complémentaires. Elle ne voudrait pas anticiper par exemple sur le fait que pour telle ou telle action l'unanimité des gouvernements ne pourrait peut-être pas être obtenue. Nous nous engagerions sur un terrain scabreux si en tant que Commission nous propositions d'emblée des programmes complémentaires. Ceux-ci sont un pis-aller qui peut à l'occasion résulter de l'absence d'unanimité, mais que nous ne pouvons pas accepter comme principe. Pour élucider un malentendu, je dirai toutefois qu'en ce qui concerne les programmes complémentaires de 1969, il n'y a pas eu qu'un pays à se tenir à l'écart de tous les programmes complémentaires, mais que le rôle d'*outsider* qui ne participe pas est passé d'un pays à l'autre. Il est vrai que dans la plupart des cas de l'action dite complémentaire il y a eu un groupe de cinq pays membres qui a décidé le financement et la continuation. Mais notons bien que la participation des pays aux diverses actions est variable, si bien que nous avons 13 actions complémentaires avec 6 clés de participation différentes. Si vous y ajoutez le programme communautaire avec la clé normale de financement conforme au traité, vous constaterez que pour les deux parties du programme il ne faut pas appliquer moins de 7 clés de financement différentes. Rien ne souligne mieux l'impasse à laquelle nous aboutirions si cette sorte de programmes complémentaires devenait vraiment un élément constitutif de la politique de recherche de la Communauté. Cela n'exclut pas que nous acceptions des participations de degrés différents dans tel ou tel cas. Cela est explicitement prévu dans le traité. Mais la forme prévue à cet effet par le traité est l'entreprise commune avec clés de financement différentes, ce qui toutefois n'a été appliqué jusqu'ici que dans des cas limités.

Hellwig

Au sujet des entreprises communes, tout ce que je peux dire ici, c'est qu'il faudra un certain temps pour qu'elles trouvent pour le développement industriel, en particulier pour les usines électriques, l'agencement juridique et organique nécessaire. Les travaux sont bien avancés, mais ils nécessitent encore des négociations avec les intéressés. Vous savez vous-mêmes combien les négociations sont laborieuses et ardues lorsqu'il est question d'argent.

En ce qui concerne les perspectives d'un futur programme pluriannuel, nous devons être réalistes au même titre que les mécanismes de recherche nucléaire dans nos pays membres doivent être vérifiés de façon réaliste. Je dispose de rapports sur la vérification de la recherche nucléaire de l'État dans trois pays d'Europe au moins, à savoir la Grande-Bretagne, la France et la république fédérale d'Allemagne. Mais il apparaît partout qu'il existe une surcapacité de recherche nucléaire qui tient à ce que la maturation et l'utilisation industrielles ont avancé plus vite et que l'industrie a repris dans ses entreprises une partie de la recherche avec ses propres constructions. Cela signifie que dans les pays mentionnés il a fallu affecter à d'autres tâches de recherche du personnel employé aux projets de recherche en cours jusqu'ici. C'est d'autant plus urgent non seulement là où l'industrie a assumé de telles tâches de recherche en corrélation avec des offres commerciales, mais aussi là où il a fallu abandonner d'anciennes lignes de recherche parce qu'elles ne promettaient pas de résultats économiquement intéressants. Telle est la situation dans laquelle se trouvent depuis quelque temps quelques pays membres. Si j'interprète correctement les rapports que j'ai sur les phénomènes dans un pays membre, la situation est telle qu'on y dit que dans l'orientation de la recherche nucléaire, l'heure de vérité a sonné cette année et qu'il faut des interventions radicales pour pouvoir même établir un nouveau programme de recherches qui soit encore économiquement intéressant.

Ce n'est pas là uniquement la situation d'Euratom, mais aussi la situation où se trouvent d'autres entreprises de recherche bien plus grandes dans le domaine nucléaire.

Or, cela signifie qu'il nous faut convertir structurellement, cette conversion structurelle ne devant d'ailleurs pas reculer devant les centres de recherches de la Communauté. La seule conséquence possible est de prendre pour base une plus longue période durant laquelle — disons dans le cadre d'un programme quinquennal — les diverses sections seront progressivement converties, soit en corrélation avec la prise en charge de nouvelles tâches de recherche, soit par placement du personnel dans d'autres instituts de recherche, entreprises industrielles, etc. C'est là la voie très raisonnable qu'une commission parlementaire de la Chambre des communes a proposée pour la conversion de la commission britannique de l'éner-

gie atomique, qui se trouve devant les mêmes problèmes que ceux que nous affrontons aussi. Mais comme je l'ai déjà dit précédemment dans cet hémicycle, de tels processus de conversion ne peuvent pas être précipités. En prenant tous les égards sociaux, il faut les concevoir de manière aussi prudente et intelligente que possible pour éviter un bouleversement d'ordre psychologique, politique et moral, en particulier chez les personnes touchées.

Mais c'est là aussi que se situe la limite à l'intérieur de laquelle on peut proposer des activités pluri-annuelles. La souplesse dans le programme de recherche communautaire doit être plus grande aujourd'hui que ce n'était le cas il y a cinq ou dix ans.

Voilà quelques aspects dont nous devons à tout prix tenir compte dans l'élaboration d'un nouveau programme pluriannuel. Nous croyons que le centre commun de recherche nucléaire a aussi dans un grand secteur une bonne tâche d'avenir, une tâche nécessaire, en particulier là où il s'agit d'un *service public*, de la prestation de services publics, notamment de services publics en rapport avec le fonctionnement du marché nucléaire commun, et aussi avec le fonctionnement du Marché commun lui-même. Ce sont les bonnes leçons que nous avons tirées par exemple du centre des mesures nucléaires, de l'analyse des matériaux et des essais d'irradiation dans le domaine de la métallurgie et en d'autres secteurs qui nous amèneront, précisément dans ce domaine qui ne fait pas appel à un intérêt direct, commercial des firmes industrielles, mais qui représente une prestation de services nécessairement publics, à entrevoir tout de même encore toute une série de très grandes tâches, que l'on retrouvera aussi dans le projet de programme pluriannuel.

Le point décisif sera que la Communauté, les pays membres et l'industrie soient prêts à rendre commune la stratégie à long terme. C'est, d'une part, le programme pour les surrégénérateurs rapides comme grande construction de l'avenir lointain, c'est aussi le programme des réacteurs dits avancés et c'est la mise au point en commun de l'installation de séparation isotopique pour permettre la fabrication européenne d'uranium enrichi. Or, ces trois domaines ne fournissent pas beaucoup de tâches de recherche propres pour les équipements de la Communauté, ce sont plutôt des tâches de recherche, des tâches de développement qui sont déjà bien avancées soit dans les centres des pays membres, soit dans les entreprises industrielles. Mais ici, la Communauté doit en venir à une stratégie commune pour éviter l'éparpillement dans des projets rivaux.

Cela m'amène à faire encore une brève remarque sur le problème de l'installation européenne d'enrichissement de l'uranium. Il est exact que deux pays membres mènent depuis longtemps avec un pays non membre des pourparlers pour faire progresser en commun certains nouveaux procédés vers un pro-

Hellwig

tototype industriel. La Commission est informée. En effet, la Commission a établi en commun avec les experts des gouvernements un rapport sur tous les aspects de l'enrichissement européen de l'uranium. On y a inclus le procédé appliqué en France, de même que le procédé américain et aussi de nouveaux procédés qui sont mis au point dans d'autres pays. Ce rapport existe à l'état de projet. Nous attendons encore que les capitales des pays membres donnent aux délégations qui ont coopéré à ce rapport le feu vert pour que le rapport puisse ensuite être présenté par la Commission au Conseil. Alors, l'examen de l'affaire se poursuivra au Conseil, c'est-à-dire entre les gouvernements des pays membres, le Conseil et la Commission. En attendant que cette délibération commence au Conseil, il est souhaitable d'obtenir toute contribution qui, dirai-je, améliore notre connaissance des procédés techniques et de leurs aspects économiques. Je crois que nous pourrions alors vous présenter un travail fort intéressant.

Je voudrais terminer par là mes remarques. En conclusion, je ne me prononcerai plus que sur les aspects politiques de l'affaire. Si, dans les domaines où elles ont accompli une réalisation communautaire concrète pour les tâches d'avenir, à savoir dans le domaine de la recherche nucléaire et de la technique nucléaire, les Communautés européennes ne restent plus ensemble, elles ne seront pas convaincantes lorsqu'elles préconisent la collaboration dans d'autres domaines de la recherche et de la technologie. « *Hic Rhodus, hic salta !* » nous faudra-t-il dire aux gouvernements. La crédibilité des efforts communs dans d'autres domaines de la recherche et de la technique commence et finit avec l'attitude que les pays membres adopteront à l'égard des activités futures d'Euratom.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je remercie M. Hellwig de son intervention. La parole est à M. Mart.

M. Mart, président en exercice du Conseil des Communautés européennes. — Monsieur le Président, je ne prendrai pas beaucoup de votre temps. Je me bornerai à l'essentiel, si vous le permettez. Je voudrais répondre tout d'abord à M. Oele, en partageant ses regrets, qu'il s'agit bien d'un mini-budget ayant un caractère intérimaire. Mais d'un autre côté, la politique étant l'art du possible, mieux vaut un budget intérimaire que pas de budget du tout ! Je dirai même que ce sera probablement le budget de la dernière chance. En effet, si nous savons qu'il y aura un budget en 1969, nous savons beaucoup moins s'il y en aura encore un en 1970. Ce dernier devra être pluriannuel et déboucher effectivement sur des horizons nouveaux, sinon ces horizons seront fort sombres.

A M. Bousquet et à M. Oele, je dirai qu'il n'est malheureusement pas possible, dès aujourd'hui, de défi-

nir le contenu des programmes pluriannuels. Tout dépendra des propositions que devra élaborer la Commission et de l'accord qui pourra se dégager en ce qui les concerne au sein du Conseil. Mais espérons — avec M. Bousquet — que la loi du juste retour ne soit plus à la base de ces négociations. En effet, s'il y a une chose que nous savons maintenant, c'est que l'accord sur la recherche ne suffit plus ; il faut aussi un accord sur les applications industrielles. En Europe, on fait des recherches. On en fait même trop. On n'a pas fait assez d'applications industrielles.

A M. Leonardi, je dirai que la seule chance de salut pour le personnel, c'est de sortir de cette tactique de vivre au jour le jour. C'est justement dans l'acceptation des programmes pluriannuels que réside l'unique chance d'aboutir à cette programmation à long terme qui seule est susceptible de donner une stabilité d'emploi au personnel.

M. Westerterp et M. Spénale ont justement situé le véritable objet du débat qui est celui de l'adoption du budget de 1969. Il y a des résistances. Il y a même des oppositions. D'un autre côté, ils ont souligné que le budget conservatoire devrait viser à conserver le personnel. Je me permets simplement, sans trahir le secret des délibérations du Conseil, de leur dire que certains gouvernements étaient en effet disposés à conférer un caractère pluriannuel au programme arrêté par le Conseil le 20 décembre dernier et à en tirer sans délai les conséquences sur le plan du personnel, c'est-à-dire à procéder immédiatement aux mises en disponibilité des agents qui n'étaient plus couverts par ces programmes.

D'autres gouvernements, comme je l'ai déjà dit, estimaient par contre ne pouvoir marquer leur accord pour une durée de plus d'une année sur des programmes qui, par leur structure et leur consistance, ne leur apparaissaient pas satisfaisants et ils s'opposaient de ce fait à tout licenciement au stade actuel. Le compromis final, vous le connaissez. Je me permets d'y insister brièvement.

Le Conseil est convenu :

- d'arrêter immédiatement un programme d'une durée d'une année seulement ;
- de prévoir, par contre, l'établissement de programmes pluriannuels avant le 1^{er} juillet 1969 ;
- de ne prendre toutefois d'ici-là aucune mesure de mise en disponibilité à l'égard des agents non couverts par le programme de 1969 ;
- de préparer, par contre, dès maintenant, les mesures nécessaires à la mise en œuvre des dispositions de l'article 41 du statut à l'égard des agents en surnombre au 1^{er} juillet 1969 pour le cas où les programmes pluriannuels n'auraient pu être établis avant cette date ; voilà maintenant, à mon avis, l'essentiel :

Mart

— de prévoir, en outre, qu'à tout moment ces procédures de mise en disponibilité pourraient être arrêtées par décision du Conseil dans le cas où, même après le 1^{er} juillet, un accord sur des programmes pluriannuels pourrait être réalisé.

Enfin, et en guise de conclusion, je vous dirai que je ne manquerai pas de me faire auprès du Conseil le porte-parole de vos soucis et de vos préoccupations. Mais, d'un autre côté, je me permets de vous retourner dans une certaine mesure les appels qui ont été lancés. Je vous invite, vous qui êtes parlementaires, à reporter ce débat avec la même insistance et avec le même brio dans vos Parlements et auprès de vos gouvernements nationaux.

C'est bien sur ce terrain-là que la bataille de la bonne volonté doit être gagnée.

M. le Président. — La parole est à M. Leemans.

M. Leemans, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, je renonce à prendre la parole et j'aimerais que nos collègues, qui attendent avec impatience, puissent poursuivre le débat. Je propose donc de passer immédiatement au vote de cette proposition de résolution.

M. le Président. — Nous passons à l'examen de la proposition de résolution.

Sur le préambule et les paragraphes 1 à 4, je n'ai ni amendement, ni orateur inscrit.

Je les mets aux voix.

Ces textes sont adoptés.

Sur le paragraphe 5, je suis saisi d'un amendement n° 1 présenté par MM. Westerterp et Noé et dont voici le texte :

« Rédiger comme suit ce paragraphe :

5. Ne peut, dans ces conditions, donner son approbation, conformément au paragraphe 4 de l'article 177 du traité C.E.E.A., à ce projet de budget, d'autant plus qu'avant même que le Conseil ait arrêté les décisions qu'il s'est engagé à prendre pour le 1^{er} juillet 1969, il préjuge gravement l'avenir en prévoyant une réduction du nombre des emplois, la cessation des contrats de prestations de services et le blocage des crédits pour le deuxième semestre ; le Parlement européen insiste dès lors auprès du Conseil pour qu'il lui présente un autre projet de budget tenant pleinement compte de l'avant-projet de la Commission et ne portant en rien préjudice à l'avenir. »

La parole est à M. Westerterp.

M. Westerterp. — Monsieur le Président, j'ai déjà défendu cet amendement au cours de mon intervention dans le débat général.

En accord avec M. Noé, je vous propose toutefois de supprimer les neuf derniers mots : « ...et ne portant en rien préjudice à l'avenir. »

J'espère qu'une majorité de l'Assemblée voudra alors le voter.

M. le Président. — Je prends acte de la proposition de M. Westerterp tendant à modifier l'amendement n° 1.

La parole est à M. Oele, au nom du groupe socialiste.

M. Oele. — (N) Monsieur le Président, cet amendement prévoit en substance le rejet de ce budget.

Je dois vous dire que je ne trouve, dans les déclarations de la Commission et surtout dans celles du président en exercice du Conseil, aucune raison de modifier notre point de vue initial selon lequel il faut rejeter ce budget. Il est clair que nous assistons à un renvoi pur et simple de la décision et peut-être même de l'exécution. Certes, il est théoriquement possible que ce budget de transition ouvre de nouvelles perspectives à Euratom et, à plus long terme, offre au Centre commun de recherches des possibilités d'accomplir un travail utile. Mais il est tout aussi possible et même plus probable que nous assistons en l'occurrence à une nouvelle désagrégation qui nous conduit sur la voie d'une organisation pluri-nationale, d'un arrangement intergouvernemental, voie dans laquelle Euratom est déjà pour une bonne part engagé, ou plus simplement encore au prélude d'une liquidation totale.

Je voudrais dire ceci au président en exercice du Conseil : vous demandez au Parlement d'approuver malgré tout cette solution, une solution dans laquelle il n'y a pas le moindre élément politique et dont nous ne pouvons nullement mesurer les suites.

Il est simplement question ici de maintenir le statu quo. Le Parlement devrait au moins savoir vers quelle solution on veut se diriger et quelles sont les intentions du Conseil en ce qui concerne Euratom.

Or, nous ne savons rien. C'est l'impasse totale. Dans ces conditions, nous ne pouvons, ni ne voulons voter ce budget. Aussi appuierons-nous l'amendement de M. Westerterp, d'autant plus que le dernier membre de phrase en a été supprimé. A notre avis, il est exact qu'il manque à ce budget cette anticipation sur l'avenir qui est indispensable à tout programme et à toute organisation de recherches.

M. le Président. — Quel est l'avis du rapporteur ?

M. Leemans, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, j'ai déjà dit, en séance comme en commission, ce que je pensais de la résolution. Je suis de l'avis du président de la commission, M. Spénale. J'invite donc le Parlement à adopter la proposition de réso-

Leemans

lution telle quelle, et à ne pas se rallier à la proposition de M. Westerterp, surtout pas à présent qu'il en a supprimé les dernières lignes, car en s'y ralliant, notre Assemblée adopterait une position totalement négative.

M. le Président. — Je mets aux voix l'amendement de MM. Westerterp et Noé tel qu'il vient d'être modifié.

L'amendement est adopté.

Sur les paragraphes 6 à 9, je n'ai ni amendement, ni orateur inscrit.

Je les mets aux voix.

Les paragraphes 6 à 9 sont adoptés.

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution modifiée par l'amendement qui a été adopté.

L'ensemble de la proposition de résolution ainsi modifiée est adopté (*).

9. *Nomination des membres de commissions*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la nomination des membres de la commission des finances et des budgets et de la commission de l'association avec la Turquie.

Le bureau a établi une liste de candidatures qui a été distribuée.

Je vous en donne lecture.

Commission des finances et des budgets

MM. Aigner, Alessi, Artzinger, Ballardini, Bertoli, Borocco, Brouwer, Cointat, Corterier, Deringer, Flesch, Galli, Gerlach, Habib-Deloncle, Houdet, Leemans, Memmel, Pianta, Poher, Posthumus, Rossi, Spénale, Tomasini, Vals, Vetrone, Westerterp, Wohlfart, N..., N...

Commission de l'association avec la Turquie

MM. Bergmann, Cousté, De Winter, Girardin, Hahn, Klinker, Luzzatto, Mauk, Merchiers, Metzger, Raedts, Ricci, Schuijt, Terrenoire, Tolloy, Wohlfart.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Ces nominations sont ratifiées.

J'informe les membres de la commission des finances et des budgets qu'ils sont convoqués en réunion constitutive à l'issue de la séance plénière et, pour le cas où la séance se prolongerait, à 19 h.

J'ai reçu du groupe de l'U.D.E. et du groupe des libéraux et apparentés des demandes tendant à nommer :

- membre de la commission des transports M. Covelli et, en remplacement de M^{lle} Flesch, M. Biaggi ;
- membre de la commission économique M^{lle} Flesch en remplacement de M. Hougardy ;
- membre de la commission de l'agriculture M. Mauk en remplacement de M. Borocco ;
- membre de la commission des relations avec les pays africains et malgache M. Borocco en remplacement de M. Covelli.

Enfin, M. Hunault m'a demandé à être nommé membre de la commission des relations avec les pays africains et malgache.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

10. *Règlement concernant la fixation des prix de certains produits agricoles et des mesures à moyen terme pour différents marchés agricoles* (suite)

M. le Président. — L'ordre du jour appelle l'examen de la proposition de résolution contenue dans le deuxième rapport intérimaire de M. Lückner, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant :

- la fixation des prix pour certains produits agricoles (doc. 194/68 — Partie E),
- les mesures à moyen terme pour différents marchés agricoles (doc. 194/68 — Partie C) ; (doc. 227/68).

Je rappelle que la discussion générale a été close hier soir.

Étant donné l'importance du dossier, le travail sera considérable et très délicat, d'autant qu'un grand nombre d'amendements ont été introduits assez tard.

Je me permets donc d'inviter les auteurs des amendements et tous les orateurs à être aussi concis que possible.

Avant de passer à l'examen de la proposition de résolution, je rappelle à tous les orateurs que le temps de parole pour la défense des amendements a été limité à cinq minutes.

Je les invite à ne pas dépasser le temps qui leur a été accordé.

(*) J. O. n° C 41 du 1^{er} avril 1969, p. 16.

Président

Sur le préambule et les deux premiers considérants, je n'ai ni amendement, ni orateur inscrit.

Je mets ces textes aux voix.

Le préambule et les deux premiers considérants sont adoptés.

Sur le troisième considérant, je suis saisi d'un amendement n° 18, présenté par M. Vredeling, au nom du groupe socialiste, et dont voici le texte :

Supprimer ce considérant (« se référant aux avis qu'il a formulés... »).

La parole est à M. Vredeling, au nom du groupe socialiste.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, je serai très bref. Voici en quelques mots l'objet de cet amendement. Dans cet alinéa, la commission de l'agriculture propose de faire référence aux avis que le Parlement européen a formulés antérieurement en matière de fixation du prix du lait et des produits laitiers. Or, par le passé, nous avons toujours, nous et quelques autres membres de ce Parlement, voté contre ces avis. Aussi proposons-nous de supprimer la référence à des avis que nous n'avons pu accepter.

M. le Président. — Quel est l'avis du rapporteur ?

M. Lückner, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, il ne s'agit pas ici d'une affaire capitale, mais il est d'usage, dans cette Assemblée, de faire référence aux avis antérieurs, particulièrement lorsque, comme dans le cas présent, ces avis contiennent des idées qu'il n'y a pas lieu de répéter.

Je demande donc que cette fois encore, le Parlement observe cet usage et rejette l'amendement proposé par M. Vredeling.

M. le Président. — Je mets aux voix l'amendement de M. Vredeling.

L'amendement est rejeté.

Je mets aux voix le troisième considérant.

Le troisième considérant est adopté.

La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, puis-je vous faire remarquer que la traduction de vos paroles ne nous parvient qu'avec un certain retard. Or, si, dans un vote, vous nous demandez, sans marquer un temps d'arrêt entre chaque question, qui est pour, qui est contre et qui s'abstient, de nombreux membres de cette Assemblée ne sont pas en mesure de réagir immédiatement, car la traduction de vos paroles ne nous parvient que 3 ou 4 secondes plus tard. Pourriez-vous en tenir compte et attendre quelques instants après chaque question ?

M. le Président. — D'accord, Monsieur Vredeling. Sur les considérants 4 et 5, je n'ai ni amendement, ni orateur inscrit.

Je les mets aux voix.

Les considérants 4 et 5 sont adoptés.

Sur les paragraphes 1 et 2, j'étais saisi des amendements n° 4, 5, 12, 13, 35 et 42. Ces amendements ont été retirés par leurs auteurs.

De leur côté, MM. Boscardy-Monsservin et Lückner ont présenté, au nom de la commission de l'agriculture, un amendement n° 55, dont voici le texte :

« Remplacer les paragraphes 1 et 2 par les dispositions suivantes :

1. Pense donc qu'avant d'avoir recours à ces mesures, il serait opportun de rechercher si un accroissement de l'écoulement du beurre ne peut être réalisé par une réduction de son prix à la consommation au moyen d'une subvention, les dépenses afférentes à cette subvention devant être financées sur les prévisions budgétaires requises pour l'octroi des aides au lait écrémé et à la poudre de lait écrémé prévues dans la proposition de la Commission ;

2. Pense donc qu'avant d'avoir recours à ces mesures, il serait opportun de rechercher si un accroissement de l'écoulement du beurre ne peut être réalisé par une réduction de son prix à la consommation au moyen d'une subvention, les dépenses afférentes à cette subvention se substituant à celles qui auraient été entraînées par les aides au lait écrémé et à la poudre de lait écrémé prévues dans la proposition de la Commission ;

2 bis. Propose de mettre à l'essai un tel système de subventions jusqu'au 31 mars 1970, et de proroger jusqu'à cette même date les régimes de prix valables pour la campagne de commercialisation 1968-1969 ;

2 ter. Est toutefois d'avis, eu égard à l'évolution inquiétante des stocks d'excédents de beurre et de lait écrémé en poudre, qu'une révision du système de la politique communautaire dans le secteur du lait s'impose pour venir à bout des difficultés existantes ;

2 quater. Attend de la Commission qu'elle examine tous les autres systèmes d'organisation des marchés dans le secteur du lait, y compris ceux des pays tiers, quant à leur applicabilité dans la Communauté, et qu'elle soumette, avant le mois d'octobre 1969, le résultat de ces enquêtes au Parlement européen. »

La parole est à M. Boscardy-Monsservin.

M. Boscardy-Monsservin. — Monsieur le Président, voulez-vous donner la parole à M. Lückner ?

M. le Président. — La parole est à M. Lückner.

M. Lückner, rapporteur. — (A) Je suis quelque peu surpris que le président de notre commission me laisse le soin de présenter brièvement cet amendement. Je crois, Monsieur le Président, que cet amendement porte le numéro le plus élevé de tous ceux qui ont été présentés : c'est l'amendement n° 55. Je le souligne parce qu'il est le fruit des efforts extraordinaires déployés par la commission de l'agriculture, un fruit qui a mûri depuis hier soir, dans ce Parlement, après que 54 amendements à la résolution et au rapport eurent été présentés. De la manière dont se présentaient les choses hier soir, du fait de ce nombre extraordinairement élevé d'amendements, aucune majorité n'aurait probablement pu se dégager aujourd'hui sur une décision positive. C'est ce que nous voulions éviter à tout prix.

J'ai fait remarquer hier dans mon exposé que la commission de l'agriculture s'était efforcée d'inaugurer dans ce secteur une politique en deux étapes, dont la première consisterait à prendre, dès le début de la nouvelle campagne laitière, des mesures énergiques ou plutôt à donner à l'exécutif la possibilité de les prendre, afin de se rendre progressivement à nouveau maître de l'évolution sur le marché du beurre et du lait en poudre, et la deuxième, qui devrait se dérouler parallèlement à ces actions qui revêtent le caractère de mesures d'urgence, à nous demander si nous ne pourrions pas réorienter la politique laitière. J'ai fait remarquer que nous devions introduire ces mesures maintenant, dans le cadre de la régionalisation existante, et qu'il était donc inutile de décider l'application de nouvelles règles dans ce secteur avant que nous ayons pu nous déclarer disposés à appliquer ces mesures.

J'admets que le rapport initial, qui avait obtenu une très faible majorité lors du vote à la commission de l'agriculture, allait dans le sens des propositions de la Commission. Mais, de la manière dont les choses se présentaient hier en séance plénière, ce rapport n'aurait obtenu aucune majorité. C'est grâce à quelques membres de cette Assemblée, qui ont pris des initiatives énergiques pour parer à ce danger, qu'il a été possible de trouver aujourd'hui, à la commission de l'agriculture, une majorité disposée à soumettre un projet à la Commission, afin d'éviter que la situation ne se détériore davantage. Cette proposition de résolution revient en quelque sorte à donner carte blanche à M. Mansholt et à la Commission exécutive pour la mise en œuvre de ces mesures. Personne ne peut dire actuellement quel sera leur succès. Mais la commission de l'agriculture a témoigné une telle confiance à M. Mansholt que nous nous en sommes entièrement remis à son évaluation des moyens financiers que nécessitera la couverture des dépenses supplémentaires entraînées par les subventions au lait écrémé

et au lait écrémé en poudre devant servir à l'alimentation des animaux.

Ce montant était d'environ 580 millions d'unités de compte. Il s'agit certes d'une estimation et non d'un chiffre définitif, mais dans ce cadre, M. Mansholt et la Commission ont reçu pour l'année prochaine carte blanche pour pouvoir s'opposer à un accroissement de la montagne de beurre et éviter qu'à la fin de l'année prochaine nous ne nous trouvions, le cas échéant, devant une montagne de lait en poudre. Je crois que M. Mansholt, qui fait ce soir ici une déclaration, sera animé — comme le Parlement n'en a d'ailleurs jamais douté — d'un ardent désir de coopération et qu'il entreprendra avec énergie et imagination de mettre en œuvre toutes les mesures possibles dans le cadre de cette résolution afin que l'on aille dans ce sens.

Nous avons combiné cet amendement avec un amendement que M. Mauk a présenté officiellement. Ce deuxième amendement était fondé sur une ancienne formulation du rapport que j'ai présenté au nom de la commission de l'agriculture et sur des considérations exprimées dans l'exposé des motifs de ce rapport. La commission de l'agriculture s'étant montrée disposée cet après-midi à reprendre ces idées sous la forme proposée par M. Mauk, nous avons, comme je l'ai dit, combiné les deux amendements. Nous avons aussi trouvé une synthèse qui devra être mise en pratique immédiatement et poursuivie parallèlement par un examen — allant même au delà des dispositions que la Commission propose dans ses dossiers — de toutes les possibilités et mesures que l'on pourrait envisager, afin de nous rendre compte si au cours de la prochaine campagne nous devrions revoir notre politique laitière. Le président Mansholt nous a déclaré hier qu'il était disposé à entreprendre un tel examen pour la Commission et à présenter un rapport sur la question au Parlement. C'est l'objet du point de la résolution dont je viens de parler.

Je tiens à souligner, Monsieur le Président, qu'il y avait également à la commission de l'agriculture une minorité qui n'a pas voté cet amendement. Lorsqu'on lit dans le titre « au nom de la commission de l'agriculture », il faut évidemment comprendre « au nom de la majorité ». Nous avons adopté cet amendement cet après-midi. Il annule les amendements n°s 4, 5, 12, 13, 35 et 42. Vous voyez donc que nos efforts visaient aussi à améliorer les conditions de travail de notre Parlement. Je voudrais encore ajouter — je ne pouvais pas le faire en présentant le rapport — qu'en adoptant cet amendement, on faciliterait grandement le vote sur les amendements dont la masse gonfle encore votre serviette, Monsieur le Président. Nous espérons pouvoir de la sorte aussi contribuer à ce que nous puissions, aujourd'hui en séance plénière, « en un temps relativement court » — entre guillemets

Lücker

bien entendu — prendre nos responsabilités à l'égard de ce problème.

J'invite donc, en ma qualité de rapporteur, le Parlement à adopter cet amendement.

M. le Président. — La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, la commission de l'agriculture a rarement eu autant de mal à formuler un avis. Certes, le marché des produits laitiers connaît des difficultés particulièrement grandes, mais maintenant que j'ai sous les yeux l'amendement que la commission de l'agriculture a adopté à la majorité, je me demande pourquoi elle a tant tardé à le présenter.

Tout ce qui se trouve dans cet amendement a déjà été proposé antérieurement. M. Blondelle a déjà proposé d'accorder une subvention générale pour le beurre, mais sa proposition n'avait pas été acceptée à l'époque. Aussi ignorerais-je sur la base de quelles nouvelles données elle devrait maintenant être acceptée par la commission de l'agriculture, si M. Lücker n'avait dit que c'est en quelque sorte une solution de désespoir destinée à recueillir une majorité de voix afin que le Parlement puisse formuler un avis. Mais nous ne sommes pas ici pour formuler des avis quelconques, Monsieur Lücker. Aussi dois-je dire que les motifs que vous invoquez sont loin d'être satisfaisants.

En outre, cet amendement modifie fondamentalement la résolution. Initialement, il était dit au paragraphe 1 de la proposition de résolution que le Parlement marque son accord de principe sur un abaissement du prix d'intervention pour le beurre et une adaptation en conséquence des prix de ce que j'appellerai simplement les matières azotées du lait. Cette version avait été acceptée par la commission de l'agriculture. Mais, à présent, on propose de dire ceci :

« estime que la proposition de la Commission... apparaît valable à maints égards, mais n'est pas sans présenter des risques pour le marché du lait et des produits laitiers ».

C'est donc le contraire de ce qui avait d'abord été dit. On avait donc commencé par se déclarer d'accord en principe, mais à présent, on trouve que la proposition présente des risques. S'il en est ainsi, soyons logiques et rejetons la proposition de la Commission des Communautés européennes.

A mon avis, cet amendement est un rejet implicite formulé en termes édulcorés.

Voyons à présent le paragraphe 2 de cet amendement, qui est le plus important de tous ceux que nous avons à discuter. Je dois vous dire que je n'ai pas compris le point de vue de la commission de l'agriculture à cet égard. Je l'ai déjà dit lorsqu'elle

était réunie et je tiens à le répéter en séance plénière. On veut abaisser le prix de la consommation au moyen d'une subvention qui se substituerait aux dépenses qu'entraîneraient les aides au lait écrémé et au lait écrémé en poudre proposées dans la proposition de la Commission européenne.

Je tiens à dire que la Commission estime ces dépenses à 580 millions d'u.c. Cette estimation peut évidemment se révéler en dessous ou au-dessus de la vérité.

Si elle se révèle être en dessous, il faudra puiser davantage dans le budget, dans le cas contraire, il faut puiser moins. Or, personne n'ignore que cette estimation pêche par optimisme. M. Mansholt a dit à plusieurs reprises que la situation est plus grave que les chiffres ne le laissent paraître. Autrement dit, le montant estimé sera dépassé et il faudra plus de crédits pour pouvoir maintenir le prix indicatif du lait.

A présent, on voudrait remplacer cette estimation — ces 580 millions d'u.c. — par un montant fixe. C'est tout au moins ce qu'ont toujours voulu les ministres des finances de certains pays, soucieux de limiter le soutien à l'agriculture. Abstraction faite des effets négatifs de cette mesure, cela reviendrait à utiliser ces 580 millions d'u.c. pour accorder des subventions au beurre, ce qui reviendrait à en abaisser le prix d'environ 2 DM par kg. Un fonctionnaire de la Commission exécutive nous a dit qu'une diminution de 1 DM coûterait 300 millions d'u.c. Une subvention de 580 millions permettrait donc de diminuer ce prix d'environ 2 DM.

A ceux qui défendent les intérêts des agriculteurs, je voudrais dire ceci : il est dit dans l'amendement que nous devrions mettre à l'essai ce système de subventions jusqu'au 31 mars 1970. Je tiens à les mettre en garde contre une telle expérience, car il se pourrait qu'elle ne soit pas couronnée de succès ou qu'il n'y ait pas suffisamment de fonds, de sorte qu'il faudrait par la suite relever à nouveau le prix du beurre.

Aux Pays-Bas, nous avons acquis une certaine expérience dans ce domaine, comme je l'ai dit à la commission de l'agriculture. Nous savons qu'une réduction du prix du beurre entraîne une certaine augmentation de la consommation, mais que de très nombreux consommateurs cessent d'en acheter dès que le prix est ramené à son montant initial. La réaction positive du consommateur à une baisse des prix est toujours beaucoup plus limitée que sa réaction négative à une majoration des prix.

Certes, il est dit ici qu'il s'agit seulement de procéder à un essai, mais je vous avertis que vous serez alors liés par ces prix. Si le prix est diminué de 2 DM, on ne pourra pas, l'année suivante, annoncer qu'il va être à nouveau relevé. La consommation diminuerait en effet si fortement que je pense

Vredeling

bien qu'il ne serait plus possible de faire face à cette nouvelle situation. Je demande donc à M. Mansholt s'il ne pense pas, comme moi, qu'il serait dangereux d'appliquer ce système à titre expérimental et de l'abandonner ensuite. Tous les experts sont d'accord pour dire que cela serait extrêmement dangereux et qu'il pourrait en résulter une forte diminution de la consommation de beurre.

Je voudrais en outre faire remarquer que cette mesure ne permettait pas d'atteindre le but de la Commission qui est de freiner la production de beurre et de revaloriser les matières azotées du lait. Le problème trouve son origine dans les excédents de beurre. On propose à présent de maintenir la relation entre les matières butyriques et les matières azotées et d'encourager, au moyen d'une subvention, le consommateur à acheter du beurre. J'ai été particulièrement surpris d'entendre le rapporteur de la commission de l'agriculture dire qu'il acceptait une telle solution. Il n'est évidemment pas possible de faire deux choses en même temps. On ne peut pas se servir des subventions qui ne sont plus utilisées pour le lait en poudre et, en même temps, modifier la relation lait—matières azotées.

M. le Président. — Monsieur Vredeling, je me permets de vous rappeler que le temps de parole a été limité.

Le Parlement a en effet décidé que les interventions ne devraient pas dépasser 5 minutes, or, vous avez largement dépassé ce temps. Je vous prie de conclure.

M. Vredeling. — (N) Je termine, Monsieur le Président. J'ai dit au rapporteur que je ne comprenais pas et j'espère qu'il voudra bien me donner des précisions. Mon point de vue est clair. Notre groupe doit rejeter cet amendement, bien qu'il puisse accepter le dernier alinéa qui, du reste, n'est pas rédigé d'une manière très heureuse en néerlandais. Dans cet alinéa, la Commission est invitée à examiner les autres mesures qu'il conviendrait de prendre pour surmonter les difficultés présentes. Nous estimons aussi qu'un examen est nécessaire, eu égard à l'importance des difficultés du moment.

M. le Président. — La parole est à M. Boscardy-Monsservin.

M. Boscardy-Monsservin. — Monsieur le Président, cet amendement qui est signé du président de la commission de l'agriculture et de son rapporteur, et qui a été adopté ce matin par la commission de l'agriculture à une très forte majorité, vaut beaucoup plus par son orientation et l'esprit politique qui y préside que par les détails d'ordre technique.

Le souci de la Commission exécutive a été, d'une part, de ne diminuer en aucune manière le revenu des agriculteurs et, d'autre part, d'essayer de res-

treindre les stocks de beurre qui actuellement pèsent sur notre marché.

Pour atteindre ce résultat, la Commission exécutive proposait un moyen technique très précis, à savoir modifier les rapports de prix existant entre la matière grasse et la matière azotée.

La commission de l'agriculture n'a pas pris de position formelle au regard de la proposition technique faite par la Commission exécutive. Elle a pensé cependant qu'avant de recourir à un procédé technique dont on ne savait pas très bien quels seraient les résultats, il y avait peut-être possibilité d'essayer autre chose. Et voici ce que nous disons : A partir du moment où la Commission exécutive admet qu'une certaine somme doit être consacrée à l'abaissement du prix du beurre, consacrez-y directement la somme que vous auriez voulu affecter à la poudre de lait. Essayons le système pendant un certain temps pour voir ce qu'il donnera puis, dans un délai déterminé, qui est fixé dans l'amendement, si nous voyons que cela ne donne pas de bons résultats, acheminons-nous vers d'autres voies.

Mais qu'il soit entendu que nous demandons alors à la Commission exécutive de procéder, en accord avec le Parlement, à une très large enquête au cours de laquelle seront recherchés tous les processus possibles. Nous nous retrouverons ensuite avec elle et nous fixerons ensemble les mesures véritablement valables pour l'assainissement du marché du lait.

Donc, nous ne prenons pas formellement position contre les propositions de la Commission exécutive. Nous ne nous prononçons pas formellement sur certains procédés techniques. Nous disons à la Commission exécutive : En ce domaine si grave, essayons dans l'immédiat de trouver une formule qui n'engage pas définitivement l'avenir et puis, tous ensemble, prenons le temps de la réflexion, essayons de déterminer quels sont vraiment les moyens de déboucher sur un assainissement du marché du lait.

En définitive, par cet amendement nous souhaitons ardemment, Monsieur le président Mansholt, que soient intensifiés les rapports entre la Commission exécutive et le Parlement. Prenons cependant un peu le temps de la réflexion et, dans le cadre de cette collaboration entre Commission exécutive et Parlement, nous verrons quelles sont les véritables mesures qu'il convient de prendre.

M. le Président. — La parole est à M. Mansholt.

M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes. — (N) Monsieur le Président, j'aimerais dire quelques mots au sujet des observations qui viennent d'être présentées par MM. Lückert et Vredeling et par le président de la commission de l'agriculture.

Mansholt

Vous comprendrez que je ne suis pas en mesure, pour le moment, de me prononcer définitivement, au nom de la Commission européenne, sur cet amendement à la proposition de résolution. Je tiens néanmoins à faire quelques remarques. Hier soir, alors que l'assistance était sensiblement plus clairsemée que maintenant, j'avais déjà déclaré que je me félicitais de voir qu'un grand nombre de parlementaires s'efforçaient de nous aider à trouver une solution au problème des produits laitiers. J'ai de même dit que, dans ce secteur, il y a souvent autant de solutions proposées que d'avis exprimés. (Peut-être même plus de solutions que d'avis exprimés, puisque 55 amendements ont été déposés). Cette situation n'est au demeurant pas caractéristique du Parlement, puisque le Conseil, les experts et les organisations agricoles agissent de même. Il y a mille et une manières d'intervenir sur le marché des produits laitiers et de s'efforcer d'y rétablir l'équilibre, et toutes ces modifications ont évidemment certaines répercussions sur différentes branches d'activité, sur le commerce ou la consommation, sur notre position à l'égard des pays tiers ou sur certaines régions, en France, en Allemagne ou aux Pays-Bas.

Je peux donc parfaitement comprendre que les membres du Parlement aient présenté un très grand nombre d'amendements et que chacun dise : ma méthode est la meilleure, c'est elle qu'il convient d'appliquer ! J'ai également déclaré qu'aucun des amendements qui ont été déposés n'apportait une solution originale au problème. Toutes ces solutions ont, en effet, déjà été envisagées par les experts, et le Conseil s'est déjà prononcé à leur égard. Il n'empêche que j'attache de la valeur à ces amendements, car ils nous permettent de nous interroger encore une fois sur la voie qu'il convient de suivre.

Nous accueillons toutes les suggestions qui sont faites dans cet hémicycle et nous demandons ensuite : la méthode préconisée est-elle meilleure ? Est-ce une méthode moins chère, épargne-t-elle le consommateur, l'agriculteur, tient-elle compte des marchés des pays tiers, est-elle contrôlable et applicable ?

Quoi qu'il en soit, je crois quand même pouvoir rendre hommage à M. Boscary-Monsservin, président de la commission de l'agriculture, et au rapporteur pour avoir tenté de préserver le Parlement européen d'une discussion technique approfondie sur les multiples méthodes qui pourraient être employées pour rétablir l'équilibre sur le marché du lait. A cet effet, ils ont présenté un amendement que je ne puis, pour l'instant, apprécier à sa juste valeur, mais qui revient à dire : n'accordez d'abord qu'une subvention pour le beurre et attendez de savoir si cette mesure a pour résultat d'accroître la consommation de beurre.

J'aurais fait valoir de sérieuses objections à l'encontre de cet amendement si ses auteurs y avaient

mentionné — je le dis en réponse à l'observation faite par M. Vredeling à ce sujet — un montant maximum de 580 millions d'u.c. En réalité, l'amendement n'en parle pas, mais j'aimerais quand même connaître les intentions exactes de la commission en la matière. En effet, nous pouvons lire — et, personnellement, je puis approuver cette formule — que « les dépenses afférentes à cette subvention se substituent à celles qui auraient été entraînées par les aides au lait écrémé et à la poudre de lait écrémé, prévues dans la proposition de la Commission ». Si nous avons estimé ces dépenses à 580 millions d'u.c., nous n'avons toutefois pas dit qu'elles ne pourraient pas être inférieures ou supérieures à ce montant.

Si je comprends bien, la commission de l'agriculture entend donc parvenir au même résultat que nous, mais en substituant aux aides que nous préconisons une subvention pour le beurre dont le coût rejoindra le niveau des dépenses que nécessiterait notre politique. Ces dépenses pourront être supérieures ou inférieures à 580 millions d'u.c. — nous l'ignorons encore — mais il ne sera pas question de prélever une taxe sur le lait écrémé en poudre. Je puis d'ailleurs vous dire qu'en ce moment, le Conseil examine également la possibilité de résoudre le problème par le seul biais d'une subvention.

C'est à juste titre que M. Vredeling a fait observer que cette mesure se traduira vraisemblablement par une diminution moins importante du prix du beurre. Il en sera effectivement ainsi. Tel que je vois le problème à l'heure actuelle, cette diminution sera d'environ 1,80 DM par kg de beurre si nous nous en tenons au montant précité. D'autre part, ce système tient compte des intérêts du consommateur puisque le fromage maigre n'augmentera pas, ce produit n'étant frappé d'aucune taxe. Par conséquent, la subvention pour le beurre sera diminuée du montant que le consommateur paie au moins pour le fromage ou le lait écrémé en poudre.

Nous examinerons certainement cette proposition. Je ne m'oppose absolument pas à une telle résolution, car elle tend uniquement à rétablir, par un autre moyen, l'équilibre sur le marché des produits laitiers. J'ose espérer que le Parlement européen ne verra pas d'inconvénient à ce que nous interprétions en pratique le paragraphe 2 *bis* « propose de mettre à l'essai un tel système de subventions jusqu'au 31 mars 1970 » de manière à pouvoir proroger éventuellement cette expérience. Je tiens aussi encore à souligner que si cette expérience devait pour une quelconque raison ne pas être concluante, nous aurions beaucoup trop de beurre en stock ; dès lors nous serions contraints de prendre, avant le 31 mars 1970, d'autres mesures pour éviter de sursaturer le marché et de devoir faire face à de grandes difficultés. Je crois que le Parlement ne s'opposera pas, dans ce cas, à ce que nous prenions d'autres mesures.

Mansholt

Mais même si nous étions contraints de prendre d'autres mesures, la proposition initiale de la commission de l'agriculture pourrait toujours être appliquée. Nous pourrions, à ce moment-là, notamment, procéder à certaines modifications de prix. Il faudrait alors réexaminer la situation.

Monsieur le Président, ces commentaires à la résolution ne signifient nullement — je tiens à le souligner expressément — que je l'accepte sans aucune réserve. Je la considère comme une tentative en vue de canaliser le présent débat et de donner à l'exécutif la possibilité de rechercher un certain nombre d'autres mesures qui lui permettent notamment de satisfaire au paragraphe 2 *quater*, qui invite la Commission européenne à examiner tous les autres systèmes d'organisation des marchés dans le secteur du lait quant à leur applicabilité et de présenter au Parlement un rapport à ce sujet. Je peux d'ores et déjà vous dire que nous le ferons.

Je conclus par conséquent en déclarant que je n'ai pas de sérieuses réserves à formuler à l'encontre de l'adoption de cette proposition de résolution de la commission de l'agriculture.

M. le Président. — La parole est à M. Lücker.

M. Lücker, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, excusez-moi de reprendre la parole, mais je voudrais éclaircir un point : j'ai l'impression que le président Mansholt a tiré au paragraphe 2 une conclusion que le texte ne justifie pas. Monsieur le président Mansholt, nous nous en étions rendu compte en commission et nous attirons votre attention sur le fait que le financement de l'action que nous vous recommandons tout particulièrement ne doit pas se faire au moyen de crédits que vous-même avez proposés. D'après ce que vous nous avez lu, j'ai l'impression que le texte auquel vous vous êtes référé est l'ancien texte. Il y est dit que ce sont là les crédits à accorder ; ils doivent se substituer aux crédits prévus pour l'augmentation des dépenses découlant de l'octroi d'une subvention au lait écrémé et au lait en poudre. Nous avons modifié ce point, Monsieur le président Mansholt ! Nous avons dit que les dépenses afférentes à la subvention octroyées en vue de l'abaissement du prix du beurre doivent être financées sur les prévisions budgétaires de la Communauté. « Les prévisions budgétaires » signifient que nous n'avons pas fixé de plafond. Cela signifie que si un jour, Monsieur Mansholt, vous venez dire au Conseil et au Parlement « ces crédits ne suffisent pas », alors nous devrons à nouveau nous entretenir de la question. Mais nous espérons que votre action sera couronnée de succès.

Je voudrais encore éclaircir un deuxième point : il s'agit de la date. Je crois que la commission de l'agriculture n'a rien exigé de façon catégorique. M. Mansholt sait que nous avons d'abord parlé hier

du mois de juin prochain. Il a lui-même attiré notre attention sur le fait que durant la campagne laitière, il n'était pas possible d'intervenir trop brutalement dans le cours des événements. Nous avons alors fixé le mois d'octobre 1969 et déclaré en commission : « Choisissez un délai se situant à la fin de la campagne laitière ». Je crois interpréter correctement l'opinion de la majorité de la commission de l'agriculture. Monsieur Mansholt, si vous vous présentez devant nous en octobre de l'année prochaine et que vous nous dites : Messieurs, cette affaire ne fonctionne pas comme elle le devrait, nos entrepôts regorgent de beurre ! Nous ne trébucherons pas, à mon avis, sur cette date et nous n'aurons certainement pas de difficultés à ce sujet. Nous avons fixé cette date uniquement à la fin de la campagne du lait, afin de ne pas intervenir inutilement dans le déroulement des opérations au cours de la campagne.

Je pense que ces éclaircissements permettront également à nos collègues de mieux comprendre que les opinions, notamment en ce qui concerne l'appréciation politique des choses, ne sont pas sensiblement divergentes.

M. Boscary-Monsservin a attiré, à juste titre, notre attention sur le fait que la proposition de résolution revêt une grande importance pour l'orientation de la politique au cours des prochains temps et pour le proche avenir. Cela est plus important que la fixation de détails techniques, administratifs ou financiers.

Je prie donc l'Assemblée d'adopter cet amendement.

M. le Président. — La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling. — Monsieur le Président, je voudrais demander aux collègues Cointat, Blondelle, Boscary-Monsservin, Dulin et Mauk s'ils partagent l'interprétation du rapporteur selon laquelle cet amendement donnerait carte blanche à l'exécutif.

M. le Président. — La parole est à M. Boscary-Monsservin.

M. Boscary-Monsservin. — J'avais eu pourtant l'impression d'avoir été très clair dans ma première explication.

Je rappelle une fois encore qu'il n'est pas du rôle de ce Parlement, et je sais que cela correspond à votre conviction intime, de se perdre dans les détails techniques. Ce qui nous importe à nous, parlementaires, c'est d'essayer de déterminer un certain nombre de lignes valables.

En présence de la crise actuelle du marché du beurre, nous disons à la Commission exécutive : l'important est de résorber ce marché. Pour cela vous avez songé à un moyen, abaisser le prix du beurre, afin qu'on

Boscary - Monsservin

en consomme davantage. Très bien, mais là où nous sommes en désaccord avec vous, c'est lorsque vous dites, Monsieur le président Mansholt : à compter du jour où j'abaisse le prix du beurre si je veux maintenir le pouvoir d'achat du producteur, il faut que je couvre la différence avec une hausse de la poudre de lait. Et vous ajoutez : Je suis disposé au nom de la Commission exécutive à demander au Conseil de ministres de consacrer une somme déterminée, relativement importante, pour cette subvention à la poudre de lait.

Nous vous répondons : attention, nous ne sommes pas tellement sûrs que vos procédés techniques sont valables, mais si vous voulez, faisons ensemble une partie du chemin et cherchons comment abaisser le prix du beurre. Vous voulez consacrer une somme déterminée à la poudre de lait, eh bien, cette somme, affectez-la au beurre.

Évidemment, il faudra un jour ou l'autre déboucher sur quelque chose de définitif. Est-ce que ce sera une formule de quota ? une formule de modification des rapports de prix ou toute autre formule ? Nous n'en savons encore rien. L'affaire est très grave, le Parlement n'a pas eu suffisamment de temps d'y réfléchir, car depuis quelque temps, nous allons très vite en cette matière. Si vous voulez, cherchons ensemble une formule raisonnable, classique. Donnez-moi le temps de la réflexion. Acceptez la période d'essai que nous vous proposons. Si les stocks se résorbent normalement avec la subvention que nous donnons, bravo ! Si vous sentez qu'on n'y arrive pas, nous nous retrouverons et après les enquêtes que vous aurez faites, nous rechercherons le meilleur moyen d'arriver à un résultat.

Ce n'est pas un blanc-seing qui est ainsi donné. Nous n'apportons pas de chiffre déterminé à la Commission exécutive. Si nous avions lancé le chiffre de 580 millions d'u.c. pour la poudre de lait — ce sera peut-être plus, ce sera peut-être moins — on comprendrait. Mais nous nous bornons à poser un principe général et nous vous disons : l'effort que vous vouliez faire sur la poudre de lait, faites-le sous la forme d'une subvention au beurre de manière à obtenir une diminution pratique de son prix. Ce n'est pas un blanc-seing, Monsieur Vredeling.

M. Vredeling. — Ce n'est pas moi qui ai dit cela, c'est le rapporteur.

M. Boscary-Monsservin. — C'est une orientation que nous donnons et ainsi nous sommes essentiellement dans le rôle et les attributions du Parlement.

M. le Président. — La parole est à M. Baas.

M. Baas. — (N) Monsieur le Président, je dois vous dire que le choix des termes détermine en l'occurrence l'interprétation que l'on donne à cette partie

de l'amendement. Le texte de M. Lückner parle de « prévisions budgétaires ». On en arrive donc à la notion de crédits disponibles. Or, le Parlement n'a, au grand jamais, lorsqu'il s'agissait du budget du F.E.O.G.A., travaillé sur la base de crédits disponibles ; nous avons, au contraire, toujours travaillé sur la base de montants indicatifs parce que la situation sur le marché est changeante. Il est impossible d'établir avec précision le montant des dépenses qu'entraînera la proposition de la commission de l'agriculture visant à intervenir dans le prix du beurre, si elle était adoptée. Il y a donc là une imprécision. La commission aurait dû en tirer les conséquences et proposer d'accorder une subvention de 1,80 DM par kg de beurre. Elle aurait ainsi donné des indications précises sur ses intentions véritables. Il ne nous aurait dès lors plus fallu travailler sur la base de montants prévisibles, mais sur la base de montants fixes et la discussion aurait pu s'engager. La déclaration de M. Boscary-Monsservin n'a pas davantage contribué à nous éclairer à ce sujet. Je le regrette, car mon vote en dépendra.

Je peux marquer mon accord sur l'esprit de cet amendement, mais comme il subsiste un doute sur l'objectif que veut atteindre par là la commission de l'agriculture, je ne le voterai pas.

M. le Président. — La parole est à M^{lle} Lulling.

M^{lle} Lulling. — Je ne voterai pas cet amendement. Certes, il est extrêmement astucieux, je dirai presque que c'est de la prestidigitation, car il a pour effet de chercher de nouveaux coupables. Ce ne sont pas les agriculteurs qui recevront les subventions, ce seront les consommateurs. Parce que nous avons un prix du beurre qui n'est pas adapté au marché, on cherche le moyen de refouler la mauvaise carte aux consommateurs. Pour cette raison, je ne peux pas voter cet amendement.

Je consens qu'il est astucieux, mais je n'accepte pas l'optique de ses auteurs qui reconnaissent d'ailleurs eux-mêmes qu'ils ne savent pas si leur système fonctionnera. Ils nous disent : « S'il ne fonctionne pas, eh bien, dans quelques mois nous reviendrons à d'autres propositions. ». Personnellement j'ai davantage confiance dans la Commission exécutive. Je ne crois pas que celle-ci a présenté ses propositions sans étudier les systèmes qui existent et sans réfléchir.

Les auteurs de l'amendement l'ont inventé après des études beaucoup moins longues que celles auxquelles elle a elle-même procédé.

Non seulement je ne voterai pas cet amendement, mais je dirai même que l'alinéa 2 *quater* de cet amendement, qui demande à la Commission d'examiner d'autres systèmes d'organisation de marchés,

Lulling

ressemble au procédé français qui consiste à enfoncer les portes ouvertes. Je ne peux pas croire que la Commission nous a présenté un mémorandum de deux kilos sans avoir procédé, pendant de longues années, à l'étude de tous les systèmes qui existent. Il me paraît donc inutile de lui redemander d'examiner encore des systèmes.

Pour toutes ces raisons, je ne voterai pas l'amendement présenté par M. Boscary-Monsservin et M. Lückner au nom d'une majorité de la commission de l'agriculture. Je fais confiance aux propositions mûrement étudiées et réfléchies de la Commission exécutive.

M. le Président. — La parole est à M. Vetrone.

M. Vetrone. — (I) Monsieur le Président, il n'est pas dans mes intentions de prendre la parole sur l'amendement de MM. Boscary-Monsservin et Lückner, qui a été approuvé à une grande majorité en commission, y compris par les membres italiens. Toutefois, diverses déclarations de vote m'amènent à penser que l'on veut créer une atmosphère de suspicion autour de cet amendement. Or, ayant moi-même, en tant que porte-parole de mes collègues italiens, soutenu dès le début (et M. Mansholt m'en donnera acte) cette solution du problème consistant à accorder une subvention pour le beurre, je tiens à déclarer ici de la manière la plus expresse que notre vote ne mérite nullement d'être suspecté de marchandage.

M. le Président. — La parole est à M. Samaritani.

M. Samaritani. — (I) Monsieur le Président, mon intervention porte sur le texte du paragraphe 2 de l'amendement en débat. Nous sommes favorables à la diminution du prix du beurre à la consommation, qui laisse enfin entrevoir une prise en considération de l'intérêt des consommateurs.

Nous vous prions toutefois, Monsieur le Président, de mettre aux voix l'amendement en divisant le texte. Nous demandons que l'on vote d'abord sur la partie qui va jusqu'à « de son prix à la consommation » ensuite sur le reste du texte.

M. le Président. — La parole est à M. Blondelle.

M. Blondelle. — Monsieur le Président, j'avais cru que ce débat était organisé et que seuls pourraient intervenir un orateur « pour » et un orateur « contre » un amendement.

Or, je m'aperçois que le débat reprend sur toutes les questions. Je me permets, dans ce cas, de demander également la parole. Je serais prêt à y renoncer pour gagner du temps, si vous m'assuriez

que le débat est organisé et qu'il sera mené comme tel.

(*Sur plusieurs bancs : Aux voix ! Aux voix !*)

M. le Président. — Monsieur Blondelle, si j'ai permis que la discussion s'élargisse, c'est parce que la matière est très importante et que l'amendement tend à substituer un texte nouveau à une grande partie de la proposition de résolution.

Si vous voulez ajouter quelque chose, je vous donnerai la parole, comme je l'ai fait pour d'autres orateurs.

M. Blondelle. — Monsieur le Président, je pose une question précise : respecterez-vous le débat organisé ou bien donnerez-vous la parole à qui la désire ?

M. le Président. — Je voudrais attirer l'attention des collègues sur l'opportunité de laisser au président la faculté d'apprécier, compte tenu de l'importance des sujets en discussion.

A ce propos, je voudrais rappeler que la séance s'est prolongée hier soir jusqu'à une heure très avancée, plus exactement 1 h du matin. Cela veut dire que nous avons eu un débat très large et que nous devons nous limiter aujourd'hui aux seuls amendements si nous voulons arriver à une conclusion.

J'invite donc instamment les orateurs à respecter la décision qui a été prise. Il est bien évident, toutefois, que pour un amendement aussi important et qui de surcroît a été présenté au dernier moment, il est possible de faire une exception.

La parole est à M. le Rapporteur.

M. Lückner, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, je voulais attirer votre attention sur le fait que nous avons pris une décision.

(*Très juste !*)

Nous devons nous en tenir à notre décision. Nous ne devons pas seulement essayer de nous y tenir. Nous avons décidé d'organiser le débat de telle façon que pour chaque amendement il y ait un orateur qui plaide « pour » et un autre qui plaide « contre »

(*Applaudissements*)

pendant chaque fois 5 minutes et que de cette façon la question soit épuisée. Telle est notre décision. Je demande que nous nous en tenions strictement à cette décision.

(*Applaudissements*)

M. le Président. — Le président se félicite des applaudissements qui viennent de saluer cette in-

Président

tervention. Ils reflètent très certainement la volonté du Parlement.

Je dois toutefois signaler que la limitation s'applique uniquement à la durée des interventions et non à leur nombre.

Je me suis en effet permis de rappeler à M. Vredeling de ne pas dépasser le temps qui lui a été imparti au moment où il a pris la parole.

Naturellement, le Parlement pourrait toujours décider de limiter également le nombre des orateurs pour chaque amendement, dans le sens qu'il y aurait un orateur « pour » et un orateur « contre ».

La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, vous dites que tout le monde doit pouvoir s'exprimer. D'autres membres prétendent que, pour chaque amendement, seuls un orateur « pour » et un orateur « contre » auront le droit d'intervenir. Si cette dernière proposition était acceptée, je me trouverais dans une situation bien délicate. En effet, je devrais alors me rendre auprès de nos collègues communistes pour leur demander si je peux, en leur nom, me prononcer contre certains points, ou bien ce seraient eux qui devraient venir me voir pour savoir s'ils peuvent agir de même en mon nom. Cela n'est tout de même pas possible.

M. le Président. — La parole est à M. Boscary-Monsservin.

M. Boscary-Monsservin. — Monsieur le Président, je m'exprime en tant que président de la commission de l'agriculture et je voudrais faire un rappel au règlement.

Il avait été entendu hier de manière formelle que nous procéderions à une très vaste discussion générale dans la journée d'hier et que nous commencerions à voter aujourd'hui à 15 h. Ce programme n'a pas été tout à fait respecté, en raison de circonstances indépendantes de notre volonté. Pour que le vote se déroule dans les meilleures conditions possibles, j'avais cru comprendre qu'on entendrait, sur les amendements, un orateur « pour » et un orateur « contre », chacun ayant 5 minutes pour s'exprimer.

Dans la mesure où il y aurait une certaine équivoque, je vous propose, Monsieur le Président, de demander à l'Assemblée si elle est d'accord pour que la discussion soit organisée, et qu'interviennent simplement un orateur « pour » et un orateur « contre » avec un laps de temps de 5 minutes chacun.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Alessi.

M. Alessi. — (I) Monsieur le Président, je désire que l'on précise que, quelles que soient les décisions qui seront prises par cette Assemblée en ce qui concerne la façon de mener nos travaux, cela ne peut concerner que le sujet en discussion et non pas les dispositions que le règlement prévoit pour réglementer la discussion. Cela ne peut être qu'une décision se rapportant à l'ordre du jour et non une norme de caractère général qui est l'affaire du règlement.

M. le Président. — Je suis saisi d'une proposition formelle de M. Boscary-Monsservin qui demande que pour chaque amendement il ne puisse intervenir qu'un seul orateur « pour » et un seul « contre », leur temps de parole étant fixé à 5 minutes, chacun.

La parole est à M. Bertoli.

M. Bertoli. — (I) Monsieur le Président, nous sommes nouveaux dans ce Parlement et nous nous trouvons en face de règles, permettez-moi de le dire, déconcertantes pour nous. Nous constatons ici qu'à tout moment l'Assemblée décide d'un nouveau règlement. Nous avons notre règlement, nous l'avons étudié, nous le connaissons et on ne peut pas décider à tout moment de le changer selon l'humeur de la majorité, car de cette façon, les droits de la minorité ne sont absolument pas sauvegardés.

Il y a un instant, M. Vredeling, évidemment avec beaucoup d'ironie, a demandé s'il pouvait parler au nom de notre groupe, au nom des communistes, parce qu'il s'était rendu compte justement que la décision prise par l'Assemblée, c'est-à-dire ce nouveau type de règlement qui, chaque matin, est adopté par l'Assemblée, empêche les communistes de parler. Telle était la signification que M. Vredeling donnait à son intervention. Donc, Monsieur le Président, nous désirons que l'on dise avec le maximum de clarté comment il faut procéder dans nos travaux et que l'on respecte le règlement. Je suis parfaitement d'accord avec l'orateur italien précédent pour dire qu'il n'est pas possible de fixer des règles concernant la manière et la durée des interventions qui ne soient pas prévues par le règlement.

Il peut y avoir des accords politiques, Monsieur le Président, et comme dans toutes les assemblées, ces accords politiques doivent être respectés par les membres qui appartiennent aux différents groupes. Toutefois, des accords doivent être ratifiés et votés par l'Assemblée, car ce n'est qu'ainsi que l'on sauvegardera le caractère démocratique d'une Assemblée élue.

M. le Président. — Mesdames et Messieurs, précisons les termes de la question.

Nous avons décidé hier de fixer à 5 minutes le temps de parole pour chaque intervention sur les

Président

amendements et nous avons décidé en outre que le vote aurait lieu au cours de la séance d'aujourd'hui. Nous avons donc adopté uniquement le critère d'une limitation des interventions. Dans le débat peuvent donc intervenir tous ceux qui le demandent, pour peu qu'ils se limitent à parler pendant 5 minutes.

Si l'Assemblée désire en revanche adopter un critère plus restrictif, c'est-à-dire que sur les amendements ne peuvent intervenir qu'un orateur « pour » et un autre « contre », l'Assemblée elle-même peut certainement délibérer maintenant sur ce point particulier. Mais jusqu'à présent, il n'existe aucune décision en ce sens.

Je voudrais donc dire à M. Bertoli que le critère d'un orateur plaçant « pour » et d'un orateur plaçant « contre » ne limite pas la liberté d'expression des groupes politiques constitués et non constitués.

La proposition de M. Boscary-Monsservin de se limiter à un orateur « pour » et un orateur « contre », le nombre des interventions sur les amendements vaut, bien entendu, uniquement pour ce débat. Il ne constitue en aucun cas un précédent. La proposition est motivée par le fait que le Parlement dispose de peu de temps pour donner son avis sur ce problème qui a d'ailleurs suscité la présentation de très nombreux amendements.

La parole est à M. Bertoli.

M. Bertoli. — (I) J'ai demandé la parole pour un éclaircissement. Je vous prie de m'excuser, mais je voudrais, Monsieur le Président, que vous me citiez l'article du règlement en vertu duquel l'Assemblée peut prendre une telle décision.

M. le Président. — La parole est à M. Baas.

M. Baas. — (N) Monsieur le Président, il me semble que vous faites erreur en déclarant que, pour chaque amendement, seuls un orateur « pour » et un orateur « contre » pourront prendre la parole pendant cinq minutes, car chaque membre du Parlement a le droit de motiver son vote.

Nous pouvons organiser le débat et décider que, pour chaque amendement, un orateur pourra parler « pour » et un orateur « contre », chacun pendant cinq minutes, mais nous ne pouvons pas enlever à un membre du Parlement le droit de motiver son vote.

M. le Président. — La parole est à M. Lefebvre.

M. Lefebvre. — Monsieur le Président, à titre de conciliation et pour éviter les difficultés que nous rencontrons, je me permets d'amender la proposition de M. Boscary-Monsservin. Je vous propose de décider que, dans la discussion d'un amendement,

un orateur par groupe puisse exprimer son opinion et celle de ses amis.

Dans ces conditions, tout le monde aurait l'occasion de donner son avis et l'on mettrait fin aux difficultés, car voilà une demi-heure que nous perdons du temps à discuter sur la procédure !

M. le Président. — La parole est à M. Lückner.

M. Lückner, rapporteur. — Monsieur le Président, je ne voudrais pas que l'on ait l'impression que nous tentons cette expérience aujourd'hui pour la première fois. Je rappelle que dans ce Parlement, au cours de l'année dernière, nous avons déjà des douzaines de fois procédé de la même façon : un orateur parlant pendant 5 minutes en faveur de l'amendement, un orateur pendant 5 minutes contre.

Nous avons discuté cette nuit jusqu'à 1 heure du matin et chacun a eu tout loisir de demander la parole et de parler des questions politiques générales. Aujourd'hui, il s'agit de mettre les amendements aux voix et non pas d'un débat. Nous avons déjà procédé de cette façon des douzaines de fois dans cette Assemblée. Il n'est venu à l'idée de personne de prétendre que cette façon de procéder était antidémocratique.

Une deuxième remarque : chacun a la faculté de faire une déclaration de vote, toutefois cela ne doit pas avoir lieu à propos de chaque amendement mais uniquement avant le vote final.

(Applaudissements)

C'est pourquoi je vous prie de mettre aux voix l'amendement de M. Boscary-Monsservin maintenant. Ainsi le veut l'usage établi dans notre Assemblée.

(Applaudissements).

M. le Président. — Je mets aux voix la proposition de M. Boscary-Monsservin selon laquelle ne pourront intervenir pour chaque amendement qu'un orateur « pour » et un orateur « contre ».

Cette proposition est adoptée.

Il est entendu que cette décision ne vaudra que pour la discussion d'aujourd'hui. Il ne saurait constituer un précédent sur le plan réglementaire.

La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, je voudrais soulever très rapidement un point à propos du règlement. Je n'ai pas l'intention de m'opposer à la décision qui vient d'être prise. Je veux seulement vous inviter à soumettre le problème dont nous venons de parler à la commission compétente pour l'interprétation du règlement. Nous n'aurions dès lors plus besoin de nous occuper de ce pro-

Vredeling

blème et nous pourrions nous prononcer à une autre occasion sur la question de savoir si le Parlement peut, de sa propre autorité, décider de limiter le nombre d'orateurs, et si cette décision est conforme au règlement.

M. le Président. — L'Assemblée vient de voter et je dois faire respecter sa décision. Pour ce qui est de l'avenir, nous en rediscuterons.

La parole est à M. Jozeau-Marigné.

M. Jozeau-Marigné. — Je demande la parole pour un rappel au règlement.

Je ne veux pas du tout aborder le débat au fond; mais en exprimant sa volonté comme il vient de le faire, le Parlement a agi conformément aux possibilités qui lui sont données par le règlement.

La question, Monsieur Vredeling, ne doit pas venir en discussion; elle est résolue par le règlement et je précise que l'article 31 prévoit, en son paragraphe 4, que « sur proposition du président, le Parlement peut décider de limiter le temps de parole ».

Le paragraphe 5 prévoit une limitation d'office à 5 minutes dans certains cas; mais, comme vient de le dire M. Lückner, on peut parfaitement, dans un cas particulier, limiter le temps de parole.

Du reste, vous avez confirmé vous-même, Monsieur le Président, que cette décision ne s'applique qu'à ce débat et c'est bien dans ce sens que l'article 31, paragraphe 4, l'a prévue.

(Applaudissements)

M. le Président. — Nous passons donc au vote sur l'amendement n° 55.

M. Samaritani. — (I) Monsieur le Président, j'avais demandé le vote par division.

M. le Président. — C'est exact, Monsieur Samaritani. Je mets aux voix les paragraphes 1 et 2 de l'amendement n° 55.

Ces paragraphes sont adoptés.

Je mets aux voix les paragraphes 2 *bis*, 2 *ter* et 2 *quater* de l'amendement n° 55.

Ces paragraphes sont adoptés.

Après le paragraphe 2, je suis saisi d'un amendement n° 33 présenté par MM. Lefebvre et Baas et dont voici le texte :

Après le paragraphe 2, insérer un paragraphe additionnel 2 *bis* (nouveau) ainsi conçu :

« 2 *bis*. Invite la Commission à étudier d'urgence une proposition qui consisterait à faire reprendre

sur leurs fournitures par les producteurs un pourcentage de poudre de lait entier correspondant au montant des excédents de beurre dans la Communauté; »

La parole est à M. Lefebvre pour défendre cet amendement.

M. Lefebvre. — Monsieur le Président, c'est parce que je partage les appréhensions de notre rapporteur, M. Lückner, sur l'efficacité des mesures proposées par la Commission que je me suis permis de déposer cet amendement. Il s'agit d'une suggestion absolument nouvelle, qui consiste à faire reprendre par les producteurs une partie des matières grasses qu'ils fournissent aux laiteries et ce dans une proportion qui correspond à l'excédent global de beurre dans la Communauté.

Je vois à cette formule quatre avantages.

Le premier, c'est que l'on intéresse directement les producteurs à la liquidation des excédents de beurre.

Le second, c'est qu'on les amène à s'engager dans une plus grande production de viande, ce qui est un des objectifs de la Communauté.

Le troisième, c'est qu'il permet de ne pas mettre directement en application la mesure qui prévoit l'abattage d'un contingent de vaches laitières et, par conséquent, de ne pas éliminer, dans l'immédiat, les petites exploitations agricoles avant que la Communauté ait pu envisager d'une manière définitive les mesures administratives et sociales qui doivent accompagner leur départ.

Quatrième avantage : l'application de ce système pourrait réduire dans une large mesure les dépenses de la Communauté.

Monsieur le Président, d'accord avec mon collègue, M. Baas, j'ai déposé cette proposition pour qu'elle soit prise en considération et examinée par la Commission et par M. Mansholt. S'il en est bien ainsi, je suis d'accord pour ne pas demander le vote sur cet amendement.

M. le Président. — La parole est à M. Mansholt.

M. Mansholt. — La Commission ne fait pas d'objection.

M. le Président. — La parole est à M. Lefebvre.

M. Lefebvre. — Du moment que M. le président Mansholt accepte de prendre en considération et de mettre à l'étude la proposition que je viens d'indiquer, je n'insiste pas pour que cet amendement soit soumis à un vote. Il s'agit d'une suggestion que je demande à la Commission de bien vouloir étudier.

M. le Président. — Je constate que l'amendement n° 33 est retiré.

Sur le paragraphe 3, je suis saisi d'un amendement n° 20 présenté par M. Vredeling, au nom du groupe socialiste et dont voici le texte.

« Supprimer la fin de ce paragraphe à partir des mots : « compte tenu en particulier... ».

La parole est à M. Vredeling, au nom du groupe socialiste.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, nous voulons supprimer le membre de phrase où il est question de tenir en particulier compte des familles nombreuses et des écoliers. Je sais très bien que l'on met parfois, au moyen de bons spéciaux, du beurre à prix réduit à la disposition de certaines catégories de consommateurs, mais on voudrait maintenant aller jusqu'à consentir des faveurs spéciales aux familles nombreuses ! Je pensais pourtant que l'époque de l'assistance publique était à peu près révolue ! Nous ne pouvons approuver ce membre de phrase, non pas que nous contestons qu'il faille aider les familles nombreuses, mais parce que nous estimons qu'il faut le faire en leur offrant des régimes adéquats d'allocations familiales et non pas du beurre à bon marché.

Je voudrais encore attirer l'attention sur un point qui n'a pas été examiné au sein de la commission de l'agriculture, mais dont le Conseil, si j'en crois une information parue dans la presse, aurait, lui, discuté. J'aimerais, en effet, que dans ce paragraphe, au lieu de parler de beurre, l'on parlât de mettre du lait à la disposition des écoliers par le moyen de subventions. Les enfants ne consommeraient dès lors pas le beurre, mais boiraient le lait qui contient les matières grasses destinées à produire le beurre. Peut-être le rapporteur pourrait-il reprendre cette suggestion qui a également été examinée par le Conseil ?

M. le Président. — Quel est l'avis du rapporteur ?

M. Lückner, rapporteur. — Je me rallie volontiers à la dernière suggestion de M. Vredeling. Bien entendu, il s'agit de lait et de beurre, et de façon plus précise de lait de consommation pour les écoles, une question qui est bien connue.

M. Vredeling. — (N) Il ne s'agit que de beurre à prix réduit !

M. Lückner, rapporteur. — Je me rallie donc à sa proposition et j'ajoute : « visant à un accroissement supplémentaire du lait et l'écoulement de beurre à prix réduit ». Ainsi je satisfais à la demande de M. Vredeling. Au demeurant je prie l'Assemblée de

maintenir le texte du paragraphe 3. Il s'agit d'une très légère et très simple modification de forme.

Je prie en outre l'Assemblée de rejeter l'amendement Vredeling et d'adopter le paragraphe 3 avec la modification proposée.

M. le Président. — La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, je trouve très malheureux qu'il soit question dans ce paragraphe des familles nombreuses. Les familles nombreuses, nous devons certes les aider, mais par la législation sociale et par des allocations familiales appropriées, et non en leur offrant, au moyen d'un système de bons, par exemple, des produits à prix réduits. C'est là, pensé-je, une méthode rétrograde, datant du siècle dernier.

Je propose donc que des mesures spéciales soient prises en vue de mettre du lait à la disposition des écoliers. La distribution de beurre à prix réduit aux familles nombreuses et aux écoliers est toutefois une mesure que je ne puis accepter. Bien que je me réjouisse de ce que l'idée ait pu être reprise par M. Lückner, je ne pourrais voter sans arrière-pensée cet amendement si l'expression « familles nombreuses » y est maintenue.

Je suis moi-même à la tête d'une famille de quatre enfants, mais dois-je pour autant recevoir, du jour au lendemain, du beurre à prix réduit ? Et pourquoi M. Dewulf, dont le dixième enfant vient de naître cette semaine, devrait-il soudain recevoir du beurre à prix réduit ? C'est une chose que je ne comprends pas très bien.

M. le Président. — La parole est à M. Dulin.

M. Dulin. — Je veux dire à notre ami Vredeling que si, dans son pays, les enfants mangent de la margarine, dans le mien je préfère qu'ils mangent du beurre et que les vieillards en fassent autant.

En ce qui concerne les allocations, je crois qu'il vaut mieux attribuer des bons de beurre aux vieillards et aux familles nombreuses parce qu'on leur donnera ainsi un aliment sain et qu'on sera sûr que les familles en profiteront.

M. le Président. — Je mets aux voix l'amendement n° 20 présenté par M. Vredeling.

L'amendement est rejeté.

Je mets aux voix le paragraphe 3.

Le paragraphe 3 est adopté.

Sur le paragraphe 4, je suis saisi d'un amendement n° 43, présenté par MM. Vetrone, Scardaccione et Noé, qui tend à supprimer ce paragraphe.

La parole est à M. Vetrone.

M. Vetrone. — (I) L'adoption de l'amendement n° 55 rend notre amendement superflu et nous le retirons.

M. le Président. — L'amendement n° 43 est retiré.

Sur le paragraphe 4, toujours, je suis saisi d'un amendement n° 6 présenté par M. Triboulet au nom du groupe de l'U.D.E. et dont voici le texte :

« Rédiger comme suit ce paragraphe :

« 4. Invite la Commission à présenter aussi rapidement que possible des propositions prévoyant le paiement du prix du lait à la qualité biologique en fonction de la richesse en matière azotée ; »

La parole est à M. Cointat pour défendre l'amendement.

M. Cointat. — Je vous remercie de me donner la parole, Monsieur le Président.

Vous avez pu remarquer que, jusqu'à présent, dans ce débat, l'U.D.E. n'a pas encore pris la parole : c'était dans l'intention d'alléger votre tâche et également de rendre peut-être plus efficace la mission du Parlement. Je serai donc très bref pour continuer dans cette optique.

L'amendement n° 6 a pour but, non pas d'être en contradiction avec l'amendement de la commission présenté par M. Lückner, mais au contraire de le renforcer, de le préciser et de le mettre en harmonie avec ce qui a été décidé précédemment.

En effet, le 21 février, le Parlement a demandé à la Commission de promouvoir une politique de la qualité, considérant que c'était le premier pas vers l'assainissement des marchés. C'est ce qui est déjà noté dans cet amendement.

La deuxième précision va un peu plus loin que le paragraphe 4 de M. Lückner : il faut déclarer la guerre à la matière grasse, une guerre pacifique, et prendre nettement parti pour l'autre composant du lait, la matière azotée, et dire dès maintenant qu'il faut chercher à définir le marché laitier par rapport à la matière azotée et non plus par rapport à la matière grasse.

Enfin, une adaptation ! Étant donné le vote sur l'amendement n° 55, la dernière partie de la phrase du paragraphe 4 dans la rédaction de la commission de l'agriculture, qui vise à limiter à certaines qualités les livraisons de lait aux laiteries, risquerait de paraître contradictoire avec ce que nous avons voté.

Il y a d'autre part aussi le paragraphe 2 de l'amendement n° 55, dans lequel le Parlement européen a voulu laisser ouvertes toutes les possibilités pour l'assainissement du marché laitier, étant entendu que la Commission et le Conseil devront prendre des décisions très draconiennes et vigoureuses à cet égard.

Telles sont les raisons qui ont motivé cet amendement, Monsieur le Président.

M. le Président. — La parole est à M. Bading.

M. Bading. — (A) Monsieur le Président, je voudrais attirer l'attention sur l'illogisme qu'il y a à faire dépendre le prix du lait de sa qualité biologique. On m'a enseigné à l'université que ce n'est pas la teneur en matière azotée qui, seule, importe. Il y a toute une série d'autres facteurs qui déterminent la valeur biologique du lait. Par conséquent, je proposerai à l'auteur ou au défenseur de l'amendement d'en supprimer la dernière proposition relative, car elle n'est point justifiée.

M. le Président. — La parole est à M. Lückner.

M. Lückner, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, c'est en ma qualité de rapporteur que je voudrais demander à M. Cointat de retirer son amendement.

Le problème en question a déjà été abordé au paragraphe 4 de la proposition de résolution de la commission de l'agriculture, et je voudrais attirer son attention sur le fait que c'est surtout notre collègue français, M. Boscary-Monsservin, qui, au moment de l'adoption de l'amendement n° 55, des paragraphes 1, 2 et 3 nouveaux, etc., a déclaré en toute netteté que nous ne sommes pas opposés aux raisons qui visent à modifier la relation des prix entre matières grasses et matières azotées, et il y aurait certes une majorité suffisante pour défendre ce point de vue. Nous avons cependant estimé qu'il valait mieux attendre le résultat de l'enquête de la Commission.

Je pense que le paragraphe 4 de la proposition de résolution de la commission de l'agriculture formulait plus clairement ce qu'il convient de faire à propos de la qualité. Mieux vaudrait remettre à plus tard l'objectif que poursuit M. Cointat par son amendement ; nous pourrions y revenir lorsque nous modifierons le prix actuel des matières grasses et des matières azotées. Pour le moment, ce serait inopportun. Nous avons décidé de proroger les prix tels qu'ils sont fixés actuellement.

M. le Président. — Monsieur Cointat, maintenez-vous l'amendement ?

M. Cointat. — Monsieur le Président, étant donné que nous sommes d'accord sur le fond et que je pense que la Commission des Communautés européennes sera d'accord, elle aussi, pour prendre en considération la matière azotée avant la matière grasse, je retire l'amendement.

M. le Président. — L'amendement de M. Triboulet est retiré.

Président

Je mets aux voix le paragraphe 4.

Le paragraphe 4 est adopté.

Après le paragraphe 4, je suis saisi d'un amendement n° 7 présenté par M. Triboulet au nom du groupe de l'U.D.E. et dont voici le texte.

Après le paragraphe 4, insérer un paragraphe additionnel 4 *bis* (nouveau) ainsi conçu :

« 4 *bis*. Invite en outre la Commission à étudier et à proposer, avant le 31 décembre 1969, des mesures de caractère économique ayant pour but de freiner la production de beurre et de poudre de lait écrémé, notamment dans les zones à vocation peu laitière, et parallèlement de favoriser les productions laitières nécessaires au marché, ainsi que d'inciter puissamment à des reconversions vers des spéculations rentables. »

La parole est à M. Cointat pour défendre l'amendement.

M. Cointat. — Je vous remercie, Monsieur le Président.

A mon sens, l'inconvénient de la proposition de la Commission, qui est de diminuer le prix d'intervention du beurre, est qu'elle vise sans doute à l'écoulement des excédents de cette denrée mais ne contribue absolument pas à régler le problème des excédents laitiers ni à réduire la production du beurre. Le but poursuivi par cet amendement n° 7 est de bien marquer la volonté du Parlement de voir élaborer des mesures tendant à éviter que ne soient mises sur le marché des quantités trop importantes de beurre par rapport aux besoins de la consommation.

D'un autre côté, la Commission exécutive a prévu des primes pour l'abattage des vaches laitières, notamment dans les petites exploitations. Or, cela n'a de sens que si l'on commence la mise en œuvre de cette mesure d'assainissement dans des régions à vocation médiocrement laitière pour ne pas continuer à traîner ce boulet que constitue la situation d'agriculteurs qui ne seront de toute façon jamais compétitifs, situation qu'il faudra tout de même un jour régler par des mesures de reconversion ou d'autres mesures de caractère social.

C'est la raison pour laquelle cet amendement prévoit donc que l'on applique ces mesures notamment aux zones à vocation peu laitière.

Mais ces mesures n'ont, une fois de plus, de sens que si elles apportent une politique de rechange, c'est-à-dire si, dans les régions à vocation peu laitière, on peut opérer des reconversions, notamment vers la production de viande, et provoquer des incitations puissantes pour favoriser précisément ces reconversions.

Avant de terminer, je voudrais attirer l'attention de M. Mansholt sur certaines conséquences pratiques de ses propositions. Je songe notamment à l'esprit débrouillard, au système « D » des Français. Car, ne vous faites aucune illusion, dans ma région, certains agriculteurs commenceront par vendre leurs excellentes laitières normandes pour racheter quelques carnes squelettiques — ces bêtes tellement maigres qu'on peut y accrocher son chapeau — afin de pouvoir toucher les 150 000 anciens francs français de prime.

C'est pourquoi, « fusiller » les vaches laitières, parce qu'on estime qu'il y en a trop, me paraît une solution quelque peu simpliste. Je préférerais que le Parlement européen se range à la proposition que nous avons faite dans cet amendement n° 7 qui prévoit les mêmes mesures mais adaptées davantage aux régions, aux potentialités du sol et du milieu et également à sa vocation laitière, aux races laitières que l'on trouve dans toutes les contrées de l'Europe.

M. le Président. — La parole est à M. Lückner.

M. Lückner. — (A) Monsieur le Président, une fois de plus je demanderai à mon collègue Cointat de réfléchir un instant à la meilleure façon de traiter cet amendement. Ce paragraphe renferme sans aucun doute une idée qu'il faudrait étudier, à mon avis, dans le cadre de la proposition adressée à la Commission européenne, que nous avons adoptée aujourd'hui au paragraphe 5 ou au paragraphe 3. J'estime, en effet, qu'il est nécessaire, pour l'avenir, de distinguer entre les régions productrices de la Communauté, à vocation véritable et exclusive, et les autres, qui ne l'ont point.

Quoi qu'il en soit, Monsieur le Président, je demande à M. Cointat de se rallier au désir que je viens d'exprimer.

Je suis certain que M. Mansholt a compris de quoi il s'agit. Je n'aimerais guère insérer ce point dans notre résolution aujourd'hui, étant donné qu'au premier paragraphe, le nouvel amendement que nous avons adopté ne nous a pas permis de découvrir une formule globale pour l'élaboration des propositions. Il faut donc tenir compte de cela ; il ne serait pas bon de renoncer maintenant à reprendre certains des détails de ces propositions. Il suffit, je pense, que ces choses soient dites au moment où l'on motivera le rejet. Elles seront alors inscrites au procès-verbal, et M. Mansholt lui aussi pourra en prendre connaissance.

Tels sont les motifs pour lesquels je vous demande de rejeter cet amendement ; naturellement, je préférerais de loin que M. Cointat le retire de plein gré.

M. le Président. — La parole est à M. Mansholt.

M. Mansholt, *vice-président de la Commission des Communautés européennes*. — (N) Monsieur le Président, je voudrais appuyer la demande de M. Lücker. En principe, je ne suis pas adversaire de cet amendement. Il me semble pourtant qu'il s'agit là d'une question qui relève du paragraphe 3 ou du paragraphe 5 de la résolution du Parlement.

M. le Président. — La parole est à M. Cointat.

M. Cointat. — Monsieur le Président, je voulais précisément m'adresser à M. Mansholt et demander à la Commission d'étudier le problème.

Du fait que M. Mansholt prend cet amendement en considération et nous assure qu'il va étudier la question, je n'ai plus aucune raison de le maintenir. Je retire donc l'amendement n° 7.

M. le Président. — L'amendement n° 7 est retiré.

Après le paragraphe 4, je suis saisi également d'un amendement n° 37, présenté par M. Dulin et dont voici le texte :

Après le paragraphe 4, insérer un paragraphe additionnel 4 *quater* (nouveau) ainsi conçu :

« 4 *quater*. Invite la commission à étudier et à proposer, avant le 31 décembre 1969, des mesures de caractère économique ayant pour but de limiter la production de beurre et de poudre de lait écrémé dans les zones n'ayant pas vocation laitière, afin d'inciter dans ces zones à la production de viande de bœuf et de veau. »

La parole est à M. Dulin.

M. Dulin. — Monsieur le Président, je retire mon amendement n° 37, étant donné qu'il a exactement le même esprit et le même sens que l'amendement présenté par M. Cointat, en faveur des régions à vocation peu laitière.

M. le Président. — L'amendement n° 37 est retiré.

Après le paragraphe 4, je suis saisi d'un amendement n° 34 présenté par M. Briot et dont voici le texte :

Après le paragraphe 4, insérer un paragraphe additionnel 4 *ter* (nouveau) ainsi conçu :

« 4 *ter*. Invite la Commission des Communautés européennes à présenter, avant le 1^{er} juin 1969, des propositions en vue de l'octroi de primes aux exploitants qui utilisent, pour leur élevage, du lait entier afin d'en limiter la commercialisation parce que le volume de la production de lait entier est en effet à l'origine des excédents de beurre et de poudre de lait maigre qu'il faut subventionner et que l'on réenrichit en matières grasses animales et végétales en vue de la revente aux éleveurs de veaux. »

La parole est à M. Briot.

M. Briot. — Monsieur le Président, je serai très bref pour défendre cet amendement. Son texte exprime bien ce que je veux dire et j'ai eu suffisamment l'occasion de l'exposer hier.

Il n'en demeure pas moins que cet amendement fait partie d'un ensemble de projets qui ont été proposés à M. le président Mansholt hier. Ils visaient à ce que les mesures tendant à diminuer le volume de la production de beurre soient étudiées sous leurs divers aspects, afin d'éviter aux producteurs un traumatisme résultant de l'application d'une seule méthode.

Pour diminuer la production de beurre, il faut d'abord limiter la collecte du lait. C'est à cela que tend ma proposition, car on s'est aperçu dans la Communauté que, bien que la production n'augmentât pas, la commercialisation croissait. Il faut éviter cette montagne de beurre ! Je demande à la Commission d'étudier ce projet conjointement avec d'autres. Il faudrait un projet qui s'applique à chaque État et à chaque région de la Communauté, afin d'éviter que l'application d'un seul projet ne provoque des remous. Il est préférable, à mon avis, d'employer cette méthode de subvention à l'origine plutôt que de se livrer à des manipulations allant à l'encontre du but recherché et qui, de surcroît, compliqueraient la situation et susciteraient des fraudes.

Si donc M. Mansholt déclare qu'il veut bien étudier le problème, je suis prêt à retirer mon amendement pour ne pas alourdir le débat.

M. le Président. — La parole est à M. Mansholt.

M. Mansholt, *vice-président de la Commission des Communautés européennes*. — (N) Monsieur le Président, je pense que ce qu'on recherche par cet amendement, c'est un moyen de réduire la production des produits laitiers, en d'autres termes la livraison de lait aux fabriques et laiteries. La Commission européenne tiendra compte de cette suggestion dans l'étude générale qu'elle est en train de faire.

M. le Président. — Monsieur Briot, maintenez-vous votre amendement ?...

M. Briot. — Non, Monsieur le Président.

M. le Président. — L'amendement n° 34 est retiré.

Sur le paragraphe 5, je suis saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Amendement n° 8, présenté par M. Triboulet, au nom du groupe de l'U.D.E. et dont voici le texte :

Rédiger comme suit ce paragraphe :

« 5. Est en principe favorable à l'octroi de primes aux exploitants qui renoncent volontairement et définitivement à l'élevage de vaches laitières et

Président

qui s'engagent à orienter convenablement leurs productions, notamment vers la viande bovine. »

Amendement n° 36, présenté par M. Dulin et dont voici le texte :

Dans ce paragraphe à la deuxième ligne : substituer au mot « complètement » le mot « volontairement » : et à l'avant-dernière ligne, substituer au mot : « complètement » le mot : « convenablement ».

La parole est à M. Cointat, pour défendre l'amendement de M. Triboulet.

M. Cointat. — L'amendement n° 8 propose très peu de modifications à la rédaction du paragraphe 5 présenté par la commission de l'agriculture, mais ces modifications sont, à mon sens, fondamentales.

La première modification consiste à ajouter le mot « volontairement ». Pourquoi « volontairement » ?... C'est dans l'esprit de ce que je disais tout à l'heure : il s'agit de créer des incitations, il ne s'agit pas de créer des obligations.

Nous voulons orienter l'agriculture vers d'autres spéculations, notamment les spéculations qui ne concernent pas le beurre ni la poudre de lait. J'ai dit hier qu'il y avait trop de beurre, mais pas forcément trop de lait.

Par conséquent, on peut prévoir ces mesures, on peut prévoir ces primes, mais à condition qu'elles s'adressent tout d'abord à ceux qui veulent quitter la terre parce qu'ils sont trop âgés ou qui veulent changer de métier ou de spéculation, ou réorienter leur production. C'est pourquoi le mot « volontairement » me paraît capital.

La seconde modification a un caractère plus technique et plus économique. La commission de l'agriculture, à juste titre, a demandé que les primes soient accordées lorsqu'il y avait réorientation de la spéculation vers la viande bovine. Je voudrais préciser « notamment » de la viande bovine, parce qu'il n'y a pas que la viande bovine qui soit intéressante dans la Communauté. Je pense par exemple au Massif central français et à l'élevage du mouton. Le mouton est l'objet d'une production déficitaire de notre Communauté, que, justement, il serait intéressant d'encourager. Il n'y a donc pas que les bovins, il y a aussi les ovins et il peut y avoir d'autres spéculations encore.

Voilà, Monsieur le Président, les deux modifications de fond qui sont apportées à la rédaction du paragraphe 5 de la commission de l'agriculture.

M. le Président. — La parole est à M. Lefebvre.

M. Lefebvre. — Monsieur le Président, je ne pourrai pas, je m'en excuse auprès de M. Cointat, voter les

amendements qu'il vient de défendre éloquemment parce que, en principe, je suis contre le paragraphe 5.

Je suis contre le paragraphe 5 parce que j'estime, d'après les calculs que je me suis permis de faire, que l'abattage des vaches laitières ira, à une échéance qui n'est pas très lointaine, contre les espérances de la Communauté, notamment en ce qui concerne le volume de la production de viande.

Je suis, d'autre part, adversaire du paragraphe 5 parce que, comme je l'ai souligné tout à l'heure, l'appliquer dans l'immédiat à des petits cultivateurs, ou donner à des petits cultivateurs l'occasion de s'en servir, c'est, dans la pratique, les contraindre à abandonner leurs exploitations à un moment où on n'a pas encore examiné ni prévu les mesures de caractère financier et social qui doivent permettre à la fois aux cultivateurs âgés d'abandonner leurs exploitations et aux autres de retrouver une occupation.

Dans ces conditions, si je suis adversaire quant au principe en raison de la production de viande, je suis adversaire quant à l'opportunité dans l'immédiat parce que je crois que cela pourrait produire dans nos campagnes des remous assez sérieux qui pourraient même nous conduire à certains moments à des troubles sociaux qu'il faut certainement veiller à éviter.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Lückner.

M. Lückner, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, je reconnais volontiers que l'amendement de notre collègue Cointat renferme une idée valable. C'est pourquoi je voudrais vous soumettre une proposition qui nous vaudra peut-être de pouvoir le défendre en commun. Pour cela, Monsieur Cointat, je voudrais faire trois remarques :

Premièrement : C'est à dessein que nous avons décidé, à la commission de l'agriculture, que les primes seraient versées au cours des années 1969 et 1970. Votre amendement ne parle pas de ces deux années. Nous les avons citées intentionnellement, pour rester dans la ligne de la proposition de la Commission, étant donné qu'au bout de cette période, le programme structurel définitif de la Commission devra être mis en application. De toute façon alors, il nous faudra prendre une décision. Je pense donc que vous serez d'accord pour que nous fassions mention des années 1969 et 1970.

Deuxièmement : Vous dites dans votre texte « volontairement ». Je suis d'accord avec vous sur ce point. Mais en ce cas, nous ne saurions renoncer au terme « complètement ». Comprenez-moi bien. Le mot « complètement » doit rester dans le texte, sinon nous serions obligés de verser la prime également à ceux qui ne réduisent leur cheptel de vaches laitières que d'une ou de deux unités, sans l'abattre complètement. Or, ce que nous voulons, c'est que les

Lücker

cheptels de vaches laitières soient supprimés complètement.

Troisièmement : Je conviens avec vous que la commission de l'agriculture se limite peut-être trop à la question de la seule viande bovine. Je voudrais que nous discutons de cette idée. Peut-être devrions-nous inclure d'autres productions et d'autres reconversions utiles. Je suis le premier à reconnaître le bien-fondé de cette suggestion. Mais en ce cas, au lieu de dire, dans le dernier alinéa, « et qui s'engagent à orienter convenablement leurs productions, notamment... », il faudrait plutôt dire « et/ou qui s'engagent à orienter convenablement leurs productions, notamment vers la viande bovine ». Nous devrions donc maintenir les mots « et/ou » qui figurent dans la version de la commission de l'agriculture. Si nous pouvions ainsi enchaîner votre amendement sur le texte recommandé par la commission de l'agriculture, nous obtiendrions une modification acceptable, que je recommanderais donc aussi à nos autres collègues.

M. le Président. — La parole est à M. Cointat.

M. Cointat. — Je remercie très amicalement et très sincèrement M. Lücker de la proposition qu'il vient de faire. Je partage tout à fait son point de vue et c'est très volontiers que je me range à son avis, c'est-à-dire apporter les trois modifications qu'il a précisées et qui portent sur l'année 1969-1970, sur le mot « complètement » et sur les termes « et/ou ».

Je suis tout à fait d'accord, Monsieur le Président, avec M. Lücker.

M. le Président. — Je suis donc saisi d'un amendement modifié par le rapporteur ; les modifications ont été acceptées par l'auteur de l'amendement.

Je prie M. Lücker de donner lecture de l'amendement modifié.

M. Lücker, rapporteur. — (A) Voici le texte :

« Est en principe favorable à l'octroi de primes pour les années 1969 - 1970 aux exploitants qui renoncent volontairement, complètement et définitivement à l'élevage de vaches laitières et/ou qui s'engagent à orienter convenablement leurs productions, notamment vers la viande bovine ; »

M. le Président. — Je mets aux voix l'amendement n° 8 dans la version que vient de lire M. Lücker.

L'amendement est adopté.

Je considère que l'amendement n° 36 a été inclus dans le texte qui vient d'être voté.

Je mets aux voix le paragraphe 5 modifié par l'amendement qui vient d'être adopté.

Le paragraphe 5 ainsi modifié est adopté.

Sur le paragraphe 6, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je le mets aux voix.

Le paragraphe 6 est adopté.

Après le paragraphe 6, je suis saisi d'un amendement n° 9, présenté par M. Triboulet et dont voici le texte :

Après le paragraphe 6, insérer un paragraphe additionnel 6 *bis* (nouveau) ainsi conçu :

« 6 *bis*. Est d'autre part d'avis que les primes octroyées pour l'abattage des vaches laitières doivent être limitées aux agriculteurs qui quittent volontairement la terre, ou qui reconvertissent leurs productions, ainsi qu'aux agriculteurs dont les étables doivent être supprimées pour cause de maladies. »

La parole est à M. Cointat pour défendre cet amendement.

M. Cointat. — Cet amendement a été établi dans le même esprit que l'amendement n° 8, c'est-à-dire que les primes qui sont octroyées pour l'abattage des vaches laitières doivent être limitées aux agriculteurs qui renoncent volontairement, complètement — si je reprends l'expression de M. Lücker — ou qui reconvertissent leurs productions. On complète en disant : « les agriculteurs dont les étables doivent être supprimées pour cause de maladie, notamment la brucellose ».

L'esprit est le même que pour l'amendement n° 8 et l'amendement s'applique aux primes d'abattage pour les vaches laitières au lieu de l'être aux primes aux exploitants.

M. le Président. — La parole est à M. Lücker.

M. Lücker, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, je dois malheureusement recommander à l'Assemblée de repousser cet amendement. Je suis certain que notre collègue, M. Cointat, comprend parfaitement pourquoi je suis obligé de le faire. Nous venons de prendre une décision sur la première partie de cet amendement, Monsieur Cointat, il serait donc inutile d'y revenir.

L'essentiel de l'amendement se trouve dans la dernière proposition. Elle consiste à étendre le programme également aux agriculteurs dont les cheptels doivent être abattus pour cause d'épizootie.

Monsieur Cointat, nous avons amplement discuté de cette question à la commission de l'agriculture et nous avons conclu qu'il fallait laisser, dans la mesure du possible, cette initiative aux gouvernements ; ce n'est pas une question intéressant la Communauté. Car certains pays ont réalisé des programmes de ce

Lücker

genre, grâce à leurs efforts et à ceux de leurs agriculteurs. C'est pourquoi les pays qui n'ont pas encore pris de mesures dans ce domaine, ont à en porter eux-mêmes la responsabilité.

Je crois qu'il se trouve encore d'autres raisons, très délicates celles-là, Monsieur Cointat, pour lesquelles je ne tiens pas à poursuivre la discussion de ce problème, afin de ne pas divulguer à l'opinion publique des conceptions dont une discussion trouve le mieux sa place dans le cadre national.

En conclusion, si M. Cointat n'est pas disposé à retirer son amendement, je serai obligé, Monsieur le Président, de recommander de le rejeter.

M. le Président. — La parole est à M. Cointat.

M. Cointat. — Je vais retirer l'amendement mais je tiens à expliquer pourquoi. Je n'engagerai pas de discussion avec notre excellent collègue, M. Lücker, et je ne parlerai ni de tuberculose, ni de fièvre aphteuse, ni de brucellose, là n'est pas le problème.

Tout à l'heure, M. Lücker, dans un esprit très constructif, a essayé d'harmoniser les points de vue. J'aurais mauvaise grâce de ne pas lui renvoyer la balle en retirant cet amendement. C'est la raison pour laquelle je le retire : ce n'est pas un acte gratuit, c'est un acte intéressé et égoïste.

(Sourires)

M. le Président. — L'amendement n° 9 est retiré.

Sur le paragraphe 7, je suis saisi d'un amendement n° 21 présenté par M. Vredeling, au nom du groupe socialiste, et qui tend à supprimer ce paragraphe.

La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, comme vous le voyez, il s'agit d'un amendement assez simple. Nous proposons de supprimer le paragraphe 7. En effet, M. Mansholt et la commission de l'agriculture nous ont dit que les possibilités d'augmenter les prix de la viande de veau et de bœuf sont limitées, étant donné que le moment arrive où la consommation va diminuer. Les experts de l'exécutif nous ont de même mis en garde sur ce point.

Telle est l'une des raisons pour lesquelles nous demandons au Parlement, en l'occurrence, de ne pas suivre la commission de l'agriculture, qui s'engage toujours dans la voie facile de la hausse des prix. Nous retrouvons cette procédure à chaque fois, et, à ma grande surprise, le Parlement l'accepte toujours sans plus. Cela, je ne le comprends pas, mais je ne fais que constater, car je peux très bien imaginer quel sort sera réservé à cet amendement. Il ne sera pas accepté, une fois de plus, mais ne nous plaignons point alors de toutes les dépenses qui nous attendent.

M. le Président. — La parole est à M. Lücker.

M. Lücker, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, il vaudrait peut-être mieux que vous demandiez d'abord aux auteurs des autres amendements au paragraphe 7, c'est-à-dire des amendements n°s 10 et 38 de motiver leur texte. Il s'agit de la même base. Je pourrais prendre position ensuite sur les trois amendements en ma qualité de rapporteur. Ce sera sans doute M. Cointat qui commentera l'amendement n° 10 de M. Triboulet, de même que l'amendement n° 38 de M. Dulin, qui concorde presque mot pour mot avec l'amendement de M. Triboulet.

M. le Président. — Vous avez raison, Monsieur Lücker.

Sur le paragraphe 7, je suis en effet saisi de deux autres amendements.

Amendement n° 10, présenté par M. Triboulet au nom du groupe de l'U.D.E. et dont voici le texte :

Rédiger comme suit ce paragraphe :

« 7. Propose dans ce contexte de porter les prix d'orientation pour les veaux à 95,50 u.c. et pour les gros bovins à 71,40 u.c. par 100 kilogrammes de poids vifs. »

Amendement n° 38, présenté par M. Dulin et dont voici le texte :

Dans ce paragraphe, substituer au chiffre de 94,5 u.c. le chiffre de 95,5 u.c. et au chiffre de 70 u.c. le chiffre de 71,4 u.c.

La parole est à M. Cointat pour défendre l'amendement n° 10.

M. Cointat. — Monsieur le Président, M. Lücker a raison : en supprimant ce paragraphe, M. Vredeling veut dire qu'il n'y aura pas d'augmentation du prix de la viande bovine. La commission de l'agriculture a présenté un amendement tendant à augmenter ce prix d'environ 3 %. La commission des finances a donné un avis similaire, 3 % aussi.

Pour défendre cet amendement n° 10, je vous demande la permission, Monsieur le Président, de ne plus me considérer comme rapporteur pour avis de la commission des finances, mais comme représentant du groupe de l'U.D.E. En effet, j'ai défendu au nom de la commission des finances une augmentation de 3 %, alors que l'amendement n° 10 présenté par le groupe U.D.E., comme celui présenté par M. Dulin, ont pour but de prévoir une augmentation de 5 %.

Cela ressort, comme je l'ai expliqué hier, de ce que la relation la meilleure entre le prix de la viande bovine et le prix du lait devrait être d'environ 7,5, ce qui devrait faire environ 720 ou 730 u.c., soit 8 % d'augmentation sur les chiffres

Cointat

actuels. Mon groupe, comme celui de M. Dulin, propose donc 5 % qui est plutôt la moitié par excès et non pas 3 % qui est la moitié par défaut.

M. le Président. — La parole est à M. Lückner.

M. Lückner, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, ma tâche est beaucoup plus facile maintenant que je puis prendre position simultanément sur les trois amendements. M. Vredeling demande de ramener la proposition de la commission de l'agriculture à celle de l'exécutif, c'est-à-dire d'accepter un prix inférieur à celui que propose la commission de l'agriculture. Quant à MM. Cointat et Dulin, ils réclament tous les deux un prix plus élevé que celui que propose la commission de l'agriculture. A présent, je suis donc en mesure de tenir la balance égale entre les deux points de vue et de refuser aussi bien la baisse de prix que propose M. Vredeling que la hausse que suggèrent M. Cointat. Je pense qu'après l'accord de principe auquel nous avons abouti aujourd'hui, nous devrions ici encore avoir une juste optique. Je pense d'ailleurs que si la proposition de la commission de l'agriculture pour la campagne en cours soulève déjà de soi suffisamment de difficultés, du moins elle reste très réaliste.

C'est pourquoi je demande à cette Assemblée, Monsieur le Président, de rejeter aussi bien l'amendement de M. Vredeling que ceux de MM. Triboulet et Dulin, et de se prononcer par là même pour le maintien de la proposition de la commission de l'agriculture.

M. le Président. — La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, quand plusieurs amendements sont proposés, c'est toujours celui dont la portée est la plus grande qui est mis aux voix le premier. L'amendement n° 10 de M. Triboulet va beaucoup plus loin que le mien. L'extrémisme dudit amendement n° 10 a déjà été souligné par le rapporteur, au lieu que l'amendement que j'ai présenté vise simplement à renforcer la proposition de l'exécutif. C'est pourquoi je propose de commencer par mettre aux voix l'amendement de M. Triboulet, qui est identique à celui de M. Dulin.

M. le Président. — La parole est à M. Cointat.

M. Cointat. — Monsieur le Président, je regrette de ne pas être d'accord avec M. Vredeling. En effet, nous votons sur la proposition de la commission de l'agriculture. Or, la commission de l'agriculture propose 3 % ; nous proposons 2 % de plus. C'est beaucoup moins éloigné de la proposition de la commission que zéro proposé par M. Vredeling puisqu'il y a 3 % de différence.

(Sourires)

Par conséquent, j'estime que l'amendement de M. Vredeling doit être appelé le premier, car, avec le sien, il y a un écart de 3 % tandis qu'avec le mien il y a un écart de 2 %.

M. le Président. — Je mets aux voix l'amendement n° 21 présenté par M. Vredeling.

L'amendement est rejeté.

Je mets aux voix les amendements n°s 10 et 38 présentés respectivement par M. Triboulet et M. Dulin et qui sont identiques par leur contenu.

Ces amendements sont rejetés.

Je mets aux voix le paragraphe 7.

Le paragraphe 7 est adopté.

Après le paragraphe 7, je suis saisi d'un amendement n° 11, présenté par M. Triboulet au nom du groupe de l'U.D.E. et dont voici le texte :

Après le paragraphe 7, insérer deux paragraphes additionnels 7 *bis* (nouveau) et 7 *ter* (nouveau) ainsi conçus :

« 7 *bis*. Invite la Commission à proposer une subvention suffisante à la poudre de lait entier et des primes pour les veaux élevés au lait entier, afin de diminuer les quantités de beurre commercialisé et de favoriser une politique de la qualité pour la viande de veau. »

« 7 *ter*. Par ailleurs, invite la Commission à étudier et à proposer des primes aux vaches laitières inséminées artificiellement avec de la semence provenant de races à viande. »

La parole est à M. Cointat pour défendre cet amendement.

M. Cointat. — Monsieur le Président, cet amendement comprend deux parties.

La première, la *partie 7 bis*, a déjà été examinée. Je vais la retirer parce que, tout à l'heure, un amendement n° 34 a été présenté dans le même sens par M. Briot. Or, étant donné les apaisements qu'il a reçus de M. le Rapporteur et de M. le président Mansholt, M. Briot a retiré son amendement.

Laissez-moi, cependant, Monsieur le président Mansholt, attirer votre attention sur le fait que lorsqu'on a une tonne de lait excédentaire et qu'on la transforme en beurre et en poudre, l'aide de la Communauté est de l'ordre de 90 unités de compte par tonne. Si la même quantité de lait excédentaire transformée en poudre de lait à 26 % de matière grasse est destinée à l'alimentation des animaux, l'aide n'est plus que 71 unités de compte par tonne.

Enfin, le lait entier à 37 g de matière grasse et donné aux veaux directement ne recevrait plus qu'une

Cointat

aide de 58 unités de compte pour garder la même parité et le même revenu.

Si j'en crois les organisations professionnelles européennes, il suffirait de donner 30 unités de compte par tonne pour faire une incitation suffisante à l'élevage des veaux au lait entier et ainsi absorber environ 40 kg de beurre par veau élevé de 120 kg.

Je tenais à faire cette remarque à la Commission, car les quatre chiffres que j'ai donnés permettraient d'effectuer respectivement une économie ou tout au moins une atténuation de dépenses, par tonne de lait, de 13 unités de compte, de 32 unités de compte ou de 60 unités de compte, ce qui vaut peut-être la peine d'être étudié très minutieusement, même si des questions de contrôle interviennent dans l'élevage des veaux au lait entier.

Mais je retire ce paragraphe 7 *bis* pour rester en harmonie avec mon collègue M. Briot.

Par contre, il reste le paragraphe 7 *ter* qui, je m'en excuse, Monsieur le Président Mansholt, propose quelque chose qui peut paraître modeste, mais qui est certainement nouveau, car je ne l'ai jamais trouvé dans le mémorandum de la Commission.

Si l'on veut favoriser l'élevage bovin à viande, commençons d'abord par utiliser de la semence de race à viande ; si l'on donnait cette semence gratuitement aux éleveurs, il y aurait là une incitation très intéressante pour favoriser la production de viande par rapport à celle du lait.

M. Westerterp, je vois que vous riez ; philosophiquement, je suis contre l'insémination artificielle.

(Sourires).

Mais ceci étant dit, je crois qu'il ne faut pas négliger cette suggestion qui, pour n'être pas de la première importance, n'en est pas moins intéressante.

Si M. le président Mansholt veut bien me donner l'assurance qu'il étudiera cette question, je retirerai l'amendement.

M. le Président. — La parole est à M. Mansholt.

M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes — (N) Monsieur le Président, je puis vous dire que les points traités dans les nouveaux paragraphes 7 *bis* et 7 *ter* proposés dans l'amendement n° 11 sont étudiés par notre Commission. La Commission des Communautés européennes considère par conséquent que cette matière fait également partie de l'étude générale qu'elle fera sur la base de la proposition de résolution, telle qu'elle nous est actuellement soumise par la commission de l'agriculture. Nous examinerons attentivement cette question.

M. Cointat. — Dans ces conditions, je retire l'amendement.

M. le Président. — L'amendement n° 11 est retiré.

Sur le paragraphe 8, je suis saisi d'un amendement n° 14 présenté par M. Blondelle et qui tend à supprimer ce paragraphe.

La parole est à M. Blondelle.

M. Blondelle. — Monsieur le Président, j'avais déposé cet amendement à l'avance, parce que j'étais confiant dans la sagesse du Parlement, qui modifierait la première proposition de rédaction des paragraphes 1 et 2.

Comme on a adopté l'amendement n° 55, qui supprime en somme les manipulations sur le prix de la matière grasse et des matières azotées, il n'y a plus de risque que cette manipulation joue sur le prix des fromages.

En somme, le paragraphe 8 tombe de lui-même puisqu'il n'y a plus de modifications des prix des matières grasses et azotées. Je pense donc que le rapporteur acceptera que l'on supprime le paragraphe 8 qui n'a plus de raison d'exister, étant donné l'adoption de l'amendement n° 55.

M. le Président. — La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, je ne partage pas entièrement l'avis de M. Blondelle pour qui le paragraphe n° 8 tombe de lui-même, étant donné l'adoption de l'amendement n° 55. Je suis très curieux de connaître la réponse de M. Lückner à ce sujet, car elle nous permettra de savoir ce que le Parlement vient de décider.

M. le Président. — La parole est à M. Lückner.

M. Lückner, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, je voterai volontiers l'amendement de M. Blondelle, estimant que c'est là une conséquence logique de l'adoption de l'amendement n° 55.

Le paragraphe 8 de la proposition de la commission de l'agriculture ne peut se comprendre qu'en relation avec les anciens paragraphes 1 et 2. Étant donné que nous avons décidé aujourd'hui de commencer par maintenir le prix du beurre et par subventionner le prix à la consommation, il n'y a plus à proprement parler de rapport logique et nous pouvons supprimer le paragraphe 8, c'est-à-dire adopter l'amendement de notre collègue M. Blondelle.

M. Vredeling. — Je demande la parole.

M. le Président. — Monsieur Vredeling, nous avons décidé qu'il ne pourrait y avoir qu'un orateur « pour » et un orateur « contre ». Vous êtes déjà intervenu « contre » et je ne peux donc pas vous donner la parole.

Président

Je mets aux voix l'amendement n° 14 de M. Blondelle.

L'amendement est adopté.

Après le paragraphe 8, je suis saisi d'un amendement n° 44 présenté par MM. Vetrone, Scardaccione et Noé et dont voici le texte :

Après le paragraphe 8, insérer un paragraphe additionnel 8 *bis* (nouveau) ainsi conçu :

« 8 *bis*. Invite la Commission, compte tenu du fait que dans certaines régions le lait n'est valorisable que par sa transformation en fromages de caractère régional, à prendre au bénéfice des agriculteurs de ces régions des mesures directement compensatrices du manque à gagner direct et indirect, consécutifs à l'application de la mesure impliquant une réduction du prix d'intervention du beurre. »

La parole est à M. Vetrone.

M. Vetrone. — (I) Monsieur le Président, je constate que M. Blondelle, en demandant à M. Lückner de supprimer le paragraphe 8, a eu plus de chance que moi, car il a obtenu ce qu'il désirait. Il a motivé sa demande en disant que la même idée était déjà contenue dans l'amendement n° 55 que nous avons approuvé.

Pour être logique, il aurait dès lors fallu également supprimer le paragraphe 4. Si j'ai retiré l'amendement n° 43, c'est précisément parce que je pensais que ce paragraphe serait supprimé. Mais, je le répète, je n'ai pas eu de chance.

Dans le cas présent, du moment que l'on a, à juste titre, supprimé le paragraphe 8, il est évident que je retire également mon amendement visant à ajouter un nouveau paragraphe.

M. le Président. — L'amendement n° 44 est retiré.

Sur le paragraphe 9, je suis saisi d'un amendement n° 53 révisé, présenté par MM. Scardaccione et Zaccari et dont voici le texte :

Rédiger comme suit la deuxième partie de ce paragraphe après les mots : « la conclusion d'un accord mondial... »

« ...qui devrait remplacer la réglementation actuellement en vigueur dans le cadre du G.A.T.T. et tenir dûment compte de la situation particulière de l'huile d'olive dans la Communauté ; »

La parole est à M. Scardaccione.

M. Scardaccione. — (I) L'amendement n° 53 révisé — qui remplace l'amendement n° 51 présenté précédemment — doit être inséré au paragraphe 9, qui prévoit le prélèvement d'une taxe sur les huiles d'origine végétale et animale. La formulation est

très générale et comprend naturellement aussi les huiles dérivant de la trituration des olives.

L'application d'une telle taxe rappelle la taxe sur la mouture qui provoqua à Naples la fameuse révolte de Masaniello. En Italie et en France surtout, une pareille taxe ne serait certainement pas bien accueillie par les producteurs d'huile d'olive, car elle apparaîtrait comme un retour à des pratiques dépassées.

C'est la raison pour laquelle je demande que le paragraphe 9 soit modifié de façon que la Commission puisse préparer des propositions qui permettent de différencier l'huile d'olive des autres huiles et des autres matières grasses de diverse nature.

Je sais que les dispositions du G.A.T.T. ne permettent pas en ce moment d'appliquer différemment la réglementation, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'amendement s'adresse précisément à la Commission : afin qu'elle puisse à l'avenir tenter d'apporter une modification dans le cadre des accords du G.A.T.T.

Il serait vraiment très grave qu'un Parlement démocratique, tel le Parlement européen, arrête une mesure visant à appliquer une taxe qui est le reflet d'un critère dépassé par le progrès.

M. le Président. — La parole est à M. Westerterp.

M. Westerterp. — (N) Monsieur le Président, je regrette beaucoup de devoir plaider contre cet amendement. Quelque compréhension que j'aie pour la requête de notre collègue italien, je crois que le moyen qu'il indique est un mauvais moyen. Ne demande-t-il pas, en effet, que la Communauté coopère à l'élaboration d'accords mondiaux qui devraient remplacer la réglementation du G.A.T.T. ? Or, si nous suivions cette proposition, nous renoncions à la discipline que nous avons réussi à instaurer dans le commerce international depuis la fin de la guerre. Même lors de la conclusion d'accords mondiaux, les dispositions du G.A.T.T. doivent être respectées. C'est pourquoi nous ne devons pas abolir des dispositions, mais les appliquer ; je songe notamment ici au chapitre IV du G.A.T.T. concernant les relations entre les pays riches et les pays en voie de développement.

Le défenseur de cet amendement a déclaré qu'un Parlement démocratique ne devrait en aucun cas pouvoir décider de revenir à une situation moyenâgeuse en percevant des taxes sur l'huile d'olive.

Monsieur le Président, il y a un moyen très simple de l'éviter, c'est de voter contre toute taxe sur les matières grasses d'origine végétale.

M. le Président. — La parole est à M. Lückner.

M. Lückner, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, en tant que rapporteur, je me sens obligé de

Lücker

dire quelques mots à ce sujet, car j'ai l'impression que notre collègue Westerterp, vice-président de la commission des relations économiques extérieures, se fait inutilement des soucis.

Je dois dire que je pourrais personnellement assez facilement accepter les amendements de mon collègue Scardaccione aux paragraphes 9 et 10, d'autant plus que nous avons un amendement du rapporteur de la commission des relations économiques extérieures, visant à supprimer tout le paragraphe 10.

Je crois que mon collègue Scardaccione a choisi une formule très souple. Dans la première partie du paragraphe 9, nous appuyons les efforts de la Commission et nous l'invitons à veiller activement à la conclusion d'un accord mondial. Telle est la position, Monsieur le Président, que ce Parlement a toujours adoptée et que nous défendons depuis des années ; c'est également la position pour laquelle nous avons plaidé très énergiquement lors des négociations Kennedy. M. Scardaccione dit dans l'amendement révisé n° 53 qu'un tel accord mondial n'abolirait pas la réglementation actuellement en vigueur dans le cadre du G.A.T.T., mais la remplacerait. Il y a là, M. Westerterp, une différence fondamentale. Il est évident que si un accord mondial devait être réalisé, il remplacerait la réglementation actuellement en vigueur dans le cadre du G.A.T.T. Il s'agit là d'un processus tout à fait automatique. Un accord international serait certainement négocié de telle façon que, s'il entrerait en vigueur, on y retrouverait les principes fondamentaux du G.A.T.T. sous l'une ou l'autre forme.

M. Westerterp. — (N) Cet accord contient encore bien d'autres choses.

M. Lücker, rapporteur. — (A) Certes, il prend dûment en considération, en outre, « la situation particulière de l'huile d'olive dans la Communauté ». Vous admettez cependant, Monsieur Westerterp, — vous avez été rapporteur de la commission pour l'accord international sur le sucre — que, dans cet accord, il y a des dispositions qui ne pourraient que difficilement concorder avec des dispositions du G.A.T.T. Elles ont malgré tout été insérées dans l'accord. Nous pouvons cependant constater que, dans l'accord international sur le sucre, une position préférentielle tout à fait particulière a été accordée par exemple à Cuba et à l'Union soviétique, même si cela n'est pas dit expressis verbis. Je n'irai cependant pas jusqu'à établir un parallèle entre ce cas et celui que nous examinons actuellement ; je dirai seulement qu'il est possible, dans un accord international, de tenir compte, dans une certaine mesure, de la situation particulière de l'huile d'olive dans la Communauté. Nous l'avons fait dans notre Communauté lors de l'adoption des règles applicables à ce secteur qui ont toujours été en harmonie avec le traité et ses dispositions.

Je dirai donc : je n'ai pas d'objections à formuler, en tant que rapporteur, contre la formulation très souple de l'amendement n° 53 révisé, d'autant plus qu'elle ne porte pas atteinte à la ligne de conduite de la commission de l'agriculture, mais tente même de l'harmoniser dans une certaine mesure avec les remarques faites par la commission des relations économiques extérieures sur cette question. Certes, je sais très bien que notre collègue Kriedemann souhaite aller beaucoup plus loin qu'il n'en a été question ici. Mais j'aimerais quand même, Monsieur le Président, que le président de la commission des relations économiques extérieures en donne également confirmation, parce que, en tant que rapporteur, je m'écarte ici du texte de la commission de l'agriculture, sans que nous ayons pu en parler auparavant.

Quoi qu'il en soit, je vous demande d'adopter l'amendement n° 53 révisé, dans la rédaction qui vous est soumise.

M. le Président. — La parole est à M. Kriedemann.

M. Kriedemann. — (A) Monsieur le Président, en tant que rédacteur de l'avis de la commission des relations économiques extérieures et en ma qualité de président faisant fonction de cette commission, je dois quand même vous faire remarquer que cette commission, comme vous avez pu le lire dans son avis, a réclamé expressément que des efforts soient accomplis en vue de parvenir à la conclusion d'accord mondiaux. Mais elle attirait l'attention sur le fait que l'on ne pourrait rien obtenir, si l'on n'était pas soi-même prêt à des sacrifices. Ne cesser de parler d'accords mondiaux et de l'intérêt que nous portons à leur mise en œuvre, mais déclarer en même temps que la production d'olives de la Communauté devrait être exclue de ces accords...

M. Lücker, rapporteur. — (A) Cela n'est pas dit.

M. Kriedemann. — (A) Cela y figure pourtant ! Une telle attitude, disais-je, est plutôt de nature à faire douter du sérieux de nos efforts qu'à les renforcer.

M. le Président. — La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, je voudrais présenter une motion de procédure ; j'aimerais avoir l'occasion de présenter un sous-amendement.

M. le Président. — Monsieur Vredeling, je ne crois pas qu'il soit possible de présenter un sous-amendement par le biais d'une motion de procédure. Je ne peux absolument pas accepter une motion d'ordre pour un objet de ce genre. Je vous prie donc de ne pas insister.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, on peut quand même à tout moment présenter oralement un sous-amendement. Je puis donc faire cette proposition.

M. le Président. — Il n'est pas possible, dans les circonstances actuelles, de présenter un sous-amendement. Le Parlement a décidé en effet qu'il ne pourrait y avoir pour chaque amendement qu'un orateur « pour » et un orateur « contre ». Or, la présentation de sous-amendements permettrait de tourner cette décision.

Je vous prie donc instamment de ne pas insister.

M. Vredeling. — (N) Je voudrais, Monsieur le Président, que vous me donniez la possibilité de présenter un sous-amendement.

M. le Président. — Vous pouvez intervenir pour ou contre l'amendement en discussion.

M. Vredeling. — (N) Je constate donc que nous n'avons plus la possibilité de présenter des sous-amendements. Je constate, d'autre part, qu'à plusieurs reprises cet après-midi des amendements ont été modifiés et adoptés. Si l'on ne me donne pas la parole à ce sujet, je dois bien me soumettre à votre autorité. Mais il est pour le moins étrange que dans une assemblée parlementaire on ne puisse pas présenter de sous-amendements.

Je ne désire pas ajouter à la confusion qui semble déjà assez grande, mais je voudrais tout de même que le bureau arrête la procédure que nous devons adopter en ce Parlement lorsque les amendements sont si nombreux et je demande s'il n'est pas normal que l'on puisse déposer des sous-amendements. C'est tout de même notre bon droit, Monsieur le Président. Je parle ici au nom de mon groupe.

M. Baas. — (N) Eh bien, présentez votre amendement !

M. Vredeling. — (N) Certains me suggèrent de présenter mon amendement en profitant de la confusion, mais, je vous le dis honnêtement, Monsieur le Président, je n'aime pas beaucoup ces habiletés.

M. le Président. — Monsieur Vredeling, je vous répète que le Parlement a décidé de procéder de la façon suivante : sur chaque amendement, il n'y aura qu'un orateur « pour » et un orateur « contre ». Avant vous, deux orateurs ont déjà demandé la parole, de sorte que je ne pouvais pratiquement plus vous la donner.

Vous avez introduit une motion de procédure dans le but de tourner la difficulté résultant de la décision du Parlement.

En ma qualité de président, je suis le garant de la liberté du Parlement et de ses membres et j'ai donc le devoir de faire respecter les décisions de l'Assemblée.

M. Vredeling. — Je peux uniquement protester contre cette décision.

M. le Président. — Je ne vous dénie pas ce droit.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, je voudrais présenter une motion de procédure.

Pour la seconde fois, force m'est de constater qu'il n'est guère possible de travailler ici d'une façon démocratique. Après en avoir délibéré avec quelques-uns de mes amis socialistes, je vous annonce que je ne désire plus participer à ces débats. Je vais donc rassembler mes affaires et quitter la salle.

M. le Président. — Je mets aux voix l'amendement n° 53 révisé présenté par MM. Scardaccione et Zaccari.

L'amendement est adopté.

Sur le paragraphe 9, je suis saisi de quatre amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Amendement n° 22 présenté par M. Vredeling, au nom du groupe socialiste et dont voici le texte :

Supprimer le deuxième membre de phrase de ce paragraphe, à partir des mots : « approuve en outre en principe... ».

Amendement n° 51 présenté par M. Samaritani et dont voici le texte :

Compléter in fine ce paragraphe par les mots :

« à l'exception de l'huile d'olive ».

Amendement n° 52 présenté par MM. Scardaccione, Zaccari et Alessi et dont voici le texte :

Compléter in fine ce paragraphe par les mots :

« à l'exception de l'huile d'olive ».

Amendement n° 15, présenté par M. Blondelle et dont voici le texte :

Compléter comme suit in fine ce paragraphe :

« les tourteaux, la farine de poisson et certains autres produits. »

En l'absence de M. Vredeling, la parole est à M. Samaritani.

M. Samaritani. — (I) Je suis opposé aux taxes qui ont un relent d'impôt sur la fabrication. Nous devons tenir compte de ce que le rapport entre les huiles d'origine végétale ou animale et l'huile d'olive s'est

Samaritani

modifié. C'est pourquoi je suis d'avis que, mise à part la modification introduite dans la première partie quant à l'avenir des négociations, il convient que la Commission s'engage implicitement, dès maintenant, à exclure l'huile d'olive de l'impôt envisagé.

M. le Président. — La parole est à M. Scardaccione.

M. Scardaccione. — (I) Comme l'amendement ° 51 est identique à celui que j'ai présenté, je retire mon amendement n° 52.

M. le Président. — La parole est à M. Blondelle.

M. Blondelle. — Monsieur le Président, la commission de l'agriculture a traité au paragraphe 12 du problème qui me préoccupe. Elle a accepté, au paragraphe 9, les taxes proposées par la Commission exécutive sur les huiles végétales. Elle repousse au paragraphe 12 les taxes mises sur les tourteaux, farines de poisson et autres produits.

Mon amendement donne donc accord à la Commission exécutive sur les taxes qu'elle prévoit pour les tourteaux, farines de poisson et certains autres produits. Voici les raisons de cette approbation.

Chacun sait que les tourteaux en particulier sont en concurrence directe avec les céréales fourragères produites dans la Communauté. On a pu lire dans les statistiques de la Communauté qu'en quelques années, l'importation des tourteaux de soja par exemple a doublé, et qu'elle atteint actuellement 4 millions de tonnes.

Cette quantité représente pour la Communauté l'équivalent de 2 millions d'hectares de céréales fourragères.

Aussi, en faisant cette proposition, je pense au memorandum de M. Mansholt qui invite la Communauté à retirer de la production 5 millions d'hectares.

Cela me fait vraiment trop de peine, Monsieur Mansholt, de devoir préconiser le retrait de la culture de 5 millions d'hectares dans la Communauté, alors qu'on importe l'équivalent de 2 millions d'hectares de céréales fourragères.

C'est pourquoi je souhaite vous suivre en l'occurrence, en espérant que le Parlement acceptera mon amendement qui imposera une taxe sur l'ensemble des tourteaux, ce qui en même temps protégerait non seulement les céréales fourragères, mais la culture de nos exploitants agricoles.

M. le Président. — La parole est à M. Cointat.

M. Cointat. — Je ne voudrais pas vous dire avec humour, Monsieur le Président, que je vais parler

moitié « pour », moitié « contre » ; je parlerai « pour ».

En effet, je suis tout à fait d'accord avec M. Blondelle en ce qui concerne l'institution d'une taxe sur les tourteaux...

M. le Président. — La parole est à M. Baas.

M. Baas. — (N) Monsieur le Président, je désirerais présenter une motion de procédure. Nous étions convenus que, pour chaque amendement, pourraient intervenir un orateur pour et un orateur contre. Or, voici que deux délégués parlent en faveur de la même thèse. Si vous poursuivez de cette manière, Monsieur le Président, les choses iront mal. Déjà, le groupe socialiste est absent de nos rangs par suite d'un malentendu.

Notre collègue, M. Vredeling, qui depuis de longues années participe de manière particulièrement active à nos débats, a dû quitter cette Assemblée par suite d'un malentendu. Il désirait, et c'était tout à fait conforme au règlement, présenter un complément à un amendement qui avait été déposé. Vous auriez dû lui donner la possibilité de le faire. Je ne trouve pas juste que M. Cointat ait la parole pour l'instant et je propose une interruption d'un quart d'heure, qui devrait permettre à nos amis socialistes de regagner la salle après un entretien entre vous, Monsieur le Président, et M. Vredeling.

Je suis d'avis que nous ne respectons pas la dignité de ce Parlement en refusant ainsi à un certain nombre de nos amis socialistes la possibilité de participer à la suite des débats.

(Applaudissements)

Je propose, par conséquent, de suspendre la séance pendant un quart d'heure, afin qu'une entrevue puisse avoir lieu entre vous et M. Vredeling.

M. le Président. — Permettez-moi de vous dire, Monsieur Baas, que nous sommes en présence de quatre amendements, ce qui permet à huit orateurs d'intervenir : quatre « pour » et quatre « contre ». Pour l'instant, nous n'avons entendu que deux orateurs « pour », ce qui laisserait à deux autres orateurs « pour » et à quatre orateurs « contre » le droit d'intervenir. La décision du Parlement est ainsi pleinement respectée. Si d'autres orateurs demandent la parole, je devrai la leur donner.

En ce qui concerne l'attitude de M. Vredeling, je regrette de ne pas pouvoir vous suivre. Tout le monde est libre, Monsieur Baas, de quitter la salle quand il le veut. Je ne peux pas admettre que l'on reproche à la présidence d'avoir agi abusivement à l'égard de M. Vredeling. S'il y a un malentendu, éclaircissons-le, même si, pour ce faire, il faut suspendre brièvement la séance.

Président

Monsieur Cointat, je vous invite à poursuivre votre intervention.

M. Cointat. — Je vous remercie, Monsieur le Président.

Effectivement, si vous ne m'aviez pas donné la parole sur cet amendement, j'aurais demandé à parler contre ou pour un autre amendement. J'ai toutefois été un peu surpris d'avoir été interrompu sans mon autorisation par un de mes collègues, ce qui, en général, ne se fait pas.

Je vous disais donc très amicalement que j'étais tout à fait d'accord avec M. Blondelle pour l'institution d'une taxe sur les tourteaux, comme le proposait la Commission exécutive. En effet, on pourrait croire qu'en proposant cette taxe, on léserait les intérêts des agriculteurs de la Communauté parce que la majoration du prix des tourteaux interviendrait dans le prix de revient de la viande ou du lait et que, par conséquent, le revenu agricole se dégraderait. Or, il n'en est rien et je me permets de vous citer quelques chiffres complémentaires après ce qu'a dit mon collègue Blondelle.

Actuellement, le pourcentage des importations de tourteaux dans la Communauté représente plus de 50 % en valeur du commerce international. Nous nous apercevons que si, en 1950, l'huile et les tourteaux de soja représentaient 50 % en valeur sur le commerce international, en 1968, les importations d'huile n'atteignent plus que 30 % et les tourteaux 70 %.

On s'aperçoit également qu'il y a arbitrage de prix entre l'huile et les tourteaux et que si le prix de l'huile, depuis 1958, a baissé de 25 %, celui des tourteaux a augmenté parallèlement de 30 %. Ceci prouve qu'en taxant les tourteaux, on ne lèse pas les intérêts des agriculteurs parce que, de toute façon, le prix aurait monté par suite d'une demande très importante en tourteaux.

D'un autre côté, en stoppant cette hausse des prix, on fait un arbitrage différent vis-à-vis de l'huile dont le prix ne pourrait pas baisser continuellement et, par conséquent, on rétablit un équilibre entre le beurre et les margarines.

Par contre, je me permettrai de faire observer à mon collègue, M. Blondelle, que le problème n'est pas tout à fait le même en ce qui concerne la farine de poisson : l'on veut instituer une taxe sur les tourteaux, non seulement pour protéger la Communauté contre cette importation mais également pour essayer d'équilibrer la concurrence entre le beurre et la margarine ; le problème n'existe pas pour la farine de poisson. Celle-ci constitue un pourcentage beaucoup plus faible dans l'alimentation et, son prix étant beaucoup plus lourd, elle concurrence beaucoup moins les autres produits de la Communauté.

Enfin, la farine de poisson provient des pays extérieurs à la Communauté, de la Scandinavie et notamment de pays en voie de développement, principalement d'Amérique du Sud. Ce n'est pas tout à fait la même chose pour le soja qui provient des États-Unis d'Amérique.

Par conséquent, j'aimerais, pour me rallier à la proposition de M. Blondelle, que l'on institue une taxe sur les tourteaux, mais qu'il consente à en soustraire la farine de poisson qui pose un autre problème et qui n'est pas directement en concurrence avec le beurre.

M. le Président. — La parole est à M. Baas.

M. Baas. — (N) Monsieur le Président, je constate que M. Cointat fait exactement ce que souhaitait M. Vredeling : il propose une modification à l'amendement de M. Blondelle.

Je voudrais savoir, Monsieur le Président, si, oui ou non, vous mettez actuellement en discussion la proposition de M. Cointat.

M. le Président. — Nous ne sommes pas encore passé au vote.

M. Cointat a seulement exprimé une opinion mais il n'a pas présenté de sous-amendement.

La parole est à M. Baas.

M. Baas. — (N) Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion de dire quelques mots contre l'amendement de M. Blondelle. Je pense que quatre orateurs peuvent intervenir contre l'amendement qui est en discussion, et je crois être le second. Peut-être tout à l'heure d'autres collègues saisiront-ils l'occasion de combattre cet amendement de M. Blondelle.

On constate, en écoutant attentivement les considérations développées par M. Blondelle, que celles-ci n'ont, autant dire, aucun rapport avec la proposition soumise par la Commission. La thèse de M. Blondelle est que, petit à petit, il s'introduit dans la Communauté une quantité de tourteaux égale à 2 millions d'hectares de céréales fourragères.

Mais là n'est pas le problème exposé par la Commission. Ce problème est celui du fleuve de lait, dû précisément à cette importation d'aliments pour bétail.

Je comprendrais que M. Blondelle mît ce problème sur le tapis lors de l'examen des problèmes à moyen terme dans le secteur des céréales. Mais s'il affirme maintenant que précisément par cette importation, qui affecte la culture de beaucoup de produits de notre Communauté, on exerce une influence particulière sur le régime des céréales, j'ai quelques

Baas

raisons de ne pas être d'accord avec lui, car ce faisant, il s'écarte du sujet.

On fait intervenir dans la discussion des éléments qui, selon moi, y sont complètement étrangers. Lorsque nous discutons de la taxe sur les tourteaux et que nous essayons de limiter la consommation de ces aliments afin d'influer par là sur le volume du flot de lait, je tiens à rappeler que la taxe sur les tourteaux ne peut être prélevée que dans certaines limites. Si nous imposons une taxe sur les tourteaux, il viendra un moment où les matières azotées des tourteaux seront remplacées par des matières azotées synthétiques. On ne parviendra donc plus à freiner la production laitière par cette mesure. Il se produit un déséquilibre entre les matières azotées provenant des tourteaux et les matières azotées synthétiques.

Je crois qu'en rejetant, pour diverses considérations et en vue de favoriser une alimentation équilibrée, la proposition de M. Blondelle, la commission de l'agriculture a bien agi.

Si nous discutons de cette question dans le cadre du règlement sur les céréales, je comprendrais les arguments de M. Blondelle. Je me rends compte, comme lui, que dans un avenir rapproché, l'importation de tourteaux devra retenir toute notre attention au point de vue du bon fonctionnement du régime des céréales, mais lorsqu'il s'agit de freiner la production du lait, je ne pense pas que la proposition de M. Blondelle soit un moyen efficace. C'est pourquoi j'espère que le Parlement rejettera cette série d'amendements.

M. le Président. — La parole est à M. Lückner.

M. Lückner, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, je voudrais, en tant que rapporteur, faire remarquer que nous avons adopté l'amendement n° 53 révisé de MM. Scardaccione et Zaccari, ce qui a modifié le paragraphe 9 de la proposition de résolution. Après quoi, comme il était logique, puisque son amendement n° 53 révisé était adopté, M. Scardaccione a retiré son amendement n° 52.

L'amendement n° 51 de M. Samaritani est conçu dans les mêmes termes que l'amendement n° 52, qui a été retiré à la suite de l'adoption de l'amendement n° 53 révisé.

C'est pourquoi je vous invite, au cas où ils ne seraient pas retirés, à rejeter les amendements nos 15, 22 et 51, puisqu'en adoptant l'amendement n° 53 révisé, nous avons, en fait, adopté et le contenu et le libellé du paragraphe 9.

Mais je dois ajouter ceci : nous devrions examiner le paragraphe 9 conjointement avec le paragraphe 10.

A propos du paragraphe 10, je voudrais, si vous le permettez, Monsieur le Président, revenir sur la

déclaration de notre collègue, M. van der Ploeg, et sur le souhait de notre collègue, M. Blondelle. Ce que M. Blondelle voulait par son amendement au paragraphe 9 pourrait être exprimé dans l'amendement n° 54 de M. Scardaccione.

Je vous demanderai, dès lors, Monsieur le Président, de procéder comme je l'ai proposé, en mettant d'abord aux voix les amendements nos 15, 22 et 51, que j'invite l'Assemblée à rejeter.

M. le Président. — La parole est à M. Vetrone.

M. Vetrone. — (I) Monsieur le Président, M. Blondelle propose d'étendre la taxe aux tourteaux. Moi, au contraire, je fais la même proposition au paragraphe 12. Un amendement dont je suis l'auteur, le numéro 45, a le même contenu. Dès lors, si l'Assemblée rejetait l'amendement de M. Blondelle, le mien le serait automatiquement aussi. Je voudrais cependant pouvoir le défendre ; je vous laisse, Monsieur le Président, le soin de décider.

M. le Président. — Monsieur Vetrone, nous examinerons cette question lorsque nous serons au paragraphe 12.

La parole est à M. Lückner.

M. Lückner, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, au paragraphe 9, nous avons adopté l'amendement de M. Scardaccione. Logiquement, nous devons donc rejeter maintenant les autres amendements.

M. le Président. — Nous passons au vote.

L'amendement n° 52 est retiré.

Je mets aux voix l'amendement n° 22 de M. Vredeling.

L'amendement est rejeté.

Je mets aux voix l'amendement n° 15 de M. Blondelle.

L'amendement est rejeté.

Je mets aux voix l'amendement n° 51 de M. Samaritani.

L'amendement est rejeté.

Je mets aux voix l'ensemble du paragraphe 9 modifié par l'amendement n° 53 révisé qui a été adopté.

L'ensemble du paragraphe 9 ainsi modifié est adopté.

Sur le paragraphe 10, je suis saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Amendement n° 17, présenté par M. Kriedemann, au nom de la commission des relations économiques extérieures et qui tend à supprimer ce paragraphe.

Président

Amendement n° 54, présenté par M. Scardaccione et dont voici le texte :

Rédiger comme suit ce paragraphe :

« 10. *Rappelle* son avis du 22 mars 1968 adopté à une large majorité et selon lequel cette taxe devrait être basée sur l'article 201 du traité de la C.E.E. et fixée à 0,10 u.c. par kilogramme et se réserve de se prononcer définitivement sur ce point lorsque la Commission aura fait une proposition concrète ; »

La parole est à M. Kriedemann pour défendre l'amendement n° 17.

M. Kriedemann. — (A) Monsieur le Président, j'ai exposé hier le point de vue de la commission des relations économiques extérieures. Je dois vous dire que, fidèle à son point de vue antérieur, elle maintient sa demande sur ce point.

M. le Président. — La parole est à M. Lücker.

M. Lücker, rapporteur. — (A) Monsieur Kriedemann dit que le paragraphe 10 devrait être supprimé. Je dois m'opposer à cet amendement. J'ai déjà signalé que, comme rapporteur, je préférerais l'amendement n° 54, présenté par M. Scardaccione, au paragraphe 10 et que j'en recommandais l'adoption.

M. le Président. — La parole est à M. van der Ploeg.

M. van der Ploeg. — (N) Monsieur le Président, je me prononce pour cet amendement, qui vise à supprimer le paragraphe 10. Cette attitude n'étonnera aucun de ceux qui ont assisté aux débats d'hier soir. J'ai avancé hier quatre arguments contre une taxe sur la margarine d'un niveau aussi élevé que celui que propose la commission de l'agriculture.

Je résume une fois encore mon argumentation, car je veux continuer, malgré que j'en aie, à respecter l'accord de 1963. Je n'entends pas y changer quoi que ce soit. Mais que, dans les circonstances actuelles, on veuille prélever 10/100 d'unité de compte par kilo de margarine, je déclare que c'est inacceptable. J'ai dit hier soir pourquoi. Cette solution est mauvaise pour les pays en voie de développement, elle n'est certainement pas bonne non plus pour les pays tiers et, en ce qui concerne les Pays-Bas — que l'on me dispense d'en redire les raisons — c'est une solution tout à fait inacceptable.

M. le Président. — La parole est à M. Westerterp.

M. Westerterp. — (N) Monsieur le Président, M. Kriedemann, vice-président de la commission des relations économiques extérieures, n'étant plus parmi nous, ce que je regrette vivement, je crois qu'il m'appartient, en tant que second vice-président, de défendre l'amendement déposé par la commission des relations économiques extérieures. Le rapport de M. Kriedemann, qui est l'avis rédigé par notre commission à l'intention de la commission de l'agriculture, expose en long et en large pour quelles raisons la commission des relations économiques extérieures croit devoir déconseiller au Parlement de se prononcer actuellement de la manière exprimée au paragraphe 10.

L'heure est trop avancée pour que je répète tous les arguments. Je dirai cependant, et ceci me semble être une considération importante pour le Parlement, que celui-ci commettrait une erreur, selon moi, en se prononçant sur une matière aussi délicate, alors que la Commission européenne n'a pas encore fait de proposition concrète en la matière. La commission des relations économiques extérieures a exposé en détail, dans l'avis de M. Kriedemann, les conséquences dommageables que l'introduction à ce niveau d'une taxe sur les graisses végétales aurait pour les pays en voie de développement, mais aussi pour l'ensemble des relations de la Communauté avec le tiers monde. Que l'on songe donc aux conséquences qui peuvent en découler pour les relations commerciales de la Communauté.

Je terminerai en rappelant, et j'espère que tous les membres du Parlement tiendront compte de cet élément au moment où ils prendront leur décision, que le traité fait à la Communauté l'obligation expresse de contribuer au développement du commerce international. Notre tâche n'est donc pas de restreindre celui-ci. Pour des raisons que j'ai énumérées et notamment parce que l'exécutif n'a pas encore fait aucune proposition concrète en la matière, je vous demande, au nom de la commission des relations économiques extérieures, d'adopter l'amendement de M. Kriedemann.

M. le Président. — La parole est à M. Lücker.

M. Lücker, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, je demanderai également à M. Westerterp de considérer conjointement les amendements n° 17 et n° 54. Je voudrais faire remarquer à M. Westerterp et à M. van der Ploeg que la manière dont est formulé l'amendement n° 54 tient compte des soucis qu'ils ont exposés.

M. Scardaccione a présenté un amendement dans lequel il propose une rédaction nouvelle du paragraphe 10. Dans cette nouvelle version, le Parlement ne confirme plus son avis du 22 mars 1968 au sujet de la taxe sur les graisses d'origine végétale ou maritime, il se contente de le rappeler. La suite du texte se lit comme suit :

Lücker

« Le Parlement se réserve de se prononcer définitivement sur ce point lorsque la commission aura fait une proposition concrète. »

Par cette formule, nous faisons autant dire nôtre l'idée de la commission des relations économiques extérieures, qui allait dans le sens d'une réconciliation avec la commission de l'agriculture. Nous savons évidemment — et M. Westerterp le sait aussi bien que nous — que, le moment venu, nous devons avoir le débat sur le fond que nous ajournons une fois de plus aujourd'hui.

Je suis disposé, Monsieur le Président, à adopter l'amendement n° 54 et — en tant que rapporteur, je puis me permettre cette suggestion — je voudrais inviter notre collègue, M. Scardaccione, à qui je demande d'écouter attentivement, d'insérer dans la deuxième partie de son amendement — là où le Parlement déclare « se réserve de prendre définitivement position sur ce point » ce que désire M. Blondelle :

« ... sur ce point ainsi que sur la proposition de la Commission relative à l'introduction d'une taxe sur les tourteaux, la farine de poisson et certains autres produits, lorsque la Commission aura fait des propositions concrètes à ce sujet. »

M. Westerterp. — (N) Cela ne va pas !

M. Lücker, rapporteur. — (A) Nous pouvons très bien faire comme cela. La Commission a déjà procédé à certaines réflexions générales en ce sens et elle en a fait part. Nous nous contentons donc, à cet endroit, de déclarer que nous nous réservons de nous prononcer définitivement à ce sujet lorsque nous aurons sous les yeux les propositions concrètes de la Commission et l'exposé de leurs motifs. Pourquoi nous casser la tête aujourd'hui alors que nous aurons encore tout loisir de le faire avant que la Commission ne présente ses propositions concrètes ?

Vous voyez, Monsieur le Président, je ne néglige rien pour concilier les points de vue de cette Assemblée et je crois avoir présenté une formule susceptible d'être acceptée par MM. Scardaccione, Westerterp et même Blondelle. Nous laissons ainsi la porte ouverte. Dès que la Commission présentera ses propositions concrètes, nous les examinerons et nous nous prononcerons.

Monsieur le Président, j'invite l'Assemblée à adopter l'amendement n° 54 ainsi modifié et, en même temps, à rejeter l'amendement n° 17.

M. le Président. — La parole est à M. Westerterp.

M. Westerterp. — (N) Monsieur le Président, en tant que suppléant du rapporteur de la commission des relations économiques extérieures, je tiens à dire

que naturellement notre commission souhaite, elle aussi, que le Parlement parvienne à une solution aussi concertée que possible. Nous avons présenté notre amendement initial parce que, à notre avis, la commission de l'agriculture allait trop loin en adoptant dans son texte une position définitive. C'est pourquoi je suis reconnaissant à M. Lücker du point de vue qu'il a adopté.

Le texte de l'amendement n° 54 permet au Parlement de revenir ultérieurement sur cette position. Je voudrais cependant, Monsieur le Président, vous adresser un appel, ainsi qu'à M. Lücker. A mon avis, à ce stade des débats, nous ne devrions plus modifier les divers amendements présentés. Il devient alors très difficile de prendre position.

Je suis convaincu que les modifications que M. Lücker veut maintenant apporter à l'amendement n° 54 annuleront le vote auquel nous venons justement de procéder sur un amendement de M. Blondelle. A mon avis, nous ne pouvons procéder ainsi — nous avons eu suffisamment de difficultés — car cela peut signifier que la justesse de cette deuxième position pourrait être plus tard contestée. Je demande à M. Lücker de consentir à ce que nous nous limitons à l'amendement n° 54 non modifié. A titre de compromis, je pourrais également donner mon accord et dans ce cas je retirerais l'amendement n° 17.

M. le Président. — La parole est à M. Scardaccione.

M. Scardaccione. — (I) Monsieur le Président, mon amendement n° 54 visait à faire différer le problème de l'application de la taxe sur les huiles d'origine végétale et maritime, afin de permettre à la commission de l'agriculture de mieux élaborer son avis.

Je confirme le texte de cet amendement, mais je voudrais rappeler au collègue qui m'a précédé qu'il existe un autre amendement au paragraphe 12 qui demande l'institution de cette taxe également pour les tourteaux et la farine de poisson, et inviter l'Assemblée à accepter la modification suggérée par le rapporteur, en ajoutant après « et se réserve de se prononcer définitivement sur ce point », les mots « de même que sur la taxe sur les tourteaux ».

L'autre amendement présenté au paragraphe 12 par M. Vetrone deviendrait caduc.

Je formulerais donc ainsi l'amendement : « Rappelle son avis du 22 mars 1968 adopté à une large majorité, et selon lequel cette taxe devrait être basée sur l'article 201 du traité de la C.E.E. et fixée à 0,10 u.c. par kilogramme et se réserve de se prononcer définitivement sur ce point, de même que sur la taxe sur les tourteaux et sur la farine de poisson, lorsque la Commission aura présenté des propositions concrètes. »

M. le Président. — Monsieur Westerterp, insistez-vous sur cet amendement que vous avez repris à votre compte ?...

M. Westerterp. — Je dois insister, au nom de la commission.

M. le Président. — Je mets aux voix l'amendement n° 17.

L'amendement est rejeté.

Avant de passer au vote sur l'amendement n° 54 de M. Scardaccione, j'invite le rapporteur à donner lecture des modifications qui ont été acceptées par l'auteur de l'amendement.

La parole est à M. Lückner.

M. Lückner, rapporteur. — (A) Le paragraphe entier devrait se lire comme suit :

« Rappelle son avis du 22 mars 1968, adopté à une large majorité, et selon lequel cette taxe devrait être basée sur l'article 201 du traité de la C.E.E. et fixée à 0,10 u.c. par kilogramme et se réserve de se prononcer définitivement sur ce point, de même que sur la proposition de la Commission concernant l'introduction d'une taxe sur les tourteaux, la farine de poisson et certains autres produits, lorsque la Commission aura présenté des propositions concrètes à ce sujet. »

M. le Président. — Je mets aux voix le texte que que vient de lire M. le Rapporteur et qui reprend avec certaines modifications l'amendement n° 54.

Ce texte est adopté.

Sur le paragraphe 11, je suis saisi de deux amendements.

Amendement n° 23, présenté par M. Vredeling, au nom du groupe socialiste et qui tend à supprimer ce paragraphe.

Amendement n° 41, présenté par M. Dulin et dont voici le texte :

Rédiger comme suit ce paragraphe :

« 11. Est d'avis que l'application de cette taxe doit intervenir en même temps que les mesures à moyen terme décidées par le Conseil de ministres et qu'elle doit être étendue aux tourteaux et à certains autres produits. »

La parole est à M. le Rapporteur.

M. Lückner, rapporteur. — Monsieur le Président, étant donné que nous avons adopté l'amendement n° 54, nous pouvons accepter l'amendement n° 23 de M. Vredeling. En effet, rien ne s'oppose plus à la suppression des paragraphes 11 et 12.

M. Scardaccione. — Je demande la parole pour une motion de procédure.

M. le Président. — La parole est à M. Scardaccione.

M. Scardaccione. — (I) Je propose de suspendre la séance pour un quart d'heure pour persuader M. Vredeling de revenir parmi nous.

M. le Président. — La parole est à M. Westerterp.

M. Westerterp. — Monsieur le Président, je crois que la proposition qui vient d'être faite est une bonne proposition, car elle tend à concilier tous les membres de cette Assemblée.

Je crois qu'il serait intéressant de la suivre.

M. le Président. — J'avais d'ailleurs fait cette proposition tout à l'heure. Je préférerais cependant terminer au préalable l'examen de la proposition de résolution.

Monsieur Scardaccione, insistez-vous pour une suspension immédiate ?...

M. Scardaccione. — (I) Oui, Monsieur le Président.

M. le Président. — Je mets aux voix la proposition de M. Scardaccione.

La proposition est adoptée.

Je suspends donc la séance jusqu'à 21 h 25.

(La séance suspendue à 21 h est reprise à 21 h 25).

M. le Président. — La séance est reprise.

Nous revenons à l'examen de l'amendement n° 23 présenté par M. Vredeling au paragraphe 11.

La parole est à M. Lückner.

M. Lückner, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, je crois que nous pouvons être brefs. M. Vredeling a proposé de supprimer le paragraphe 11. Je recommande à l'Assemblée d'accepter cette proposition. Je serai tout aussi bref pour ce qui est de l'amendement n° 41 présenté par M. Dulin.

Je demande d'adopter l'amendement Vredeling et de rejeter l'amendement Dulin.

M. le Président. — Je mets aux voix l'amendement n° 23 de M. Vredeling.

L'amendement est adopté.

L'adoption de cet amendement rend l'amendement n° 41 de M. Dulin sans objet.

Sur le paragraphe 12, je suis saisi d'un amendement

Président

n° 16, présenté par M. Blondelle et qui tend à supprimer ce paragraphe.

La parole est à M. Blondelle.

M. Blondelle. — Monsieur le Président, M. le rapporteur Lückér a expliqué tout à l'heure qu'en raison de l'adoption de l'amendement 54, il serait conduit à accepter l'amendement n° 16. Il est donc d'accord pour la suppression de cet article.

M. le Président. — La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, avant de poser une question sur cet amendement, je voudrais vous rappeler que cet après-midi certaines difficultés se sont présentées au sujet de la procédure. Je vous demande de ne pas, en ce moment, aller au fond des choses mais, au contraire, d'inviter la commission juridique à y réfléchir à tête reposée. Elle pourrait alors conseiller le Parlement sur la marche à suivre dans des cas comme celui qui nous occupait cet après-midi. Je ne m'étendrai pas davantage sur la question. Loin de moi d'avoir eu la moindre intention de provoquer un incident. Mais à un moment donné, je ne pouvais agir autrement que je ne l'ai fait. Je voudrais que l'Assemblée le comprenne.

J'en viens maintenant à ma question.

Je voudrais savoir pourquoi le paragraphe 12 est supprimé. Autre chose est-elle venue à sa place, ou a-t-on décidé de se prononcer ultérieurement sur la question des taxes sur les tourteaux ?

J'espère que le rapporteur voudra m'éclairer sur le sujet pour que, de nouveau, je m'y retrouve.

M. le Président. — La parole est à M. Lückér.

M. Lückér, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, notre collègue Vredeling ne saurait, en effet, comprendre pourquoi nous avons supprimé le paragraphe 12. Il ne se trouvait pas dans la salle lorsque nous avons adopté l'amendement n° 54 moyennant une modification supplémentaire. C'est moi, Monsieur Vredeling, qui avais proposé cette modification. Je vous prie de vouloir y jeter un coup d'œil. Dans cet amendement, après les mots « et se réserve de se prononcer définitivement sur ce point », nous avons ajouté : « de même que sur la proposition de la Commission concernant l'introduction d'une taxe sur les tourteaux, la farine de poisson et certains autres produits ».

Tel est l'amendement qui a été adopté, compte tenu aussi de l'avis de la commission des relations économiques extérieures.

Cet amendement voté, nous pouvions évidemment supprimer les paragraphes 11 et 12.

M. le Président. — La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, je remercie le rapporteur de ces précisions et de la patience avec laquelle il me les a données.

Je peux marquer mon accord, Monsieur le Président, sur la situation ainsi modifiée. Je dois toutefois rappeler qu'à l'époque mon groupe a voté contre la taxe sur les matières grasses végétales destinées à l'alimentation humaine. Mais puisque, d'après l'amendement, nous nous réservons de nous prononcer définitivement lorsqu'il y aura des propositions concrètes, nous aurons encore l'occasion de réaffirmer une position qui n'a pas changé. C'est pourquoi je peux accepter la situation ainsi créée.

M. le Président. — Après la remarque de M. Vredeling, je considère l'incident comme clos.

En ce qui concerne votre demande de soumettre à la commission juridique la question que vous avez soulevée, je n'ai aucune difficulté à l'accepter. Je voudrais cependant attirer l'attention de l'Assemblée sur cette question. M. Vredeling prétend que, sans préjudice de la décision du Parlement de n'admettre sur chaque amendement qu'un orateur « pour » et un orateur « contre », il devrait être permis à tous les membres du Parlement de présenter des sous-amendements sur lesquels pourraient intervenir également deux orateurs, un « pour » et un « contre ».

La commission juridique tranchera. Personnellement j'estime que le Parlement ayant décidé de n'admettre qu'un orateur « pour » et un orateur « contre », il n'est plus possible à un tiers d'intervenir même pour présenter un sous-amendement, étant donné que par ce biais — je le répète — tous les membres pourraient demander la parole sur l'amendement original.

C'est de cette divergence d'opinions qu'est né l'incident de tout à l'heure et sur laquelle nous discuterons devant les instances compétentes.

Nous revenons à l'examen des textes.

Je mets aux voix l'amendement n° 16 de M. Blondelle.

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 12 est donc supprimé.

Sur ce paragraphe, j'étais saisi d'un amendement n° 45 présenté par M. Vetrone, mais du fait de l'adoption de l'amendement n° 16, il me semble que l'amendement n° 45 devient sans objet.

Quel est votre avis, Monsieur Vetrone ?

M. Vetrone. — (I) Monsieur le Président, je voudrais intervenir, ne serait-ce que pour la peine que

Vetrone

j'ai prise en présentant cet amendement. Je ne vais pas le commenter maintenant, car je me rends compte que c'est désormais inutile : ce serait vouloir ressusciter un mort. En effet, mon amendement tendait à remplacer le paragraphe 12 ; celui-ci a été supprimé et, si je ne le retirais pas, mon amendement tendrait à combler un vide. Je déclare donc que je me vois, pour ces raisons, obligé de le retirer.

M. le Président. — Je prends acte de votre déclaration.

Sur le paragraphe 13, je n'ai ni amendement, ni orateur inscrit.

Je le mets aux voix.

Le paragraphe 13 est adopté.

Après le paragraphe 13, j'étais saisi d'un amendement n° 42, mais du fait de l'adoption de l'amendement n° 45, cet amendement doit être considéré comme sans objet.

Sur les paragraphes 14, 15 et 16, je n'ai aucun amendement.

La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, je voudrais poser une question. Après toutes les modifications apportées à la proposition de résolution, vous avez maintenant mis à l'ordre du jour le vote du paragraphe 14. Cependant, celui-ci dispose que le Parlement européen invite la Commission européenne à faire siennes les modifications suivantes, conformément à l'alinéa 2 de l'article 149 du traité de la C.E.E. Le reste du paragraphe résume une série de modifications aux propositions de la Commission européenne.

Je voudrais demander à notre rapporteur ce qu'il a l'intention d'en faire. Je pensais qu'il serait plus logique que nous commencions à examiner les textes des règlements eux-mêmes et que nous revenions ensuite au paragraphe 14, dans lequel nous devons introduire ces modifications, sur lesquelles le Parlement doit encore se prononcer.

M. le Président. — La parole est à M. Lückner.

M. Lückner, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, d'un point de vue formel M. Vredeling a certainement raison, mais il connaît déjà les amendements. Nous pourrions parfaitement voter sur les paragraphes 14, 15 et 16. En effet, ce sont les conclusions habituelles, dont le texte est bien établi et qui figurent dans toutes les résolutions adoptées depuis le rapport de notre collègue M. Illerhaus.

Je crois donc que nous pouvons écarter ces objections de M. Vredeling et voter maintenant sur cha-

que paragraphe. Si ensuite les textes du règlement sont modifiés, il est possible d'adapter le libellé. Je pense que l'on pourrait procéder ainsi.

Je n'ai pas d'objection non plus à suspendre maintenant l'examen de la proposition de résolution et à passer à celui des règlements. Mais je préfère, Monsieur le Président, que nous votions sur la proposition de résolution et que nous adaptions ensuite les textes du règlement.

M. Vredeling. — D'accord !

M. Lückner. — M. Vredeling est d'accord.

M. le Président. — Puisque M. Vredeling n'insiste pas, je mets aux voix les paragraphes 14, 15 et 16.

Ces paragraphes sont adoptés.

Nous avons ainsi examiné tous les paragraphes de la proposition de résolution.

Je vais maintenant donner la parole à tous les orateurs qui me la demanderont pour des déclarations de vote sur l'ensemble du texte.

Le vote sur l'ensemble de la proposition de résolution n'interviendra qu'après l'examen de l'article unique de la proposition de règlement.

La parole est à M. Samaritani.

M. Samaritani. — (I) Monsieur le Président, ce n'est qu'hier que le Parlement a décidé de la répartition des nouveaux membres dans les commissions et nous n'avons donc pas pu suivre l'élaboration de la proposition de résolution même. Nous votons contre cette proposition et j'expliquerai brièvement ce vote, dans le délai autorisé par le règlement.

En premier lieu, la proposition de résolution, qui a pour but la réduction — sinon l'élimination — des excédents de beurre, ne change pas le système qui, dans le secteur en cause, a provoqué ces excédents.

En second lieu, elle prévoit, organise et encourage, aux frais de la collectivité, la destruction d'un capital précieux créé par l'élevage des vaches laitières, tandis que dans le monde des masses considérables de population souffrent de la faim et que la consommation est encore faible. Cela n'a rien à voir avec une politique agricole qui serait consacrée, comme on l'affirme, à la réduction des coûts. Il suffit à ce sujet de considérer que la C.E.E. a les niveaux de prix les plus élevés parmi les grandes zones mondiales de production laitière.

Les propositions visent alors non pas tel ou tel produit, mais le système de soutien des prix et son intégration dans une organisation et en particulier dans une politique de marché protectionniste et au-

Samaritani

tarctique. C'est donc le système tout entier qu'il faut changer.

Réduire les coûts de production et le niveau des prix à la consommation, tel est pour nous le vrai problème, qu'il importe d'aborder résolument par des réformes qui touchent le système des structures foncières, agricoles et de marché. Pour cela, il fallait et il faut encore faire passer la politique de soutien des prix du rang de système permanent à celui de mesures transitoires et provisoires. La modification apportée, en particulier, aux paragraphes 1 et 2 concerne la réduction des excédents de beurre grâce à une réduction du prix à la consommation. Cette décision suit un principe juste, mais le moyen employé est une subvention dont la charge retombe en fait sur la collectivité.

Une des réalités de la Communauté est ensuite le secteur laitier et fromager. M. Mansholt a affirmé que la politique agricole commune doit être adaptée aux exigences d'espaces régionaux homogènes. C'est justement pourquoi l'Italie, qui actuellement n'est certainement pas homogène par rapport aux autres zones de la Communauté, dans ce domaine non plus, a des raisons valables de demander un régime différent qui lui soit propre, au moins pour une période transitoire. Mais cette situation n'est pas reconnue par les dispositions et les réglementations générales, et c'est pourquoi nous demandons d'éviter la décadence de la production laitière italienne et d'envisager au contraire la possibilité de maintenir ce secteur dans une perspective de restructuration, à entreprendre dans le secteur tout entier, de la production à la consommation.

Nous apprécions que l'on propose une révision du règlement et dans ce domaine nous ferons tout pour qu'il soit tenu compte de ces exigences.

M. le Président. — La parole est à M. Baas.

M. Baas. — (N) Monsieur le Président, quelques mots seulement pour une explication de vote.

Nos efforts visant à l'ouverture d'un débat au sein de cette Assemblée étaient nécessaires du fait que bon nombre de questions étaient fort controversées. Pour témoigner mon admiration devant la persévérance du rapporteur, je voterai en faveur de la proposition de résolution.

M. le Président. — La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, l'examen de cette proposition de résolution en assemblée plénière a eu, à mon sens, un double effet.

D'une part, cette proposition se trouve améliorée par le fait qu'on s'est abstenu de s'y prononcer en termes catégoriques sur la taxe frappant les huiles

et les graisses végétales. La décision a été remise à plus tard. Je viens de donner mon accord sur ce point.

En revanche, elle en sort altérée par l'adoption de l'amendement principal. Cela implique que nous n'acceptons pas le principe d'une modification de la relation entre les matières grasses et les matières azotées du lait. Ce principe a été rejeté — c'est le mot qui malgré tout convient — en dépit des termes dans lesquels l'amendement est rédigé ; en effet, les débats ont révélé que ce principe est implicitement rejeté et que tout ce que l'on souhaite, c'est l'octroi de subventions pour le beurre. En agissant ainsi on évite, nous en sommes convaincus, de toucher au fond du problème qui est la production excédentaire de beurre.

Ayant déjà prédit à Luxembourg que l'on aboutirait à une simple prorogation, nous estimons ne pas pouvoir nous prononcer pour la résolution, bien qu'elle ait été améliorée à d'autres égards. Nous aurions préféré arriver à des résultats qui nous eussent permis de voter en sa faveur.

M. le Président. — La parole est à M. Blondelle.

M. Blondelle. — A maintes reprises, depuis que nous discutons des propositions de la Commission exécutive, j'ai exprimé la position de la plus grande partie des membres du groupe libéral à ce sujet. Je ne reprendrai pas ces arguments que j'ai d'ailleurs eu l'honneur de développer également maintes fois devant M. le président Mansholt. Je me contenterai de dire que la principale opposition allait à l'encontre de la révision de la relation des prix de la matière grasse et de la matière azotée. Notre position est donc un peu à l'inverse de celle de M. Vredeling, avec la même bonne foi que lui d'ailleurs, je tiens à le souligner.

Nous avons la conviction, et MM. Briot et Dulin l'ont expliqué hier, que le déséquilibre entre la matière grasse et la matière azotée est à l'origine de cette montagne de beurre que connaît actuellement la Communauté. C'est parce qu'on a fait perdre à l'agriculteur l'habitude de consommer le lait entier pour l'élevage de ses veaux qu'on l'a amené à livrer la presque totalité de sa production laitière.

Je ne vais pas développer plus longtemps ce point de vue pour ne pas lasser l'Assemblée. Je pensais pouvoir le faire hier mais, étant donné l'heure tardive à laquelle a été tenue la séance, je n'en ai pas eu l'occasion. Je me réservais d'intervenir ce soir lors des explications de vote. Mais ce n'est pas non plus à 10 h du soir que je vais vous retarder encore plus longtemps. Je déplore que nous soyons obligés de travailler dans de telles conditions. Enfin, passons.

En somme, nous avons satisfaction en ce sens qu'on reporte au moins à un an cette manipulation de la

Blondelle

relation des prix de la matière grasse et des matières azotées. On nous propose en lieu et place la résolution qui nous est soumise à l'instant. Nous l'acceptons donc, mais je demande à M. Mansholt de l'appliquer avec conviction. Je doute fort qu'elle réussisse à supprimer les excédents de beurre ; je crains, au contraire, qu'elle ne les augmente. Essayons les deux choses, mais de toute façon, ni l'une ni l'autre ne règlera le problème : il faudra des mesures draconiennes pour réaliser l'équilibre de l'offre et de la demande en ce qui concerne le beurre.

Ce qu'il y a de bon dans la résolution qui nous est soumise, c'est qu'elle accorde un délai d'un an pour réétudier tout le problème. Je suis convaincu que, tout le monde s'y mettant, avec la volonté de régler ce problème des marchés laitiers, nous réussirons à trouver des mesures adéquates pour faire face à la situation.

On en a cité de nombreuses ; il en est qui sont contenues dans l'amendement 55. Je suis convaincu qu'il faut prendre ce problème à bras-le-corps et étudier des mesures efficaces. Je demande à M. Mansholt de le faire avec un peu plus de conviction que celle qu'il a montrée en écoutant nos propositions. Je ne voudrais pas que la Commission exécutive et son administration soient convaincues que seules les mesures qu'elles ont proposées peuvent aboutir à des résultats efficaces. Tous les praticiens qui sont ici vous ont proposé un certain nombre de formules, je vous demande instamment de les étudier pour le moment où nous reverrons ce problème.

Voilà pourquoi le groupe des libéraux et apparentés, dans son unanimité, votera cette résolution.

Mais je ne voudrais pas terminer cette courte explication sans dire à notre rapporteur, M. Lücker, toute notre admiration pour le travail qu'il a accompli depuis plusieurs mois dans cette étude des problèmes qui lui ont été confiés par la commission de l'agriculture.

Je le remercie très vivement de l'esprit de conciliation qu'il a apporté dans toute son action.

M. le Président. — La parole est à M. Briot.

M. Briot. — Monsieur le Président, au terme de ce débat, où avec mon groupe nous avons défendu des amendements, je tiens à remercier le rapporteur du rôle considérable qu'il a joué soit au sein de la commission restreinte qui a étudié les projets qui nous étaient soumis, soit au sein de notre commission, et surtout de la contribution considérable qu'il a apportée au déroulement de ce débat. Certes, je n'ai pas toujours été d'accord avec lui, mais finalement nous lui apportons notre voix. C'est donc que quelques changements ont été apportés au texte.

Qu'il soit bien persuadé, comme M. le président

Mansholt d'ailleurs, que chaque fois que nous avons été « durs » dans le débat, c'était toujours dans le sens d'une contribution et non pas d'une opposition.

Vous avez entendu ce que j'ai dit hier soir au nom de mon groupe. Je répète aujourd'hui — je me tourne spécialement vers M. le président Mansholt — que tout ce que nous proposons est à l'image de nos pensées qui s'inspirent du lieu où nous vivons. En effet, vouloir présenter un seul aspect du projet, comme vous l'aviez décidé au début, ce n'était pas la bonne manière de procéder : il faut tenir compte de la diversité de tout ce que nous représentons, et c'est ce qui vous explique toutes les propositions qui vous ont été présentées, et vous avez reconnu à travers elles le souci de leurs auteurs. Je vous remercie d'avoir bien voulu accepter certaines des nôtres.

Cela dit, permettez-moi d'émettre un souhait : celui que vous en teniez compte lorsque vous établirez le projet. Je ne voudrais pas — et je ne vous en fais pas l'injure — que l'on puisse croire qu'il s'agit d'une acceptation de circonstance. Je crois que c'est une acceptation de fond. La situation dans laquelle nous sommes ne saurait se prolonger sans apporter de graves préjudices, que vous connaissez bien d'ailleurs. Ils seraient trop lourds à supporter et l'on voit bien ce qui se passe déjà par le remous provoqué dans nos États ici et là.

C'est donc sur ce souhait que je conclus en vous remerciant de la contribution que vous avez bien voulu nous accorder et de celle que vous avez bien voulu accepter.

M. le Président. — La parole est à M. van der Ploeg.

M. van der Ploeg. — (N) Monsieur le Président, en raison des divers votes auxquels nous avons procédé, il est difficile de garder une vue d'ensemble de la résolution. En d'autres circonstances j'aurais dit : gardons le vote final pour demain matin. Je n'en ferai rien ; je voudrais qu'on en termine aujourd'hui.

C'est pour deux raisons que je m'abstiendrai de voter.

En premier lieu, parce que l'amendement n° 55 a été adopté, de sorte que la résolution ne prévoit plus la possibilité de passer de la graisse de beurre aux matières azotées. J'ai dit hier soir que je ne reculerais pas devant cette expérience. J'aurais souhaité qu'elle fût entreprise.

En deuxième lieu, je m'abstiendrai parce que le projet de résolution — bien que j'en trouve le texte amélioré par l'amendement n° 54 — se réfère expressément à la résolution de Luxembourg, contre laquelle j'élève de sérieuses objections.

M. le Président. — La parole est à M. Boscary-Monsservin.

M. Boscary-Monsservin. — Monsieur le Président, ce n'est pas pour une explication de vote que je me suis permis de vous demander la parole mais bien pour rendre certains hommages.

Nous voici arrivés pratiquement à l'issue d'un débat qui a été difficile et sévère. Il faut bien le reconnaître, nous y avons les uns et les autres, de quelque côté de ces bancs que nous nous trouvions, apporté une certaine passion. En définitive, il n'est pas tellement mal qu'au Parlement européen, comme cela arrive dans nos Parlements nationaux, nous mettions une certaine ardeur à défendre des problèmes qui nous tiennent particulièrement à cœur et qui intéressent tout de même une fraction extrêmement importante de nos populations. Il serait d'ailleurs inconcevable qu'il en soit autrement. Nous sommes tous animés d'une parfaite bonne foi, encore que nous n'ayons pas été toujours d'accord — mais cela, c'est la démocratie — sur les formules et les moyens les plus efficaces.

Je désire rendre d'abord hommage à mes collègues de la commission de l'agriculture et aimerais que les autres parlementaires se rendent compte de l'effort extraordinaire qu'ils ont accompli durant les derniers mois. Ils ont pratiquement siégé à la cadence de deux jours par semaine, bien qu'ils fussent retenus par ailleurs par de multiples autres obligations. Et comme je l'indiquais tout à l'heure, même si nous avons été divisés, partagés, sur un certain nombre de formules et de moyens, il a toujours régné entre nous le plus parfait esprit de collaboration et d'amitié.

Je rends également hommage à M. le Rapporteur. Un certain nombre de mes collègues l'ont déjà fait, mais M. Lückert permettra au président de la commission de l'agriculture, qui travaille maintenant avec lui depuis des années, de lui dire ici publiquement combien nous sommes heureux de l'avoir à la commission de l'agriculture et combien nous apprécions l'importance de l'aide qu'il nous apporte dans des débats comme celui-ci, particulièrement durs, sévères et compliqués.

Je tiens enfin, et c'est par lui que je terminerai, à rendre hommage à M. Mansholt. Voilà dix ans que je travaille côte à côte avec M. Mansholt. Nous nous sommes rencontrés de temps en temps, nous avons eu certaines divergences et nous n'avons pas toujours strictement accepté ce qu'il nous présentait. Mais il est une chose que je veux signaler — et je prétends parler en pleine connaissance de cause — c'est que vous aussi, Monsieur Mansholt, êtes un passionné des problèmes agricoles. Vous aussi avez soif d'efficacité, vous aussi êtes en présence d'une tâche singulièrement lourde et difficile, avec cette différence que nous avons, nous,

l'avantage de la critique. Il est infiniment plus facile de critiquer le texte que l'on nous présente que de l'élaborer.

Mais en parfait démocrate, vous vous rendez parfaitement compte que nul d'entre nous n'est jamais assuré de détenir la vérité, et vous acceptez, avec beaucoup d'objectivité et de loyauté, que votre thèse soit débattue ici dans le cadre de ce Parlement, et que tous ensemble, nous recherchions la formule que nous considérons comme la plus valable.

Aussi, Monsieur le Président, alors qu'à l'issue de cette soirée, certains pourraient se laisser aller à la lassitude et au découragement, je terminerai quant à moi sur une note d'optimisme. Les réactions que nous avons enregistrées ici tout à l'heure me paraissent excellentes. Elles prouvent que nous sommes en démocratie, que nous réagissons, que nous gardons les uns et les autres nos personnalités propres. En définitive, nous débouchons tout de même sur une formule constructive. Elle ne sera peut-être pas votée par tous, mais nous aurons accompli la tâche qui nous incombait: répondre à la consultation qui nous était demandée.

(Applaudissements)

M. le Président. — Comme il a été convenu, l'ensemble de la proposition de résolution sera mis aux voix après l'examen de la proposition de règlement.

La parole est à M. Boscary-Monsservin.

M. Boscary-Monsservin. — Monsieur le Président, je ne suis pas tellement sûr, eu égard à l'heure, à la lassitude de nos collègues, peut-être au souci pour les uns ou les autres de prendre certains trains ou d'aspirer à un juste repos, je ne suis pas sûr, dis-je, que la formule que vous indiquez soit la meilleure. En réalité, nous venons d'élaborer une proposition de résolution. Tout est inclus dans cette proposition, le reste n'est qu'une application pratique des décisions que nous avons adoptées. C'est un problème de mise en ordre des chiffres, car nous ne sommes pas sûrs qu'ils soient dans le bon ordre et nous ne voudrions pas commettre d'erreurs.

Je pense, puisqu'il y a en séance un nombre suffisant de collègues, qu'il serait plus sage, Monsieur le Président, afin que le vote se déroule devant le maximum de collègues, que vous procédiez à la mise aux voix de l'ensemble de la proposition de résolution.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, je regrette amèrement de jouer au trouble-fête. J'au-

Vredeling

rais volontiers, moi aussi, donné suite à la proposition de M. Boscary. Mais cela, Monsieur Boscary, est tout simplement impossible ! Nous devons adapter les chiffres figurant dans le projet de règlement aux décisions que nous avons prises. Nous ne pouvons plus maintenir ces chiffres, alors que nous avons adopté à la majorité des voix le rapport que vous savez entre les matières azotées et les matières grasses. Les chiffres figurant dans ce règlement ne peuvent plus désormais rester ce qu'ils sont. Je suis trop attaché aux procédures parlementaires pour pouvoir acquiescer à cette méthode. Elle amènerait le Parlement à prendre deux décisions diamétralement opposées.

C'est pourquoi j'aimerais connaître le point de vue du rapporteur. Je suis prêt à bien des choses, mais ce que l'on nous propose ici me semble quand même fort étrange.

M. le Président. — La parole est à M. Lücker.

M. Lücker, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, en raison de l'heure avancée, je renonce à prendre encore la parole après le vote, paragraphe par paragraphe, de la proposition de résolution.

Le président de la commission et bon nombre de mes collègues ont eu l'amabilité de me tresser des lauriers. Ils l'ont fait de bon cœur, je le sais. De mon côté, je leur dis franchement : nous pouvons tous nous estimer satisfaits des efforts que nous avons accomplis avec acharnement, avec intérêt et chacun en toute bonne foi, en vue de trouver une ligne commune qui, si elle est suivie par le Conseil, permet à M. Mansholt de prendre d'ores et déjà certaines mesures et qui, sans engager l'avenir dans un sens ou dans un autre, autorise toutes les initiatives. Nous avons donc choisi une voie qui nous permet de progresser. Nous devons nous estimer heureux du résultat obtenu dans la mesure où nous pouvons espérer que les possibilités offertes seront pleinement utilisées et que nous serons en mesure d'arrêter très bientôt les décisions que nous n'avons pu prendre aujourd'hui. Je n'en dirai pas davantage. J'ajouterai simplement que tous nos collègues, même si leurs opinions ont souvent été divergentes, ont certes agi en parfaite bonne foi et dans l'intention fort louable de servir une cause commune, en y apportant chacun la somme de ses expériences. Nous sommes tout de même plus avancés que si nous avions dû constater ce soir que cette Assemblée n'était pas en mesure de réunir ne fût-ce qu'une simple majorité pour trouver une voie commune. Le préjudice qui en serait résulté aurait été extrêmement grave. C'est cela, en tout cas, que nous avons pu éviter.

Pour ce qui est de la clôture des travaux, j'estime que nous pourrions suivre la proposition de M. Boscary et procéder tout d'abord au vote final sur la résolution. Je propose qu'en deuxième lieu, et pour

rester dans les termes de l'ordre du jour, nous adoptions les textes des règlements. Si, maintenant que les décisions sont acquises, chacun veut bien s'abstenir de trop longues discussions, nous pourrions en terminer en un quart d'heure avec la mise au point technique. J'ose l'affirmer parce que je crois avoir une vue d'ensemble suffisante de la matière. Mais alors il faut renoncer à la discussion et se limiter au seul vote. Il ne s'agit plus, en effet, que d'une adaptation technique aux décisions résultant du scrutin.

M. le Président. — Monsieur Boscary-Monsservin a proposé de passer immédiatement au vote sur la proposition de résolution. Cette proposition, toutefois, a été combattue par M. Vredeling.

Dans ces conditions, je dois mettre aux voix immédiatement la proposition de M. Boscary-Monsservin. Si elle est adoptée, nous passerons au vote sur la proposition de résolution.

La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling. — Monsieur le Président, je m'associerais volontiers à la proposition du rapporteur. Il a dit qu'il suffisait d'y mettre la main pour que ce travail soit terminé en quelques instants. Techniquement parlant, le mieux serait qu'il le fasse seul. Il est en effet très facile, techniquement, d'adapter les textes des règlements ; j'estime que le rapporteur est en mesure d'y apporter les modifications décidées en l'espace de dix minutes.

Je voudrais donc vous demander de lui accorder ces dix minutes, en le priant de donner ensuite lecture des textes modifiés. Nous en aurons alors terminé. Dans l'optique parlementaire, il est impossible d'accepter le texte des règlements dans sa forme actuelle, car les chiffres qui y figurent ne correspondent pas à la résolution telle qu'elle est actuellement rédigée. Je suis sûr que le rapporteur partage mon point de vue.

M. le Président. — La parole est à M. Lücker.

M. Lücker, rapporteur. — Monsieur le Président, point n'est besoin d'interrompre la séance si vous faites l'appel des règlements dans l'ordre. Ils pourraient être passés en revue en dix minutes. Je proposerai, pour chacun des règlements, les modifications qu'il y a lieu d'y apporter ; il nous suffirait ensuite de les voter. Je vous donne l'assurance, Monsieur le Président, que je reprendrai les chiffres exacts dont nous venons d'adopter le principe dans la résolution.

Nous pourrions donc commencer tout de suite. J'ignore si M. le Président tient à ce que le vote final sur la résolution intervienne en premier lieu, ou s'il préfère que l'on examine d'abord le texte des rè-

Lücker

glements. Dans un quart d'heure, nous pourrions en avoir terminé avec l'ensemble.

(Une voix : pourquoi pas toutes les modifications à la fois ?).

D'accord, c'est faisable.

Monsieur le Président, j'attends votre décision...

M. le Président. — La parole est à M. Boscary-Monsservin.

M. Boscary-Monsservin. — Monsieur le Président, puis-je me permettre de vous rappeler que le débat devait commencer à 15 h et s'achever à 17 h. Nous l'avons commencé à 17 h ; il devait être terminé pour 19 h. Il est maintenant 22 h 15. Je suis persuadé que nous risquons d'être encore là à 22 h 30 ou à minuit.

Je préférerais de loin, puisqu'il s'agit uniquement d'une mise en forme pratique, que l'on vote la proposition de résolution.

M. le Président. — Je mets aux voix la proposition de M. Boscary-Monsservin tendant à passer immédiatement au vote sur la proposition de résolution.

La proposition est adoptée.

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (*).

Nous passons à l'examen de la proposition de règlements.

La parole est au rapporteur.

M. Lücker, rapporteur. — Monsieur le Président, la proposition de règlement I, reproduite aux pages 8 et 9 du texte allemand, fait l'objet de plusieurs propositions d'amendement. Sur la base des votes intervenus, le sort qui doit leur être réservé est le suivant :

L'amendement n° 24 proposé par M. Vredeling doit être rejeté.

L'amendement n° 2 proposé par M. Triboulet et identique, quant au fond, à l'amendement n° 39 proposé par M. Dulin, doit être adopté, les chiffres figurant dans cet amendement devant être insérés dans le texte.

Quant à l'amendement n° 25 proposé par M. Vredeling, il doit, logiquement, être rejeté lui aussi.

Les amendements nos 3 et 40, qui sont identiques, doivent être repris dans le texte avec les chiffres qui s'y trouvent indiqués.

J'en ai ainsi terminé avec le projet de règlement n° I.

Le projet de règlement n° II concerne la fixation des prix de seuil.

L'amendement corrigé n° 26, présenté par M. Vredeling, doit forcément être rejeté.

L'amendement n° 49, proposé par M. Triboulet, doit être adopté. Les chiffres doivent être repris, afin d'adapter le texte en conséquence.

La proposition de règlement n° III concerne les aides :

Il faut normalement rejeter l'amendement n° 27 proposé par M. Vredeling ; l'amendement n° 50, proposé par M. Triboulet, doit être adopté.

Dans le cadre de la proposition de règlement n° IV, l'amendement n° 28, proposé par M. Vredeling, doit bien entendu être rejeté. Il en est de même de l'amendement n° 29, proposé par M. Vredeling. L'amendement n° 1, présenté par M. Triboulet, doit lui aussi être rejeté. Il y a lieu d'adopter le texte de la commission de l'agriculture dont la version allemande figure à la page 25.

Proposition de règlement n° V. L'amendement n° 30, proposé par M. Vredeling, doit être rejeté. Doit également être rejeté l'amendement n° 48 proposé par MM. Vetrone, Scardaccione et Noé. Les autres amendements concernant la proposition de règlement doivent être rejetés, le texte élaboré par la commission de l'agriculture devant être adopté.

Si vous acceptez l'ensemble de ces propositions, il vous suffira de les voter pour que le texte des règlements soit adapté aux décisions qui figurent dans notre résolution.

M. le Président. — La parole est à M. Cointat.

M. Cointat. — Monsieur le Président, j'ai demandé la parole pour remercier, moi aussi, M. Lücker.

En ce qui concerne les amendements qui ont été présentés par mon groupe, je suis d'accord avec lui pour dire que l'amendement n° 1 doit être rejeté — à mon grand regret — et que les amendements nos 2, 3, 49 et 50 devaient être adoptés dans la logique des choses.

M. le Président. — La parole est à M. Vetrone.

M. Vetrone. — Monsieur le Président, sur deux amendements que moi-même ainsi que d'autres collègues avons présentés aux propositions de règlement, le rapporteur a exprimé un avis négatif.

L'un de ces amendements concerne la prime à l'abatage des vaches ; je me rallie à cet égard à la solu-

(*) J. O. n° C 41 du 1^{er} avril 1969, p. 20.

Vetrone

tion proposée par la Commission. Cependant, je n'insiste pas sur ce point.

Sur l'autre amendement, en revanche, je dois insister à moins que le rapporteur ne fournisse des précisions, car il semble s'agir d'un problème de terminologie. Par bovins, nous entendons les veaux aussi bien que les vaches. Or, le rapporteur, semble-t-il, voit les choses autrement. Il faudrait se mettre d'accord.

Le règlement en question prévoit une prime d'engraissement, à condition toutefois que le poids du veau ne dépasse pas 200 kg. Or, la Communauté a adopté un règlement en vertu duquel l'Italie est autorisée à importer sans prélèvements des veaux d'engrais dont le poids se situe entre 230 et 300 kg ; cela pour des raisons d'ordre technique.

En conséquence, si le règlement prévoit un poids de 200 kg, les éleveurs italiens ne pourront jamais toucher la prime, une grande partie des veaux d'engrais étant importée.

Ainsi, la Communauté, d'un côté, prend des mesures visant à faciliter l'importation de ces veaux alors que, de l'autre, elle ne fait rien, dans la pratique, qui permette de bénéficier de la prime d'engraissement.

C'est pourquoi mon amendement vise à faire porter le poids de 200 à 300 kg.

Au cours d'une conversation privée, le rapporteur aurait parlé d'un problème de terminologie. J'aimerais savoir exactement quelle est l'interprétation à donner au terme en question, sinon je dois insister sur l'adoption de l'amendement.

M. le Président. — La parole est à M. Lückér.

M. Lückér, rapporteur. — Monsieur le Président, M. Vetrone a lui-même souligné qu'il ne s'agissait, de toute évidence, que d'une difficulté d'ordre terminologique. Le titre 2 du règlement est expressément libellé « Prime d'engraissement de bovins de boucherie » et l'article 7, paragraphe 2, précise que le contrat peut également porter sur des animaux bovins d'un poids ne dépassant pas 200 kg au début de la période d'engraissement. Ceci me paraît très raisonnable et répondre au vœu exprimé par les Italiens. Aussi dois-je avouer ne pas très bien comprendre la portée pratique d'une mesure consistant à porter le poids de 200 à 300 kg. Cette mesure serait contraire à l'objet réel du règlement. J'éprouve quelque difficulté à cet égard ; je n'ai pas très bien compris l'intervention de mon collègue. Il ne s'agit pas de veaux, de vitelli, mais de bovins de boucherie, ce qui n'est pas la même chose. Ce sont les bovins d'engrais qui doivent peser au moins 200 kg au moment de la conclusion du contrat. C'est pourquoi je ne comprends pas très bien pourquoi vous voulez

porter cette limite inférieure à 300 kg. Il m'est difficile de souscrire à cette solution, et je pense qu'il devrait en être de même en ce qui vous concerne.

En conséquence, je vous prie, M. Vetrone, de réfléchir à la question et de retirer votre proposition. J'ajouterai que cette question n'a pas été soulevée au sein de la commission de l'agriculture ; après mûre réflexion nous avons repris le règlement dans la forme proposée par l'exécutif. Je prie donc M. Vetrone d'envisager la possibilité de retirer son amendement. Cela nous permettrait de terminer le vote dans le délai prévu et de démentir le pessimisme de ceux qui affirmaient que nous n'y parviendrions pas avant 11 h 30 ce soir.

M. le Président. — La parole est à M. Vetrone.

M. Vetrone. — A la suite de l'explication du rapporteur, selon laquelle le terme « bovins » ne s'applique pas, en fait, aux veaux, je ne puis que retirer l'amendement.

Je voudrais qu'il soit pris acte que, pour le Parlement européen, le mot « bovins » n'inclut pas les « veaux », contrairement à l'acception usuelle que, chez nous, on donne à ce terme.

M. le Président. — La parole est à M. Lückér.

M. Lückér, rapporteur. — Je puis confirmer l'intention de M. Vetrone que nous établissons encore, au Parlement européen, une distinction entre veaux et bovins. Je le remercie vivement d'avoir retiré son amendement et d'être disposé à voter avec nous l'ensemble des textes tels que je vous les ai proposés et tels qu'ils répondent aux délibérations de la commission de l'agriculture ainsi qu'aux décisions arrêtées aujourd'hui dans la proposition de résolution.

M. le Président. — La déclaration de M. Lückér constitue la bonne interprétation du terme « bovins ».

Nous sommes donc en présence d'un ensemble de propositions de la part du rapporteur, sur lesquelles le Parlement va devoir se prononcer.

M. le Président. — La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling. — Monsieur le Président, il va de soi que nous ne saurions accepter les chiffres concrets fournis par le rapporteur. Nous étions en faveur des chiffres figurant dans la proposition de la Commission ; à mon regret, je dois donc déclarer au nom de mon groupe que nous ne sommes pas d'accord avec les amendements dont M. Lückér vient de nous donner lecture.

M. le Président. — Il n'y a pas d'opposition à la procédure qui a été proposée ? ...

Il en est ainsi décidé.

Je mets aux voix l'ensemble des propositions de modification aux cinq règlements développées par le rapporteur et rendues nécessaires par l'adoption, tout à l'heure, de la proposition de résolution.

L'ensemble de ces propositions de modification est adopté (*).

Le procès-verbal de la séance d'aujourd'hui comportera une liste détaillée des divers amendements qui ont été adoptés, retirés ou qui sont devenus sans objet.

Je suis heureux, Monsieur Lückner, que votre optimisme ait été récompensé par l'Assemblée. Je vous félicite du magnifique résultat que vous avez obtenu, et je remercie tous les membres pour le travail qu'ils ont accompli tout au long d'une journée très éprouvante et qui les a retenus jusqu'à une heure très avancée.

11. *Ordre du jour de la prochaine séance*

M. le Président. — La prochaine séance aura lieu demain, vendredi 14 mars 1969 à 10 h, avec l'ordre du jour suivant :

(*) J.O. n° C 41 du 1^{er} avril 1969, p. 22 et suiv.

— Rapport complémentaire de M. Behrendt sur les échanges intracommunautaires de viandes fraîches découpées ;

— Rapport de M. Merchiers sur divers produits alimentaires ;

— Rapport de M. Vredeling sur le concours du F.E.O.G.A. ;

— Rapport de M. Lückner sur la perception d'un montant compensatoire sur le lait en poudre ;

— Rapport de M. Dewulf sur les qualités type de certaines céréales ;

— Rapport de M. Briot sur l'arrangement international sur les céréales.

Mes chers collègues, au terme de ce long débat exténuant, permettez-moi d'adresser, en votre nom à tous, des remerciements sincères à tous nos collaborateurs, aux interprètes, aux traducteurs, aux fonctionnaires du service de la séance et d'une façon générale à tout le secrétariat de notre Parlement. Je les remercie pour les sacrifices qu'ils ont consentis et pour leur esprit de collaboration sans lesquels nous n'aurions pas eu terminé nos travaux ce soir.

La séance est levée.

(La séance est levée à 22 h 30)

SÉANCE DU VENDREDI 14 MARS 1969

Sommaire

1. Adoption du procès-verbal	158	7. Règlement concernant la perception d'un montant compensatoire sur le lait en poudre. — Examen d'un rapport de M. Lückner, fait au nom de la commission de l'agriculture :	
2. Composition des commissions	158	M. Lückner, rapporteur	160
3. Nomination du rapporteur général	158	Adoption de la proposition de résolution .	160
4. Directive relative aux échanges de certaines viandes fraîches découpées. — Examen d'un rapport de M. Behrendt, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique :		8. Règlement fixant les qualités type de certaines céréales. — Examen d'un rapport de M. Dewulf, fait au nom de la commission de l'agriculture :	
M ^{lle} Lulling, au nom du groupe socialiste ; MM. Merchiers, Santero	158	M. Lückner	161
Adoption de la proposition de résolution .	159	Adoption de la proposition de résolution .	161
5. Directive relative au rapprochement des législations dans le secteur des denrées alimentaires. — Examen d'un rapport de M. Merchiers, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique :		9. Règlement modificatif concernant l'organisation commune des marchés des céréales. — Examen d'un rapport de M. Briot, fait au nom de la commission de l'agriculture :	
M. Merchiers, rapporteur	159	M. Lückner	161
Adoption de la proposition de résolution .	159	Adoption de la proposition de résolution .	161
6. Règlement relatif au concours du F.E.O.G.A., section garantie. — Examen d'un rapport de M. Vredeling, fait au nom de la commission de l'agriculture :		10. Calendrier des prochaines séances	161
M. Aigner	160	11. Adoption du procès-verbal	161
Adoption de la proposition de résolution .	160	12. Interruption de la session	161

PRÉSIDENCE DE M. METZGER

Vice-président

(La séance est ouverte à 10 h).

M. le Président. — La séance est ouverte.

Avant d'aborder notre ordre du jour, je dois vous signaler que notre collègue italien, M. Samaritani, a été victime d'une crise cardiaque au cours de la nuit. Hier soir, il a encore participé très activement à nos travaux. Il se trouve actuellement à l'hôpital de Strasbourg.

En votre nom à tous, je souhaite un prompt et complet rétablissement à M. Samaritani.

1. Adoption du procès-verbal

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté.

2. Composition des commissions

M. le Président. — J'ai reçu du groupe démocrate-chrétien une demande tendant à nommer M. Raedts membre de la commission de l'association avec la Grèce en remplacement de M. Schuijt.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Cette nomination est ratifiée.

3. Nomination du rapporteur général

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la nomination du rapporteur général sur le deuxième rapport général sur l'activité des Communautés, conformément au paragraphe 3 de la résolution du 13 mars 1969.

Le bureau a reçu la candidature de M. Corona.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Cette candidature est ratifiée.

4. Directive relative aux échanges de certaines viandes fraîches découpées

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport complémentaire de M. Behrendt, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, sur la proposition modifiée de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant une directive relative à des problèmes sanitaires en matière d'échanges intracommunautaires de certaines viandes fraîches découpées (doc. 223/68).

Le rapporteur est absent, mais la réglementation du 11 mai 1967 précise qu'il serait en principe renoncé à la présentation orale du rapport lorsque celui-ci a été distribué dans le délai réglementaire, sauf si des données nouvelles l'exigent ou si une explication au fond est vraiment indispensable.

La parole est à M^{lle} Lulling, au nom du groupe socialiste.

M^{lle} Lulling. — Monsieur le Président, je voudrais d'abord féliciter M. Behrendt d'avoir bien voulu rédiger, au nom de la commission des affaires sociales, ce rapport complémentaire sur la proposition modi-

fiée de la Commission concernant une directive relative à des problèmes sanitaires en matière d'échanges intracommunautaires de certaines viandes fraîches découpées.

Au mois de juillet 1968, notre Parlement avait donné son avis sur la proposition de directive. Dans cet avis, il avait demandé à la Commission d'apporter six modifications à la proposition en question.

La Commission, qui aurait pu se baser sur l'article 149 du traité pour apporter des modifications à sa proposition initiale, a préféré modifier la directive du Conseil du 26 juin 1964. C'est son bon droit, nous n'avons rien contre cette procédure. Mais ce qui nous a déçus, c'est que sur les six modifications que nous avions proposées, la Commission n'en a retenu que deux. Elle n'a pas tenu compte des quatre modifications les plus importantes proposées par la commission des affaires sociales.

Voilà pourquoi nous avons fait ce rapport complémentaire. Il y est question notamment de l'utilisation des antibiotiques pour lesquels nous avons demandé une harmonisation à l'échelon communautaire, ainsi que de certains examens dans les établissements de contrôle de l'État et, enfin, de l'utilisation des cachets à encre dont nous avons demandé l'interdiction.

Ceci peut vous paraître très technique. Cependant, il y a aussi l'aspect politique. Nous sommes déçus de ce que la Commission n'ait pas tenu compte de nos propositions de modification et nous insistons auprès de la Commission pour qu'elle donne suite au vœu du Parlement européen.

La commission sociale vous demande donc de voter la proposition de résolution. Mon groupe, en tout cas, la votera.

Je voudrais profiter de cette occasion pour dire que dans le premier rapport que M. Behrendt a élaboré sur la directive, nous avons aussi remis en cause la procédure proposée par la Commission pour le comité vétérinaire. Évidemment, du fait que la Commission n'a pas maintenu sa proposition mais qu'elle l'a insérée dans une directive existante, il n'est plus question de ce comité. Je voudrais, en vue du rapport que va nous faire tout à l'heure M. Merchiers, insister sur cette question parce que nous devons constater, là aussi, que la Commission a récidivé et n'a pas tenu compte des propositions du Parlement européens.

Monsieur le Président, j'ai tenu à faire ces quelques remarques et, surtout, à remercier M. Behrendt d'avoir fait ce rapport complémentaire. Nous sommes en effet d'avis que c'était politiquement utile, étant donné que la Commission n'a pas tenu compte de nos vœux, ce que nous ne pouvons que déplorer.

M. le Président. — La parole est à M. Merchiers, au nom du groupe des libéraux et apparentés.

M. Merchiers. — Je marque mon accord avec ce qui est dit dans ce rapport.

M. le Président. — La parole est à M. Santero.

M. Santero. — (I) Monsieur le Président, chers collègues, bien que le temps dont nous disposons soit précieux, je ne puis faire moins que de dire quelques mots pour appuyer cette résolution et remercier le rapporteur, M. Behrendt.

Je suis en effet convaincu de l'extrême importance des propositions de modification présentées par la commission. Or, la nouvelle directive ne porte pas mention, comme l'a fait remarquer M^{lle} Lulling, des propositions concernant la réglementation des viandes fraîches provenant d'animaux auxquels ont été administrés des antibiotiques, des œstrogènes ou des thyrostatiques, ou qui ont été traitées avec des attendrisseurs, ou encore d'animaux qui ont absorbé, au cours des huit semaines précédant l'abattage, d'autres hormones, des substances analogues aux hormones, de l'arsenic ou de l'antimoine. De telles mesures seraient cependant d'une importance capitale pour protéger la santé des consommateurs.

Non moins utile, quoique moins importante, serait l'adoption de la prescription relative à l'estampillage au fer rouge sur les viandes fraîches, les cachets à encre présentant en effet l'inconvénient d'être délébiles ainsi qu'anti-hygiéniques.

Je voudrais faire une autre remarque encore. En tant que parlementaires européens, nous aspirons tous à l'extension des pouvoirs de l'Assemblée. En fait, le Parlement européen dispose de faibles pouvoirs. Cependant, il me semble qu'il serait plus logique, avant de réclamer des pouvoirs supplémentaires, d'exiger que soient respectés déjà les quelques pouvoirs que nous confère le traité.

Dans cet esprit, nous ne pouvons moins faire que d'appuyer la protestation que le rapporteur et notre commission ont élevée pour le manquement à l'article 149 du traité.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (*).

5. Directive relative au rapprochement des législations dans le secteur des denrées alimentaires

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Merchiers, fait au nom de

la commission des affaires sociales et de la santé publique, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant une directive relative au rapprochement des législations des États membres concernant l'extrait de viande, l'extrait de levure, l'extrait de protéines, l'arôme pour potages et autres mets, les bouillons, les potages et les sauces à base de viande (doc. 212/68).

En application de la réglementation du 11 mai 1967, je demande au rapporteur s'il estime indispensable de compléter oralement son rapport.

La parole est à M. Merchiers.

M. Merchiers, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, je serai extrêmement bref dans la présentation de mon rapport, car nos travaux sont sur le point de se terminer et tous les membres du Parlement ont consenti de rudes efforts au cours des journées précédentes. Ce rapport traite d'un problème technique qui a toutefois des incidences sur la santé publique. La directive proposée a pour objet le rapprochement des dispositions législatives des États membres relatives aux additifs et à l'étiquetage des denrées alimentaires énumérées dans le rapport. Pour des motifs de protection sanitaire, nous voulons veiller à ce qu'un nombre aussi peu élevé que possible d'additifs entrent dans la composition de ces denrées alimentaires, ces additifs étant exclusivement destinés à assurer leur conservation.

Nous avons en outre instamment demandé aux experts de s'efforcer de réduire au maximum la liste des additifs tolérés dans les denrées alimentaires.

Par ailleurs, nous avons insisté pour que la composition et, surtout, la nature des additifs chimiques utilisés figurent, dans la mesure du possible, sur l'emballage de ces produits. Même dans le cas où la teneur en additifs de ces produits n'excède pas les quantités tolérées, ils peuvent être dommageables pour certaines personnes moins résistantes. Du fait que la nature des additifs figure sur l'emballage, ces personnes sauront désormais si elles peuvent absorber sans danger ces denrées alimentaires.

Nous avons enfin exprimé l'espoir que le comité permanent des denrées alimentaires, qui sera institué dans la Communauté, soit également consulté sur ce problème, car ce comité travaillera en liaison directe avec les organisations de consommateurs. C'était là, Monsieur le Président, les points essentiels du rapport et de la proposition de directive.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (*).

(*) J.O. n° C 41 du 1^{er} avril 1969, p. 28.

(*) J.O. n° C 41 du 1^{er} avril 1969, p. 29.

6. *Règlement relatif au concours du F.E.O.G.A.,
section garantie*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion d'urgence du rapport de M. Vredeling, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant un règlement relatif au concours du F.E.O.G.A., section garantie (doc. 7/69).

Le rapporteur étant absent, je suppose qu'il renonce à intervenir.

Personne ne demande la parole ?...

La parole est à M. Aigner.

M. Aigner. — (A) Monsieur le Président, notre intention n'est pas d'ouvrir le sujet au débat. Nous avons maintes fois discoursé sur les délais de paiement. Je tiens cependant à signaler qu'il s'agit en l'espèce de sommes qui appellent en fait un contrôle parlementaire. Si vous examinez les chiffres figurant en annexe au rapport Vredeling et voyez le bond qu'ils ont effectué, les dernières années surtout — pour 1969 la somme atteint déjà 2 milliards d'u.c. —, vous admettez qu'une telle somme ne peut décemment plus être soustraite à un contrôle parlementaire. Je déplore qu'aucun représentant de la Commission ne soit dans l'assistance ; car j'aurais aimé lui poser une série de questions, m'enquérir par exemple de la position qu'adopte la Commission à l'égard du personnel. Nous avons déjà eu l'occasion de constater dans le passé, les sommes en jeu étant alors d'une importance bien moindre, que le contrôle exercé par la Commission était plus qu'insatisfaisant. C'est ainsi, par exemple, que lors du dernier débat que nous avons consacré à cette question, M. Carboni, qui avait fait une vérification complète des comptes, nous a appris que sur 5 000 demandes de remboursement présentées à la Commission, un seul cas était soumis à notre examen. C'est là un chiffre effrayant. La commission des finances et des budgets s'est engagée à examiner la situation de ce fonds à la loupe au cours des prochains mois. Je me demande même si nous ne devrions pas organiser un jour un vaste débat consacré au mode de gestion de ces sommes et à la question de savoir si ce chiffre énorme ne risque pas de conduire à un détournement de prestations.

Je crois que nous ne pouvons mieux faire aujourd'hui que d'approuver les modifications des délais. Nous nous trouvons là devant une nécessité de fait. Dans l'instant présent, nous ne pouvons en aucun cas assumer la responsabilité parlementaire de ces paiements.

M. le Président. — Je remercie M. Aigner d'avoir abordé le problème du contrôle parlementaire. Ce problème me semble en effet très important.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (*).

7. *Règlement concernant la perception
d'un montant compensatoire sur la
poudre de lait*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion d'urgence du rapport de M. Lückner, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement concernant la perception d'un montant compensatoire sur le lait en poudre entreposé antérieurement au début de la campagne laitière 1969-1970 (doc. 6/69).

La parole est à M. Lückner.

M. Lückner, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, ce rapport de la commission de l'agriculture se suffit à lui-même. Il conduit à la conclusion que la proposition de la Commission a perdu toute raison d'être à la suite du vote qui s'est déroulé hier en séance plénière et des décisions que nous avons arrêtées à cette occasion. La commission de l'agriculture constate dans un paragraphe, de façon laconique et lapidaire, que le prélèvement d'un montant compensatoire sur le lait écrémé en poudre est devenu sans objet à la suite de la position qui a été adoptée hier soir.

Je vous demande de bien vouloir souscrire à cette constatation que la commission fait dans le présent rapport. L'affaire serait de la sorte réglée.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (**).

8. *Règlement fixant les qualités type
de certaines céréales*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion d'urgence du rapport de M. Dewulf, fait au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement fixant les qualités type du froment tendre, du seigle, de l'orge, du maïs et du froment dur (doc. 8/69).

En l'absence de M. le Rapporteur, la parole est à M. Lückner.

(*) J.O. n° C 41 du 1^{er} avril 1969, p. 33.

(**) J.O. n° C 41 du 1^{er} avril 1969, p. 34.

M. Lückner, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, il s'agit bien ici de la même chose que dans le rapport précédent. Je rappelle qu'à la dernière session de Luxembourg, nous avons demandé la prorogation de la durée de validité des prix des céréales. Le présent rapport concerne la fixation des qualités type de certaines céréales. Maintenant que nous avons prorogé la durée de validité des prix, il nous faut agir de façon conséquente pour ce qui concerne les conditions qui régissent ces cours. Cela s'inscrit dans la logique de la décision que nous avons arrêtée à Luxembourg.

Aussi vous demanderai-je d'adopter ce rapport.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (*).

9. *Règlement modificatif concernant l'organisation commune des marchés des céréales*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion d'urgence du rapport de M. Briot, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant le règlement n° 120/67/CEE portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales, notamment en fonction de l'arrangement international sur les céréales (doc. 9/69).

En l'absence du rapporteur, la parole est à M. Lückner.

M. Lückner. — (A) Monsieur le Président, mon collègue, M. Briot, étant absent, je voudrais dire en son nom que cette proposition de la Commission concerne trois ajustements techniques tout à fait mineurs à des décisions précédentes. La commission de l'agriculture a examiné et adopté lesdits projets selon la procédure d'urgence, de façon à ne pas différer outre mesure l'application de l'accord international sur les céréales déjà fortement retardée par la

fixation des modalités d'application par le Conseil de ministres.

Je recommande donc à l'Assemblée de bien vouloir approuver le rapport de M. Briot, qui constate sans ambages au paragraphe 1 que nous approuvons la proposition de la Commission.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (*).

10. *Calendrier des prochaines séances*

M. le Président. — Le Parlement a épuisé son ordre du jour.

Le bureau élargi propose au Parlement de tenir sa prochaine période de session dans la semaine du 5 au 10 mai 1969.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

11. *Adoption du procès-verbal*

M. le Président. — Conformément à l'article 17, paragraphe 2, du règlement, je dois soumettre à l'approbation du Parlement le procès-verbal de la présente séance, qui a été rédigé au fur et à mesure du déroulement des débats.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté.

12. *Interruption de la session*

M. le Président. — Je déclare interrompue la session du Parlement européen.

La séance est levée.

(La séance est levée à 10 h 20)

(*) J.O. n° C 41 du 1^{er} avril 1969, p. 35.

(*) J.O. n° C 41 du 1^{er} avril 1969, p. 36.

